Pierre HAMEL

Sociologue, département de sociologie, Université de Montréal

(1991)

ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.

LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Pierre Hamel
[professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 239 pp. Collection : politique et économie.

La direction des Presses de l'Université de Montréal et l'auteur nous ont conjointement accordé le 9 juin 2006 son autorisation conjointe de diffuser électroniquement ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : pierre.hamel@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 24 avril 2012 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Pierre Hamel (1991)

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1991, 239 pp. Collection : politique et économie.

[237]

Table des matières

[Quatrième de couverture](#)

[Remerciements](#)

[Présentation](#)

Chapitre 1. [L'urbain, l'État, la redistribution et l'interprétation des mouvements sociaux](#)

Action collective et restructurations urbaines

La portée politique des mouvements urbains : objet d'étude et stratégie de recherche

Revendications sociales et actions sur le terrain économique

Le renouvellement de l'action collective et les enjeux urbains

Chapitre 2. [Scène politique, État-providence et crise de représentation](#)

Médiations politiques

L'État, variable stratégique

L'État-providence : une réponse circonstancielle ?

Tendances récentes dans la gestion du social

Un partenariat qui se cherche

Chapitre 3. [La portée politique des mouvements sociaux : les acquis de la sociologie](#)

Au-delà des perspectives divergentes, les éléments de consensus

Un revirement dans les schémas interprétatifs

Partir de l'action pour interpréter les mouvements

Chapitre 4. [Des années 1960 aux années 1990 : revendications et compromis](#)

La spécificité des mouvements urbains montréalais

Une histoire éclatée

Les intentions

Les contraintes

Chapitre 5. [Précarité et légitimité des mouvements urbains : l'enjeu du financement](#)

Une situation qui échappe en partie aux acteurs
Le financement des mouvements urbains : un changement de perspective ?
Des gains fragiles
Tirer parti des controverses
Une marge de manoeuvre restreinte malgré tout

Chapitre 6. [Le pari d'un développement local : es corporations de développement économique et communautaire](#)

Les CDEC et les mouvements urbains
Un partenariat à l'échelle des quartiers
Pour une nouvelle légitimité

Chapitre 7. [Une lecture individualiste de l'action collective](#)

La participation sur la scène locale
Les démarches de syndicalisation
Le point de vue des acteurs individuels

Chapitre 8. [Miser sur la démocratie locale](#)

Pragmatisme et médiations politiques
Effets politiques sur la scène locale
Au-delà des interprétations ambivalentes

[Ouvrages cités](#)

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

QUATRIÈME DE COUVERTURE

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre est consacré à des acteurs très souvent négligés dans les analyses du développement urbain : les mouvements sociaux. Comptant sur des capacités financières limitées, ceux-ci n'en possèdent pas moins des atouts qui en font des acteurs à part entière sur la scène politique locale.

Prenant appui sur l'exemple montréalais, l'auteur met en lumière l'action collective des mouvements urbains au cours des trois dernières décennies, eu égard à l'aménagement et au développement de la ville. Faisant appel à la sociologie des mouvements sociaux et à l'analyse politique de l'État et de la démocratie, il propose une nouvelle interprétation des mouvements urbains. À cette fin, c'est l'histoire récente des principaux événements ayant servi de jalons à l'action collective qui est rappelée. Le pragmatisme, l'individualisme et le partenariat retenant de plus en plus l'attention des mouvements sociaux, ces thèmes occupent, dès lors, une place primordiale dans le débat politique.

Ce livre prend la forme d'un essai. Les questions politiques y côtoient les interrogations théoriques. L'étude contribue à éclairer les choix auxquels se trouvent confrontés quotidiennement les mouvements urbains et leurs acteurs.

Pierre Hamel est professeur à l'institut d'urbanisme et vice-doyen à la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal. Il a publié plusieurs ouvrages et articles sur les mouvements sociaux et sur les politiques urbaines.

[6]

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention de la Fédération canadienne des sciences sociales, dont les fonds proviennent du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

[7]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉALAIS.**

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Plusieurs collègues, grâce à leurs critiques et à leurs commentaires judicieux, m'ont aidé à revoir la première version du manuscrit. Je tiens à les en remercier chaleureusement. Je pense en particulier à Guy Bourassa et à Jean-Pierre Deslauriers ainsi qu'au lecteur des Presses de l'Université de Montréal et à celui de la Fédération canadienne des sciences sociales. Mes remerciements cordiaux vont aussi à Jean-François Léonard avec qui la recherche dont rend compte le présent ouvrage a été entreprise ainsi qu'à Josianne Basque qui, grâce à ses interrogations parfois déroutantes, m'a donné l'occasion d'améliorer quelques chapitres. Je suis infiniment redevable à Johanne Archambault et Paul Croft pour les révisions apportées aux différentes versions du manuscrit. Enfin, les encouragements de Gérard Boismenu m'ont été maintes fois salutaires.

[9]

ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE. LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des trois dernières décennies, l'action collective sur la scène urbaine montréalaise a été partie prenante du processus de démocratisation de la vie politique. À plusieurs égards, les revendications et les projets mis de l'avant par les acteurs des mouvements urbains ont été constitutifs des représentations sociales et des processus de médiation politique. Et cela, même si ces mouvements et leurs acteurs n'avaient pas, au début des années 1960, la légitimité qu'ils semblent avoir acquise au cours des années 1980. À l'époque de la Révolution tranquille, les mouvements urbains critiquaient l'insuffisance ou la rigidité des politiques et programmes adoptés par les pouvoirs publics. Ils formulaient aussi une critique virulente de la structure hiérarchisée du pouvoir local. Leur intégration institutionnelle plus ou moins forte au cours des années 1970 et 1980 aurait-elle émoussé leur portée subversive ? Ce n'est pas la conclusion à laquelle nous sommes parvenu au terme de notre étude.

Depuis quelques années, les mouvements urbains montréalais sont ébranlés par des doutes sur leurs conditions de survie et l'étendue de leur marge de manœuvre. Parallèlement, ils ont redécouvert la complexité de l'action collective,

ses effets, son statut en tant que processus d'apprentissage et comme vecteur de décision dans le domaine public. Cela, en faisant appel à la fois à des approches à caractère pro-actif, à un partenariat avec la multitude des acteurs socio-économiques, à des choix et à des stratégies pragmatiques, ainsi qu'à une ouverture sur les valeurs individuelles : une série de dimensions qui étaient sans doute présentes auparavant, mais que les représentations dominantes de l'action collective et du politique laissaient dans l'ombre.

C'est précisément cette complexité de l'action collective que les travaux menés depuis quelques années à l'intérieur du champ de la sociologie des mouvements sociaux tentent d'éclairer. Disons que [10] les chercheurs ont d'abord essayé de décrire les formes concrètes que prennent les mouvements sociaux dans les sociétés complexes. Ils ont ainsi eu l'occasion de mettre en lumière la critique formulée par les mouvements et leurs acteurs à l'égard de l'emprise étatique sur la vie quotidienne, ces derniers réclamant, entre autres, un élargissement de la démocratie par le biais d'une participation accrue aux décisions publiques. Les chercheurs ont également fait part des nombreuses expérimentations sociales qui prennent place dans les failles du système socio-économique - compte tenu de la nouvelle configuration qui se dessine entre la société civile et l'État - en insistant sur le rôle que joue le pluralisme culturel des communautés à l'intérieur desquelles s'inscrit l'action. Enfin, c'est la réappropriation du sens de l'action par les acteurs eux-mêmes qui a retenu l'attention des chercheurs, les mouvements accordant une importance accrue aux représentations symboliques qu'ils construisent et qui contribuent, tout autant que leurs démarches concrètes, à définir leurs pratiques.

Toutefois, c'est également dans le champ théorique qu'ont été menés les travaux des chercheurs. L'incapacité de définir une théorie fructueuse - au sens fort du terme - de l'action collective n'a pas empêché de mettre au jour un certain nombre de débats majeurs qui apparaissent aujourd'hui au cœur des défis que doivent surmonter les mouvements sociaux : comment concilier la poursuite des intérêts privés et la défense du bien public à l'intérieur d'une même démarche ? Est-il possible de réunir les exigences propres à la démocratie et à la démocratisation des processus décisionnels, d'une part, et l'efficacité - voire la créativité - des choix et des stratégies d'intervention, d'autre part ? Jusqu'à quel point les mouvements sociaux peuvent-ils accepter de construire un débat social rationnel en ce qui a trait aux décisions publiques, lorsque leurs acteurs savent pertinemment que

ces décisions ne relèvent en rien d'un processus de choix rationnels ? Dans quelle mesure, enfin, les solutions mises de l'avant par les mouvements sociaux peuvent-elles contribuer à surmonter le dilemme fondamental de la démocratie libérale, à savoir la double nécessité de défendre conjointement les principes de liberté et d'égalité, contradiction qui, vraisemblablement, ne peut être surmontée qu'en pratique (Ignatieff, 1986) ?

Même s'il n'existe pas de réponse claire à toutes ces questions, elles sont désormais énoncées plus ouvertement compte tenu de la nature des contradictions inhérentes aux sociétés complexes ainsi que des défis politiques et sociaux que celles-ci doivent inscrire à l'ordre du jour : celui de l'intégration des minorités, celui de l'accroissement [11] des inégalités sociales, celui des choix de société devant la compétition accrue des marchés économiques à l'échelle internationale et celui des compromis entre les principaux groupes sociaux dans un contexte pluraliste de compromis et de négociation politique en équilibre précaire. Ces questions permettent de mieux comprendre et de mieux circonscrire la spécificité des mouvements sociaux, l'originalité du point de vue qu'ils énoncent en priorité relativement à la démocratisation du politique, la nature des choix qu'ils défendent en affirmant leur autonomie.

Un dernier élément qui mérite d'être mentionné tient au caractère contextuel de l'action collective. Même si elle obéit à certains principes généraux, l'action collective demeure fortement marquée par le contexte à l'intérieur duquel elle s'inscrit. Il n'en va pas autrement pour les mouvements urbains montréalais.

Défini dans un premier temps, au début des années 1960, autour d'enjeux relatifs au logement et à la rénovation urbaine, leur champ d'intervention s'est étendu, par la suite, à l'ensemble des conditions de vie, à la démocratisation de l'administration municipale et à une série d'enjeux sectoriels - allant des médias communautaires à la création de services communautaires d'entraide en passant par l'action dans le domaine de l'éducation des adultes - dont le rôle a été important dans les processus de production et de gestion de la ville et de ses principales composantes. Thèmes qui se sont révélés au coeur des revendications mises de l'avant par les mouvements urbains, mais qui ont accompagné, aussi, la nécessaire modernisation institutionnelle des politiques d'aménagement de même que l'émergence plus récente de la problématique du développement local. À cet égard, il apparaît très clairement que l'action des mouvements urbains a participé de très

près à la construction de la scène politique montréalaise, aux représentations qui l'animaient, aux transformations institutionnelles et politiques qui l'ont bouleversée. Ce faisant, les acteurs de ces mouvements - lesquels, la plupart du temps, sont demeurés précaires, leur survie étant continuellement menacée, pour des raisons financières, institutionnelles ou politiques - ont acquis, au fil des années, une certaine légitimité que seule peut expliquer leur portée politique effective sur la scène locale montréalaise.

Il paraît donc délicat de parler de ces mouvements, que ce soit sous l'angle de leurs difficultés ou de leurs revendications, ou encore sous celui de leurs conflits ou de leurs expérimentations, sans rappeler qu'ils se sont définis par rapport à une réalité urbaine [12] particulière qui n'a cessé de se transformer. Les problèmes auxquels se trouve confrontée en ce moment l'agglomération montréalaise sont passablement différents de ceux engendrés par la vague de modernisation de la trame urbaine au début des années 1960. Et cela n'est pas sans avoir affecté non seulement la nature des revendications mises de l'avant par les mouvements sociaux, mais, également, leur forme d'action et d'organisation.

Ce livre est consacré à un acteur très souvent négligé dans les analyses économiques ou même sociologiques du développement urbain, les mouvements sociaux. Bien que cet acteur - qu'il faut se représenter au pluriel et qui n'est en rien homogène - possède des capacités d'investissement, sur le plan financier, fort limitées, il ne détient pas moins d'autres atouts qui font de lui un acteur à part entière sur la scène politique locale.

L'objectif qui est poursuivi ici est de mettre en lumière l'action collective des mouvements urbains montréalais en dégageant leur portée politique à l'égard de l'aménagement et du développement de Montréal entre le début des années 1960 et la fin des années 1980. Les matériaux à partir desquels ce livre a été construit résultent d'une recherche entreprise au début des années 1980 et dont les éléments préliminaires de problématique ont déjà été publiés (Hamel et Léonard, 1981).

En outre, ce livre a été réalisé à partir d'un principe simple, celui de la nécessité de mener de front à la fois la réflexion théorique et les études empiriques pour enrichir l'analyse. Conséquemment, on pourra lire dans les chapitres qui suivent des éléments théoriques de mise en perspective pour l'étude de l'action collective qui font appel, d'une part aux débats menés à l'intérieur de la sociologie des mou-

vements sociaux et, d'autre part, aux interrogations soulevées par la crise du politique. De plus, c'est le rappel d'une histoire récente qu'il a fallu produire. Cette histoire a été effectuée en reprenant les événements qui ont servi de jalons à l'action collective, à partir d'une synthèse des principales traces laissées par les revendications et les affrontements majeurs auxquels ont participé les mouvements urbains. Ces matériaux, enfin, sont ceux qui résultent de trois enquêtes spécifiques portant sur les thèmes suivants : 1° le financement des organisations populaires, 2° les questions relatives à la démocratie interne dans les organisations à l'occasion des débats engendrés, notamment par le mouvement de syndicalisation à l'intérieur d'un certain nombre de groupes à partir de la fin des années 1970 et du [13] début des années 1980, 3° les enjeux du développement local. Mentionnons également que ces matériaux sont complémentaires aux travaux effectués parallèlement par Jean-François Léonard (1985), qui a mis l'accent, pour sa part, sur les aspects institutionnels des rapports entre l'État et les mouvements urbains.

Le livre est subdivisé en huit chapitres et ne propose pas un cadre théorique formalisé. Cela ne veut pas dire pour autant qu'un certain nombre d'orientations et de choix théoriques ne se dégagent pas de ce qui est présenté. Ils sont toutefois énoncés avec circonspection, résultant à la fois d'un bilan des travaux que nous avons effectués antérieurement sur les mouvements urbains, d'une lecture subjective des débats théoriques actuels sur l'action collective et des interrogations sociales et politiques formulées par les acteurs des mouvements à travers leurs engagements personnels et collectifs. Dans cet esprit, ce livre invite à ouvrir la discussion sur la portée politique des mouvements urbains et sur certaines hypothèses explicatives quant à leur évolution dans le contexte montréalais. Il suggère à cet égard quelques pistes interprétatives qui confrontent les visions dominantes du politique et de la démocratie locale tout en se démarquant de certaines analyses qui proposent des visions étriquées du politique et de l'action collective.

Voici en résumé le contenu de chacun des chapitres. Le premier chapitre est avant tout un chapitre introductif. Il permet d'esquisser quelques éléments de problématique en plus de préciser la délimitation de l'objet d'étude et de présenter la stratégie de recherche.

Le deuxième chapitre porte sur le contexte politique, parce que c'est en premier lieu par rapport à ce terrain que l'on examine ici l'action des mouvements urbains. La scène politique est alors introduite par rapport aux questions fonda-

mentales qu'elle soulève en tant qu'espace de médiation et de représentation. C'est également l'occasion de rappeler le thème de la crise du politique, en particulier sous l'angle des problèmes de légitimité auxquels se trouve confronté l'État-providence, tant d'un point de vue interne que dans ses rapports à la société civile. Ajoutons que même si ce sont les enjeux de la démocratie locale qui nous préoccupent de prime abord, ceux-ci sont toujours définis à l'intérieur d'un espace politique plus large que permet de désigner l'État local au sens où en parle Warren Magnusson (1985), c'est-à-dire l'ensemble des instances étatiques qui interviennent sur la scène locale. C'est pourquoi ce chapitre - en situant les termes de la crise politique d'un double point de vue théorique et [14] historique - nous apparaît comme un détour indispensable qui permet de dégager les éléments politiques majeurs ayant servi de système de référence aux acteurs des mouvements urbains.

Le troisième chapitre fait le point sur les débats récents à l'intérieur de la sociologie des mouvements sociaux et présente les principaux éléments à la fois de consensus et de divergence qui la caractérisent. Cette recension critique des écrits, compte tenu de nos objectifs, permet de dégager quelques principes théoriques et méthodologiques pour l'étude des mouvements urbains. Elle nous conduit aussi à préciser la perspective d'analyse qui a influencé notre démarche de recherche. Partant de l'action pour interpréter les mouvements, notre démarche participe d'un courant qui accorde une plus grande attention aux acteurs et à leurs motivations qu'aux déterminations structurelles. De ce fait, elle tient compte des représentations que produisent les acteurs ainsi que des facteurs subjectifs qui alimentent leur engagement.

Le quatrième chapitre dégage les principales caractéristiques des mouvements urbains montréalais. L'accent est mis à la fois sur les facteurs internes et sur les facteurs externes qui déterminent l'action. Précisant les grandes étapes qui ont marqué l'évolution des mouvements urbains montréalais, ce chapitre est l'occasion de présenter d'une manière synthétique la configuration des mouvements urbains en insistant sur les principaux événements qui se sont révélés des tournants pour les acteurs de ces mouvements.

Les trois chapitres suivants abordent trois enjeux majeurs autour desquels s'est vraisemblablement jouée la définition - l'identité, la survie, l'autonomie - des mouvements urbains montréalais. Il s'agit de la question du financement (chapitre 5), de la question du développement local (chapitre 6) et de la question de la dé-

mocratie interne des mouvements à partir d'un phénomène particulier, soit celui de la syndicalisation, qui s'articule de près à d'autres aspects comme le thème de l'individualisme (chapitre 7).

Le dernier chapitre reprend les éléments d'analyse qui se dégagent des chapitres précédents et propose une lecture de la portée politique des mouvements urbains sur la scène locale montréalaise. Les questions soulevées au cours des pages précédentes sont rappelées et certains éléments de réponse sont présentés. L'interprétation qui est suggérée souligne qu'en dépit de leur précarité, les mouvements urbains montréalais ont participé de près aux transformations de l'agglomération et des représentations qui les accompagnent ou les [15] précèdent. Ce faisant, les mouvements urbains et leurs acteurs ont acquis une légitimité indéniable, devant des acteurs à part entière.

Ce livre prend la forme d'un essai. Les questions politiques y côtoient parfois les interrogations théoriques. Les éléments empiriques permettent d'alimenter et de soutenir quelques hypothèses exploratoires. Toutes les questions introduites en cours de route n'ont pas forcément trouvé de réponse satisfaisante. Nous espérons néanmoins que ces pages contribueront à éclairer les choix auxquels se trouvent confrontés quotidiennement les mouvements urbains et leurs acteurs.

[17]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

Chapitre 1

L'urbain, l'État, la redistribution et l'interprétation des mouvements sociaux

[Retour à la table des matières](#)

À l'instar des États nations, les villes se construisent à travers les conflits, les affrontements, les luttes. Montréal ne fait pas exception. Les contestations populaires qui ont remis en question les projets publics et privés d'expansion et de re-développement, ainsi que les demandes collectives d'amélioration des équipements et services urbains, ont eu plus d'échos dans cette ville qu'ailleurs au Québec ou même au Canada. Cela tient sans doute à des facteurs externes, comme le fait que, tant d'un point de vue historique que sur le plan géographique, Montréal a joué un rôle stratégique dans l'organisation de l'espace canadien et québécois. Mais cela fait appel tout autant à des facteurs plus subjectifs qui relèvent avant tout de *l'intentionnalité* des acteurs.

De ce point de vue, l'insatisfaction des contestataires demeure toujours une réalité difficile à cerner. Ultimement, que revendique-t-on ? Y a-t-il autre chose que ce qui a été énoncé publiquement ? Sur le plan institutionnel, quelles sont les garanties pour les autorités qu'une réponse positive aux revendications sociales ne déclenchera pas une escalade de nouvelles requêtes ? À un moment ou l'autre, ces

questions trottent dans la tête des élites locales, qui, pour les contestataires, font aussi, la plupart du temps, figure d'adversaires. Mais qui peut se targuer de répondre à de telles questions en toute assurance ? Est-ce que le propre de l'action collective n'est pas justement d'échapper aux prévisions personnelles de sorte que même les leaders des mouvements ne sont pas certains d'en maîtriser la portée ?

Du début des années 1960 jusqu'à maintenant, des milliers d'associations, d'organisations, de groupes se sont formés sur la scène [18] urbaine montréalaise. Et dans plusieurs cas, ils n'ont pas hésité à se substituer aux institutions publiques, spécialement dans les quartiers populaires, afin de fournir aux populations de ces quartiers des services collectifs répondant à leurs besoins. Des citoyens, des militants, des animateurs sociaux et d'autres professionnels aussi se sont engagés dans ces démarches d'expérimentation sociale et de participation qui contribuaient à élargir la vie démocratique locale. Ils y ont investi beaucoup d'énergie, participant directement à la transformation de leur ville et des représentations qui la constituent. Cependant, par la même occasion, ils contribuaient à leur propre redéfinition et à leur autonomie, gagnant une confiance en eux-mêmes et une détermination qu'ils ne se connaissaient pas forcément auparavant.

Dans cette perspective, nous pouvons faire valoir un dynamisme spécifique aux mouvements sociaux sans pour autant ignorer les contradictions qu'ils véhiculent. C'est ce qui nous est révélé par leur présence sur la scène politique où, pour parvenir à s'exprimer en tant qu'organisations, les acteurs qui s'y engagent doivent nécessairement faire des compromis. L'action collective apparaît alors tissée à partir d'une multitude de projets individuels enracinés dans les préoccupations de la vie quotidienne, même si ce qui nous préoccupe pour l'instant fait appel avant tout à leur forme d'expression politique.

À ce titre, compte tenu du poids des institutions qu'ils affrontent - ou avec lesquelles ils négocient - et dont dépend leur survie dans la majorité des cas, les acteurs des mouvements sociaux ont amplement recours à la ruse et au paradoxe. Même si l'on constate que cette orientation a pu être, à l'occasion, involontaire, elle n'en a pas moins influencé le parcours et la portée de leur engagement.

Ces considérations soulignent des problèmes internes qui ont profondément marqué l'évolution de l'action collective autour des enjeux urbains et de la démocratie locale montréalaise ; elles font appel en même temps à des engagements, en

termes de recherche, qui vont au-delà de choix circonstanciels, entraînant des discussions à la fois théoriques et sémantiques ainsi que des analyses concrètes sur le terrain socio-politique.

Les notions de mouvement social et d'action collective ont été utilisées dans les pages précédentes d'une manière indicative. Elles désignaient des processus de remise en question, par les acteurs de la société civile regroupés à l'intérieur d'associations bénévoles, des [19] modèles d'intervention et de gestion habituellement formulés et rendus opérationnels par la classe politique et les classes dominantes.

Cette définition, largement intuitive, n'avait pour but que d'introduire le propos. Elle ne visait pas à choisir un raccourci pragmatique ayant pour but de mettre de côté les débats théoriques sur le sujet. Dès à présent, toutefois, elle appelle des précisions supplémentaires concernant l'objet d'étude, les hypothèses et les éléments d'interprétation qui nous ont guidés au cours de cette recherche.

Mentionnons tout de suite, cependant, que le pari majeur de notre démarche est d'avoir mené de front la réflexion théorique et l'étude concrète des mouvements sociaux sur la scène urbaine montréalaise. Ce qui s'explique par une conviction profonde relative à l'enrichissement mutuel des deux approches au profit de l'analyse.

Action collective et restructurations urbaines

En termes rétrospectifs, on peut dire que les trente dernières années de la vie politique montréalaise ont été marquées par de nombreux bouleversements aussi bien du paysage urbain que de la vie démocratique locale. Les quartiers populaires de l'est et du sud-ouest, par exemple, n'ont plus aujourd'hui l'homogénéité qu'on leur connaissait au début des années 1960. Plusieurs des secteurs du centre-ville et de sa périphérie ont été « revitalisés » grâce aux subventions municipales et au mouvement d'accès à la propriété porté par les nouvelles classes moyennes (Dansereau, 1985). En outre, il faut mentionner l'ouverture manifestée, dès la fin des années 1970, par les autorités publiques municipales à l'égard des valeurs environnementales, du patrimoine et de la qualité du cadre de vie. Ce changement d'attitude peut faire appel à diverses hypothèses (Léveillé, 1987 ; Hamel, 1989a),

mais avant tout, il s'articule au poids économique et politique grandissant des nouvelles classes moyennes sur la scène locale.

Or, parallèlement à ces changements, résultat de la crise économique des années 1970 et du début des années 1980 et de ses effets restructurants, les conditions de vie d'une partie de la population montréalaise se sont beaucoup détériorées. Pensons en particulier aux jeunes qui survivent par le biais d'emplois périodiques, aux familles monoparentales dont la responsabilité relève la plupart du temps des femmes - dans 85% des cas (Le Bourdais et Rose, 1986) -, aux travailleurs affectés par les fermetures d'usines, aux retraités dont [20] le nombre croît, tant pour des raisons démographiques qu'à cause des transformations du marché de l'emploi (Carette, 1986).

Pour tous ces groupes et pour les individus qui les composent, le paysage urbain s'est aussi modifié. Dans leur cas, cependant, les « embellissements » apportés au mobilier urbain par l'administration Drapeau-Lamarre n'ont pas engendré une hausse de leur qualité de vie. Ces améliorations cosmétiques étaient loin de viser à l'essentiel, à savoir la reconversion du système économique et la réinsertion sociale des plus démunis.

Depuis le milieu des années 1970, les bilans négatifs relativement aux problèmes que traverse l'agglomération n'ont cessé de se multiplier : rapports de l'OPDQ (1979), études effectuées par la Chambre de commerce du district de Montréal (1983), Sommet économique de la ville de Montréal (CIDEM, 1986), rapport Picard (1986), étude de l'économiste Higgins (1986), etc. Chaque fois le diagnostic est à peu près le même : difficultés sérieuses de reconversion et de modernisation de certains segments industriels, problèmes de chômage qui relèvent, entre autres, de l'insuffisance de la formation des travailleurs et travailleuses pour les secteurs de pointe, dynamisme plus faible de Montréal en comparaison à d'autres grandes villes nord-américaines, en particulier dans des créneaux stratégiques pour la relance de l'ensemble comme le secteur financier (Lamonde et Polèse, 1988), exode de la population en faveur des villes de banlieue, réduisant d'autant la marge de manoeuvre financière de la métropole (Barcelo, Charbonneau et Hamel, 1990), absence de concertation des principaux acteurs économiques et politiques à l'échelon régional (Proulx, 1989), problèmes de détérioration sociale et urbaine avancée dans un certain nombre de quartiers périphériques au centre-ville - en particulier dans l'est et le sud-ouest (Conseil des affaires sociales, 1989) -,

etc. Une série de problèmes et d'obstacles par rapport auxquels la classe politique tente d'opposer un discours réconfortant qui, depuis la fin des années 1970, met l'accent sur le virage technologique et le pari d'une internationalisation de Montréal à l'échelle des grands systèmes d'échanges économiques. Cette perspective contraste avec les visions de grandeur mises de l'avant antérieurement par le maire Drapeau, mais elle ne converge pas d'emblée avec la vision de l'aménagement et du développement préconisée par les mouvements urbains, ceux-ci se préoccupant avant tout de l'intégration sociale des citoyens des quartiers populaires que la représentation élitiste du développement, [21] suggérée par la classe politique, risque fort de laisser pour compte.

Cela étant dit, les problèmes d'aménagement urbain et de démocratie locale dans le cas de Montréal ne se sont pas toujours posés par rapport aux enjeux économiques de son développement.

D'autres aspects relatifs aux équipements, aux conditions de vie, à l'accessibilité à un logement décent pour les citoyens des vieux quartiers ont été pendant plusieurs années à l'avant-scène des mobilisations populaires.

Mais qu'est-ce qui caractérise avant tout ces acteurs que sont les mouvements urbains qui ne partagent pas le point de vue des élites et de la classe politique ? En abordant le phénomène de l'action collective sur la scène politique locale, la première difficulté à surmonter est celle du vocabulaire, et ce, tant pour des raisons d'ordre empirique, tenant à la nature et à la forme des mouvements, que pour des raisons d'ordre théorique. En premier lieu, il faut rappeler que la notion de mouvement est d'abord un construit théorique : « The notion of social movement, écrit Alain Touraine, like most notions in the social sciences, does not describe a part of « reality » but is an element of a specific mode of constructing social reality » (Touraine, 1985 : 749). C'est le contenu que les chercheurs lui attribuent, variable au gré des problématiques, qui va permettre de décoder et de mettre en lumière ce qui est significatif à l'intérieur du construit.

Comités de citoyens, organismes communautaires, organisations de lutte, groupes populaires, associations bénévoles, mouvements sociaux, coalitions étaient les termes utilisés par les acteurs eux-mêmes pour identifier les unités de base de l'action collective. Or, non seulement ces expressions désignent-elles des réalités différentes sur le plan organisationnel et idéologique, mais, en plus, il

existe des distinctions importantes selon les secteurs d'activité et selon la période historique de référence. De manière très succincte, quelques exemples peuvent aider à mieux comprendre. Les comités de citoyens du début des années 1960, qui ont été mis sur pied en premier lieu dans les quartiers du sud-ouest, formulaient une autre vision de l'action collective à la fin de la décennie. Certains de ces comités, en s'intégrant au Front d'action politique des salariés de Montréal (FRAP), se sont alors engagés directement dans la lutte électorale contre le Parti civique du maire Drapeau. Leur conception de la participation populaire avait donc évolué, s'énonçant dans des termes beaucoup plus politiques après que les responsables des comités [22] de citoyens eurent été éconduits par l'administration municipale suite à leurs demandes de participation.

On retrouve des différences tout aussi importantes entre les « groupes populaires » du début des années 1970, ceux de la fin de cette décennie et ceux du milieu des années 1980. Chaque période est caractérisée par une conception particulière dominante de l'action collective et par une vision relativement explicite des priorités sociales et politiques que celle-ci doit poursuivre. Le même commentaire s'applique, enfin, en ce qui concerne les affrontements et les luttes autour d'enjeux spécifiques. Contrairement à ce que l'on observe aujourd'hui, par exemple, les militants et les leaders des mouvements urbains des années 1960 et 1970, et ce tant dans leurs discours que dans leurs pratiques, avaient tendance à formuler, dans l'ensemble, des revendications plus radicales et à recourir plus fréquemment à des moyens d'action directe, que ce soit des marches collectives, des occupations ou des opérations de dénonciation publique des adversaires.

L'action collective sur la scène urbaine locale semble donc avoir emprunté des formes diverses. Mais, en définitive, est-ce que l'on parle toujours de la même chose lorsque l'on considère un comité de citoyens voulant participer à un processus de rénovation urbaine, une garderie populaire qui mène des actions pour la reconnaissance d'un droit social ou une coalition sur les médias communautaires qui demande un programme de financement adéquat pour les activités de ses membres ? Sur quel plan ces différents groupes se rejoignent-ils ? Compte tenu de leur diversité et des finalités particulières qu'ils poursuivent, comment rendre compte de leur action ? Comment cerner non seulement le sens que les acteurs prêtent à leur engagement, mais aussi la portée politique de celui-ci ?

Voilà, en bref, les questions initiales de cette recherche. L'hypothèse sous-jacente est que la majorité des acteurs participant à l'action collective autour des enjeux urbains et de la démocratie locale, dans le contexte montréalais, remettent en question le modèle politique dominant caractérisé d'abord par une problématique de contrôle social et ensuite par une vision élitiste tant de l'aménagement et du développement urbain que de la médiation des conflits sur la scène locale.

D'autres questions, également importantes, accompagnaient ces premières interrogations. Qu'est-ce qui spécifie le mieux ces diverses formes d'action collective ? Quels sont les principaux facteurs [23] explicatifs de leur évolution ? Quelle est leur portée politique, compte tenu du type de planification urbaine qui a prévalu à Montréal ? Est-ce que la nature de leurs rapports avec l'État ne constitue pas la dimension la plus susceptible d'expliquer précisément cette portée politique ?

Sans avoir été complètement abandonnées, ces questions ont été reformulées en cours de route. En fait, la problématique de départ, telle qu'elle a été rédigée au début des années 1980 (Hamel et Léonard, 1981), a été passablement modifiée. En résumé, disons que cette problématique considérait les contradictions sociales du capitalisme avancé à partir des enjeux urbains et de l'action collective à l'endroit de ces enjeux. Compte tenu par ailleurs de l'importance grandissante du rôle de l'État dans les processus de régulation sociale, cet aspect se situait au cœur de la problématique. L'État et les mouvements sociaux étaient alors considérés essentiellement sous l'angle de leurs rapports contradictoires, étant donné les intérêts défendus de part et d'autre.

En dépit d'une critique des lectures réductionnistes du politique qu'elle renfermait, cette problématique n'en véhiculait pas moins, pour reprendre l'expression de Claude Lefort, une vision « révolutionnariste » du changement social. Ce qui signifie qu'elle reposait sur l'a priori implicite que « la conquête de l'appareil d'État par les dominés ou tel parti qui les guide, et l'utilisation des ressources à leur profit, crée les conditions d'une abolition de la domination » (Lefort, 1981 : 77). L'action collective se trouvait conséquemment interprétée en fonction de cet a priori. L'analyse tentait alors de voir si l'action collective contribuait directement ou indirectement à la construction d'une force politique capable d'établir un rapport de forces significatif au pouvoir d'État, en vue de conduire à un changement définitif des règles du jeu.

Un tel biais conduisait nécessairement à faire ressortir les difficultés concrètes vécues par les acteurs et les organisations : conflits entre les intellectuels et la base, problèmes de mobilisation, caractère inadéquat des moyens d'action, faiblesse des organisations. L'action collective sur la scène urbaine montréalaise apparaissait, sous cet angle, « localiste » et incapable de parvenir à infléchir la logique urbaine dominante en dépit de certaines retombées positives, en relation à des problèmes spécifiques ou en regard des politiques sociales et des politiques urbaines (Hamel et Léonard, 1980).

[24]

D'une manière rétrospective, à la lumière des débats théoriques récents survenus à l'intérieur de la sociologie des mouvements sociaux, mais au vu également de la diversité des modes d'expression des mouvements urbains sur la scène locale, il apparaît que la vision « révolutionnariste » mise de l'avant à l'époque ne retenait de ces mouvements que ce qui renforçait son hypothèse. Les acteurs, selon cette vision, n'avaient finalement pas beaucoup de responsabilité et le sens de l'action était usurpé par des déterminismes qui leur échappaient. Il n'était pas possible non plus, à partir de cette perspective, de comprendre la critique radicale des modèles de gestion étatique formulée par les acteurs, ni de cerner, au-delà d'une vision schématique, sa portée politique véritable. L'analyse demeurait donc prisonnière des a priori théoriques du paradigme en question et mettait de côté l'apport essentiel des mouvements urbains à une compréhension renouvelée du politique et de la démocratie locale qui tienne compte de l'identité des acteurs et de leur mode d'engagement dans l'action collective. Ce type de critique à l'endroit de notre problématique initiale et les réajustements qu'il infère sont d'ailleurs esquissés d'une manière très judicieuse par Jean-Pierre Deslauriers et Hermance Pouliot (1982).

Afin d'élaborer une perspective d'analyse plus appropriée à l'étude des mouvements urbains dans le contexte montréalais, il paraît donc indispensable, dans un premier temps, de prendre en compte leur spécificité. Si le problème de l'objet d'étude se pose alors d'emblée, nous verrons qu'il ne peut être défini indépendamment de la problématique et de la stratégie de recherche qui l'accompagnent.

La portée politique des mouvements urbains : objet d'étude et stratégie de recherche

Les remarques des derniers paragraphes laissent en suspens la question complexe de l'objet d'étude. Comment désigner cette multitude de comités de citoyens, d'associations, d'organismes communautaires, de coalitions engagés depuis le début des années 1960 dans des réalisations et des projets collectifs, dans des démarches qui revendiquent une participation accrue des citoyens et citoyennes aux affaires urbaines et une amélioration des conditions de vie pour les classes populaires ? Quelles sont les caractéristiques sociales, organisationnelles, idéologiques qui permettent de rattacher les actions de ces groupes à un seul et unique phénomène ?

[25]

Dans les pages précédentes, maintes fois nous avons eu recours à l'expression « mouvement social », avalisant ainsi indirectement l'idée d'une certaine homogénéité au-delà de la diversité des formes et des enjeux de l'action collective sur la scène locale. Cette notion est habituellement utilisée dans les écrits sociologiques pour désigner les associations bénévoles qui agissent dans un but de changement social. Elle semble appropriée dans la mesure où, indépendamment de l'intensité des mobilisations, les groupes qui, à l'intérieur de la société civile, se mobilisent dans le but de réaliser un projet à caractère communautaire possèdent un dénominateur commun en ce qu'ils tentent de remettre en question les rapports de domination ainsi que le modèle autoritaire de gestion du social mis en pratique par les institutions publiques. Ce qui ne préjuge, bien entendu, ni du succès des actions entreprises, ni de leur portée politique.

Par ailleurs, il a été mentionné qu'il s'agissait des mouvements sociaux sur la scène urbaine. Implicitement, cette expression excluait des mouvements qui, bien qu'ils puissent à l'occasion s'exprimer sur la scène locale, ne définissent pas principalement leur action autour des enjeux urbains : pensons aux mouvements des femmes, des jeunes, des écologistes, etc. Plus directement, étaient visés :

- 1° les groupes qui interviennent sur le plan de la production et de l'organisation de l'espace urbain ;
- 2° ceux dont l'action porte sur les équipements et services collectifs pour leur acquisition, leur modernisation ou pour en modifier la gestion ;
- 3° enfin, ceux qui agissent relativement au développement local et dont les actions en vue d'améliorer les conditions de vie sont reliées à des démarches qui visent à une relance économique, par le biais de la formation ou de la création d'emplois, ou par l'entremise d'initiatives aptes à stimuler l'entrepreneurship.

Pour désigner les diverses formes que revêt l'action collective sur tous ces plans, nous allons recourir à l'expression « mouvements urbains » (Pickvance, 1985). Bien que cette expression ne permette pas de résoudre toutes les difficultés rattachées à la dénomination des formes diversifiées de l'action collective autour des enjeux urbains, elle demeure l'expression générique la plus appropriée.¹

[26]

Nous préférons cette expression notamment à celle de « mouvements sociaux urbains », qui présuppose que l'ensemble des unités constitutives de ces mouvements soit parvenu à engendrer un changement radical des significations urbaines (Castells, 1983). À cet égard, rappelons que l'expression « mouvement social urbain » a beaucoup été utilisée dans les années 1970 par les chercheurs structuro-marxistes intéressés aux mouvements sociaux. Elle s'inscrivait souvent, à ces occasions, à l'intérieur d'une perspective révolutionnariste. Elle conserve toujours certaines ambiguïtés. Comme le rappelle Chris Pickvance (1985), cette expression

¹ Il est utile à ce propos de rappeler en détail les arguments de Chris Pickvance : « The ambiguities derive from the diversity of literature and analytical framework involved. The political-science literature distinguishes between parties, pressure groups, and protest groups as forms of "interest aggregation". As used here, urban movements may either be protest groups, which reject the rules of the game, or pressure groups, which work to change particular policies but accept the political system. (In many cases urban movements will do both over a period of time.) Again there is the connotation of a noninstitutionalised social force, but in this case it lies outside pressure groups and parties. I shall use "urban movement" to refer to the individual organisations rather than the movement as a whole » (1985 : 32).

désigne tout autant le mouvement dans son entier que les unités qui le composent. Parler de mouvement social urbain, que ce soit au singulier ou au pluriel, conduit à projeter une image de cohérence sur un phénomène fragmenté dont les éléments constitutifs sont, avant tout, caractérisés par des différences organisationnelles, idéologiques, stratégiques. Sans compter que chaque unité est elle-même traversée par des courants, des pôles de référence nombreux auxquels l'idée d'unité, subsumée sous le vocable de mouvement social, ne rend pas justice. Comme le fait remarquer à juste titre Charles Tilly (1984),

The group image is a mystification. In real social movements, involvement ebbs and flows, coalitions form and dissolve, fictitious organizations loom up and fade away, would-be-leaders compete for recognition as the representatives of unorganized constituencies, leaders make deals with police and politicians. The parallels with the mounting of demonstrations are impressive. At the extreme (as John McCarthy and Mayer Zald have said) professional social movement organizations manage to keep movements going despite little or no contact with the publics on whose behalf they claim to be acting ; they manage by finding elsewhere the resources to sustain a challenge.

What is more, organizers, brokers, some participants, and some authorities commonly know that they are not dealing with a group [27] durably organized around a well defined interest. Yet they collaborate in maintaining the illusion (311, 312).

La notion de mouvement social, en particulier dans le cas des mouvements urbains récents, transige avec une réalité qui apparaît forcément décevante mesurée à l'aune des projections révolutionnaristes. La faiblesse de la mobilisation, le pluriclassisme de la base sociale, l'importance du rôle de la petite bourgeoisie dans la direction des organisations, la présence accrue des nouvelles classes moyennes, les tendances à l'institutionnalisation à l'intérieur de certains groupes - sans parler du caractère diffus et ponctuel des formes plus récentes que revêt l'action collective, comme le souligne Melucci (1983) - constituent autant de facteurs contribuant à infléchir les formes concrètes de l'action collective. À l'intérieur de cette problématique, la rupture avec l'imagerie du mouvement social, telle que véhiculée par une bonne partie de la sociologie des mouvements sociaux au cours des années 1970, est dès lors consommée.

De ces remarques, on doit retenir que les groupes ou les unités constitutives des mouvements urbains ne poursuivent pas nécessairement un projet unifié. Si nous voulons prêter aux mouvements urbains une certaine unité - que ce soit sur le plan de leur orientation ou au point de vue de leurs retombées sociales ou politiques - celle-ci doit être formulée à titre d'hypothèse et dégagée au terme d'une démarche d'analyse et d'interprétation plutôt que postulée au départ ; en effet, seule l'étude de la configuration de ces mouvements et de leurs composantes est susceptible d'éclairer leur emprise concrète et, partant, le sens de leur action. Conséquemment, le débat sur la nature et la portée des mouvements urbains - leur capacité de devenir ou de jouer effectivement le rôle de mouvement social urbain - est dès lors indéniablement relancé. Dans ces circonstances cependant, s'il faut faire appel à - et même exiger - une interprétation de l'action collective, ce ne peut être qu'en rapport avec un contexte empirique.

En résumé, pour les raisons *mentionnées*, il nous semble que la notion de mouvement urbain permet de désigner d'une manière adéquate, en tenant compte à la fois de leur diversité et de leur spécificité, et sans préjuger de leur portée effective, l'ensemble des actions menées par des associations bénévoles autour des enjeux urbains sur la scène locale.

Dans le cadre de la présente recherche, l'étude des mouvements urbains montréalais, comme il a été mentionné précédemment, [28] a pour but d'éclairer leur portée politique. Mais l'objectif plus spécifique est de fournir une meilleure compréhension de leur contribution au renouvellement de la démocratie locale montréalaise. Jusqu'à quel point les mouvements urbains ont-ils effectivement contribué à transformer nos représentations collectives de la ville et de ses priorités ? Jusqu'à quel point sont-ils parvenus à modifier dans les faits sa gestion politico-administrative ? C'est avant tout à ces questions spécifiques que nous tenterons de répondre dans les chapitres qui suivent. À cette fin, nous nous situerons dans le cadre d'une perspective théorique de la démocratie selon laquelle la participation à la vie démocratique ne se limite pas à des engagements à l'intérieur des sphères qui relèvent directement des institutions gouvernementales (Pateman, 1970).

Implicitement, nous partageons ainsi le point de vue, largement répandu à l'intérieur de la sociologie des mouvements sociaux, selon lequel les mouvements urbains ne constituent ni un phénomène de déviance, ni un phénomène marginal. Au contraire, nous faisons l'hypothèse qu'ils ont participé activement, au cours des

trente dernières années, à la transformation des rapports entre l'État et la société civile, dont l'enjeu était en bonne partie, même si les termes en ont été reformulés à quelques reprises, l'élargissement des formes et des modes d'expression de la démocratie locale.

Au cours de cette période, les mouvements urbains ont exploré une diversité d'avenues sociales et politiques qui ont justifié des analyses contradictoires. Alors que certains y voyaient un phénomène de contre-pouvoir ou de pouvoir populaire (Mathieu, 1980), d'autres les interprétaient sous l'angle d'un simple processus de manipulation des classes populaires par la nouvelle petite bourgeoisie, à son propre profit (Huston, 1978). Même s'il est possible de trouver dans les faits des éléments susceptibles de contenir l'une et l'autre de ces analyses, il nous semble qu'elles demeurent partielles. En retenant de ces mouvements des aspects limités, quoique très significatifs, ces thèses construisaient des rationalités séduisantes mais incapables de rendre compte de la portée réelle de ces mouvements au-delà de leurs perspectives idéologiques et de leurs contradictions internes. La démarche proposée ici tente, au contraire, de tenir compte à la fois des facteurs internes et des facteurs externes pour expliquer l'évolution et la transformation des mouvements urbains montréalais et pour éclairer le sens de leur action.

[29]

Dans cet esprit, nous proposons l'hypothèse d'une certaine continuité constitutive des mouvements urbains montréalais au cours de la période qui nous intéresse, permettant du coup que l'on puisse considérer sur le même pied des actions et des projets très différents. Autrement dit, le fait que les mouvements urbains aient eu recours à des modèles d'organisation divers, qu'ils aient choisi ou subi une institutionnalisation plus ou moins forte, qu'ils aient utilisé parfois des moyens d'action traditionnels mis en oeuvre par leurs responsables, ou qu'ils aient opté à d'autres occasions pour l'action directe accompagnée d'une large participation populaire, ou encore qu'ils aient véhiculé des contenus idéologiques plus ou moins radicaux, ne signifie pas pour autant que nous soyons en présence de réalités tout à fait différentes comme certains l'ont déjà avancé. À ce point de vue, nous ne retenons pas, par exemple, l'interprétation de Gabriel Gagnon (1982), qui établit une rupture entre les mouvements sociaux à caractère émancipatoire et ceux qui s'inscriraient, selon lui, dans la tradition de l'animation sociale.

Nous ne nions pas pour autant les particularités et les clivages qui existent entre les nombreux mouvements urbains qui se sont exprimés sur la scène locale montréalaise. Les fractionnements que l'on observe sont toutefois plus constitutifs de leur matérialité qu'annonceurs d'une présence de phénomènes totalement opposés.

En définitive, même si le poids socio-politique et le rôle des mouvements urbains se sont modifiés entre le début des années 1960 et maintenant, en particulier sous l'angle de leurs rapports avec l'État, fondamentalement, les revendications mises de l'avant ont sans cesse remis en cause les modèles institutionnels de gestion du social et de l'urbain. Dans la même foulée, les mouvements urbains ont aussi réclamé un élargissement de la démocratie locale, notamment au moyen d'une participation accrue à la planification et à l'aménagement de l'espace urbain.

En dépit de cela, tel que souligné à quelques reprises, les mouvements urbains montréalais n'ont jamais revêtu d'unité, au sens fort du terme, ni sur le plan idéologique, ni sur le plan organisationnel, si ce n'est à quelques rares occasions. Nous pensons en particulier à la fin des années 1960 : plusieurs comités de citoyens et la majorité des militants urbains de l'époque se sont engagés dans la lutte politique municipale en participant à la création du FRAP. Cette absence d'unité ne signifie pas pour autant que ces acteurs n'ont pas, par [30] ailleurs, un minimum de choses en commun justifiant qu'on les considère sous l'angle d'un même objet d'étude.

En outre, à l'encontre de la thèse qui clame la disparition de ces mouvements au cours des années 1980, à cause notamment de la mise au rancart du militantisme, de la montée des nouvelles classes moyennes et de la quasi-disparition des mobilisations de masse caractéristiques des années 1960 et 1970, nous formulons l'hypothèse suivante : les mouvements urbains ne se sont pas éclipsés, ils ont plutôt emprunté des formes diversifiées, compte tenu, d'une part, de l'évolution et des bouleversements socio-économiques survenus sur la scène urbaine et, d'autre part, de la nature des projets mis de l'avant par les acteurs. Cette hypothèse permet d'éclairer le fait que l'action collective par rapport aux enjeux urbains au cours des années 1980 se soit manifestée à travers une diversité de modes d'action et d'organisation : regroupements alternatifs, organismes communautaires désirant répondre d'une manière innovatrice aux demandes et aux besoins des citoyens, groupes qui se créent spontanément autour de problèmes et d'enjeux culturels ou environnementaux, coalitions qui formulent des stratégies de développement local à

l'échelle des quartiers. Vraisemblablement, la diversité et la surmultiplication des groupes ont compensé la faiblesse des mobilisations de masse.

Cette remarque va de pair avec une troisième hypothèse relative au retour de l'individualisme et à son impact sur la redéfinition de l'action collective. En tenant compte des prérogatives des individus, que ce soit les singularités et contraintes reliées à leur vie personnelle ou leurs besoins affectifs, les mouvements urbains des années 1980 modifient les représentations et les formes de l'action collective et contribuent à repenser l'espace du politique. Ainsi, ce retour de l'individualisme ne constituerait en rien un facteur de démobilisation. Bien au contraire, il s'agit là d'un détour nécessaire pour renouer avec certains courants de la tradition démocratique libérale, permettant de renouveler notre conception de la démocratie et du politique.

Ces hypothèses sont formulées ici d'une manière exploratoire. Elles visent avant tout à situer notre lecture des mouvements urbains montréalais à l'intérieur d'un cadre interprétatif qui fait appel à la fois aux facteurs internes et aux facteurs externes pour saisir leur portée politique. À cet égard, elles supposent que l'on précise les contextes empirique et théorique à l'intérieur desquels elles prennent un sens. C'est ce que nous verrons au cours des chapitres deux et trois. [31] Préalablement, toutefois, quelques précisions supplémentaires au sujet de la spécificité des mouvements urbains montréalais s'imposent.

Revendications sociales et actions sur le terrain économique

À la lumière des pratiques d'animation et de participation qui, sur un plan interne, au cours des années 1960 et 1970, se sont butées à des difficultés idéologiques et politiques ayant eu pour effet de limiter leur capacité d'action et qui, sur le plan externe, se sont ajustées aux

efforts successifs de répression et d'intégration de la part de l'État - y inclus l'administration municipale -, les mouvements urbains montréalais ont élargi, pour ainsi dire, au cours des années 1980, le terrain de leur critique. Pour ces raisons, au milieu des années 1980, bien que diverses expériences d'auto-organisation dans

le domaine de la santé, du logement et de la consommation aient déjà oeuvré en partie dans ce sens, ces mouvements ont choisi de s'engager plus avant dans des démarches à caractère pro-actif en faisant la promotion du développement local.

L'amélioration des conditions de vie des classes populaires ne peut plus passer, dans le cadre d'une telle perspective, et d'une manière exclusive, par une redistribution sociale plus équitable, c'est-à-dire, globalement, par une amélioration des politiques sociales. Les acteurs des mouvements urbains ont donc choisi d'intervenir dans le champ de la production et de contribuer à sa restructuration, notamment en jouant un rôle plus actif sur le plan du développement, c'est-à-dire en devenant des acteurs qui prennent part à la relance de l'entrepreneuriat local, acceptant de redéfinir leur action d'une manière pragmatique, cultivant au besoin le partenariat privé-public. Les actions menées par les corporations de développement économique et communautaire (CDEC) sont tout à fait représentatives de cette orientation.

Deux aspects méritent d'être considérés pour expliquer cette ouverture de la part des acteurs des mouvements urbains à l'endroit des enjeux du développement, qui, sous plusieurs angles, sont reliés aux fonctions assumées par l'État-providence. Le premier aspect fait appel aux revendications relatives à un élargissement ou à une extension des droits sociaux sur le terrain économique. Le second constitue une remise en question du modèle de gestion bureaucratique du social mis en place à l'intérieur de l'État-providence.

[32]

Considérons d'abord le premier aspect. Au-delà des problèmes de consensus qui éclairent la nature profonde de la crise qui a marqué l'État-providence à la fin des années 1970 (Rosanvallon, 1981), il existe des limites objectives à la redistribution étatique qui sont reliées au dynamisme économique, certains diraient au taux de croissance. Ultimement, ne peut être redistribué, si ce n'est de manière symbolique, ce qui n'a pas été produit ! Par surcroît, toute production représente un coût social. Les politiques gouvernementales relatives à la régulation requise pour le bon fonctionnement du système économique ont toujours passé par des interventions dans le champ social, au sens restreint du terme. L'État avait ainsi recours à des mesures de redistribution ainsi qu'à des interventions destinées à réaliser une réduction des coûts inhérents à la reproduction sociale pour les entre-

prises, les deux dimensions étant souvent interreliées (O'Connor, 1973). Cela a eu pour conséquence de placer le système socio-économique dans un équilibre en perpétuelle redéfinition, compte tenu du rapport entre les forces en présence.

Les compromis sociétaux qui ont permis jusqu'à maintenant de surmonter les crises successives du modèle de développement capitaliste ont toujours été des solutions transitoires, comme John Maynard Keynes l'a lui-même souligné à propos des mesures qu'il proposait (Coriat, 1986) : ils se sont toujours révélés insatisfaisants du point de vue d'un partage équitable des richesses produites et du gaspillage qu'ils engendraient.

Depuis quelques décennies, en partie à cause de l'histoire des compromis antérieurs et de la structure de l'économie - y inclus ce que certains nomment les « nouvelles » tendances modernisatrices (Messine, 1985) -, les enjeux de la reproduction - c'est-à-dire, essentiellement, les services requis pour le renouvellement de la force de travail -, si l'on met de côté pour un instant ses dimensions socio-politiques, ne tiennent plus uniquement à l'abaissement des coûts sociaux de production en vue d'accroître la rentabilité des entreprises. En soi, la reproduction est devenue un secteur économique majeur qui représente, en lui-même, un élément important pour le fonctionnement de l'ensemble de l'économie (OCDE, 1981).

On comprend dès lors que s'il est vrai que la performance économique dans le domaine de la production peut avoir un impact sur la marge de manoeuvre des gestionnaires du surplus social - conduisant, dans une certaine mesure, à délimiter l'extension possible des politiques sociales -, en retour, les choix relatifs à sa gestion ont [33] également des conséquences économiques importantes. Dans une telle perspective, il paraît de moins en moins possible - ou du moins souhaitable - de traiter séparément les stratégies de reconversion des structures de production, d'un côté, et les modèles de gestion du social, de l'autre.

C'est du moins, il nous semble, ce qu'affirment depuis quelques années les acteurs des mouvements urbains. Ne se limitant pas à revendiquer des politiques sociales plus équitables, ils se sont engagés directement sur le plan de la gestion des équipements et services collectifs. Ils ont ainsi été en mesure, même si ce n'est que faiblement, d'influencer et d'orienter une partie de l'économie sociale. Une telle perspective est d'ailleurs susceptible d'avoir un impact plus grand à partir du moment où les mouvements urbains - comme le font les corporations de dévelop-

pement économique et communautaire - s'engagent plus directement dans des actions et des stratégies de relance économique et de création d'emplois, reconnaissant, d'une part, que les élites économiques n'ont pas le monopole de l'entrepreneurship et, d'autre part, qu'une véritable démocratie ne peut être cantonnée à l'espace des politiques sociales. La démocratisation de la sphère économique apparaît alors comme une condition nécessaire à la poursuite et à l'élargissement d'une démocratisation de la scène locale. Fondamentalement, en aval de leur critique des politiques sociales, les mouvements urbains en viennent ainsi à remettre en cause le modèle de développement préconisé par les classes dominantes.

Le deuxième aspect, c'est-à-dire la remise en question de la gestion bureaucratique du social, est préalable au premier d'un point de vue temporel. Bien qu'il soit de plus en plus difficile, comme on vient de le mentionner, de séparer la gestion du social et la redéfinition des conditions de la production, il reste que la configuration de l'État-providence a été tour à tour établie et restructurée principalement autour des enjeux de la reproduction. Compte tenu de sa complexité, de l'accroissement fantastique des ressources qui lui ont été consacrées et, en même temps, des objectifs de contrôle social qui lui étaient assignés, la gestion du social par l'État-providence s'est rapidement bureaucratisée, accentuant du même coup les difficultés de communication entre une majorité de citoyens et les professionnels chargés d'administrer les programmes publics. Un sentiment de désappropriation, vécu au quotidien, s'est manifesté à plusieurs occasions chez ceux et celles visés par les procédures administratives instaurées. Une bonne part des insatisfactions ressenties par les bénéficiaires [34] ont été éprouvées, dans un premier temps, sur un plan individuel. Mais à l'occasion, elles se sont exprimées à travers des démarches d'action collective. La prise en charge du social par l'État par l'entremise de formes bureaucratisées, limitant de ce fait le dynamisme de la société civile, se révélait alors une menace pour la démocratie (Brunelle, 1983).

En mettant de l'avant des revendications de démocratisation de la gestion publique, les mouvements urbains se sont donc opposés au rétrécissement de l'espace de la démocratie pratiqué par la bureaucratie d'État. Ils ont du coup introduit un aspect supplémentaire à la critique de l'État exprimée par la gauche traditionnelle. Pour celle-ci, l'amélioration des conditions de vie des classes populaires consistait principalement à étendre le filet de la protection sociale. Bien que nécessaire, une extension des services publics de ce type n'en comporte pas moins, du point de

vue d'une participation populaire, des effets négatifs que les mouvements urbains ont soulignés à juste titre. C'est ce qui permet de comprendre leur demande d'une transformation qualitative des rapports sociaux. Concrètement, du moins dans un premier temps, leur démarche a été de chercher à contenir, voire à réduire, le poids politique et technique de la bureaucratie d'État, le corollaire étant d'accroître leurs propres ressources conformément au rôle social qu'ils assument.

Le renouvellement de l'action collective et les enjeux urbains

En remettant en question, d'une part, les limites de la redistribution et de ses formes concrètes - en particulier au moyen de la remise en cause du modèle étatique de gestion du social - et, d'autre part, le modèle de développement dans ses prémisses idéologiques et dans son expression économique - contestant en quelque sorte l'hégémonie qu'exercent les élites économiques sur ce terrain -, les mouvements urbains élargissent notre compréhension du politique. Dans une certaine mesure, nous pouvons dire que les revendications et les initiatives des mouvements urbains, à la fois sur le plan de l'aménagement et sur celui du développement, rejoignent certaines des critiques récentes émises à l'endroit des conceptions ou des problématiques économicistes (Latouche, 1986).

Le capitalisme financier et l'ensemble des classes dirigeantes ont généralement privilégié des visions sectorielles, unidimensionnelles et à court terme du développement. Tout se ramenait, chez ces [35] acteurs, à des vecteurs de performance et de rentabilité appréhendés d'un point de vue très limité. Les « dégâts du progrès » - pour désigner le gaspillage écologique et humain relié à la croissance des pays industrialisés - n'ont été, de ce fait, que très rarement pris en compte dans les stratégies des grands groupes industriels et des acteurs économiques dominants. Les conséquences en sont bien connues aujourd'hui : dégradation des écosystèmes, difficultés de reconversion économique dans certaines villes ou certaines régions, même dans les pays les plus riches, écarts croissants entre les classes sociales sur le plan des revenus, pour ne mentionner que celles-là.

En définitive, les classes dirigeantes ont généralement choisi de faire prévaloir une gestion « capitaliste » - fondée sur une approche unidimensionnelle et guidée principalement par des critères de rentabilité à court terme - par opposition à et au détriment d'une gestion « patrimoniale » qui mise sur les ressources locales, préserve leur particularité et tente de mettre en valeur leur potentiel de créativité (Barrel, Arbaret-Schulz et Bute], 1981).

Renouvelant peu à peu l'angle de leur critique, les mouvements urbains ont, en définitive, remis en question la conception productiviste et l'usage exclusivement fonctionnel des ressources humaines. Leur objectif est dorénavant de participer plus directement à la définition des conditions de la production et de faire connaître et partager par l'ensemble des Montréalais et Montréalaises une autre problématique du développement, à caractère social et communautaire. En élaborant une telle perspective de développement - convergente avec une vision patrimoniale -, les mouvements urbains choisissent de ne plus être complètement à la remorque de décisions et de stratégies économiques arrêtées par d'autres.

Un tel constat peut aussi être interprété sous l'angle d'un accroissement de l'autonomie des mouvements urbains. Leur engagement sur le plan économique rejoint les efforts effectués par certains syndicats pour surmonter les contradictions liées à la division du travail, qui, jusqu'à ce jour, en réduisant le contrôle exercé par les travailleurs sur leurs conditions de travail, ont contribué à accroître leur insécurité (Gough, 1979).

Les mouvements urbains s'inscrivent alors à l'intérieur d'une problématique du développement local qui, en dépit de ses ambiguïtés, met de l'avant des propositions et des stratégies conséquentes de recomposition sociale (Hamel, 1989b ; Hamel, 1989c). En ce sens, leurs efforts pour encourager conjointement l'entrepreneuriat local, [36] la formation de la main-d'oeuvre et la revitalisation du cadre de vie urbain peuvent être considérés, d'une certaine manière, comme une tentative pour surmonter le clivage entre lieu de travail et lieu de résidence, qui a été fortement accentué, dans le passé, par les politiques urbaines. Comme le mentionne Ira Katznelson (1982), cette séparation entre l'espace communautaire et l'espace de la production a largement contribué à atténuer la conscience de classe des travailleurs, qui, dès le XIXe siècle, ont été insérés à l'intérieur d'un véritable système de « tranchées urbaines » :

This new urban system of « city trenches » had three main elements : trade unions at the workplace ; a quite separate decentralized party system ; and an array of new government services that were delivered to citizens in their residential communities (Katznelson, 1982 : 55).

Dans ce système, il devenait de plus en plus difficile - voire inapproprié - d'établir des relations entre les problèmes vécus quotidiennement par les ménages des classes populaires relativement aux conditions de vie en général - problèmes de logement, de sous-équipement, de services inadéquats pour l'entretien ménager ou la garde des enfants - et ceux que vivaient les travailleurs dans leurs lieux de travail. Cela paraissait d'autant plus insurmontable comme difficulté que la scène où ces problèmes auraient pu recevoir un certain écho, la scène politique, semblait elle-même relever d'une tout autre logique que les deux réalités précédentes.

Soutenir une interprétation des mouvements urbains sous l'angle de leur apport à une recomposition du social et suggérer qu'ils contribuent à repenser notre compréhension et notre vision du développement, et ce en dépit de leur éclatement, de la multiplicité de leurs composantes idéologiques et de la faiblesse de leur mobilisation au cours des dernières années, paraît outrageusement optimiste. Cette interprétation doit d'ailleurs être conciliée avec les remarques sémantiques préalables en ce qui concerne la définition et la réalité des mouvements urbains. Ceux-ci, au-delà de leur diversité, n'en conservent pas moins une continuité suffisante pour justifier cette interprétation, qui demeure avancée pour l'instant à titre d'hypothèse. Mais encore là, seule une analyse concrète peut nous aider à saisir la portée réelle - l'ampleur véritable - de l'action collective entreprise par ces mouvements qui aspirent à transformer nos représentations de la ville et de son développement.

En ce sens, il nous apparaît que l'action des mouvements urbains, compte tenu de leur évolution et des perspectives récentes [37] qu'ils mettent de l'avant en matière d'aménagement et de développement, permet d'éclairer le sens de la critique qu'ils adressent à l'État. Cela ne doit cependant pas nous faire oublier, bien entendu, que, si l'action collective se définit d'abord par rapport aux intentions et aux projets des acteurs, elle se précise aussi en fonction de ses adversaires. La répression et l'intégration institutionnelle, par exemple, demeurent encore des facteurs

pertinents pour éclairer ou pour permettre d'interpréter la portée politique de ces mouvements. Toutefois, l'intégration institutionnelle ne doit pas ici être considérée d'une manière linéaire. C'est dire qu'elle ne comporte pas uniquement des aspects négatifs. À certains égards, l'institutionnalisation des pratiques et des revendications des mouvements sociaux peut contribuer à répondre d'une manière plus adéquate aux demandes sociales. Sous cet angle, l'institutionnalisation, ou certains de ses aspects, peut être considérée comme un effet positif de l'action collective.

Dans le contexte montréalais, la vulnérabilité et le dynamisme des mouvements urbains demeurent deux dimensions, souvent interdépendantes, dont il faut tenir compte d'une manière égale pour cerner leur portée politique ; sinon, notre compréhension de leur spécificité véritable risque non seulement d'être biaisée, mais aussi de passer à côté de ce qu'ils représentent dans leur communauté, c'est-à-dire des acteurs sociaux à part entière avec ce que cela comporte d'indétermination, de doutes et d'incertitudes.

Supposons un instant que nous nous situons dans le cadre d'une analyse qui assimile d'une manière ou d'une autre les mouvements urbains à des groupes de pression - ce qui recouvre indéniablement une partie de leur réalité ; il serait aisé, dans une telle perspective, de montrer combien les tentatives faites par ces mouvements pour réformer le système urbain n'ont finalement eu que des effets très limités sur la configuration du développement urbain de Montréal en comparaison de l'influence exercée par les classes dominantes. En prenant tout à fait le contre-pied de cette analyse, la perspective révolutionnariste conduit, paradoxalement, à des conclusions similaires, ces mouvements n'étant pas parvenus, finalement, à construire une force sociale capable de faire reculer l'État.

L'interprétation de la portée des mouvements urbains que nous suggérons découle d'une compréhension de l'action collective et du système de représentation politique qui prend en considération non) seulement la production et le contrôle des ressources matérielles, [38] mais aussi les connaissances et les représentations symboliques que les mouvements urbains sont parvenus à générer. À l'intérieur d'un tel schéma, le sens de l'action, collective ne réside plus en dehors de l'action elle-même. Soulignons à nouveau que l'interprétation et les hypothèses sous-jacentes à un tel point de vue nous semblent très audacieuses. Confrontées à l'expression concrète des mouvements urbains, elles constituent un guide pour une lecture renouvelée de ces mouvements. Cela ne doit toutefois pas nous faire per-

dre de vue que ceux-ci demeurent constamment menacés tant de l'intérieur - par les conflits idéologiques et les problèmes organisationnels, l'insuffisance des ressources financières et la tentation corporatiste - que de l'extérieur - notamment en raison du recours par l'État soit à la répression, soit à l'intégration institutionnelle.

Il n'est pas toujours aisé de départager ce qui est susceptible de contribuer au renforcement de l'organisation, de l'identité et de l'autonomie des mouvements urbains et ce qui risque d'émousser leur dynamisme et leur capacité critique. L'observation directe, sans le recul historique suffisant, a souvent peine à faire la différence entre, d'une part, ce qui permet de renforcer la cohésion sociétale pour le bénéfice des classes dominantes, d'assurer l'hégémonie de la bureaucratie d'État ou de la classe politique sur la société civile et, d'autre part, ce qui favorise un élargissement de l'espace de la démocratie, un renforcement de l'identité et de l'autonomie des acteurs ou même ce qui encourage un renouvellement des institutions publiques pour le bénéfice de l'ensemble de la population - contribuant du même coup à renouveler les formes de l'action collective. Cette difficulté, comme l'ont déjà souligné Suzan Katz et Margit Mayer (1983), tient, pour une bonne part, à la configuration et aux restructurations de l'État, tant dans ses rapports avec la société civile dans son ensemble que dans ses rapports avec les mouvements sociaux en particulier.

La crise fiscale et la crise de représentation que traverse l'État ont contribué, depuis quelques années, à modifier le terrain des affrontements et des luttes. Les mouvements sociaux sont dès lors apparus sous un nouveau jour, moins menaçant pour la classe politique et les classes dirigeantes : ils sont devenus des alliés potentiels susceptibles d'aider à redéfinir le consensus social autour de l'État-providence, mais ils sont également apparus comme des relais possibles pour une gestion communautaire - souvent à moindre coût - des politiques sociales. Nous sommes là en présence d'une véritable « appropriation » par l'État des mouvements sociaux, de leurs [39] expérimentations, de leurs modes d'organisation, comme certains l'ont soutenu (Maheu, 1983 ; Maheu, 1991).

Il est vrai qu'à Montréal nous retrouvons ces pratiques d'appropriation dans plusieurs secteurs : logement, éducation populaire, santé, garderies, etc. Nous soutenons, pour l'instant, que malgré leur ampleur, elles n'ont pas érodé complètement le dynamisme des mouvements urbains et leur capacité de poursuivre des objectifs de démocratisation et d'émancipation individuelle et collective. Cela ne

signifie pas pour autant que la survie de ces mouvements ne soit pas pour l'instant précaire, ni que leur portée politique se soit avérée univoque, ou encore qu'elle n'a pas été affectée par les mécanismes d'appropriation étatique.

Étant donné la forme et l'orientation idéologique des mouvements sociaux dans le contexte des sociétés industrielles avancées, l'étude de leur spécificité et de leur impact ne peut se limiter à une prise en compte à court terme de leurs effets les plus visibles. Insérés dans une trame complexe de transformations qui modifient autant les rapports de classes que les relations entre l'État et la société civile, les mouvements sociaux en général et les mouvements urbains en particulier, par l'entremise de l'action collective qu'ils génèrent, défendent leur identité et leur autonomie. Comme le souligne judicieusement Jean L. Cohen,

Contemporary collective actors consciously struggle over the power to socially construct new identities, to create democratic spaces for autonomous social action, and to reinterpret norms and reshape institutions. It thus becomes incumbent on the theorist (a) to look into the processes by which collective actors create the identities and solidarities they defend, (b) to assess the relations between adversaries and the stakes on their conflicts, and (c) to analyse the structural and cultural developments that contribute to such heightened reflexivity (1985 : 690).

Toutefois, une telle démarche suppose certains choix théoriques préalables. C'est ce que nous allons formuler dans les prochains chapitres à partir de deux cheminements complémentaires, le premier considérant le politique et sa spécificité dans les sociétés capitalistes avancées ou complexes, le second mettant en perspective les contributions théoriques et méthodologiques de la sociologie des mouvements sociaux et tirant profit de ces contributions.

[17]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

Chapitre 2

Scène politique, État-providence et crise de représentation

[Retour à la table des matières](#)

Les mouvements sociaux, et il n'en va pas différemment des mouvements urbains, se situent au cœur de la modernité et de sa redéfinition. Ils contribuent, par le biais d'expérimentations sociales mais aussi par l'entremise de leur participation au débat public permanent sur le contenu et les contours de l'espace de la démocratie, à formuler les compromis nécessaires à la viabilité du système social.

Bien que leurs pratiques revêtent de manière prédominante un caractère social, c'est ultimement sur la scène politique que s'effectuent leur reconnaissance et l'interprétation de la portée de leurs initiatives. Dans cette perspective, on peut réitérer que, dans le contexte montréalais, les mouvements urbains ont favorisé une extension et un renouvellement de la démocratie locale. Une affirmation aussi péremptoire appelle cependant quelques réserves. En premier lieu, nous savons que, pour la majorité des Montréalais et Montréalaises, le palier local est surtout perçu comme une entité administrative - conformément à l'idéologie réformatrice du début du siècle -, par opposition à un lieu de « débat politique » (Bourassa, 1982 : 300). Aussi, ce n'est que pour une minorité de citoyens que la démocratie véhicule

l'idée d'une participation aux processus décisionnels (Bourassa, 1982 : 298). En deuxième lieu, il convient de se demander pour le bénéfice de quels groupes s'effectue cet appel à la démocratisation. Est-ce que la contribution des mouvements urbains à la modernisation de la démocratie locale n'est pas surtout favorable aux nouvelles classes moyennes ? Autrement dit, est-ce que l'on n'observe pas ici ce qui se manifeste ailleurs, à savoir qu'habituellement la participation au pouvoir local est avant tout le fait des « couches moyennes et intellectualisées » (Grémion, 1978 : 28) ? Enfin, l'action collective à [42] l'égard de la démocratie locale comporte des limites parfois ignorées dans les discours et les représentations des leaders des mouvements urbains. À plusieurs occasions, ils ont eu tendance à représenter la démocratie participative comme la seule forme souhaitable de démocratie, ignorant l'impossibilité pratique d'une extension de la démocratie directe à toutes les sphères de l'activité sociale (Miller, 1987).

En dépit de ces commentaires, les mouvements urbains n'en sont pas moins porteurs de projets indispensables dans la perspective d'un renouvellement des impératifs démocratiques. Toutefois, si les aspects limitatifs relatifs à l'impact de l'action des mouvements urbains, en regard de la démocratisation de l'administration publique sur la scène locale, infléchissent les retombées pratiques de leurs projets, ils ne les invalident pas. Les paradoxes et les problèmes auxquels les acteurs des mouvements urbains se trouvent confrontés apparaissent plutôt constitutifs du politique lui-même. C'est ce qui nous invite à nous situer d'emblée sur le terrain politique afin d'en considérer les composantes majeures et les liens qu'il entretient avec les mouvements urbains.

Ce chapitre se divise en cinq parties : après avoir introduit notre acception du politique, nous verrons dans quel sens l'État en constitue la variable stratégique ; ensuite, nous considérerons la configuration particulière de l'État-providence et les fonctions sociales qu'il assume ; enfin, après avoir examiné la nature de la crise qu'il traverse, nous aborderons les caractéristiques de ses relations avec les mouvements sociaux au cours des dernières années, en prenant l'exemple du Québec ; cette dernière partie permettra de mieux situer les enjeux actuels des mouvements urbains, en particulier sur le plan de la gestion du social et sur celui de la démocratie locale.

Médiations politiques

Le sens que les acteurs des mouvements sociaux accordent à leur engagement n'est pas toujours explicite. Et l'interpréter d'un point de vue politique ne va pas non plus de soi. À maintes reprises, les acteurs définissent leur action en marge du politique ou, si ce n'est le cas, y accolent un contenu différent de celui proposé par la classe politique. Aussi, à partir du moment où le terrain politique n'est plus défini comme une simple instance dérivée des fonctions ou des exigences économiques - comme le suggéraient maintes analyses [43] structuro-marxistes dans les années 1970 (voir Lowe, 1986) - mais qu'on lui reconnaît, en propre, une spécificité, voire une autonomie, il est nécessaire d'en cerner les contours.

D'entrée de jeu, on peut affirmer, comme le dit Pierre Clastres, que le « politique est au coeur du social » (Clastres, 1974 : 21). Non pas parce qu'il se dissout dans le tissu des relations interpersonnelles et collectives, mais parce que, d'une part, il y prend sa source et que, d'autre part, il en structure la configuration. Dans ce sens, on peut ajouter que le politique permet de contenir les relations de pouvoir entre les groupes sociaux dans des limites acceptables pour la survie de la communauté.

Bien que les relations de pouvoir et de domination s'expriment dans des formes différentes selon les contextes historiques et culturels, il est difficile d'imaginer des sociétés où ces relations seraient totalement évacuées. Le principe de cohésion sociale que nous connaissons devrait alors nécessairement être revu et corrigé.

Toutefois, cela ne veut pas dire que les relations de pouvoir - et les relations de domination qui s'y greffent - ne peuvent pas être contenues à l'intérieur de certaines limites, voire transformées en visant l'atténuation des rapports sociaux inégalitaires. Tout comme cela ne veut pas dire non plus qu'elles peuvent être réduites à des formalités techniques permettant d'effectuer la régulation du système social d'une manière quasi automatique. En tant que composantes majeures du social, les relations de pouvoir sont définies par une rhétorique particulière échap-

pant aux schématismes tant structuralistes que pluralistes qui ont tenté de les ramener à quelques abstractions théoriques.

Dimensions centrales du politique, les rapports de pouvoir et de domination sont rarement directs : voilà d'ailleurs pourquoi il n'est pas toujours facile de saisir leur configuration réelle. La plupart du temps, ces rapports sont médiatisés par l'intermédiaire d'institutions et de pratiques qui permettent de les exprimer. En l'absence d'un tel mode d'expression, le système social serait pratiquement en état de crise permanente.

Nous pouvons comprendre, dès lors, la nécessité de construire une scène politique légitime, c'est-à-dire un lieu où il est possible d'énoncer des choix collectifs, d'effectuer des arbitrages, de réaliser des mises à mort symboliques. Les groupes sociaux et les acteurs qui dominent cette scène politique sont habituellement en position [44] privilégiée pour défendre leurs intérêts propres, ceux de leurs alliés ou ceux des groupes qu'ils représentent. Cela est vrai, cependant, à condition d'admettre que la définition des intérêts demeure circonstancielle et susceptible de varier conformément à la position des acteurs qui, comme le souligne Bruno Jobert, « ont recours à des identifications multiples » (Jobert 1985 : 672).

À cette remarque s'ajoute aussi l'idée que les interprétations d'un problème ou d'une situation donnée, telles qu'elles sont formulées par les acteurs sociaux sur la scène politique, contribuent à spécifier non seulement les intérêts en cause mais également « le système d'acteurs qui sera mobilisé dans la lutte politique » (Jobert, 1985 : 675). Ainsi, selon que le problème se trouve plus ou moins « politisé » par les principaux protagonistes, et compte tenu de la nature du contenu politique qui lui est attribué - disons, par exemple, qu'il peut être plus ou moins radical -, les formes de l'action et de la mobilisation collectives risquent également de se révéler différentes.

En définitive, cela nous conduit à rompre avec les analyses de type mécaniciste. En d'autres termes, et pour éviter ce biais, les démarches d'analyse doivent tenir compte des efforts de détournement, à l'égard des actions entreprises par les acteurs dominants, effectués par ceux et celles qui occupent des positions inférieures. Il n'existe donc pas de déterminisme a priori de l'action politique favorisant à coup sûr ceux qui sont en position de pouvoir :

Les situations de contrôle politique accentué, n'évacuent jamais complètement l'intervention des acteurs subordonnés, ceux-ci « pénètrent toujours peu ou prou les formes sociales qui les oppriment », et aucune relation de pouvoir n'est univoque (Bayart, 1985 : 344).

En résumé, bien que le politique soit généralement défini en termes de rapports de pouvoir et de domination, il existe quand même une part d'indéterminisme dans la construction de la scène politique. Le « passage au politique » s'effectue par des médiations, des représentations, des interprétations qui ne sont jamais acquises une fois pour toutes, notamment à cause de la mouvance des positions qu'occupent les acteurs sociaux.

Cela ne signifie pas pour autant que les possibilités d'action - les marges de manoeuvre - soient les mêmes pour tous les acteurs ni que ceux-ci aient un accès équivalent à l'ensemble des ressources disponibles. Toutefois, tant les acteurs dominés que les acteurs [45] dominants ont recours à des stratégies similaires et tentent, dans les deux cas, d'énoncer un contenu politique légitime. En ce sens, l'effort fourni pour promouvoir et renouveler une hégémonie s'avère un élément central de l'activité politique et cela est vrai tant pour les mouvements sociaux - y compris les mouvements politiques - que pour les partis : « Le succès d'un mouvement social ou politique équivaut en partie à sa capacité à imposer à l'ensemble de la société sa propre énonciation du politique, en tant que « problématique légitime » (Bayart, 1985 : 344).

Il apparaît donc que, fondamentalement, sur la scène politique, les acteurs obéissent tous aux mêmes règles du jeu en dépit des divergences idéologiques et des critiques qu'ils adressent aux institutions et aux autres appareils de médiation. Ce qui compte, c'est d'obtenir une reconnaissance suffisante permettant d'abord de faire valoir son point de vue et, par la suite, de le faire prévaloir si possible. Toutefois, comme pour la position des acteurs, les énoncés politiques n'obtiennent jamais de reconnaissance définitive. De plus, ils n'ont pas de signification univoque. On doit les considérer avant tout à titre d'énoncés « dialogiques » en ce sens qu'ils sont construits à travers les interprétations - redéfinitions - qu'en proposent les interlocuteurs, se reportant sans cesse aux énoncés antérieurs sur lesquels ils prennent appui (Bayart, 1985).

Ce n'est pas le lieu pour approfondir le caractère « dialogique » du discours politique. Il s'avère néanmoins utile d'en souligner les effets sur l'organisation de la scène politique. Nous retrouvons à cet égard le parcours discursif qu'empruntent habituellement les idéologies et en particulier la manière dont les idéologies oppositionnelles se construisent en relation avec l'idéologie dominante, intégrant, dans un premier temps, certains de ses éléments pour réussir, ensuite, à la contester.

Si la scène politique est toujours plus ou moins explicitement dénotée à travers les signifiants de l'idéologie - et en particulier de l'idéologie dominante - elle ne s'y résume pourtant pas. En tant qu'espace public, elle relève à la fois de la société civile et de l'État - pour reprendre les catégories constitutives de la pensée libérale. Selon cette tradition, les deux instances sont essentielles, même si les activités qui se déroulent à l'intérieur de la société civile, d'un point de vue politique limité, sont considérées comme « illégitimes ».

Tout le pouvoir légitime se concentre au sommet, dans l'institution politique, dans l'État qui seul représente vraiment les sociétaires. [46] L'idée moderne de représentation conduit naturellement à un accroissement continu du pouvoir de l'État sur la société parce qu'elle érode continuellement les pouvoirs intra-sociaux qui assurent l'indépendance et la consistance de cette société. Tel est le paradoxe de la représentation : le pouvoir représentatif tend nécessairement à dominer, seul et sans rival, la société civile qu'il prétend seulement « représenter ». En ce sens, ceux qui déplorent la dépendance croissante où se trouve la société par rapport à l'État ont raison (Miment, 1987 : 140).

La délimitation des contours respectifs de l'État et de la société civile ne va pas de soi, étant donné, entre autres, la tendance de l'État à s'immiscer dans les interstices de la société civile pour y inscrire ses priorités. Comme l'a soutenu Antonio Gramsci dans sa lecture élargie de l'État, il existe une imbrication serrée de la société civile et de la société politique, de l'hégémonie et de la coercition pour assumer la direction politique. Cette affirmation doit toutefois être conciliée avec le fait que c'est, en premier lieu, sur le terrain de la société civile que s'élaborent les consensus qui permettent de renouveler l'hégémonie dominante ou sa remise en question. Et il se trouve que c'est à l'intérieur de cet espace que les mouvements sociaux affirment, dans un premier temps, leur identité et leur autonomie pour y formuler tant leur vision du social et du politique que leur vision du chan-

gement. C'est aussi à partir de cet espace que peuvent être élaborés des processus de réappropriation collective, si l'on considère 1° que les partis politiques ne sont plus aptes à « exprimer » les demandes sociales (D'Arcy et Saez, 1985 : 29), et 2° que l'État, en tant qu'institution dominante, intervient soit pour son propre compte (thèse « étatiste »), soit en accord avec des groupes formellement déjà constitués (thèse néo-corporatiste).

La société civile ayant été identifiée dans les écrits de la sociologie politique, comme le principal lieu de résistance aux menaces bureaucratiques - ou même totalitaires - envers la vie démocratique, la *notion* de société civile a connu une histoire controversée. Certains auteurs tels que Corz (1983), en se référant à une problématique émancipatoire, sont même allés jusqu'à mettre de côté la tradition pour considérer la société civile comme espace autonome susceptible d'évoluer en marge de l'État.

Au-delà de son caractère utopique, qui est loin d'être négatif pour les défenseurs d'une vision participative de la démocratie - étant donné, entre autres, les finalités polémiques poursuivies -, une telle approche « autonomiste » de la société civile a cependant le [47] désavantage d'oblitérer les rapports tissés entre la société civile et l'État, rapports qui tendent à construire un espace politique à l'intersection des deux réalités.

À y regarder de près, la scène politique semble marquée par deux phénomènes concomitants. D'un côté il semble que, de plus en plus, l'État contribue « à la création d'intérêts et de groupes dotés d'une logique spécifique » (Jobert, 1985 : 678) capables, par la suite, d'influencer tant le dynamisme de la société civile que les politiques publiques, précisément à partir de leur rationalité propre ; de l'autre, il apparaît que, de l'intérieur de la société civile, émergent des intérêts et des groupes en mesure d'élaborer des stratégies susceptibles de peser dans la balance des négociations publiques. On aura compris qu'à l'intérieur d'un tel schéma, il devient nécessaire de considérer l'État et la société civile dans leurs imbrications si l'on veut éclairer correctement la configuration de la scène politique.

L'étude de la portée politique des mouvements sociaux ne peut donc faire l'économie d'une analyse du rôle de l'État et de son impact sur leur définition et inversement. Et il semble d'autant plus important d'affirmer ce point de vue si l'on

considère les mouvements urbains montréalais, dont l'évolution s'est faite en relation étroite au contenu et aux stratégies des politiques publiques.

l'État, variable stratégique

Élément central du système politique, l'État est devenu une institution indispensable dans la reproduction des sociétés modernes. Formule malléable, il a été capable de s'ajuster aux contextes historiques et aux conjonctures socio-politiques. Il semble néanmoins avoir obéi à quelques règles fondamentales qui ont coïncidé avec les principes mis de l'avant par le libéralisme, notamment le principe de la légitimité du système représentatif, qui suppose la distinction entre société civile et société politique, et celui de la séparation des pouvoirs - législatif, exécutif, judiciaire -, qui garantit la reconnaissance des droits et libertés civiles.

Solution politique et institutionnelle pour surmonter la crise des systèmes fédératifs, l'État est d'abord apparu au cours du XIV^e siècle en Europe comme une force parmi d'autres. Il faut rappeler, à cet égard, que l'État s'est alors présenté à titre d'organisation dont le pouvoir n'était pas nécessairement supérieur à celui d'autres [48] organisations, comme les Églises ou les cités importantes. Il reste qu'à partir du XVIII^e siècle, il ne faisait plus de doute que les États nationaux allaient constituer, pour l'Occident, le modèle dominant d'organisation politique.

Afin d'éclairer la complexité des relations qui se tissent entre l'État et les groupes ou les organisations enracinés dans la société civile, Pierre Birnbaum suggère qu'en tant qu'institution politique, l'État résulte d'un processus de différenciation qui n'est jamais terminé - ce qui signifie qu'il peut donc être réversible -, même s'il comporte des qualités particulières et un seuil théorique (Birnbaum, 1982).

Dans la problématique de Birnbaum, la différenciation étatique va de pair avec l'accroissement de l'autonomie de l'État comme acteur et institution. Et cela se traduit dans les faits par une série de mesures qui contribuent à la fois à renforcer la capacité d'intervention de l'administration publique et à intégrer les acteurs et groupes sociaux ; ce qui, concrètement, se manifeste dans la mise en place des moyens suivants :

(1) a bureaucracy served by a personnel that adheres deeply to its role and to its distinctive value system ; (2) the early formation of a state educational system ; (3) a body of administrative law that delineates barriers and that helps the state distinguish itself from the social ensemble ; (4) a secularization that encourages the generation of norms and values proper to the state ; (5) a policy of economic intervention that often bases itself on enterprises created by the state ; and (6) the systematic destruction of peripheral allegiances (languages, customs), which promotes a privileged relationship between the citizen and his state (Birnbaum, 1982 : 477).

Tous ces éléments, constitutifs du processus de différenciation étatique, participent d'une « division du travail politique » qui a conduit les sociétés occidentales, à partir de la fin du Moyen Âge, à choisir la formule étatique plutôt qu'une autre pour assurer leur régulation et leur intégration. Permettant de faire écho, sur le terrain politique, à la modernisation des structures socio-économiques, la différenciation étatique n'en a pas moins été modulée par des conjonctures nationales. Reprenant la distinction wébérienne entre État faible et État fort, Birnbaum souligne aussi que le processus de différenciation se développe de manière différente selon les contextes nationaux. Par surcroît, il note que l'on peut observer, selon les cas, des menaces de « dédifférenciation » qui s'expriment tant dans [49] la remise en cause de la bureaucratie et du despotisme de l'État - formulées en termes positifs : « développer l'autogestion et toutes les formes de self-government, en un mot, donner la prééminence à la « société civile » contre l'État » (Birnbaum, 1984 : 987) - que dans l'émergence des corporatismes et leur capacité de défendre les intérêts de groupes particuliers à l'intérieur des structures étatiques.

La crise de l'État, dont il a été souvent question ces dernières années, tant à l'intérieur de la sociologie politique que dans les débats publics, et qui se traduit à un certain niveau, par une mise en cause de sa légitimité, va de pair avec l'action d'acteurs et de groupes qui proposent une redéfinition de la logique de négociation et de représentation instituée. De ce point de vue, l'État, en tant qu'institution aspirant à représenter l'intérêt général, d'une part, et la démocratie, d'autre part, sont susceptibles d'entrer en conflit. État et démocratie apparaissent donc comme des variables possiblement antinomiques, la vision participative pouvant aller jusqu'à

un antiétatisme radical et ce, que ce soit en relation à l'idéologie néolibérale ou en fonction d'un discours autogestionnaire.

De plus, dans le cadre de cette problématique, le néocorporatisme peut apparaître à première vue comme une formule gagnante, tant du point de vue de l'État que de celui de la démocratie. En effet, en ouvrant la porte aux « partenaires » socio-économiques, cette approche stimule la participation directe des acteurs privés tout en conservant la différenciation étatique.

Pourtant, une telle solution ne peut être que transitoire. Même si elle favorise la recherche d'un équilibre parmi un certain nombre d'acteurs sociaux, elle correspond davantage aux priorités néo-conservatrices (Hearn, 1984) qu'à la définition d'une « alternative » socialement équitable, donc viable à long terme. En effet, en donnant la parole aux groupes déjà organisés, la solution néo-corporatiste leur fournit une tribune leur permettant de mieux défendre leurs intérêts, souvent au détriment des groupes et des individus qui ne possèdent ni un niveau d'organisation suffisant, ni les ressources pour se faire entendre.

Il demeure possible de faire l'hypothèse d'une modulation du néo-corporatisme selon que nous sommes en présence de sociétés à État faible ou à État fort, bien qu'une telle distinction déborde le compromis néo-corporatiste. De manière plus large, cette distinction nous conduit à prendre en compte la configuration des rapports qui se tissent entre l'État et la société, permettant de mettre en lumière le [50] rôle distinctif des diverses catégories d'acteurs selon le type de société et le poids de l'État. À cela, il faut ajouter les remarques de Bertrand Badie et Pierre Birnbaum (1979), qui laissent entendre que la catégorisation d'État faible ou fort demeure trop générale et qu'il y a lieu, en fait, d'être plus nuancé en tenant compte des différents segments qui composent l'État. D'une manière très schématique, disons qu'il existerait à l'intérieur des États forts des segments faibles tout comme l'on retrouverait à l'intérieur des États faibles des segments forts.

Ces nuances sont particulièrement utiles si l'on veut comprendre la nature des relations entre l'État et les mouvements urbains dans le contexte montréalais. Même si nous sommes dans ce cas en présence d'un État faible - pouvoirs divisés entre le fédéral et le provincial, marge de manoeuvre très grande des acteurs économiques privés, prise en compte, par le pouvoir politique, des intérêts corporatistes -, on ne retrouve pas moins à l'intérieur de ce fédéralisme des segments forts

sur lesquels a pris appui la différenciation de l'État canadien. À ce sujet il nous semble que les fonctions sociales et tout ce qui concerne la redistribution, activités habituellement reconnues comme constitutives de l'État-providence, ont permis de structurer un segment qui pourrait être qualifié de relativement fort en comparaison des autres fonctions étatiques.

Il faut ajouter, cependant, qu'à l'instar de ce qui est survenu dans la majorité des pays occidentaux, et ce en dépit de la différenciation qui a caractérisé l'État-providence, nous avons assisté au Québec à une imbrication de plus en plus serrée de l'État et de la société civile. De ce fait, il devient de plus en plus difficile de cerner clairement les limites du système social et de tracer les contours spécifiques de l'État : « L'État n'est alors plus seulement un outil de réduction de tensions et de conflits issus d'une société qui lui serait extérieure. Il devient lui-même le théâtre et l'enjeu de ces conflits » (Jobert, 1985 : 679).

Les remarques de Jean-François Bayart relatives à une définition de la société civile insistent aussi sur cet aspect :

(la société civile), en tant que concept, a trait à une relation dynamique complexe et ambivalente entre l'État et la société, plus qu'à un champ distinct, entretenant des rapports de pure extériorité avec un pouvoir territorialisé ailleurs (Bayart, 1985 : 349).

[51]

Cela s'explique, comme il a été mentionné précédemment, par le fait que l'État contribue par ses interventions à créer des groupes qui, subséquemment, énoncent des représentations spécifiques, suscitant du même coup des oppositions. Ainsi, il apparaît que l'intervention de l'État influence non seulement les « tactiques et stratégies » des groupes d'intérêts, mais aussi le contenu et la définition même des intérêts qui émergent à l'intérieur de la société (Skocpol, 1985). Or, cette forme de régulation ne va pas sans amener certaines difficultés :

Plus augmente cette capacité apparente d'action sur la société, plus cet appareil se différencie et suscite l'apparition en son sein de groupes rivaux, plus il paraît lui-même le siège de conflits et de contradictions difficilement surmontables (Jobert, 1985 : 680).

Ces commentaires n'avaient pas pour objectif de remettre en cause le principe d'autonomie de l'État, ni celui de sa différenciation. Tout comme ils ne visaient pas non plus à invalider la notion de société civile. Ils nous invitent toutefois à mettre de côté les lectures macro-politiques qui gommement les spécificités locales.

En outre, ces commentaires nous conduisent à nous tourner du côté d'une problématique comme celle proposée par Charles Bright et Susan Harding (1984), qui mettent l'accent sur les processus engagés dans la construction de l'État (*statemaking*). Cette problématique permet d'éclairer combien l'État, à titre d'acteur et d'institution, est traversé de processus qui le redéfinissent sans cesse (voir aussi Nordlinger, 1981 ; Nordlinger, 1984 ; Evans, Rueschemayer et Skocpol, 1985).

Si, de ce point de vue, il est primordial de prendre en compte les répercussions des politiques publiques sur la société civile, inversement il est tout aussi nécessaire de considérer l'impact des groupes d'intérêts et des mouvements sociaux sur la configuration de l'État :

A concept of statemaking involves not only state initiatives and the reactions of social groups to them, but also social mobilizations which target the state and trigger responses by its governors. The latter would like us to believe that state actions are the outcome of such formal procedures as elections, legislative deliberation, and executive decrees. But the boundaries between legitimate state politics and the activities of challengers, dissidents, and rebels « outside » the sphere of the state is defined and re-defined by contestatory actions (Bright et Harding, 1984 : 10).

[52]

La configuration des relations entre l'État et les mouvements sociaux résulte donc d'une série d'ajustements itératifs, de part et d'autre, dont les aspects contra-

dictoires sont parfois voilés. Et ce qui est en cause concerne ultimement la redéfinition des rapports de pouvoir et de domination.

Au-delà des difficultés rencontrées par l'État pour « réaliser l'égalité économique et la justice sociale » (Bright et Harding, 1984 : 1), les initiatives et les programmes mis en place sous la gouverne de l'État-providence ont eu un impact indéniable sur les conditions de vie. Ont-ils pour autant engendré une modification dans le discours, les représentations et les modes d'action collective mis de l'avant par les mouvements sociaux ?

Nous savons que dans l'analyse qu'il propose relativement à l'évolution des mouvements sociaux, Charles Tilly soutient que ceux-ci n'ont pas vraiment changé dans leur mode d'expression depuis le XIXe siècle : « the nineteenth century repertoire is still with us today » (Tilly, 1984 : 310). La perspective historique qui caractérise sa démarche lui permet d'établir que les ruptures dans les pratiques surviennent à l'occasion de bouleversements sociaux et politiques majeurs - c'est le cas par exemple en 1832 en Grande-Bretagne et en 1848 en France (Tilly, 1986) - qui, pour des raisons diverses, sollicitent la capacité d'innovation des acteurs sur le plan des moyens d'action et des modes d'organisation.

Cette analyse, qui a le mérite entre autres de nous rappeler que le changement social ne se produit pas aussi souvent que le voudraient bien certains sociologues, nous convie donc à la prudence tant sur le plan méthodologique que sur celui de l'interprétation. Elle nous oblige de surcroît à regarder de plus près les caractéristiques des mouvements sociaux avant de prétendre à une transformation des pratiques.

Dans le cas des mouvements urbains montréalais qui se sont manifestés sur la scène locale du début des années 1960 jusqu'à maintenant, les modifications ou adaptations qui les ont caractérisés, sur le plan des facteurs externes, mettent en cause de manière prépondérante le rôle de l'État, en particulier au niveau des fonctions qu'il a assumées à titre d'État-providence. Mais avant d'envisager, à partir de quelques exemples et sous certains aspects, comment la relation entre l'État et les mouvements urbains s'est progressivement redéfinie, il est utile de mieux cerner les enjeux de l'État-providence.

L'État-providence : une réponse circonstancielle ?

L'imbrication croissante de l'État et de la société civile tend à modifier le contexte à l'intérieur duquel se déploie l'action collective. Considérer la portée politique des mouvements urbains nous conduit donc, comme il a été suggéré dans les paragraphes précédents, à tenir compte de l'interaction entre l'État et les mouvements sociaux dans les deux sens de la relation. Car, s'il est vrai que les politiques publiques dans le champ du social ont largement été influencées par les revendications des actions collectives portées par les mouvements urbains, il est tout aussi vrai que les responsables étatiques ont fourni des ressources aux organisations de ces mouvements, mis en place des équipements, ou énoncé des législations et des réglementations qui ont subséquentement influencé leur capacité d'action. La relation entre l'État et les mouvements urbains s'est donc révélée profondément dynamique. L'analyse de leur portée politique ne peut en faire abstraction.

L'État-providence demeure l'un des acteurs clés de la modernisation récente des sociétés occidentales. Néanmoins, la stagnation économique de la fin des années 1970 a entraîné des doutes sérieux sur son efficacité et même sur ses fondements.

La « crise » que traverse l'État-providence remet donc à l'ordre du jour, et ce dès la fin des années 1970, les questions soulevées par la tradition libérale concernant les rapports entre l'État et les individus, l'État et les groupes sociaux : dans quelle mesure les moyens mis en place pour assurer une égalité des chances à tous ne produisent-ils pas des effets contre-productifs ? L'extension des politiques sociales n'entraîne-t-elle pas une sclérose de la société civile ? Pire, ne représente-t-elle pas une menace pour les libertés individuelles ?

On peut trouver à l'État-providence des origines historiques diverses et des parentés idéologiques multiples. Pierre Rosanvallon situe la création de l'État-providence à la fin du XIXe siècle, tout en rappelant qu'il s'enracine dans la « radicalisation » et la « correction » de l'État protecteur classique, processus qui dé-

marre à la fin du XVIIIe siècle, « sous l'effet du mouvement démocratique et égalitaire » (Rosanvallon, 1981 : 23).

Sous la forme que nous lui connaissons en Amérique du Nord, l'État-providence n'est pas étranger aux prescriptions keynésiennes et à leur traduction programmatique dans les propositions mises de [54] l'avant aux États-Unis par le *New Deal*. Dans sa « théorie générale », John Maynard Keynes proposait un relèvement des revenus les plus faibles pour relancer la consommation et conséquemment l'emploi. Il indique, du même souffle, qu'il revient à l'État d'« exercer (sur la propension à consommer) une influence directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux de l'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens » (1969 : 371). Aussi recommande-t-il, pour reprendre ses termes, un « élargissement » des fonctions traditionnelles de l'État. Quant au *New Deal*, même si plusieurs considèrent qu'il recouvre une série de pièces détachées plutôt qu'un ensemble cohérent de stratégies capables de surmonter les contradictions du système capitaliste, il n'en a pas moins introduit des changements politiques importants :

Real political changes Occurred in the New Deal : the inclusion of some popular interest in a more interventionist « broker state », the incorporation of the industrial working class into the Democratic party, and the expansion of urban-liberal influence within the party (Skocpol, 1980 : 201).

Au Canada, où la dureté de la crise économique des années 1930 a engendré divers mouvements de protestation et initiatives populaires, le keynésianisme a eu bonne presse auprès d'une partie de la grande bourgeoisie (Boismenu, 1987), bien que l'on observe par ailleurs, à l'échelle du gouvernement, une « absence de consensus en faveur d'une politique d'intervention d'inspiration keynésienne » (Boismenu, 1987 : 119). Il n'en reste pas moins qu'une série de mesures et de programmes visant à relancer la consommation ont été adoptés tant par le palier fédéral que par certaines provinces à partir du milieu des années 1930. Rappelons cependant qu'au Québec, les programmes sociaux habituellement associés aux fonctions de l'État-providence dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale n'ont été instaurés, pour la plupart, qu'au début des années 1960, à la faveur de la Révolution tranquille.

Enfin, il est important de souligner que, sur le plan idéologique, l'État-providence se raccroche au compromis social-démocrate partagé par un nombre grandissant de syndicats et de partis politiques de gauche qui, dans les années 1930 et 1940, trouvaient souhaitable que l'État joue un rôle de régulation économique à un moment où il semblait possible de « socialiser » la demande sans nécessairement « socialiser » la production (Bergounioux et Manin, 1979).

[55]

Or, la crise économique qui fait suite au dynamisme des « trente glorieuses » soulève à nouveau des doutes sur le compromis social-démocrate de même que sur la pertinence et l'efficacité de l'État-providence. Il est vrai qu'en prenant à sa charge des pans entiers de la reproduction sociale, l'État-providence a réussi à atténuer l'indigence extrême et à réduire passablement la pauvreté primaire, du moins jusqu'au milieu des années 1970. Par contre, ces politiques et programmes n'ont pas permis d'abolir l'écart des niveaux de revenus et de vie entre les plus favorisés et les moins favorisés (Bergounioux et Manin, 1979 : 171). Ce qui s'est passé ressemble davantage à un « déplacement structurel des formes d'inégalité » (Jobert, 1981 : 247), c'est-à-dire à la mise en place de nouvelles barrières de classe, de « nouvelles filières différenciées de reproduction sociale » (Jobert, 1981 : 247) qui renaissent au fur et à mesure que les classes dominées ont atteint ou dépassé les seuils antérieurs de discrimination, et ce au rythme des efforts de « démocratisation » mis en oeuvre par l'État. C'est ce qui provoque une véritable spirale de la demande et engendre une inflation sociale, l'insatisfaction qui la nourrit trouvant sa source dans les inégalités structurelles :

L'inflation sociale traduit la difficulté croissante des institutions sociales à assurer leur fonction de légitimation d'un ordre inégalitaire. En effet, l'idéologie de l'État-providence prétend assurer à tous l'égalité des chances par un égal accès aux institutions sociales. Or, plus les classes dominées intériorisent cette norme, plus vives se font leurs pressions sur ces institutions. On constate alors un plus large accès des classes dominées à certaines institutions considérées comme les instances du tri social. La défense des privilèges des classes dominantes passe alors par la constitution de nouvelles instances de tri social à un échelon supérieur dans les institutions, qui deviendront elles-mêmes l'objet d'une revendication de démocratisation des classes dominées. Il résulte de ces pressions contradictoires

des classes dominantes et dominées une inflation sociale sans rapport avec les exigences fonctionnelles de l'économie (Jobert, 1981 :248).

À travers cette surenchère institutionnelle, l'État-providence est d'abord apparu comme une réponse circonstancielle pour résoudre les problèmes et les déficiences du marché (Therborn, 1986), mais au fur et à mesure que les structures et l'idéologie étatiques s'incrument dans le tissu social, il devient de plus en plus difficile d'en cerner les contours précis. La socialité étatique se révèle dès lors directement constitutive du social tout court. Il n'est donc pas surprenant de constater, dans les années 1980, un changement d'attitude de la part [56] de la bureaucratie d'État et de la classe politique à l'endroit des mouvements sociaux. Désormais ces mouvements semblent moins menaçants pour l'État. La classe politique au pouvoir pense plutôt à y recourir pour gérer à moindre coût le social et peut-être, par la même occasion, restaurer sa légitimité.

Tendances récentes dans la gestion du social

Le modèle de gestion du social mis en place dans la foulée de l'État-providence était ambitieux et ambigu. Ambitieux dans la mesure où il proposait, comme l'a écrit Pierre Ronsanvallon, « de substituer, à l'incertitude de la providence religieuse, la certitude de la providence étatique » (1981 : 25). Ambitieux, aussi, en raison de la complexité et de l'ampleur des mécanismes de redistribution élaborés depuis 1960, dans les pays de l'OCDE, la part de l'État n'a pas cessé d'augmenter par rapport à l'ensemble du PIB (produit intérieur brut), pour atteindre près de 50% en 1983. De plus, en regard de l'ensemble des dépenses publiques (Simon, 1984), ce sont les dépenses sociales qui ont pris le plus de poids. Par ailleurs, le modèle demeurait ambigu parce que, d'un côté, il visait à assurer la régulation des tensions inhérentes au fonctionnement de l'économie capitaliste - notamment en fournissant des équipements et des services publics nécessaires à la réduction des coûts de reproduction, contribuant de ce fait à rendre les investissements privés plus rentables - et, de l'autre, cherchait à répondre à certains besoins sociaux conformément aux revendications des travailleurs et du mouvement syndical. Cette deuxième dimension conduisait d'ailleurs Jacques Fournier et Ni-

cole Questiaux à souligner qu'il « existe une pente subversive des politiques sociales » (1979 : 14).

Les insatisfactions engendrées par ce modèle ont été, il est vrai, très nombreuses. On lui a reproché de ne pas réduire les inégalités sociales - voire même, au contraire, de les reproduire -, de redoubler et de renforcer la logique du capital (Guillaume, 1975), bref de pervertir le social en socialité étatique, conformément aux exigences de la gestion bureaucratique (Lefort, 1981) ou à celles de la technocratie (Touraine, 1980).

Toutefois, ce ne sont pas surtout les critiques formulées à gauche qui ont conduit à une remise en question fondamentale de l'État-providence. C'est bien davantage la récession économique - qui s'est exprimée notamment à travers la baisse des taux de productivité [57] survenue dans la plupart des pays industriels avancés dès le début des années 1970 -, obligeant du coup les États à un accroissement de leurs emprunts pour répondre aux besoins sociaux, avec, à l'arrière plan, le spectre d'une demande sociale inflationniste et ses conséquences prévisibles en termes de fardeau financier.

Les idéologues libéraux et néo-conservateurs en ont appelé directement de cette situation pour réclamer un désengagement de l'État. Les défenseurs de l'État-providence soutenaient au contraire que la détérioration des conditions de vie des classes populaires mettait en cause nos choix de société, qui ne pouvaient être ramenés à des arguments techniques ou financiers. Chose certaine, nous étions en face d'un « doute » profond sur la légitimité et les finalités - définies en termes d'égalité et de justice sociale - poursuivies par l'État-providence (Rosanvallon, 1981).

Dans la perspective de la théorie keynésienne sous-jacente à la forme concrète de l'État-providence, la croissance économique et la progression des systèmes de protection sociale paraissaient intimement reliées. Proposer une révision des programmes d'aide et d'assistance sociales s'avérait donc, pour plusieurs, une solution simple et allant de soi, une conséquence quasi inévitable de la récession. Comme l'écrivait l'un des directeurs de l'OCDE dans un rapport paru en 1981 :

La rapide expansion qu'ont connue les programmes sociaux dans les pays de l'OCDE pendant les années 50 et 60 a été étroitement liée aux taux

élevés de croissance économique, et donc à la gestion réussie des économies de l'OCDE. Le ralentissement de l'expansion économique de ces pays depuis le début des années 70 ne pouvait qu'affecter la poursuite de l'extension des programmes et l'accroissement des prestations. L'État protecteur s'est de ce fait trouvé en 'crise (Gass, 1981 : 5).

Nous pourrions multiplier les diagnostics, les bilans, les lectures de la « crise » de l'État-providence : qu'il suffise, pour l'instant, de souligner qu'elle s'est déployée à plusieurs niveaux, mettant en cause autant les mécanismes de gestion bureaucratique que les principes de prélèvement fiscal ou encore, plus récemment, le mode d'accès et l'universalité des programmes sociaux. Toutes ces remises en question ont fini par ébranler le système étatique de gestion du social sous l'égide de l'État-providence et conduit les gestionnaires et les responsables politiques à explorer ou formuler des réponses et des ajustements dans plusieurs secteurs.

[58]

Il convient de situer dans ce contexte les tendances récentes qui semblent s'affirmer au plan des politiques sociales, proposées par la bureaucratie d'État et entérinées par la classe politique. Sans procéder à une étude complète de toutes les composantes de ces tendances, nous considérerons rapidement le discours politique qui les a mises de l'avant, prenant appui sur quelques exemples concrets.

Un partenariat qui se cherche ²

Lors de la lecture du discours inaugural de 1983 à l'Assemblée nationale, le Premier ministre René Lévesque parlait de la nécessité de redéfinir le rôle de l'État. À ce propos, faisant état de la « crise », il indiquait que le moment était venu, pour son gouvernement et pour la société québécoise « de parler de changement avec un grand « C » et (de) procéder à une révision substantielle de nos concepts, de nos habitudes, de nos comportements individuels et collectifs ». Et il précisait, par la suite, que cela devait se traduire par un « changement d'État », un

² La suite du chapitre 2 reprend, en partie, des éléments d'analyse présentés, il y a quelques années, dans le cadre d'un colloque organisé par l'AEP sur « L'inégalité sociale et les mécanismes de pouvoir » (Hamel, 1985).

« État moins lourd », « plus proche des citoyens ». Concrètement, cela signifiait pour lui un « assouplissement du rôle de l'État » et se traduisait par un recours plus large aux « instances décentralisées et aux communautés de base » (Lévesque, 1983).

Toutefois, cette orientation annoncée par le Premier ministre de l'époque, et réitérée par la suite par les déclarations de plusieurs de ses ministres, avait des antécédents qui remontaient à la fin des années 1970. On en retrouve des traces, entre autres, dans le projet de loi 125 sur l'aménagement et l'urbanisme, adopté en décembre 1979 ; de même, en 1981, le ministre des Affaires sociales, Pierre Marc Johnson, avait indiqué la nécessité d'opérer un virage important dans la gestion publique, compte tenu de « certains aspects négatifs » résultant de la croissance de l'État :

En regardant l'avenir cependant, affirmait-il, on se dit qu'il devra être caractérisé beaucoup plus par la prise en main et la recherche de l'autonomie des groupes et des citoyens. Déjà l'évolution que l'on observe à l'endroit des centrales syndicales est, à ce point de vue, significative. Il s'agit de revenir à la social-démocratie après s'être [59] rendu compte, comme société, que nous avons plutôt emprunté la voie de la syndical-bureaucratie (Johnson, 1981 : 85).

Dans le plan de relance rattaché au discours inaugural de 1983, parmi les mesures visant à accroître l'« employabilité » des jeunes, madame Pauline Marois, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, prévoyait pour eux une participation « à des travaux communautaires et à des activités non-marchandes » (Tellier, 1984). Cela, conformément aux orientations prescrites par le gouvernement Lévesque, qui consistaient à se tourner du côté des communautés de base, à faire appel au dynamisme du milieu et des organismes communautaires.

En fait, ces tendances misant sur une association avec le secteur communautaire pour la gestion du social se sont déployées dans plusieurs secteurs - emploi, éducation des adultes, maintien des personnes âgées à domicile, etc. Par ailleurs, elles relèvent, dans ces différents secteurs, d'une série d'expérimentations qui ne sont pas toujours très récentes. Cependant, ce qui constitue un aspect de nouveauté indéniable réside dans le fait d'y recourir d'une manière systématique, en appui

à une stratégie de restructuration du modèle de gestion du social en vigueur. Avant de considérer la portée sociale et politique de ces changements, il peut être utile de citer un dernier exemple.

Dans le domaine de la justice, l'adoption d'un programme de sentences de travaux communautaires, ayant pour objectif la désinstitutionnalisation des politiques pénales, remonte à 1976. Par la suite, des expériences-pilotes ont été menées dans quelques districts judiciaires et, en 1980, le programme a été étendu à l'ensemble de la province (Simon et Vallières, 1981). Lors d'un colloque organisé par le Service d'action communautaire, en mars 1984, des représentants du ministère de la justice et des participants des organismes communautaires se sont penchés sur les problèmes reliés à l'administration de ce programme - et d'autres programmes afférents - et sur les difficultés spécifiques que rencontrent les organismes communautaires qui y participent. Parmi les organismes présents, il y avait des centres de bénévolat, un YMCA, divers groupes communautaires.

Les raisons pour lesquelles l'État se tourne du côté du communautaire pour l'administration de la justice sont nombreuses (Service d'action communautaire, 1984) : d'abord, on invoque l'inefficacité et l'échec du système carcéral ; ensuite, on fait état d'un « souci de réhabilitation » qui serait facilitée par une « réintégration du délinquant [60] au sein de la communauté » ; enfin, on allègue l'argument financier : cette approche serait moins onéreuse.

Grâce à ce programme, les organismes communautaires sont donc en mesure d'encadrer des contrevenants qui acceptent de participer à des interventions auprès de plusieurs groupes cibles : familles monoparentales, défavorisés, personnes âgées, handicapées. Et leur rôle est alors multiple :

La majorité des organismes communautaires considère qu'ils ont un rôle :

- a) d'évaluateur de la personne qu'ils accueillent ;
- b) de soutien, entre le contrevenant et le bénéficiaire [...] ;
- c) de superviseur pour contrôler la qualité du travail effectué. (Service d'Action Communautaire, 1984 : 15)

Dans l'allocution qu'il a prononcée au cours de ce colloque, le ministre de la justice n'a pas hésité à affirmer que l'État aurait à « apprendre à composer de plus

en plus avec le milieu communautaire » (Bédard, 1984 : 39). Le fait de fournir ces quelques exemples ne constitue pas en soi une analyse des « nouvelles » tendances gouvernementales dans le domaine des politiques sociales. Ils permettent néanmoins d'illustrer - ou de soutenir à titre d'hypothèse - qu'au cours des années 1980 s'est progressivement manifestée une attitude plus ouverte de la part des acteurs publics à l'endroit du communautaire et, partant, de l'ensemble des organisations qui animent les mouvements urbains.

Une telle ouverture, qui s'articule également à un discours décentralisateur, ne va cependant pas sans poser quelques problèmes. Est-ce qu'il ne faut pas y voir une première étape vers un désengagement plus net de l'État au profit d'entreprises du secteur privé ? Celles-ci prendraient peu à peu la relève dans la gestion des services sociaux comme cela s'observe aux États-Unis où, écrit David Stoesz, « à l'heure actuelle, il faut reconnaître que les partisans du « welfare state » sont battus en brèche par les partisans du « welfare privé » (1983 : 97).

Mais un autre danger se profile aussi à l'ombre de la nouvelle attitude gouvernementale à l'endroit du communautaire, soit celui de la perte d'autonomie des organismes communautaires. Ces dernières années, le recours à des bénévoles pour maintenir une qualité acceptable des soins ou des interventions auprès des bénéficiaires des politiques sociales est devenu une pratique courante. Sauf que ces pratiques n'ont pas fourni aux organismes communautaires un accès [61] plus satisfaisant aux ressources mises à leur disposition. En d'autres termes, les organismes communautaires n'ont toujours pas accès à des ressources suffisantes et ne participent pas davantage à la définition des objectifs des programmes pour la mise en oeuvre desquels on leur assigne un rôle de plus en plus important. En effet, le recours accru de l'État aux organismes communautaires dans une perspective de réduction des coûts de gestion du social n'est pas allé de pair avec une revalorisation de leur statut. Comme cela a été exprimé lors du colloque organisé par le Service d'action communautaire, il existe pratiquement, dans les faits, une négation de la nature des organismes communautaires aux fins des exigences bureaucratiques : « Les conditions dans lesquelles on demande aux organismes communautaires de participer à la justice font pratiquement abstraction de la réalité quotidienne de ces organismes » (Service d'action communautaire, 1984 : 8). Nous sommes donc encore très loin, sous ce rapport, de ce qu'évoquait le ministre

Pierre Marc Johnson lorsqu'il parlait d'« un certain déplacement du pouvoir vers les citoyens » (Johnson, 1981 : 85) !

Cet appel actif de l'État à l'endroit des organismes communautaires n'a déjà plus, à la fin des années 1980, la figure qu'il revêtait au début ou au milieu de la décennie. Il n'a pas moins continué à prendre de l'importance, avec des conséquences directes pour le milieu communautaire en termes d'intégration institutionnelle - complémentarité du secteur communautaire par rapport au secteur public (ICEA, 1988) - et de sous-financement pour les groupes. Notons que le rapprochement qui s'effectue entre l'État et le milieu communautaire varie bien entendu en fonction des secteurs d'intervention. La représentation de l'État comme instance homogène responsable de la régulation tend donc à s'estomper au profit d'une image fragmentée. En outre, mettant de l'avant un discours et des stratégies de type corporatiste, l'État prend appui sur des structures de concertation et de négociation qui visent à diminuer ses responsabilités pour accroître celles de ses partenaires. Il s'agit en fait d'une véritable redéfinition de la gestion publique du social, où l'État fait plus volontiers appel au partenariat (Hamel, Manseau et Saez, 1988).

Les difficultés voire l'incapacité dont souffre l'État-providence lorsqu'il s'agit de fournir des réponses efficaces aux problèmes sociaux (Marris et Rein, 1967) peuvent donc expliquer, du moins en partie, cette ouverture à l'endroit de la société civile et des organismes communautaires manifestée par le gouvernement du Québec. [62] Concrètement, cela s'est traduit par des formes d'intégration sociale où ne s'opposent plus, comme par le passé, la socialité étatique et la solidarité. Au contraire, elles participent conjointement à la redéfinition des pratiques sociales de prise en charge. Dans ce contexte, « l'action publique n'apparaît pas toujours et par nature l'ennemi de la solidarité privée » (Jobert, 1988 : 90). Conséquemment, l'État n'est plus perçu par les acteurs comme une entité « monolithique », et les problèmes et les enjeux qui, encore hier, spontanément, pouvaient faire appel à une extension des politiques sociales, sollicitent davantage aujourd'hui des solutions mixtes et définies sur mesure.

Ces transformations n'engendrent pas pour autant une dépolitisation des problèmes sociaux et de l'action collective à leur égard. Ces processus et ces pratiques conduisent au contraire à reconsidérer la question du contrôle démocratique de l'État (Katz et Mayer, 1983 ; Craig, 1987). Vu sous cet angle, le social ne se

résume plus à ce qu'en retenaient les protagonistes de la socialité étatique par l'entremise de l'État-providence. Il s'articule au contraire aux dimensions multiples de la vie quotidienne et de l'action collective, ses acteurs se trouvant sans cesse confrontés à la nécessité de concilier les principes conflictuels d'égalité et de liberté mis de l'avant par les révolutions démocratiques modernes (Ignatieff, 1986).

Nous avons quitté, à cette étape, le problème du politique et de l'État définis en termes abstraits, pour nous engager sur le terrain des pratiques, des négociations et des compromis. Sous ce rapport, les problèmes rencontrés par l'État-providence ne lui sont plus exclusifs. Ils s'inscrivent dans un espace social où la scène locale joue un rôle grandissant, et ce tant pour des raisons institutionnelles - une gestion différente du social - que pour des raisons économiques : dans le contexte d'une économie de plus en plus tertiaisée et internationale, les milieux urbains locaux deviennent vraisemblablement le support d'un « nouvel espace de développement » (Savary, 1989 : 41).

Les problèmes de marginalisation, d'exclusion, de pauvreté, tout comme les insatisfactions plus diffuses mais tout aussi justifiées reliées à l'isolement ou aux besoins de communication et d'émancipation des individus, ne sont plus nécessairement orientés exclusivement ou en priorité, désormais, vers l'État-providence. En plus des formes concrètes de solidarité primaire qui les prennent en charge d'une manière quotidienne, ils se rapportent également à la scène locale et aux institutions qui l'encadrent. État-providence et administration municipale semblent alors devoir partager une certaine [63] responsabilité sociale et institutionnelle que permettent précisément d'éclairer les demandes formulées par les mouvements urbains relativement à une extension de la démocratie locale. Cependant, avant d'aborder de quelle manière de telles demandes se sont exprimées sur la scène politique montréalaise, il est nécessaire de compléter nos considérations théoriques en examinant le débat mené à l'intérieur de la sociologie des mouvements sociaux sur le sens de l'action collective dans les sociétés complexes ou avancées.

[65]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

Chapitre 3

La portée politique des mouvements sociaux : les acquis de la sociologie

[Retour à la table des matières](#)

L'émergence des mouvements urbains, au début des années 1960, en a étonné plusieurs. Leur expansion, puis leur reflux, ont donné lieu par la suite à des hypothèses et à des interprétations diverses (Pickvance, 1985). Fait particulièrement significatif, les efforts des sociologues semblent avoir été constamment en décalage par rapport à ce phénomène complexe, dont le parcours social s'est révélé des plus imprévisibles.

Au début des années 1970, Manuel Castells déplorait le « vide total de références théoriques ou de recherches scientifiques » (1973 : 15) susceptibles d'éclairer la vitalité des luttes urbaines. Bien entendu, cette remarque n'a plus la même validité aujourd'hui. Les démarches destinées à combler l'absence d'énoncés théoriques ont en effet, été nombreuses par la suite, entreprises en grande partie par Castells lui-même³. Ironie, cependant, les propositions théoriques mises de l'avant par cette sociologie faisaient souvent référence à une réalité qui, au mo-

³ Pour un aperçu de l'évolution de la sociologie des mouvements sociaux depuis le début des années 1970, voir l'ouvrage de Stuart Lowe (1986).

ment où la communauté scientifique était en mesure de prendre connaissance des résultats, n'existait plus, du moins dans la forme sous laquelle elle avait pu être décrite au cours de la démarche de recherche. Ainsi, la sociologie des mouvements sociaux se révélait peu utile aux acteurs, étant donné notamment qu'elle parlait toujours d'une réalité en bonne partie dépassée. Problème de décalage sans doute spécifique aux sciences sociales empiriques, mais que la nature de l'action collective autour des enjeux urbains faisait ressortir avec une acuité singulière.

[66]

C'est également ce type de constat que fait Chris Pickvance lorsqu'il écrit : « The study of urban movements has a problem : the experience of urban movements has dramatically changed since 1970 » (1985 : 31). Et comme ces changements se sont effectués sur des périodes très courtes, ainsi que nous l'observons par exemple dans le cas de Montréal, on peut dire que la théorie s'est souvent trouvée dépassée par les événements.

L'absence de théorie du début des années 1970 au sujet des mouvements urbains pouvait cependant être compensée par l'idée que le sens des luttes était facile à décoder. S'opposant la plupart du temps à l'État ou aux promoteurs privés du redéveloppement urbain, les militants se portaient à la défense des espaces collectifs pour le bénéfice des classes populaires. Et comme le recours au modèle « révolutionnariste » était la plupart du temps implicite dans les analyses, les luttes se révélaient d'autant plus progressistes qu'elles étaient radicales et reliées d'une manière ou d'une autre au mouvement ouvrier.

Toutefois, de telles interprétations positives et progressistes des luttes urbaines n'ont pas fait l'unanimité très longtemps. Alors que Manuel Castells et Francis Godard (1973) tentaient de faire jouer aux mouvements urbains un rôle historique de transformation sociale, d'autres chercheurs étaient beaucoup plus sceptiques. Liliane Voyé, par exemple, soutenait au contraire que le caractère subversif des luttes urbaines était plus « apparent que réel » (1975 : 447). Elle rejoignait, par certains côtés, les conclusions d'une équipe de sociologues de Rennes qui, s'étant penchée sur la participation à l'aménagement des quartiers de cette ville, montrait que, loin de favoriser la démocratisation, la participation à l'aménagement contribuait, en pratique, à « la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains de groupes de plus en plus restreints » (Huet et autres, 1973 : 1).

Enfin, pour donner un autre exemple de divergence par rapport à l'interprétation de Castells et Godard, rappelons la thèse de Katharine Coit, selon laquelle l'impact des luttes urbaines n'est pas homogène. Elles peuvent tout aussi bien jouer un rôle d'intégration sociale au profit des classes dominantes, que contribuer à l'éclosion d'une conscience politique radicale, pour ainsi s'avérer « un élément de transformation des rapports sociaux généraux » (Coit, 1977 : 378). Pour Katharine Coit les luttes et les mouvements urbains demeurent donc un « moyen possible » de changement, mais rien ne permet de prédire si les classes dominées y auront effectivement recours.

[67]

Bien qu'elles fassent appel à des problématiques différentes, ces interprétations s'inscrivent plus ou moins fortement à l'intérieur d'un schéma déterministe. Comme si les chercheurs se contentaient de confronter la réalité empirique des mouvements urbains au modèle qu'ils imaginent dans le but d'évaluer les possibilités que renferme l'action collective. Dominique Mehl nous révèle fort bien le biais de cette approche lorsque, faisant le bilan de ses enquêtes sur les luttes urbaines, elle écrit : « La réalité de ces luttes décevait nos attentes » (1980).

Compte tenu de leur préjugé favorable à l'endroit des mouvements urbains, les sociologues du début des années 1970 avaient donc tendance à oblitérer les ambiguïtés, voire les contradictions de l'action collective au profit d'une cohérence abstraite. En abandonnant celle-ci pour des analyses plus nuancées - voire circonstanciées - et des élaborations théoriques plus appropriées au caractère imprévisible de l'action collective, les sociologues découvrent par la suite des groupes et des individus qui ne suivent pas un tracé préétabli. L'action collective se révèle dès lors indéterminée. Elle se trouve articulée à des pratiques dont le sens n'est jamais fourni à l'avance.

Au terme d'une autocritique - c'est le cas notamment de Manuel Castells (1983), qui remet en question le cadre d'analyse marxiste sur lequel il s'était basé au début des années 1970 -, ou bien parce qu'ils ont d'emblée tenté de prendre en compte la configuration plus récente des mouvements, mettant ainsi de côté les visions réductrices issues d'un modèle trop formalisé (Melucci, par exemple, dans un texte de 1985, préfère parler d'« espace de rassemblement » et de « réseaux de mouvement », expressions qui lui paraissent plus appropriées pour saisir la forme

des mouvements sociaux récents), les sociologues rompent de plus en plus clairement avec le modèle révolutionnariste. C'est pourquoi la sociologie se trouve désormais engagée, en relation à la connaissance empirique des composantes essentielles de l'action collective, dans des démarches d'interprétation qui prennent leurs distances avec les analyses globales antérieures. Non pas que cette sociologie ne se soit pas révélée utile, non pas qu'elle n'ait pas permis de mieux comprendre les caractéristiques majeures des mouvements sociaux et des mouvements urbains, mais elle se contentait souvent de véhiculer une vision trop homogène de ceux-ci - pouvant d'ailleurs être tout aussi bien négative que positive.

[68]

Il faut cependant rappeler qu'à l'instar de ce que l'on observait dans d'autres domaines d'étude, la sociologie des mouvements sociaux a été influencée par un effet de mode intellectuelle. Rappelons que dans les années 1970, la gauche continuait de véhiculer une image révolutionnariste du changement. Conséquemment, au fur et à mesure que cette représentation s'est trouvée ébranlée à la fois par les difficultés rencontrées dans les expériences de socialisme réel et par la faillite des grands modèles explicatifs, incapable de rendre compte du social à travers ses pratiques quotidiennes, le discours sociologique a dû explorer des avenues différentes. Plus soucieuse de comprendre les multiples niveaux d'interaction constitutifs de tout phénomène social, la sociologie intégrait plus volontiers la relativité des points de vue. Du coup, l'on redécouvrait l'importance de l'interprétation, non seulement pour des raisons épistémologiques, parce qu'elle est à l'origine d'un regard différent sur le social, mais aussi parce qu'elle demeure constitutive des pratiques sociales et de l'action collective. Comme l'écrit Claus Offe au sujet des nouveaux mouvements sociaux :

These movements are not just shaped by what they « are » in terms of their social composition, their issues, and demands ; they are shaped equally by the ways in which they are perceived, interpreted, and symbolically treated by political elites, and by the extent to which these elite responses become self-fulfilling by their determining the relative weights of the different components within movements 1985 :863).

À l'intérieur de cette conception, l'interprétation devient un enjeu majeur, non seulement pour une meilleure compréhension du sens de l'action, mais, plus fondamentalement, pour la survie même des mouvements.

Bien entendu, cette réceptivité de la part de certains sociologues à l'égard de l'interprétation ne résout pas tous les problèmes. Les questions relatives au sens et à la portée de ces mouvements, compte tenu notamment de leurs transformations internes tout autant que de l'évolution du contexte dans lequel ils se manifestent, demeurent non résolues.

Dans quelle mesure les mouvements sociaux sont-ils porteurs d'une critique fondamentale du modèle d'organisation politique dominant ? Jusqu'à quel point peuvent-ils survivre aux formes d'intégration institutionnelle produites, soit par une extension de la gestion bureaucratique d'État, soit par des modes de gestion mixte qui [69] misent sur le partenariat ? Qu'est-ce qui peut garantir l'autonomie des mouvements sociaux ? Est-ce que leur préoccupation pour les problèmes de la vie privée peut expliquer leur engagement dans des formes d'action collective qui débouchent sur ce que certains nomment le « politique non-institutionnel » (Offe, 1985) ? Comment cerner le champ &« action sociale conflictuelle » (Descent, Maheu, Robitaille et Simard, 1989) qui les définit ?

Sur tous ces aspects, la sociologie des mouvements sociaux est en débat. Bien sûr, l'intérêt pour l'étude des mouvements sociaux n'est pas récent. À l'intérieur de la sociologie, on peut même le faire remonter à von Stein (1855 ; voir Heberle, 1949). Il existe donc une importante tradition sociologique qui, par un biais ou un autre, s'est penchée sur le phénomène.

Retraçant cette tradition, Jean L. Cohen rappelle les principaux courants qui la composent, incluant tout aussi bien le courant utopique et le marxisme que la sociologie théorique influencée en partie par Durkheim. Cependant, elle précise :

The theorists addressing contemporary social movements draw on this sociological tradition but differ from it insofar as they do not view social movements as signs of deviance Or inadequate integration, but rather as sources for new solidarities and for the further democratization of society (1983 : 105).

Mais que faut-il retenir de cette sociologie actuelle pour éclairer la portée politique des mouvements urbains montréalais ? En d'autres termes, dans quelle mesure y retrouvons-nous des éléments susceptibles d'alimenter notre propre analyse ? C'est afin de répondre à ces questions que nous proposons maintenant de considérer les apports des études sociologiques consacrées aux mouvements sociaux.

Au-delà des perspectives divergentes, les éléments de consensus

Des études récentes ont beaucoup insisté sur le fait que la sociologie des mouvements sociaux s'est construite autour d'approches, de problématiques, voire de paradigmes divergents. À ce propos, Jean L. Cohen (1985) identifie deux paradigmes majeurs qui traversent toute la littérature sociologique récente sur les mouvements sociaux, soit celui de la mobilisation des ressources (*resource mobilization*) et celui de l'identité (*identity oriented*). Ces paradigmes ont alimenté la réflexion des deux côtés de l'Atlantique, aux États-Unis pour le [70] premier et en Europe pour le second. Il faut souligner, en outre, qu'ils se démarquent nettement du paradigme qui, élaboré à partir de la notion de comportement collectif (*collective behavior*), dominait incontestablement le champ d'étude au début des années 1960. Constituant avant tout des référents axiomatiques, l'un et l'autre de ces paradigmes récents regroupent toutefois des démarches qui ne convergent pas sur tous les plans.

En recourant à des distinctions similaires, Louis Maheu (1986) s'est engagé dans une démarche équivalente. Il a toutefois choisi, pour sa part, d'approfondir un seul des deux paradigmes, en considérant les tendances de recherche et les contributions qui s'articulent autour de la notion d'identité.

Sans ouvrir la discussion sur le bien-fondé des oppositions que véhiculent ces deux recensions des écrits sociologiques, ni remettre en cause leur perspective heuristique, il est indispensable, du moins dans un premier temps, de retracer les principaux éléments théoriques et méthodologiques sur lesquels elles prennent appui.

Un premier élément que reconnaît d'emblée la sociologie récente des mouvements sociaux est la présence du principe de solidarité, indispensable à toute forme d'action collective. Aucune action collective n'est possible si les acteurs n'ont pas le sentiment de s'identifier, sur un plan ou un autre, à un projet également partagé par leurs concitoyens à l'égard des oppositions, des inégalités qu'ils veulent combattre. En ce qui concerne leurs intérêts immédiats et à long terme, compte tenu des buts qu'ils poursuivent, les acteurs doivent pouvoir partager, avec leurs concitoyens, des ressources et des engagements communs. Ce principe avait déjà été mentionné par certains sociologues américains au cours des années 1950 (Heberle, 1951). Il a été rappelé plus récemment par des chercheurs comme Gamson (1975), Tilly (1978), Touraine (1978) et Melucci (1989).

Si l'action collective suppose un certain degré de solidarité au sein d'un groupe d'acteurs, elle exige tout autant la présence d'une organisation et le recours à certains moyens d'action afin de rendre opérationnels les projets collectifs. Un mouvement social ne peut survivre s'il n'y a pas d'organisation capable de rassembler les acteurs, de formuler des revendications, de contribuer à une certaine représentation sociale de la base et de proposer des moyens d'action concrets. Déjà, dans *La question urbaine*, Manuel Castells (1972) plaçait l'organisation au coeur des luttes, considérant qu'elle constituait le pivot de la mobilisation. En ce sens, l'émergence d'une action [71] collective s'explique davantage par les initiatives dont l'organisation est capable que par les bouleversements qui affectent l'environnement. Citant Ronald Aminzade, William Camson rappelle à ce sujet :

Collective actions are « conceptualized as organizational phenomena which occur, not merely because of widespread discontent with war, unemployment, or whatever, but because organizations exist which make possible the channeling and expression of that discontent into concerted social action » (1975 :138).

Toutefois, la présence d'une organisation ne constitue pas en elle-même un élément suffisant. Pour être en mesure de soutenir un mouvement social, l'organisation doit se situer dans le cadre d'un conflit. « There is an almost general agreement, écrit Alain Touraine, that social movements should be conceived as a special type of social conflict » (1985 : 750). Cela implique cependant, précise-t-il

aussitôt que l'on admette 1° que tous les comportements collectifs ne sont pas des conflits sociaux (« panics, crises, fashions, currents of opinion, cultural innovations are not conflicts »), 2° qu'il existe différents types de conflits sociaux. Il en identifie huit, qui correspondent à des lectures - problématiques - différentes de l'action collective et qui mettent aussi en scène des acteurs qui se modifient - organisations syndicales, organisations politiques, sectes, associations de défense des intérêts des classes dominantes, etc. - selon des contextes variant dans le temps et l'espace. Notons que c'est d'ailleurs autour de cette question que commence à se faire la distinction entre les études qui se raccrochent au paradigme de la mobilisation des ressources et celles qui relèvent du paradigme de l'identité. Tandis que, pour les premières, l'action se définit avant tout en termes stratégiques, pour les secondes, elle correspond en premier lieu à un souci d'affirmer l'identité du groupe et de défendre son autonomie.

La présence d'un autre élément - principe étroitement articulé à l'idée de solidarité -, qui s'ajoute à l'organisation, si primitive soit-elle, et aux moyens d'actions mis en oeuvre à travers la participation à un conflit, est également nécessaire pour confirmer la présence d'un mouvement social : c'est l'idée de changement indépendamment de la valeur qu'on lui attribue :

Although social movements may resort to protests, demonstrations, boycotts, strikes, and riots, these forms of action do not in themselves define a movement. Politics may be disorderly and even violent yet [72] not involve a social movement unless a collective actor emerges that pursues a transforming program (Fainstein et Fainstein, 1985 :189).

Klaus Eder avait déjà formulé des remarques similaires : « Not every kind of protest is a social movement. Only social protests that try to lead society from one level of development to another can be considered social movements » (1982 : 10). Et nous pourrions aisément multiplier les citations pour souligner combien la présence de cette idée du changement est considérée, par une majorité de chercheurs, comme un élément indispensable pour définir un mouvement social. Cela en dépit des ambiguïtés et des problèmes que soulève cette notion.

Ainsi, l'idée de changement - ou la résistance au changement - constitue un facteur crucial pour l'interprétation des mouvements sociaux. Toutefois, cet élément donne prise à diverses lectures.

Pour Charles Tilly, par exemple, le changement que poursuivent les acteurs des mouvements sociaux doit ultimement être considéré sur un plan institutionnel. Ce qu'il nous faut examiner, c'est donc l'impact de l'action collective sur la transformation des rapports de pouvoir (Tilly, 1978). Pour sa part, Alain Touraine situe l'enjeu du changement autour de la question du contrôle d'un modèle culturel (Touraine, 1984). Les acteurs des mouvements sociaux se battent pour définir une société « autre ». Andrew Arato et Jean L. Cohen, quant à eux, situent le changement sur le terrain politique et parlent en termes de défense de la société civile contre l'emprise bureaucratique (Arato et Cohen, 1984). Manuel Castells, pour donner un dernier exemple, indique dans ses travaux plus récents que le changement que poursuivent les acteurs des mouvements sociaux passe par l'introduction de nouvelles significations dans l'espace social et politique (Castells, 1983 ; 1985).

En dépit des aspects différents, ou des multiples niveaux, que mettent en évidence ces lectures du changement poursuivi par les acteurs des mouvements sociaux, elles ne rompent pas moins avec la tradition sociologique antérieure.

Les mouvements sociaux, reconnaît-on dans toutes ces études, ne parlent pas au nom d'autre chose, d'une finalité transcendante ou d'une force historique qui leur échapperait. Les acteurs des mouvements sociaux eux-mêmes feraient d'ailleurs clairement valoir cette exigence :

[73]

Ces nouveaux acteurs se manifestent par une sorte d'excès de sens. Après une longue histoire où l'acteur a été défini par sa privation de sens - il était le pêcheur, le prolétaire, l'exploité - apparaissent des acteurs surchargés de sens, en qui parlent à la fois critique culturelle et critique sociale. Ils veulent tous être détenteurs de leur propre sens (Touraine, 1982 : 118).

En raison de leurs caractéristiques sociales et organisationnelles, les mouvements sociaux actuels possèdent donc une spécificité qui les distingue tout autant des syndicats et des partis politiques (Cohen, 1985) que des groupes de pression et des associations bénévoles (Lowe, 1986). Encore que, compte tenu de la forme qu'ils empruntent, ils peuvent très bien, comme c'est le cas à Montréal, se rapprocher des associations bénévoles ou les intégrer.

Étant donné la diversité et l'hétérogénéité des mouvements sociaux, et aussi la nature des pratiques qui les définissent, il demeure cependant plus facile d'appréhender leur spécificité d'une manière intuitive que de la cerner concrètement à travers une démarche rigoureuse d'analyse. Charles Tilly souligne ce fait très précisément : « Researchers who seek to account for real life events such as particular social movements and concrete revolutions find that the available theoretical apparatus gives them little grip on those events » (1985 : 717). Cela dit, il n'en reste pas moins que les démarches d'analyse mises de l'avant ces dernières années par la sociologie des mouvements sociaux sont parvenues à dégager un certain nombre de principes ou d'exigences méthodologiques qui peuvent aider à une meilleure appréhension du phénomène.

Il est de plus en plus reconnu, par exemple, que le recours à des modèles généraux à des fins d'analyse comparative - pour l'étude de mouvements qui émergent à l'intérieur de formations sociales différentes - doit se faire avec beaucoup de circonspection (Pickvance, 1985). Il est nécessaire, à cet égard, de prendre en considération les caractéristiques de chaque « contexte culturel national » (Castells, 1983 : 325) parce que les facteurs contextuels ont toujours une influence sur la portée des mouvements et sont indispensables pour éclairer tant les buts que les stratégies poursuivis par les acteurs de ces mouvements.

D'une manière plus précise, disons qu'il semble désormais admis que l'étude des mouvements sociaux doive se pencher tout autant sur les facteurs externes que sur les facteurs internes qui sous-tendent l'action collective. Cette conclusion s'exprime dans des [74] termes différents selon les auteurs mais n'en constitue pas moins un acquis majeur de la sociologie récente des mouvements sociaux. Donnons quelques exemples.

D'abord, la stratégie de recherche d'Alain Touraine, comme le mentionne Louis Maheu, tente d'articuler « les enjeux structurels objectifs et les dimensions

plus subjectives de l'action conflictuelle » (1986 : 32). Dans une perspective différente, Charles Tilly fait valoir cette même exigence. Étant donné la nature des mouvements sociaux - interaction entre plusieurs acteurs, caractère « voilé » et « mystificateur » de leurs relations -, l'analyse causale traditionnelle n'est pas suffisante selon lui. Elle doit être complétée par une analyse qu'il qualifie d'« intentionnelle » (*purposive analysis*) :

Most likely the analytic program will have to break into two parts : (1) a causal analysis determining what actors are available for collective action, what decision rules their action will follow, and within what constraints they will operate ; (2) a purposive analysis taking actors, decision rules, and constraints as given (Tilly, 1985 : 740).

Ainsi, alors que l'explication causale insiste sur les composantes de l'action et le poids des facteurs externes, l'analyse intentionnelle met plutôt en lumière les aspects subjectifs et les motivations qui animent les acteurs.

D'autres chercheurs, qui par le passé ont accordé beaucoup d'attention aux composantes internes des mouvements, insistent maintenant pour que l'on tienne compte également des facteurs externes. Aussi soulignent-ils que la configuration des mouvements urbains se trouve largement influencée, en particulier, par les institutions politiques : « Accordingly, écrivent Susan S. Fainstein et Norman I. Fainstein, it is not possible to analyse Urban Social Movements separately from “routine” or normal politics » (1985 : 190).

Les remarques de Chris Pickvance au sujet de *The City and the Grassroots*, vont également dans ce sens. Selon lui, dans cet ouvrage, Manuel Castells met trop l'accent sur les caractéristiques des mouvements au détriment des aspects contextuels. C'est ce qui le conduit lui-même à réitérer la double exigence d'une prise en compte des facteurs internes et externes aux mouvements sociaux pour en éclairer la portée (Pickvance, 1985). Cela parce que le succès des mouvements est toujours relié d'une manière ou d'une autre au contexte dans lequel ils émergent. Également aussi parce que, dans la perspective d'une analyse comparative, la prise en considération des facteurs externes [75] limite les généralisations hâtives qui, pour séduisantes qu'elles soient, ne rendent pas justice à l'influence des environnements locaux sur l'issue des luttes.

Cinq facteurs contextuels majeurs doivent être considérés, selon Pickvance, pour saisir la diversité des mouvements urbains en fonction des contextes nationaux : 1) la nature du processus d'urbanisation, 2) l'action de l'État, 3) le contexte politique, 4) l'évolution des rapports de classes et la place des classes moyennes, 5) l'ensemble des conditions socio-économiques. Même si Pickvance utilise ces éléments dans le cadre d'une analyse comparative, ils peuvent tout aussi bien s'avérer utiles à l'étude de cas particuliers.

Enfin, soulignons que le choix des facteurs contextuels est lui-même discutable : « The choice of contextual features depends partly on theory » (Pickvance, 1985 : 39). En outre, leur hiérarchie et leur poids respectifs varient forcément en fonction des conjonctures et des contextes « culturels nationaux ».

Un dernier élément de consensus, qui s'avère également un acquis important de la sociologie récente, est le fait de reconnaître que la signification des mouvements doit être interprétée à plusieurs niveaux (Melucci, 1985). Participant de diverses manières aux changements sociaux, économiques, politiques et culturels, les mouvements sociaux entraînent des retombées qui font de plus en plus appel à l'interprétation, tant de la part des acteurs de ces mouvements et de leurs adversaires que des chercheurs qui les analysent. L'accent mis par les études récentes sur la relativité des points de vue, au-delà des divergences paradigmatiques, montre que les niveaux - organisationnels, institutionnels, idéologiques - où les mouvements interviennent sont tous également dignes d'une attention particulière et susceptibles de nous dévoiler des langages spécifiques.

Il n'est donc pas surprenant de constater que, si la majorité des chercheurs s'entend pour reconnaître le principe de l'existence d'une multitude de significations, ils ne privilégient pas forcément les mêmes. De plus, aux divergences théoriques s'ajoutent celles, tout aussi importantes, qui résultent de la délimitation de l'objet d'étude, en ce qui concerne notamment les aspects considérés de manière prioritaire par les démarches d'analyse. Et, sur ce plan, les oppositions dépassent largement les consensus. Mais que représentent donc au juste les mouvements sociaux ? Voici, en résumé, les hypothèses les plus fréquentes :

[76]

- « les forces centrales qui luttent l'une contre l'autre pour diriger la production de la société elle-même » (Touraine, 1978 : 46) ;
- les « symptômes » d'une « résistance à la domination sociale » (Castells, 1983 : 329) que réalisent le capitalisme et l'étatisme ;
- de nouvelles formes d'action collective adaptées aux sociétés complexes et qui traduisent « l'inaptitude des formes traditionnelles de représentation politique à rassembler de manière efficace les demandes en émergence » (Melucci, 1983 : 13) ;
- des acteurs qui revendiquent une autonomie et s'engagent, de manière dynamique et créatrice, dans la défense de la société civile contre l'État, cherchant à renouveler le processus de démocratisation (Arato et Cohen, 1984) ;
- l'expression de nouvelles identités et de leur défense dans un contexte de transition vers un nouveau modèle de société et d'accumulation du capital (Katz et Mayer, 1983 ; Roth, 1986) ;
- des sujets capables de créer un processus d'apprentissage collectif dans le cadre d'une modernisation destructrice (Offe, 1984 ; Eder, 1985) ;
- des éléments dynamiques du projet néo-social-démocrate dont l'objectif est de surmonter la crise au profit de la classe dominante en mettant à contribution les forces vives de la société civile (Bihr et Heinrich, 1979).

Cette multitude d'interprétations reflète bien, pour une part, la vitalité de la sociologie récente des mouvements sociaux. Si les acteurs de ces mouvements se trouvent au centre du débat sur le social, ils sont eux-mêmes, en retour, objet de débat. (Rappelons à ce sujet, les nombreuses rencontres - colloques, journées d'étude, sessions de formation - organisées par les comités de citoyens, les organisations populaires, les organismes communautaires actifs sur la scène montréalaise pour faire des bilans de leur action depuis la fin des années 1960. Ces réflexions et ces évaluations collectives ont aidé les acteurs à préciser les orientations qu'ils cherchaient à mettre en pratique, par la suite, à travers leur engagement.)

Par ailleurs, ce foisonnement d'interprétations fait très clairement ressortir l'existence de plusieurs registres d'analyse difficilement conciliables. Il y a là des

choix à faire qui exigent que nous retournions à nos propres objectifs de recherche. Que faut-il donc [77] retenir de la sociologie récente des mouvements sociaux pour comprendre la portée politique des mouvements urbains ?

Un revirement dans les schémas interprétatifs

D'entrée de jeu, on peut dire que parmi les éléments les plus significatifs de l'action des mouvements sociaux en regard de leur spécificité se retrouve leur capacité de remettre en cause ce que Jacques Julliard (1977) nomme la « politique professionnelle », c'est-à-dire le système des partis, la concentration du pouvoir qu'il suppose, ainsi que le modèle bureaucratique qui lui tient lieu d'inspiration et de norme. Les acteurs des mouvements sociaux rejettent donc d'emblée le modèle dominant de la pratique politique, principalement parce que ce modèle perpétue les rapports de domination, mais aussi parce qu'il tend à limiter la participation politique à celle des élites.

Cette lecture « négative » de la contribution des mouvements sociaux à la vie politique - en tant que véhicule d'une critique du politique institué - peut cependant être complétée par une lecture plus « positive ». En s'inscrivant à la périphérie des partis politiques et des grandes institutions, les acteurs des mouvements sociaux redéfinissent le champ du politique. Faisant une place aux problèmes de la vie quotidienne, ils accordent aussi une plus grande attention à la qualité des rapports interpersonnels, y compris les prérogatives individuelles, dans leurs modes d'organisation et favorisent l'émergence de nouvelles solidarités autour d'aspects négligés auparavant : questions culturelles, écologiques, patrimoniales ou problèmes relatifs à des groupes sociaux particuliers.

Ce caractère inédit des mouvements sociaux actuels a quelquefois été interprété comme annonciateur de la fin du politique. Indiquant avec force que les modes traditionnels de représentation étaient inaptes à prendre en compte leur demande, les acteurs des mouvements sociaux ont élaboré d'autres réseaux de communication et suggéré des formes de régulation mieux adaptées aux sociétés complexes :

La forme post-politique de ces mouvements ouvre le problème crucial du rapport avec les systèmes politiques et met au premier plan le questionnement sur les formes de représentation et d'organisation pertinentes à ces nouveaux acteurs (Melucci, 1983 : 29).

[78]

Tout en faisant éclater le politique, les mouvements sociaux ne peuvent cependant survivre ou se renouveler sans trouver un canal de médiation sur ce terrain. Cela pose clairement le problème des moyens politiques auxquels peut avoir recours l'action collective, sans nier pour autant l'autonomie des mouvements (Melucci, 1985). Tandis que, pour Melucci, la solution de rechange à la « politique professionnelle » se situe dans la création d'un « nouvel espace politique » (1985 : 815) qui prend place en quelque sorte au-delà de la société civile et de l'État, pour d'autres, elle demeure plutôt du côté de la société civile. Les mêmes thèmes se trouvent néanmoins en jeu, c'est-à-dire ceux de l'identité, de la différence, de la solidarité et de l'autonomie, auxquels viennent se greffer des préoccupations plus traditionnelles comme celles de la souveraineté et de la démocratie, qui revêtent toutefois moins d'importance dans la problématique de Melucci.

La portée politique des mouvements sociaux prend dès lors un sens relativement précis. Malgré leur hétérogénéité - qu'il ne s'agit nullement d'oblitérer -, ces mouvements participent d'un projet politique commun : défendre des espaces sociaux favorisant la création « « identités collectives » » (Cohen, 1983 : 101) dans une perspective de démocratisation. La société civile, lieu par excellence où peuvent s'exprimer les associations libres, devient à la fois une forme à préserver contre les empiétements de la bureaucratie d'État et un espace à occuper dans la lutte de démocratisation, jamais achevée :

Movements reacting against the excesses of welfare state industrial societies raise the hope once again of a post-bourgeois, democratic civil society organized not around market and property or around the state, but in free associations and public spheres penetrating and institutionalizing both economy and polity (Cohen, 1983 : 112).

Bien que les mouvements sociaux, comme le mentionne Claus Offe (1985), partagent avec les forces néo-conservatrices le souci de ne plus recourir aux solutions bureaucratiques et à la régulation étatique pour résoudre les problèmes des sociétés industrielles avancées, ils s'en démarquent profondément sur le plan des intentions politiques. Tandis que le « projet néo-conservateur », souligne Offe, vise à « restaurer » une société civile non politique susceptible du même coup de renforcer l'autoritarisme étatique, les mouvements sociaux veulent repolitiser la société civile en marge des « réseaux de représentation afférents aux institutions politiques bureaucratisées (*channels of representative bureaucratic political institutions*) » [79] (Offe, 1985 : 820). C'est pourquoi il propose d'élargir les espaces d'autonomie à l'intérieur de la société civile.

Cette analyse, qui renoue avec une vieille tradition, en l'occurrence celle du libéralisme démocratique qui a toujours fait sienne la défense de la démocratie, se situe néanmoins dans un contexte particulier, celui des sociétés industrielles avancées et des contradictions qui les caractérisent. Ce qui est en cause relève à la fois du modèle de développement - son fondement capitaliste, son orientation productiviste -, du rôle de l'État dans ce contexte et de la transformation des rapports de classes, chacun de ces aspects ayant été infléchi par des processus de modernisation qui ont bouleversé nos représentations du social :

Les sociétés de la modernité activée portent en elles le contraste, la contradiction, la confusion résultant des changements cumulés de moins en moins contrôlés, ainsi que des mouvements qui affectent les profondeurs du social. Elles accroissent dans des proportions inconnues (et inimaginables) auparavant la capacité de savoir, d'inventer, de faire et de produire, mais leur propre maîtrise paraît tout autant leur échapper (Balandier, 1985 : 257).

Tous ces changements ont été étudiés en profondeur par l'entremise d'une analyse de la crise du fordisme (Roth, 1986) ou par celles qui remettent en question le keynésianisme et prennent en compte ses effets sur la restructuration des rapports de classes (Buci-Glucksmann et Therborn, 1981). Il est important de souligner que ces changements ont modifié les systèmes économiques, politiques et urbains

et, partant, les possibilités d'intervention des acteurs sur ces différentes scènes étroitement imbriquées.

La plupart du temps, les mouvements sociaux se sont opposés aux solutions mises de l'avant par les élites économiques et politiques pour surmonter les crises de croissance ou de régulation. Comme il a été souligné précédemment, ils ont cherché à contrecarrer l'« appropriation étatique du social » (Maheu, 1983). C'est pourquoi ils ont remis en cause l'idéologie technocratique (Touraine, 1978), tout comme ils tentent de corriger les « conséquences destructrices de la modernisation » (Offe, 1984 : 36).

Sous divers angles, l'enjeu ultime semble être celui de la « transition vers un nouveau modèle de société et d'accumulation du capital » (Roth, 1986 : 24). Et à ce propos, il n'est pas surprenant d'observer non seulement une diversification des mouvements mais aussi une diversification de leur composition sociale.

[80]

Dans les années 1980, les problèmes qui résultaient des effets négatifs de la modernisation ont entraîné des réajustements à tous les échelons de l'édifice social. Et peu de secteurs ont finalement été épargnés. Si ce fait a favorisé la résurgence de tendances corporatistes, tant à l'intérieur du mouvement syndical que chez les groupes professionnels et les élites économiques, il a également contribué à une participation directe accrue des nouvelles classes moyennes à des revendications et à des projets auxquels elles trouvaient peu d'intérêt auparavant : protection du patrimoine et de l'environnement, démocratisation de la gestion municipale en milieu urbain, création d'équipements et de services conformes à leurs besoins.

Ce changement d'attitude observé chez plusieurs représentants de ce groupe (Collin et Léveillé, 1985) peut s'expliquer soit par des facteurs sociologiques (tels qu'inaccessibilité ou désuétude des anciens circuits de promotion sociale, cristallisation d'intérêts particuliers que la modernisation permet de faire converger), soit par des facteurs politico-idéologiques (tels que le caractère inapproprié des organes politiques traditionnels ou l'élargissement des préoccupations sociales débouchant sur des revendications politiques). La présence accrue des classes moyennes dans certains types de mouvements sociaux semble cependant revêtir une signification qui va au-delà de la simple modification de la composition so-

ciale des mouvements. Nous assistons en fait à l'élaboration d'une nouvelle grammaire de l'action collective qui ne repose plus sur les clivages traditionnels :

[...] concerning the actors of the new social movements, the most striking aspect is that they do not rely for their self-identification on either the established political codes (left/right, liberal/conservative, etc.) nor on the partly corresponding socioeconomic codes (such as working class/middle class, poor/wealthy, rural/urban population, etc.). The universe of political conflict is rather coded in categories taken from the movements' issues, such as gender, age, locality, etc. or, in the case of environmental and pacifist movements, the human race as a whole (Offe, 1985 : 831).

Au-delà de l'abandon des catégories traditionnelles du discours politique se révèle donc un autre univers axiologique : volonté d'autonomie, respect de la différence, confiance dans la capacité de résoudre autrement et par soi-même les conflits. C'est ce qui conduit certains chercheurs à décrire les mouvements sociaux actuels sous l'angle de « systèmes autopoïétiques » :

[81]

Social movements as « systems of action which create themselves » can be understood as autopoietic systems which make the capacity of communicative conflict resolution the mechanism of their selforganization (Eder, 1985 : 874).

En ce sens, la portée politique des mouvements sociaux ne réside plus uniquement dans leur capacité d'établir un rapport de forces avec les classes dominantes ou avec l'État ou encore dans les effets de restructuration qu'ils génèrent à l'échelle de l'ensemble du système socio-politique, mais se situe en premier lieu au niveau des acteurs eux-mêmes. Ce qui compte avant tout c'est de favoriser l'expression de « processus collectifs d'apprentissage » (*collective learning processes*) (Eder, 1985 : 886) à l'intérieur de groupes capables de tenir compte des prérogatives et des intérêts individuels, mais capables aussi, dans un second temps, d'influencer l'apprentissage de l'ensemble du système social (Offe, 1984),

pour autant que l'on conçoive qu'il puisse exister une culture collective et une conscience partagée de celle-ci.

Nous sommes loin ici des lectures « révolutionnaristes » qui interprétaient ces mouvements comme les avant-gardes d'une « révolution » en marche, et qui associaient finalement leur signification à un contenu politique à la fois restreint et transcendant - que servait à traduire, la plupart du temps, avec toutes ses contradictions, la notion léniniste de centralisme démocratique.

Un tel revirement dans les schémas interprétatifs de la sociologie des mouvements sociaux peut s'expliquer de plusieurs manières. D'abord, il s'avère que la plupart des mouvements sociaux actuels ne défendent pas les intérêts d'une classe en particulier mais, compte tenu des problèmes que traversent les sociétés complexes, et compte tenu de leur lecture de ces problèmes, ils se définissent volontiers par rapport à une base sociale « pluriclassiste ». Les enquêtes menées par Manuel Castells (1983) sur les mouvements urbains sont probantes à cet égard. Ce constat empirique correspond de plus à une critique théorique du marxisme, du moins en ce qui concerne son utilité pour cerner les formes concrètes de l'action collective. Comme le souligne Castells - rejoignant en cela les critiques adressées par les tenants de l'individualisme méthodologique aux structuro-marxistes et à leur conception de l'action collective (Przeworski, 1986) -, la théorie marxiste ne permet pas de saisir les mouvements sociaux à titre d'« agents de transformation sociale » (1983 : 320). À l'intérieur de ce modèle, ils apparaissent toujours inmanquablement comme les [82] « instruments » de forces historiques qui leur échappent (Castells, 1983).

Cependant, de telles remarques sont loin de clore le débat relatif à la portée politique des mouvements sociaux. Même si l'on reconnaît que leur action se déroule à l'intérieur des paramètres de la société civile et qu'ils sont susceptibles de jouer sur ce plan un rôle dynamique de démocratisation, la question de leur représentation politique - et plus largement celle de leur articulation à l'ensemble du système politique - demeure posée. Parmi les dimensions que soulève cette question, celle des rapports entre l'État et les mouvements sociaux vient au premier plan. On peut d'emblée se demander si l'intervention de l'État a favorisé le développement des mouvements sociaux ou, au contraire, lui a nui. En prenant l'exemple des mouvements de lutte contre la pauvreté du début des années 1960 dans les ghettos noirs des villes américaines, on constate que les deux thèses ont été soute-

nues. Cependant, en ce qui concerne le leadership communautaire et la capacité organisationnelle des mouvements, il semble indéniable que les ressources mises à la disposition des communautés par les programmes d'aide aux pauvres en milieux urbains ont eu des effets positifs (Castells, 1983 : 299).

Nous pourrions prendre d'autres exemples - notamment les programmes d'aide à la création d'emplois communautaires mis en place à l'intention des étudiants puis des chômeurs par le gouvernement Trudeau au début des années 1970 - et montrer qu'il existe une ambivalence quant aux retombées communautaires de ces interventions, qui débordent finalement les intentions des instigateurs. Autant les facteurs internes que les facteurs externes doivent alors être pris en considération : si la capacité de mobilisation, la qualité du leadership et l'efficacité des organisations sont importantes, elles peuvent, par contre, être contrebalancées ou favorisées par les actions répressives de l'État de même que par les alliances que les mouvements réussissent à établir avec d'autres forces politiques (Fainstein et Fainstein, 1974), ces deux aspects pouvant même être reliés.

Malgré les critiques que les mouvements sociaux adressent à l'État, il s'avère donc impossible d'évaluer leur portée politique sans prendre en considération l'impact des politiques et des programmes publics sur la configuration et l'évolution de ces mouvements. Cela met en lumière, sous ce rapport également, l'existence d'une interaction [83] complexe entre l'État et les mouvements sociaux qui rend parfois difficile l'établissement d'une démarcation nette entre les initiatives des agents publics et celles mises de l'avant par les acteurs des mouvements. Il arrive même souvent que les mouvements puissent compter sur l'appui de sympathisants à l'intérieur de l'État : « Successful protest action depends on a vulnerability in the opposition due to the presence of individuals at least partly sympathetic to the protester's cause » (Fainstein et Fainstein, 1974 : 232).

Un autre cas de figure survient lorsque, tout en utilisant les ressources mises à leur disposition par l'État les acteurs des mouvements n'en revendiquent pas moins une marge de manoeuvre accrue et une plus grande autonomie. Inversement des mécanismes d'intégration institutionnelle gérés par l'État ont tendance à utiliser les réseaux des mouvements sociaux, sinon les initiatives engendrées par eux. Sans parler bien sûr des nombreuses expérimentations sociales qui ont toujours servi plus ou moins directement de véritables laboratoires aux gestionnaires publics.

Dans ces échanges parfois paradoxaux et parfois contradictoires ressurgit, sous un nouvel éclairage, la question de la portée politique des mouvements sociaux. L'institutionnalisation, même si elle menace sans cesse l'autonomie des organisations, ne peut être évaluée uniquement ici en termes négatifs. Elle s'avère aussi, comme le mentionnent Andrew Arato et Jean L. Cohen (1984), un élément qui permet de reconnaître et de préserver ce qui a été acquis. De ce point de vue, tout en définissant leur action à l'intérieur de la société civile, les mouvements sociaux ne peuvent finalement se passer de la représentation politique, tout comme ils ne peuvent ignorer les incidences institutionnelles - réformes politiques, redéfinition des filières d'expression des intérêts privés, mise en place de nouvelles structures d'intégration - de leurs luttes. Au moyen des critiques adressées à l'État et au modèle de développement des sociétés capitalistes avancées ou complexes, les mouvements sociaux ont contribué à définir le processus de modernisation dans un sens qui, par la suite, a eu tendance à leur échapper. C'est pourquoi des doutes sur leur portée politique, sur leur capacité d'engendrer des transformations sociales continuent à être formulés. Cependant, comme nous l'avons vu, des hypothèses allant dans le sens inverse sont également proposées.

[84]

Partir de l'action pour interpréter les mouvements

Évaluer la portée politique des mouvements sociaux et établir si nous sommes en présence d'un succès ou d'un échec peuvent se révéler des entreprises risquées. Évidemment, il ne s'agit pas de la même démarche si nous considérons l'ensemble des mouvements sociaux dans le temps et l'espace en tenant compte de leur hétérogénéité, ou si nous nous intéressons à une catégorie donnée de mouvements sur une période restreinte et à l'intérieur d'un espace limité - par exemple les mouvements urbains montréalais depuis le début des années 1960 jusqu'à maintenant - ou enfin, de manière plus restreinte encore, si nous étudions une composante de cette catégorie de mouvements - par exemple les luttes sur le logement.

Par ailleurs, l'évaluation de la portée politique des mouvements sociaux pose des problèmes théoriques et méthodologiques épineux. Sur le plan théorique, on

l'a vu, le décalage entre la réalité des mouvements sociaux et les modèles d'analyse rend difficile l'évaluation de la pertinence des modèles, dont la capacité analytique est souvent faible (Tilly, 1985). De plus, étant donné la spécificité historique et contextuelle des mouvements sociaux, on doit d'abord mentionner qu'il n'est pas facile de départager l'action proprement dite des mouvements et le rôle joué par les facteurs contextuels pour expliquer les succès de l'action collective. Comme le souligne Chris Pickvance, « there is a paradox in stressing contextual influences, because the more one does so the less sense it makes to attribute causal efficacy to urban movements » (1985 : 50). D'autre part, les généralisations à partir d'un cas ou même de quelques cas posent des problèmes insurmontables, étant donné les différences contextuelles qui marquent les formes et les stratégies de l'action collective. De telles généralisations paraîtraient même, pour certains, relever de la « métaphysique » (Castells, 1983 ; Tilly, 1985) !

Sur le plan méthodologique, en plus de faire face aux problèmes épistémologiques communs à l'ensemble des sciences sociales, sans cesse confrontées à la tentation positiviste - qui fait intervenir une conception déterministe de l'action, les « faits sociaux » étant assimilés à des choses -, les études sur les mouvements sociaux sont également aux prises avec des problèmes particuliers à la collecte de données : il est toujours difficile par exemple d'obtenir des informations compatibles sur une période relativement longue. Cela soulève indéniablement, en plus, par ricochet, la question de la délimitation [85] de l'objet d'étude et de la perspective théorique à partir de laquelle l'objet est construit.

Ces problèmes théoriques et méthodologiques ont été résolus ou contournés de diverses façons : élaboration de modèles comparatifs qui tiennent compte des aspects contextuels (Pickvance, 1985), recours à des approches plus qualitatives qui s'inscrivent dans une perspective de recherche-action et font appel à l'observation participante (Touraine, 1978), élaboration d'approches mixtes qui utilisent tout autant une méthodologie qualitative que les techniques plus traditionnelles de la sociologie empirique (Castells, 1983). Toutes ces solutions doivent cependant être avant tout considérées à titre de tentatives et d'efforts particuliers dans le cadre de stratégies délimitées de recherche. Elles ne s'articulent pas, du moins pour l'instant, à une théorie générale de l'action collective ou des mouvements sociaux considérée de toute façon par certains comme n'étant rien de moins qu'un « paradis artificiel » (Castells, 1983 : 340).

Dans ces conditions, l'existence d'une multitude d'hypothèses et d'interprétations relatives à la portée des mouvements sociaux ne doit pas nous surprendre. En dépit de nombreux éléments de consensus qui paraissent converger à l'intérieur de la sociologie récente des mouvements sociaux, des oppositions importantes demeurent.

Très schématiquement, et plus particulièrement en ce qui concerne spécifiquement l'étude des mouvements urbains, on peut dire qu'il se dégage en ce moment deux perspectives d'analyse qui constituent, jusqu'à un certain point, deux biais d'interprétation de l'action collective. Dans le cas de la première perspective, les chercheurs font valoir le caractère conjoncturel de ces mouvements, insistent sur leur vulnérabilité et leurs limites, et montrent qu'ils servent davantage - en dépit de certains aspects positifs - à occulter la nature des rapports de classes qu'à opérer une transformation sociale. Dans le cas de la seconde perspective, prenant acte du fait que les mouvements s'articulent aux « nouvelles » contradictions structurelles des sociétés capitalistes avancées, les chercheurs mettent en lumière les formes et composantes de l'action collective ainsi que les significations qu'elle génère. En ce sens, les conflits que vivent ces sociétés et les acteurs qui les définissent ne s'expriment pas en premier lieu en termes de rapports de classes mais davantage autour d'enjeux relatifs à différentes catégories sociales, et par rapport aux problèmes relatifs à la vie quotidienne. Aussi, en intervenant principalement sur le terrain de la société civile, les acteurs des mouvements sociaux [86] sont susceptibles de contribuer à la modernisation du système politique et au renouvellement de la démocratie.

La première perspective est clairement illustrée par l'analyse que propose Ira Katznelson (1982) dans *City Trenches*. Selon lui, la séparation entre lieu de travail et lieu de résidence qui s'inscrit dans l'histoire du capitalisme a été renforcée et institutionnalisée par l'État à travers la mise en place d'un véritable « système de tranchées urbaines » (*system of city trenches*). Réformé à plusieurs reprises au cours de l'histoire de l'urbanisation américaine afin de reproduire les rapports de classes, ce système est parvenu à accentuer les clivages ethniques et raciaux à l'oeuvre à l'intérieur de cette société, tout en désamorçant les conflits de classes :

In the United States, the very pattern of city trenches that was under siege by the black urban revolt had provided an inheritance that made it very difficult to incorporate class into every day thought and action outside of the workplace (Katznelson, 1982 : 55).

Étant donné le caractère classiste des contradictions urbaines, l'échec de ces mouvements s'explique en premier lieu par le fait qu'ils n'ont pas réussi à établir un rapprochement et des alliances avec les intérêts de l'ensemble des travailleurs. C'est pourquoi Katznelson insiste sur la « vulnerability of social movements “without” class » (Katznelson, 1982 : 176).

L'autre perspective est bien illustrée par Manuel Castells dans *The City and the Grassroots* (1983). Si les rapports de classes ne sont pas disparus, ils n'occupent plus cependant tout l'espace social. Et c'est en bonne partie autour des enjeux urbains que s'expriment les conflits des sociétés capitalistes avancées, portés par des actions collectives qui énoncent l'urgence de transformer les appareils de domination tout en proposant des significations culturelles qui correspondent aux besoins et aux représentations de certains groupes sociaux des quartiers urbains : gais, jeunes, minorités ethniques, etc.

À l'intérieur de cette deuxième perspective d'analyse, qui se démarque autant des analyses marxistes que des analyses pluralistes, l'accent est mis sur le contenu et les formes de l'action collective à partir d'une prise en compte de leurs principales composantes. De plus, pour cette approche, le discours et les représentations symboliques qui accompagnent l'action se révèlent indispensables à la redéfinition des pratiques. En outre, même s'ils interviennent sur la scène politique, les mouvements sociaux ne trouvent pas [87] leur fondement dans le système politique. Cette dernière remarque doit être conciliée avec le fait que leur action ne peut toutefois pas être complètement indépendante de celui-ci. Afin d'introduire de nouvelles possibilités d'action et de contribuer au renouvellement des représentations sociales à partir desquelles les acteurs seront en mesure d'élaborer leurs projets, les mouvements sociaux doivent également contribuer, par un biais ou un autre, à réformer le système politique. Mais cela ne doit pas pour autant empiéter sur leur autonomie, qui doit être jalousement préservée, en particulier à l'égard des partis politiques.

La portée politique des mouvements sociaux ne peut donc se comprendre qu'à partir de la capacité et de la volonté de défendre les intérêts des classes dominées et de proposer des solutions de rechange aux politiques publiques instituées. Castells établit à cet égard une distinction entre « lutte urbaine » (*urban protest*) et « mouvement social urbain » (*urban social movement*) (1983 : 322). La portée politique des mouvements urbains doit donc être cernée en se reportant aux effets de l'action collective dans le champ culturel et symbolique, puisque c'est sur ce terrain qu'il est à la fois possible et pertinent d'intervenir. En dernière analyse, le sens des « mouvements sociaux urbains » réside donc dans leur capacité de générer de nouvelles significations pour la production sociale de la ville.

Les deux perspectives d'analyse qui viennent d'être illustrées, à savoir, d'une part, celle qui met l'accent principalement sur les déterminations structurelles de l'action collective, et, d'autre part, celle qui accorde un rôle plus important à l'intentionnalité des acteurs, demeurent avant tout des tendances énoncées sur un plan théorique, c'est-à-dire qu'elles ne coïncident pas parfaitement avec les démarches de recherche qui ont servi d'exemples ⁴. Les études sur les mouvements urbains qui se rattachent à la sociologie des mouvements sociaux et que l'on pourrait classer selon l'une ou l'autre perspective ne partagent donc pas forcément - ni d'ailleurs au même degré - toutes les prémisses qui les caractérisent. Enfin, ces perspectives ont été décrites à grands traits, laissant dans l'ombre le fait que des études qui s'inscrivent à l'intérieur de l'une peuvent inclure, [88] de manière contradictoire, des éléments qui relèvent de la perspective opposée.

En ce sens, il s'agit bel et bien de deux perspectives d'interprétation qui s'opposent sur plusieurs aspects, même si par ailleurs elles se rejoignent sur d'autres - lecture similaire des enjeux politiques dans le contexte des sociétés capitalistes avancées par exemple (Fainstein, 1985) -, et elles nous conduisent à évaluer la portée des mouvements urbains d'une manière différente.

Malgré le développement de la recherche sur les mouvements urbains et en dépit des efforts théoriques et empiriques récents qui ont contribué à mieux circonscrire leurs problèmes et leurs significations, il demeure prématuré d'établir

⁴ Mentionnons en ce sens, entre autres, comme le souligne d'ailleurs Castells lui-même dans une recension de l'ouvrage de Katznelson (voir Castells, 1982), que les deux chercheurs sont d'accord pour admettre que l'analyse des mouvements sociaux ne peut se réduire à l'étude des tendances structurelles qui président à leur émergence.

des généralisations qui ne tiennent pas compte d'un acquis majeur de la sociologie récente : c'est-à-dire le poids des contextes nationaux et culturels à l'intérieur desquels s'expriment ces mouvements (Castells, 1983) et qui influencent forcément leur signification générale. La prudence est donc de mise.

Néanmoins, si l'on accepte le principe que les choix théoriques doivent contribuer à éclairer la réalité sociale, les perspectives d'interprétation ne sont pas neutres. De ce point de vue, il nous apparaît que la deuxième perspective d'interprétation - à laquelle nous pourrions également rattacher, en plus de l'étude de Castells déjà citée, les études de Stuart Lowe (1986) sur l'Angleterre et de Steven Katz et Margit Mayer (1983) sur l'Allemagne et les États-Unis - se révèle plus pertinente.

Des croyances et des considérations théorico-épistémologiques sont en cause, de même que des raisons qui relèvent davantage de la spécificité de notre propre démarche de recherche. Il n'y a pas lieu pour l'instant d'examiner tous les arguments. Soulignons cependant que la deuxième perspective, qui part des composantes de l'action et de l'intentionnalité des acteurs, a l'avantage de rompre de manière plus claire avec le point de vue « révolutionnariste ». Elle permet aussi de saisir les formes concrètes de l'action collective dans leur complexité. C'est pourquoi elle nous semble offrir plus de fécondité pour comprendre les mouvements urbains tels qu'ils se sont exprimés dans le contexte montréalais.

En résumé, rappelons qu'au-delà des paradigmes divergents qui la caractérisent, la sociologie récente des mouvements sociaux a pris certaines distances par rapport à la tradition sociologique, considérant désormais que les mouvements sociaux possèdent une [89] rationalité qui leur est propre. En dépit des oppositions théoriques qui animent les recherches, nous avons vu qu'il est possible de dégager de nombreux éléments de consensus, lesquels constituent autant d'acquis importants pour notre compréhension de la spécificité de ces mouvements dans le contexte des sociétés capitalistes avancées ou complexes. Cela dit, toutes les hypothèses interprétatives ne se valent pas, en particulier lorsqu'il s'agit d'éclairer les retombées politiques de mouvements dont l'inscription sociale soulève un certain nombre d'ambiguïtés. À cet égard, le choix que nous effectuons est d'abord justifié par sa fécondité. Dès lors, nous voilà conviés à examiner de plus près les mouvements urbains, tels qu'ils se sont exprimés concrètement dans le contexte montréalais.

[91]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉALAIS.**

Chapitre 4

Des années 1960 aux années 1990: revendications et compromis

[Retour à la table des matières](#)

Les mouvements urbains sont, en apparence, de moins en moins à l'ordre du jour de la classe politique. À l'occasion, des locataires qui se font expulser pour faire place à des projets urbains de grande envergure soulèvent encore l'indignation de l'opinion publique, mais ces luttes semblent isolées et ne retiennent finalement l'attention générale qu'au moment où sont entamées des procédures judiciaires.

Ce phénomène d'indifférence relative semble s'expliquer par la discrétion et le pragmatisme des mouvements urbains actuels, même si certains chercheurs préfèrent parler de leur déclin (Ceccarelli, 1982). On peut évoquer aussi les changements politico-administratifs survenus sur la scène politique montréalaise au cours des années 1980, qui ont permis aux nouvelles classes moyennes, et jusqu'à un certain point aux mouvements urbains, de se faire entendre désormais par l'entremise des canaux officiels, notamment à l'occasion des consultations publiques. Par ailleurs, il faut mentionner l'émergence de préoccupations sociales « nouvelles » : problèmes relatifs à l'environnement, précarité et difficultés socio-

économiques que vivent les jeunes ou d'autres groupes sociaux, problèmes d'intégration sociale qui touchent en particulier les immigrants, accroissement de la nouvelle pauvreté urbaine, etc.

Toutefois, s'il est vrai que les luttes urbaines occupent moins l'avant-scène politique que par le passé, par contre l'effervescence communautaire semble n'avoir jamais été aussi grande. Les indicateurs à ce sujet nous le confirment : accroissement du nombre de bénévoles, hausse du nombre d'organismes qui font des demandes pour être reconnus comme organismes de charité, accroissement à Montréal du [92] nombre de campagnes de financement des organismes à but non lucratif, etc. (Levasseur, 1987 ; Tremblay, 1987).

Dans les années 1960 et 1970, le communautaire n'avait pas les vertus que plusieurs semblent maintenant prêts à lui accorder. Cela ne signifie toutefois pas pour autant qu'il ait acquis la légitimité nécessaire à son épanouissement. Les responsables politiques n'ont toujours pas élaboré de politique claire à son endroit (Tremblay, 1987). Sans compter que la crise des années 1970 a eu pour effet d'accroître les tendances corporatistes déjà présentes à l'intérieur du champ social, celles-ci contribuant, sous certains aspects, à limiter la participation populaire.

Les remarques précédentes nous amènent à soutenir que, jusqu'à un certain point, nous observons un prolongement des mouvements urbains tels qu'ils existaient dans les années 1960 et 1970 dans les formes et les modes d'intervention qu'empruntent en ce moment et ce depuis le début des années 1980, les organismes et les groupes qui interviennent à l'intérieur du champ communautaire. D'ailleurs plusieurs groupes constitutifs des mouvements urbains de l'époque existent encore bel et bien, poursuivant leurs actions revendicatives pour l'amélioration du logement, de l'aménagement et des conditions de vie dans les quartiers populaires. Et à ceux-ci s'ajoutent enfin des groupes mis sur pied plus récemment, comme c'est le cas des corporations de développement économique et communautaire.

Pour fournir un aperçu de l'évolution des mouvements urbains montréalais, notre démarche de recherche a pris appui sur l'étude d'un secteur en particulier, le logement (Hamel, 1983a), tout comme elle a fait appel à une série d'études documentaires pour les autres secteurs d'activités. Mais cette entreprise découle aussi d'efforts répétés d'interprétation de ces mouvements qui font appel aux écrits so-

ciologiques récents (Touraine, 1984 ; Cohen, 1985 ; Tilly, 1985 ; Pickvance, 1985 ; Lowe, 1986 ; Melucci, 1989).

Pourquoi accorder autant d'importance à cette évolution des mouvements urbains montréalais ? En quoi ce rappel peut-il contribuer à éclairer la portée politique effective de ces mouvements ? En premier lieu, nous devons rappeler qu'à partir des années 1960, les mouvements urbains ont participé aux changements majeurs - à la modernisation - de la scène locale et ont contribué activement à la redéfinition des relations qui existent entre l'État et la société civile. Nous ne serions pas en mesure de comprendre les problèmes urbains dans leurs termes actuels si ce n'était des revendications, des [93] expérimentations, des interventions effectuées par les mouvements urbains en vue d'humaniser l'espace et son aménagement. Si nous acceptons aujourd'hui, par exemple, comme collectivité, qu'il existe des limites importantes, et non pas seulement en termes financiers, à la « solidarité mécanique » préconisée par l'État-providence, cela est attribuable en grande partie aux critiques formulées par les mouvements urbains à l'endroit de la gestion bureaucratique ainsi qu'aux solutions de rechange qu'ils ont mises de l'avant.

Du reste, en mettant de côté le point de vue « révolutionnariste », nous découvrons que les mouvements montréalais ont entretenu des relations complexes et paradoxales avec les instances politiques. Cela ne les a pas empêchés bien sûr de critiquer les politiques urbaines et le modèle de développement préconisés par la classe politique dominante. Tout comme cela ne les a pas conduits, non plus, à accepter les formes traditionnelles du politique et les pouvoirs de contrôle dévolus à la bureaucratie d'État. Seulement, le sens de leur action, même dans sa forme la plus radicale, s'inscrivait dans la recherche d'un compromis susceptible d'élargir les bases de la démocratie. C'est du moins une hypothèse qui permet d'éclairer la portée politique des actions collectives entreprises sur la scène locale montréalaise par les mouvements urbains.

La conjoncture du milieu et de la fin des années 1980 a modifié, comme cela a été le cas un peu partout en Occident, nos perceptions et nos représentations du changement et des forces sociales susceptibles d'y contribuer. L'engouement pour l'entrepreneurship, le renouvellement du modèle productiviste, l'évaluation à la baisse des responsabilités de l'État, le renforcement des corporatismes, la montée des nouvelles classes moyennes et, conséquemment, l'approfondissement des iné-

galités sociales et de diverses formes de précarité (qui atteignent des groupes cibles d'autant plus vulnérables que les programmes d'aide sociale se font moins généreux - pour les enfants, les familles monoparentales, les personnes âgées, les minorités visibles) ont contribué à transformer autant les modes d'intégration sociale que les médiations politiques. Notre paysage social a été bouleversé. Et ce qui, au début des années 1970, était perçu par les observateurs de la scène politique comme les éléments d'une crise transitoire paraît désormais revêtir une forme permanente insidieuse, comme si les termes de la crise se redéfinissaient sans cesse, de sorte que plus personne n'ose imaginer ou promettre le rêve d'une prospérité favorable à tous.

[94]

Dans un tel contexte, les mouvements urbains doivent forcément revoir leur mode d'expression. C'est en partie pour éclairer cette réalité, dont les principales composantes ont été passablement redéfinies depuis le début des années 1960, qu'il nous semble important de considérer leur évolution. À cette fin, dans un premier temps, nous présenterons les principales caractéristiques des mouvements urbains montréalais. Comme leur spécificité s'inscrit à l'intérieur d'une évolution dont les étapes correspondent à des tournants conjoncturels majeurs, cette question sera abordée dans un deuxième temps. Enfin, en mettant l'accent successivement sur les facteurs internes et sur les facteurs externes, nous essaierons de dégager ce qui est le plus susceptible d'expliquer l'évolution déjà esquissée.

La spécificité des mouvements urbains montréalais

Quelles sont leurs caractéristiques majeures ? Qu'est-ce qui permet de cerner leur spécificité ? Jusqu'à quel point ont-ils été partie prenante de l'histoire du développement de Montréal ?

Les composantes des mouvements urbains montréalais forment, pour reprendre l'expression d'Alberto Melucci (1983), une « nébuleuse » dont les contours se sont progressivement éloignés tandis que sa densité se diluait. Au-delà des différences qui ont caractérisé les organisations, les groupes, les associations et les coalitions qui structuraient cette nébuleuse, les mouvements urbains, dans leur

forme d'expression concrète, ont partagé une série de valeurs communes qui pourraient être considérées comme leur legs politique. De manière rétrospective et générale, disons que ces mouvements sont d'abord intervenus dans le but d'améliorer les conditions de vie des classes populaires, de réduire les inégalités sociales et de transformer la démocratie locale. Que ce soit en s'opposant aux démolitions massives de logements qui étaient entreprises dans les quartiers périphériques du centre-ville en vue d'amorcer le redéveloppement urbain, ou encore en mettant sur pied des équipements et services collectifs mieux adaptés aux besoins des ménages les plus démunis (coopératives alimentaires, cliniques juridiques, cliniques médicales, garderies), ou enfin en revendiquant des droits pour des groupes sociaux particuliers (locataires, assistés sociaux, personnes âgées, consommateurs, etc.), leur action s'inscrivait à l'intérieur d'une vision progressiste du social et de l'urbain. Et sur ce plan, la démarcation, [95] sinon la rupture, avec l'idéologie dominante était clairement exprimée.

De plus, cette vision s'est articulée à un point de vue qui valorisait la vie communautaire. Sans chercher à restaurer l'utopie du communautarisme, les mouvements urbains montréalais ont défendu l'idée d'une solidarité communautaire capable de faire contrepoids, du moins en partie, aux lacunes et aux effets négatifs engendrés tant par les politiques publiques que par le fonctionnement du système capitaliste : il s'agissait de retrouver parmi les résidents, les citoyens d'un quartier, les ressources pour aider les plus démunis et surtout de se donner les moyens d'intervenir collectivement dans le but de préserver ou de favoriser un développement de l'espace social du quartier.

Cette lecture communautaire contraste fortement avec le modèle dominant de production et d'organisation de la ville, du moins dans la version qui prévalait au cours des années 1960 et 1970 à Montréal.

Pour les mouvements urbains, la ville constitue avant tout une véritable valeur d'usage. Le logement et les équipements collectifs ne sont donc pas appréhendés, en premier lieu, à partir du système marchand et de la marge de profits escomptée par les promoteurs, mais principalement par rapport aux besoins sociaux et au patrimoine urbain. Le patrimoine ne correspond pas ici à quelque chose de passiste, mais à la dimension sociale et culturelle d'un capital collectif.

De ce point de vue, il est clair que les mouvements urbains ont véhiculé une vision différente de Montréal et de son développement que celles habituellement proposées par les images traditionnelles de la croissance urbaine. Cette vision, souvent qualifiée de retardataire par les promoteurs, permettait d'établir une sorte de retranchement à partir duquel il était possible de mieux comprendre les intérêts en jeu, tout en suggérant des solutions de rechange.

Les mouvements urbains ont revendiqué - et dans une large mesure mis en pratique - une ville plus humaine, plus écologique, mieux aménagée et, de ce fait, plus ouverte aux débats publics et en même temps plus adéquate par rapport aux besoins de ses citoyens. En ce sens ils se sont engagés dans une perspective communautaire et patrimoniale qui permet de qualifier à la fois leur mode d'organisation et leur vision de la ville.

[96]

La revendication démocratique constitue un dernier élément important qui a été partagé par l'ensemble des mouvements urbains montréalais, et ce sous plusieurs angles. D'abord celui de l'extension de la démocratie représentative : ils ont demandé que tous les citoyens soient informés et consultés en matière de politiques publiques. Ensuite, celui du fonctionnement de la vie démocratique, les mouvements sociaux contestant le monopole exercé par la bureaucratie d'État sur la gestion des équipements et services collectifs. Enfin, celui du renouvellement de la démocratie ; à ce sujet, les mouvements urbains montréalais, comme ceux des autres villes nord-américaines, ont mis de l'avant l'idée d'une démocratie participative, qui s'opposait vigoureusement à la démocratie élitiste caractéristique de la gestion de la plupart de ces villes. Bien que la démocratie participative ne soit pas sans défaut - les taux de participation à l'intérieur des associations bénévoles sont toujours décroissants (Meister, 1984) -, elle a eu le mérite de réouvrir le débat sur l'État d'un double point de vue pragmatique et politique : comment démocratiser la scène locale ? Y a-t-il des moyens adéquats permettant aux citoyens d'exprimer leurs demandes sur la scène locale ? Quelle forme de médiation politique convient-il d'élaborer à ce sujet ? Une série de questions qu'il devient désormais possible de formuler en tenant compte de la complexité, de la diversité et du caractère contradictoire des intérêts présents à l'intérieur de la société civile et sur la scène locale.

En plus des valeurs sociales, communautaires et démocratiques qu'ils ont partagées dans une très large mesure, on peut utiliser, pour décrire les mouvements urbains montréalais un certain nombre de caractéristiques que nous avons rassemblées autour de quatre dimensions, à savoir leur diversité, leur ampleur, leur créativité et leur caractère paradoxal.

On peut parler de leur diversité en considérant d'abord leurs objets d'intervention. Même si les premiers comités de citoyens mis sur pied au début des années 1960 ont principalement mené des luttes autour des problèmes reliés à la rénovation urbaine, ils en sont venus à la conclusion que l'amélioration des conditions de vie des classes populaires exigeait aussi des équipements et des services plus adéquats et plus accessibles dans une foule de domaines qui allaient de la santé à l'éducation, en passant par la consommation et les droits sociaux. C'est pourquoi les instigateurs de ces mouvements (McGraw, 1978) ont mis de l'avant une perspective intégrée de l'aménagement urbain qui ne se limitait pas au logement et aux infrastructures [97] lourdes, mais concernait tout autant la qualité de l'espace social et la vie quotidienne.

On peut de surcroît parler de diversité en considérant les modes d'organisation et d'action, de même que les référents idéologiques. En effet, pour améliorer les conditions de vie et changer la ville, les mouvements urbains ont eu recours autant à des moyens d'action directe qu'à des moyens moins conflictuels, tels que ceux habituellement utilisés par les groupes de pression traditionnels. Ainsi, ils n'ont pas hésité à mobiliser les citoyens d'une manière active, en organisant des marches et des manifestations publiques, ou en faisant des sit-in, tout comme ils ont appris à utiliser les différents outils du lobbying politique. Ils ont également exploré, sur le plan organisationnel, tous les moyens auxquels ont habituellement recours les associations bénévoles : réseaux d'informations et d'échanges, procédures d'autogestion, structures appropriées d'information et de coordination, etc.

Sur le plan du registre idéologique, tous les débats qui ont animé la gauche québécoise au cours des années 1960 et 1970 ont tout autant interpellé les acteurs des mouvements urbains. Cependant, ceux-ci ont approfondi certains thèmes en particulier : ceux de la participation des citoyens aux affaires locales, des inégalités sociales et de la précarité, du patrimoine et de sa conservation, des rapports hommes-femmes concernant la gestion et la direction des organisations, pour ne mentionner que les principaux. En outre, les points de vue idéologiques représen-

tés à l'intérieur des mouvements, variables selon les époques et les secteurs et plus ou moins animés en fonction de l'intensité des luttes internes de pouvoir - particulièrement vives au cours des années 1970, lors de l'éclosion des groupes d'extrême-gauche -, couvraient un éventail idéologique étendu allant de l'autogestion au centralisme démocratique en passant par des visions participationnistes teintées d'un humanisme religieux ou conservateur.

Cette diversité organisationnelle et idéologique s'explique en partie par l'ampleur de ces mouvements dans le contexte montréalais. Plus nombreux, plus forts, plus dynamiques que dans les autres villes du Québec et même du pays, les mouvements urbains montréalais ont réussi à mobiliser des milliers de citoyens autour de problèmes qui affectaient la vie quotidienne ou les conditions de vie de la population des quartiers populaires de la ville. Bien sûr, l'ampleur des mobilisations s'est estompée au fil des années. Aux [98] initiatives souvent spontanées des premiers comités de citoyens se sont toutefois substituées des actions plus ponctuelles ou plus organisées, tenant compte des changements contextuels. L'action collective a dû emprunter, dès lors, des formes diverses, apprenant aussi à mieux négocier avec les pouvoirs publics. Non pas que les manifestations de masse soient devenues inappropriées, mais elles correspondaient à un état d'esprit - un certain spontanéisme - et à la nature des enjeux urbains d'alors qui, à plusieurs égards, semblaient révolus dans les années 1980. L'intensité et l'étendue des mobilisations ont donc fait place à un dynamisme plus circonstanciel au fil des années. Aussi, l'ampleur des mouvements urbains, aisément visible dans les années 1960 et 1970 dans des manifestations publiques, est aujourd'hui beaucoup plus difficile à déceler sous les ramifications et la vitalité du secteur communautaire.

Cette ampleur des mouvements urbains montréalais se conjugue à une autre caractéristique importante, celle de leur créativité. Modifiant constamment leur forme et leur mode d'expression pour s'adapter aux changements contextuels - urbains, socio-économiques ou institutionnels -, ils ont aussi innové sur un plan organisationnel en explorant des approches adaptées aux besoins sociaux d'une société modernisée.

Participant directement à la délimitation du champ d'intervention de l'État-providence, les mouvements urbains ont clairement contribué non seulement à définir les politiques sociales et les politiques urbaines mais, tout autant, à les remettre en cause. Ils contestaient en particulier les finalités de contrôle social de

ces politiques ou leur appui à un développement urbain pensé prioritairement en fonction du bénéfice des entreprises et des acteurs économiques dominants.

Là où leur créativité s'est toutefois fait valoir d'une manière incontestable, c'est en regard de tout ce qui concerne la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et à la démocratie locale. À la fin des années 1960, les comités de citoyens ont été parmi les premiers à formuler une critique radicale du régime politique en vigueur sur la scène municipale. Depuis lors, les mouvements urbains se sont avérés très actifs dans les luttes politiques à cet échelon, contribuant largement au développement d'une certaine conscience civique et politique autour des affaires locales, parvenant à démontrer l'importance des partis politiques municipaux, participant aussi très activement tant à leur mise sur pied qu'à leur transformation.

[99]

Ainsi, non seulement les mouvements urbains ont directement contribué à la mise sur pied des partis politiques d'opposition - en l'occurrence le FRAP et le RCM -, mais un certain nombre d'entre eux ont aussi fourni des appuis concrets à ces partis lors des campagnes électorales, lorsqu'ils ne s'y sont tout simplement pas intégrés, comme ce fut le cas pour quelques comités de citoyens à la fin des années 1960, lors de la création du FRAP. Cette remarque demeure valable en dépit des divergences idéologiques qui ont toujours existé à l'intérieur des mouvements urbains à l'égard de la lutte électorale et de ses limites en termes de retombées positives pour la population. De plus, la participation des mouvements urbains à la lutte politique municipale s'est souvent faite indirectement, dans la mesure où ces mouvements se sont avérés, à maintes occasions, une force d'opposition extra-parlementaire redoutée, faisant constamment pression sur la classe politique locale, l'obligeant à modifier sa vision de la ville et ses projets politiques.

L'arrivée au pouvoir du RCM, en novembre 1986, a bien sûr modifié le climat de méfiance, voire d'hostilité, qui existait entre les mouvements urbains et l'administration municipale.

Des doutes ont néanmoins été exprimés par certains quant aux véritables intentions de l'administration RCM concernant son projet de décentraliser la gestion municipale et d'accroître, par ce biais, la participation des organismes communau-

taires à la démocratie locale. De plus, en dépit de l'ouverture rafraîchissante, d'un point de vue démocratique, que le RCM a été en mesure d'effectuer depuis son arrivée au pouvoir - ne serait-ce qu'en matière d'information et de consultation publique -, quelques incidents sont survenus où l'administration a pris des décisions à l'encontre des demandes et des attentes des citoyens. Il n'en fallait pas davantage pour que certains - qu'il s'agisse de certains conseillers municipaux dissidents du RCM ou encore de groupes comme le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) - rappellent à la population montréalaise que les citoyens doivent demeurer vigilants face à leur administration municipale, quelle que soit son orientation idéologique.

Le dernier trait distinctif des mouvements urbains montréalais se définit par rapport à leur caractère paradoxal. Celui-ci s'est exprimé sur plusieurs plans : composition sociale des mouvements, aspects organisationnel et politique.

S'appuyant sur une base sociale pluriclassiste, quoique largement populaire, les mouvements urbains montréalais ont été dirigés, [100] la plupart du temps, par des intellectuels d'origine petite-bourgeoise (McGraw, 1978 ; Huston, 1978). Sans entrer dans l'interprétation de ce phénomène, on doit mentionner qu'il a imprégné profondément la dynamique qui a marqué l'évolution de ces mouvements. Défendant les intérêts des classes populaires, les intellectuels des mouvements urbains n'en pensaient pas moins les modes d'organisation et d'action en se référant à leur propre univers mental et culturel. C'est sans doute pourquoi ils avaient parfois beaucoup de difficultés à rejoindre celles et ceux pour qui ils voulaient se battre. Ce « divorce » entre, disons, d'un côté, les représentations des intellectuels et, de l'autre, la réalité vécue au quotidien par les classes populaires s'est répercutée constamment à travers les tentatives qui ont été faites pour formuler des solutions aux difficultés concrètes que rencontraient les organisations et les acteurs des mouvements urbains. Cela a été clairement exprimé et vécu, par exemple, dans la radicalisation du discours idéologique des militants et des organisations, qui s'est révélée une véritable fuite en avant de la part des intellectuels, consommant, à maintes occasions, la rupture d'une alliance fragile (Sarrasin, 1982 ; Hamel, 1983a).

Sur le plan politique, le caractère paradoxal des mouvements urbains est plus explicite et sans doute plus lourd de conséquences. Concrètement, il s'est exprimé par l'entremise d'une attitude maintes fois ambiguë à l'égard de l'État. Par exem-

ple, les militants formulaient une remise en question de l'État et de son rôle social et politique, compte tenu de ses intérêts de classe, alors qu'indirectement leurs revendications contribuaient à renforcer sa légitimité. En d'autres termes, dans les revendications les plus radicales, l'État se trouvait identifié à un allié inconditionnel de la bourgeoisie et, par conséquent, clairement associé à un ennemi des classes populaires. Dans la même foulée, toutefois, c'est à cet État que l'on adressait des requêtes en lui demandant d'intervenir et d'adopter des mesures progressistes - élaborer des politiques sociales, légiférer pour étendre la protection sociale par l'entremise d'une extension des droits sociaux, fournir des ressources supplémentaires aux organisations populaires, etc. - en vue de réduire les inégalités. La stratégie, sans doute la seule possible, consistait ici à jouer simultanément sur deux tableaux : d'un côté à se démarquer de l'État et des intérêts qu'il défendait, et de l'autre à le forcer à adopter des mesures sociales. Cette attitude, prépondérante à la fin des années 1960 et au cours des années 1970, correspondait, d'une part, à la période d'institutionnalisation de l'État-providence et, d'autre part, à une lecture « révolutionnariste » [101] des mouvements urbains qui était présente autant chez les militants que chez les chercheurs. Elle s'est modifiée progressivement à partir de la fin des années 1970. Ce sont d'abord les groupes alternatifs - dans le domaine de la santé, de la consommation ou du logement coopératif - qui s'en sont peu à peu éloignés, rejoints ensuite en cela par les autres mouvements urbains. De plus, la conjoncture des années 1980, propice à une révision des principes qui présidaient à l'extension de la « solidarité mécanique » élaborée dans le cadre de l'État-providence, a également favorisé une nouvelle compréhension des relations et des conflits entre l'État et les acteurs de la société civile. Désormais, ces deux sphères apparaissaient imbriquées sous plusieurs aspects.

En résumé, nous pouvons dire que les acteurs des mouvements urbains ont été conduits, au cours des années 1980, à modifier leur position antérieure, doublement caractérisée par un discours critique radical et par une promotion des solutions étatiques.

Il s'agit là d'un changement d'attitude qui peut être interprété à titre d'ajustement conjoncturel ou de transformation des pratiques. Les valeurs sous-jacentes, exprimées à cette occasion, se manifestent dans une reconnaissance de l'entrepreneurship et de l'individualisme, de même que dans une vision plus pragmatique de l'action collective. L'adhésion à ces valeurs de la part des acteurs des mouvements

urbains a permis, dans une très large mesure, de dépasser la position paradoxale qui prévalait dans les années 1960 et 1970. Cela ne veut pas dire, par contre, que cette situation ne risque pas de faire surgir de nouveaux paradoxes. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans les chapitres suivants.

Pour terminer ce tableau général, aux caractéristiques qui viennent d'être présentées s'ajoute une remarque en ce qui a trait aux similitudes entre les mouvements urbains montréalais et ceux des autres grandes villes nord-américaines. La spécificité des mouvements urbains nord-américains relève en bonne partie de leur configuration. Contrairement à ce qui a été observé dans la majorité des villes européennes au cours des années 1970, les mouvements urbains nord-américains se sont rarement limités à mener des luttes autour d'enjeux restreints. Les organisations mises sur pied pouvaient, bien entendu, être définies par rapport à de tels enjeux - démolitions, évictions, hausses de loyer, rénovations, aménagement des équipements urbains -, mais, dans la majorité des cas, elles prenaient appui sur des associations bénévoles de quartier déjà [102] existantes : maisons de quartier, associations de locataires, comités de logement, centres d'éducation populaire, etc.

En définitive, la plupart du temps, la structure organisationnelle des comités de lutte reposait sur des groupes dont la fonction consistait en priorité, à offrir des services spécialisés aux populations de leurs quartiers dans les domaines relatifs aux problèmes sociaux les plus importants. Avant de se constituer en comité - organisation - de lutte, les acteurs sociaux étaient donc assurés de compter sur un minimum de ressources, étant donné qu'ils étaient engagés, préalablement dans des groupes de services à partir d'un principe d'auto-organisation (Godbout et Collin, 1977). Soulignons enfin que, si ce principe pouvait être interprété par les acteurs de diverses manières, il était néanmoins toujours présent dans le souci qu'ils manifestaient de se démarquer de l'emprise exercée sur le social par la bureaucratie d'État, ou encore dans leur désir de participer à un élargissement la démocratie locale.

Une histoire éclatée

Compte tenu de leurs caractéristiques, de leur configuration et de leur spécificité, les mouvements urbains montréalais s'apparentent donc sous plusieurs angles aux mouvements qui ont émergé dans d'autres grandes villes nord-américaines au cours de la même période. Leur effervescence, leur dynamisme, leur créativité s'inscrivent d'abord dans le contexte de la « crise urbaine » des années 1960 et 1970, tout en participant aux grands courants contestataires et réformistes de l'époque. Mais leur histoire et leur évolution demeurent la somme des trajectoires individuelles et collectives qui en ont constitué la trame. En ce sens, celle-ci relève d'une originalité qui s'enracine avant tout dans la réalité urbaine montréalaise, marquée par des conflits politiques, culturels, voire linguistiques, mais aussi par des avenues de solution qui ont fait appel à la créativité et au dynamisme des citoyens.

Plusieurs retournements ont ponctué l'évolution des mouvements urbains montréalais. Il est parfois difficile d'établir si ces événements relèvent de forces extérieures aux mouvements, s'ils résultent de choix internes ou encore s'ils découlent d'un amalgame de ces deux catégories de facteurs. Des événements politiques importants dans l'histoire de la vie politique montréalaise, comme la décision de la CSN en 1968 d'« ouvrir un deuxième front », la mise sur [103] pied du FRAP, la création de la CUM, la crise d'octobre 1970, la création du RCM, l'arrivée au pouvoir du PQ, l'arrivée au pouvoir du RCM, ont indéniablement eu des répercussions sur les mouvements urbains ainsi que sur le renouvellement de leurs stratégies et de leurs pratiques. Ils ont contribué à infléchir des tendances qui menaçaient leur survie, que ce soit en termes d'intégration institutionnelle ou en termes de radicalisation idéologique.

D'autres événements, liés de plus près à la vie interne des organisations populaires, ont également eu un impact important sur leur fonctionnement de même que sur l'ensemble des réseaux qu'elles sont parvenues à construire. On peut penser aux conditions d'émergence des premiers comités de citoyens, qui résultaient tout autant des impasses rencontrées par les approches traditionnelles mises de l'avant par les travailleurs sociaux (*case work*) dans les quartiers populaires que

de l'ouverture, de la part d'une partie de l'élite politique et intellectuelle québécoise, à l'esprit et aux techniques de l'animation sociale et, enfin, de la survivance d'une certaine tradition catholique de travail auprès des pauvres (Côté et Harnois, 1978). On peut mentionner aussi la décision du gouvernement fédéral, par l'entremise de son Secrétariat d'État, de mettre en place des programmes de financement des initiatives populaires - ce qui eut des effets contradictoires, permettant d'un côté d'aider à la mise sur pied d'organisations populaires qui se sont rapidement implantées (exemple, les garderies populaires) mais, de l'autre, de démobiliser des groupes qui avaient fonctionné jusque-là sur une base bénévole. Il faudrait cependant parler également - cela nous fait remonter au début des années 1970 - de l'introduction, à l'intérieur des mouvements urbains, des débats idéologiques menés par les groupes politiques d'extrême-gauche au sujet des finalités de l'action collective et des stratégies appropriées.

En effet, à l'intérieur de plusieurs mouvements urbains - garderies populaires, maisons de quartier, coopératives d'alimentation, centres d'éducation populaire, etc. - se retrouvaient des militants ou des sympathisants des groupes d'extrême-gauche, souvent maoïstes, qui travaillaient à infléchir l'action des organisations populaires dans le sens des prises de position et des luttes que ces groupes extrémistes mettaient de l'avant, avec la conséquence que l'action communautaire se trouvait largement calquée sur le modèle des pratiques politiques radicales. Cette présence de l'extrême-gauche à l'intérieur des mouvements urbains a été très importante en regard des énergies individuelles qu'elle a canalisées Motte, 1987). [104] Les affrontements idéologiques engendrés par la présence de ces militants politiques, qui véhiculaient une vision très claire non seulement du changement social, mais aussi de la stratégie devant y conduire, ont eu des effets dévastateurs pour nombre d'organisations populaires, conduisant tout simplement certaines - comme ce fut le cas pour la maison de quartier de Pointe Saint-Charles - à la liquidation. Et cela sans parler du climat de tension découlant des débats idéologiques sans cesse « renouvelés » introduits par ces militants politiques dans l'univers culturel de la gauche montréalaise et qui était ressenti avec une intensité variable à l'intérieur des mouvements urbains.

Un autre facteur, qui a également marqué l'évolution des mouvements urbains montréalais d'un point de vue interne, relève des efforts répétés, dans plusieurs secteurs, pour créer des coalitions susceptibles de renforcer les liens de solidarité

entre les mouvements et contribuer ainsi à un accroissement de la portée de leurs revendications et de leurs actions. C'est dans cette perspective, par exemple, que s'inscrivait l'initiative du Conseil central de Montréal de la CSN en avril 1980 d'organiser, avec la participation des organisations populaires de la région métropolitaine de Montréal, un « sommet populaire » dont les objectifs étaient de renforcer les liens entre les mouvements urbains et le mouvement syndical et d'amorcer une riposte commune concernant la détérioration des conditions de vie des classes populaires (Roy, 1983).

Finalement, toujours d'un point de vue interne, les difficultés concrètes rencontrées par les mouvements urbains, de même que les réponses qu'ils ont été en mesure d'élaborer et de mettre en pratique, et ce, en rapport avec les aspects tant organisationnels que politiques de leur fonctionnement et de leurs luttes, ont joué un rôle important dans leur évolution. Ces éléments sont intervenus en permettant de consolider ou de faire régresser leur autonomie.

En tenant compte de tous ces aspects, on peut dire que l'évolution des mouvements urbains montréalais correspond à une histoire éclatée qu'il demeure difficile de reconstruire. Il ressort cependant que plusieurs facteurs - englobant tout aussi bien l'État et les institutions publiques que la place des intellectuels dans ces mouvements, l'évolution de la conjoncture que les rapports de classes et la configuration des forces politiques - y ont joué, à un moment ou à un autre, un rôle décisif.

[105]

Bien entendu, les mouvements urbains et leurs acteurs ne constituent en rien une réalité homogène, comme pourrait le laisser croire le fait de parler de leur évolution en termes généraux. Derrière cette représentation commode subsistent des singularités, des différences, des oppositions, des conflits profondément constitutifs de leur réalité concrète et qui doivent être portés au crédit de leur dynamisme et de leur créativité. En tenant compte de cette remarque, on peut donc introduire les éléments qui ont constitué des points tournants et qui permettent d'éclairer les événements au fil des années.

Il ressort clairement, tout d'abord, que les mouvements urbains montréalais des années 1980 se démarquent de ceux des années 1960, et ce, tant sur le plan de la composition sociale et du mode d'intervention que sur le plan des idéologies.

L'émergence des comités de citoyens dans le sud-ouest s'est effectuée autour des problèmes de détérioration urbaine et du projet de rénovation entrepris par l'administration municipale au début des années 1960. Bien sûr, on peut trouver des racines multiples à ces comités de citoyens (Côté et Harnois, 1978). Il demeure qu'ils ont correspondu à des attentes fortes de la population des quartiers populaires montréalais en voie de décomposition. La justesse de leurs revendications, conjuguée aux fins de non-recevoir de la part de l'administration municipale, a fait en sorte que les premiers comités de citoyens ont servi d'amorce à une véritable prolifération des mouvements urbains.

Sans reprendre les analyses antérieures de l'action des premiers comités de citoyens (Piotte, 1970 ; Legaré, 1970 ; Mayer, 1978), on peut souligner que ceux-ci ont d'abord permis de formuler une vision autre de la ville que celle préconisée par la classe politique dominante. Au-delà de cet effet idéologique positif, les premiers comités de citoyens ont également permis d'expérimenter les aspects contradictoires de l'action collective et communautaire : base populaire mais, la plupart du temps, direction intellectuelle petite-bourgeoise ; revendication d'une démocratie directe ou d'une démocratie participative et structure de fonctionnement hiérarchisée ; problèmes individuels et action collective, pratiques limitées par les contraintes et les fardeaux de la vie quotidienne quoique endiguées par des pratiques professionnelles ou politiques.

Au moment où les premiers comités de citoyens ont été confrontés à ces difficultés, le Québec et la région montréalaise entraient dans une période de bouleversements et d'ajustements sur tous les [106] plans, y compris sur le plan institutionnel relativement à l'intervention de l'État dans les affaires sociales et urbaines. Même s'il n'existait pas un consensus généralisé à l'intérieur de la classe politique au sujet de la participation de toutes les composantes de la société civile à la « Révolution tranquille », un fort courant, en particulier à l'intérieur de la technocratie, soutenait cette idée. La participation des citoyens et l'animation sociale susceptible d'y contribuer sont ainsi devenues des objectifs et des moyens d'action qui débordaient les cercles de marginaux. En pratique, la réalisation concrète de cette perspective devait passer par le biais d'expérimentations sociales. Et les comités de citoyens montréalais, tout comme les expériences d'animation menées dans le cadre du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), paraissaient en mesure de constituer un champ d'expérimentation valable (ICEA, 1967).

La période qui va de 1963 - année où sont mis sur pied les premiers comités de citoyens dans la Petite Bourgogne - à 1968-1969 - moment à partir duquel les animateurs sociaux (qui se perçoivent et se définissent volontiers alors comme des militants) mettent en lumière les limites de l'animation et de la participation à l'intérieur des projets municipaux et décident de porter la lutte sur la scène politique - constitue la phase de démarrage des mouvements urbains montréalais. Une première conscientisation collective autour de la nature des enjeux urbains s'est effectuée au cours de cette période. Cela s'est réalisé à travers des conflits et des oppositions à des projet publics et privés de redéveloppement urbain de grande envergure : il y a eu les demandes de participation répétées du Réveil des citoyens de la Petite-Bourgogne à l'aménagement de leur quartier, affecté par un projet de démolition-rénovation, mais il faut se rappeler aussi la lutte du Comité de citoyens de Milton-Parc contre le projet de développement immobilier résidentiel et commercial entrepris par la Société Domaines Concordia Limitée, lequel devait entraîner des démolitions nombreuses et modifier la composition sociale du quartier.

Parmi les bilans des premiers comités de citoyens, il a été mentionné qu'il s'agissait d'une forme d'action collective différente, qui correspondait adéquatement aux attentes et aux frustrations des populations des quartiers populaires. Mais en même temps on soulignait que, dans leur forme initiale, les comités de citoyens demeuraient vulnérables et impuissants face aux pouvoirs publics. Leur forme d'action étant articulée, principalement, à l'idée de participation, il paraissait compliqué de rompre avec les propositions de [107] l'administration municipale qui, formellement, tenait un discours d'ouverture à l'endroit de la participation, mais, dans les faits, se moquait des citoyens. C'est pourquoi, au terme de quelques années d'efforts pour tenter de faire reconnaître leurs besoins et leurs points de vue, les comités de citoyens ont dû admettre les limites de leurs stratégies. Regroupant leurs efforts avec d'autres forces d'opposition - notamment le mouvement étudiant et le mouvement syndical -, ils ont de ce fait été conduits à formuler de nouvelles orientations idéologiques et politiques qui ont débouché sur la création d'un parti politique d'opposition sur la scène municipale.

Alors que certains citoyens de même que certains militants ou animateurs des mouvements urbains s'engagèrent, à la fin des années 1960, en participant à la lutte électorale municipale et à « l'aventure » de la création du FRAP (De Ipola,

1971), d'autres optèrent pour un renouvellement de l'action communautaire et préférèrent investir dans des activités d'auto-organisation. Comme le rappelle Donald McGraw, dès le début de l'année 1968 apparaissent « de nouveaux types de regroupements de citoyens qui visent moins à revendiquer des services auprès des institutions qu'à mettre en place des groupes cherchant à solutionner eux-mêmes des problèmes ressentis collectivement au niveau du quartier » (1978 : 96).

Aussi, dans plusieurs quartiers - Pointe Saint-Charles, Hochelaga-Maisonneuve, Saint-Jacques - se sont organisés des noyaux de citoyens et citoyennes pour offrir des services communautaires sous forme de comptoirs alimentaires, de cliniques médicales, d'associations de locataires, etc. L'idée de suppléer à l'inaction gouvernementale dans le domaine du social commence donc à s'affirmer dès ce moment, n'ayant cessé, par la suite, de prendre de l'expansion.

En résumé, on peut dire que le bilan de l'activité des premiers comités de citoyens ne s'est pas résumé à la formulation d'un simple constat idéologique. C'est aussi en termes très concrets - à travers la définition de nouvelles perspectives d'action - qu'il a été fait.

Aux élections municipales de novembre 1970, le FRAP n'est pas parvenu à faire élire un seul conseiller municipal. Parmi les raisons qui peuvent expliquer cet échec, on doit rappeler le chantage exercé par certains politiciens, notamment Jean Drapeau et Jean Marchand, qui ont associé le parti au groupe extrémiste FLQ. Cependant, l'hostilité des adversaires et leur recours à des tactiques malhonnêtes n'expliquent pas tout. De même, la détermination et la combativité des responsables du parti ainsi que l'importance relative de [108] sa base organisationnelle - la structure organisationnelle reposait encore au moment du congrès d'orientation de novembre 1971, sur onze comités d'action politique (CAP) en plus de la Clinique Saint-Jacques - ne nous fournissent pas une image exacte des difficultés auxquelles se trouvait alors confrontée cette formation politique. On peut rappeler l'absence de tradition concernant la participation à la vie démocratique locale de même que, comme il a été souligné précédemment, la prégnance d'une idéologie de dépolitisation du palier local. Ce sont là des conditions qui ont favorisé l'élection d'une direction charismatique - que le maire Drapeau incarnait alors avec beaucoup de succès - à l'Hôtel de ville. Il convient cependant tout autant de souligner que le FRAP était déchiré par des tensions, des conflits politico-

idéologiques qui le paralysaient et réduisaient d'autant sa capacité de s'ajuster à la conjoncture.

Cet aspect nous paraît majeur dans les circonstances. Il fait appel à la capacité des militants de définir un projet social et politique de remplacement qui corresponde aux besoins et aux attentes de la majorité des citoyens, mais qui fournisse aussi des garanties suffisantes en termes de compétence administrative. Dans cette perspective, et ce tant sur le plan organisationnel que sur le plan électoral, quelles stratégies étaient alors souhaitables pour ce parti ? La division profonde des militants du FRAP sur la question des priorités d'action, tout comme sur la conception de l'action politique, a constitué un frein majeur à l'enracinement du parti et à sa capacité de résister à la répression dont il a été l'objet.

Très brièvement, rappelons que les conflits observés à l'intérieur du parti reflétaient une opposition fondamentale qui traversait alors l'ensemble de la gauche montréalaise et qui, à toutes fins pratiques, s'est manifestée jusqu'à la fin des années 1970 à l'intérieur des mouvements urbains. En quelques mots, d'un côté l'on retrouvait ceux et celles pour qui la priorité était de rejoindre les travailleurs sur les lieux de production, en usine ou dans le secteur des services, en mettant sur pied des comités de travailleurs (cela devait être considéré comme une première étape dans un projet politique de construction du parti de la classe ouvrière). De l'autre se situaient plutôt ceux et celles qui pensaient en termes de front commun des classes populaires. Pour eux, les priorités d'action se définissaient d'une manière beaucoup moins sectorielle. Ils privilégiaient davantage des interventions dans les quartiers autour des problèmes vécus à cette échelle, que ce soit dans le domaine du logement, de la santé, de la consommation ou du travail.

[109]

En définitive, nous sommes donc en présence de visions de l'action communautaire diamétralement opposées. Dans le premier cas, la position « proclamée » ne comporte pas d'ambiguïtés : d'emblée, elle adopte un point de vue « révolutionnariste ». En deux mots il s'agit de construire le parti de la classe ouvrière, et à partir de ce principe sont amorcées des démarches d'agitation-propagande-formation sur les lieux de production. Le corridor politico-idéologique est restreint et les militants s'engagent à le respecter. Dans le second cas, il n'y a pas à proprement parler de « ligne idéologique ». Il existe plutôt un consensus large en

ce qui concerne les actions à promouvoir et à mettre en branle en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des classes populaires et de favoriser, par ce biais, leur conscientisation politique. On propose plutôt, dans ce cas, de travailler dans les « organisations de masse » dans le but de faire progresser la conscience politique et l'organisation des classes populaires mais sans pour autant avoir, ni vouloir se donner, une stratégie et un programme précis pour atteindre ces objectifs.

Cette opposition entre deux tendances, deux visions de l'action politique, a donné prise à des processus de radicalisation idéologique. Concrètement, on peut dire que l'extrême-gauche a pris appui sur et s'est développée à partir de la première tendance à l'intérieur des mouvements urbains, rejoignant, par ailleurs, des groupes politiques radicaux déjà formés ou en formation.

Ce que plusieurs appelaient, à l'époque, des « luttes de ligne » - affrontements idéologiques - ont alors constitué pour les mouvements urbains montréalais non seulement un thème majeur, mais également un enjeu stratégique qui était menaçant, parfois même, pour leur survie. Toutefois, ces formes d'action - qui pouvaient revêtir à l'occasion l'apparence de véritables pratiques d'intimidation - ne constituaient pas pour autant la seule difficulté, ni le seul défi de ces mouvements. Par surcroît, ces derniers devaient composer avec la fragilité des organisations populaires, qui constituaient leurs principales composantes organisationnelles, et leurs caractéristiques communautaires, qui témoignent à la fois de leur force et de leur faiblesse : capables d'entreprendre de nombreuses expérimentations, elles ne disposaient pas, la plupart du temps, de ressources suffisantes pour les développer.

En résumé, disons qu'en dépit de certaines pratiques militantes extrémistes qui tentaient de détourner l'action collective au profit d'organisations politiques extérieures, les mouvements urbains ont [110] continué de s'affirmer et de manifester leur présence sur la scène locale montréalaise tout au long des années 1970. D'une manière plus juste, nous pourrions suggérer que c'est en relation - c'est-à-dire parfois en opposition, parfois en concordance - à ce militantisme qui, d'un certain point de vue, véhiculait une vision politique fantasmée que se sont développés les mouvements urbains au cours de cette décennie.

Les années 1970 peuvent donc être considérées comme des années à la fois d'expansion et de consolidation des mouvements urbains et de leurs composantes organisationnelles. Elles ont constitué aussi, par ailleurs, une période d'exploration sur le plan des modes d'action. À cet égard, il convient vraisemblablement de parler de pluralisme. Même si, pendant plusieurs années, l'idéologie « révolutionnariste » a semblé dominer le discours et les perspectives d'action collective, elle n'est pas parvenue à encadrer toutes les luttes, à orienter toutes les formes d'action. Il n'est donc pas surprenant de constater que, tandis que certains groupes ont subordonné leur organisation à l'un ou l'autre des groupes politiques extrémistes - comme ce fut le cas pour de nombreuses organisations populaires dans le domaine de l'aménagement et du logement, de même que dans celui de la consommation et des garderies -, d'autres ont opté pour une approche plus autogestionnaire ou ont préféré poursuivre la perspective de l'animation sociale qui avait contribué, dans les années 1960, au développement des comités de citoyens.

L'image qui traduit peut-être le mieux la réalité des mouvements urbains et de leurs composantes organisationnelles à la fin des années 1970 est donc, vraisemblablement, celle du réseau éclaté, diversifié. Au pluralisme idéologique se conjugue un pluralisme organisationnel. La tendance qui prévaut est bien celle d'une multiplication d'organisations s'adressant à des groupes particuliers. Les acteurs des mouvements urbains n'interpellent plus les populations des quartiers de Montréal comme s'ils s'adressaient à une communauté homogène comme le faisaient les acteurs des comités de citoyens au cours des années 1960.

Cette réalité est décrite en détail, bien que ce soit pour un secteur en particulier (le logement), dans le dossier que nous avons publié dans le numéro 4 de la *Revue internationale d'action communautaire* (1980). On y trouve une série d'articles sur les nombreuses catégories de mouvements urbains qui interviennent sur ce thème. L'élément qui ressort du dossier, c'est l'éclatement des formes [111] d'intervention. En effet, au cours des années 1970, les mouvements urbains ont eu tendance à se spécialiser au gré des exigences professionnelles - pas forcément toujours négatives - et bureaucratiques, de sorte que l'on retrouve des groupes qui travaillent avec les personnes âgées, d'autres avec les locataires, certaines se limitant aux locataires de HLM, d'autres encore avec des citoyens désireux de mettre sur pied des coopératives et d'autres, enfin, qui limitent leur action au périmètre d'un seul quartier.

En d'autres termes, les responsables des mouvements urbains optent pour une approche sectorielle plus efficace sur le plan technique. Le danger qu'elle s'accompagne d'effets involontaires lourds de conséquences pour la portée politique des mouvements urbains est cependant présent. En travaillant de plus en plus avec des groupes cibles, les intervenants acceptent la lecture bureaucratique du social suggérée indirectement par les gestionnaires des programmes gouvernementaux qui les financent. Les problèmes de logement dès lors, ne semblent plus résulter de contradictions fondamentales inhérentes à la nature du système économique et rattachées au fait que le logement est considéré avant tout à l'intérieur de ce système, comme une marchandise au même titre que d'autres biens de consommation, mais tiennent à des dysfonctions ou à des dérapages inévitables susceptibles d'être atténués, mais dont il est impossible de se départir. Cela a eu pour effet du même coup, d'isoler les mouvements urbains qui se conformaient aux exigences administratives, chacun considérant les problèmes d'un point de vue sectoriel, celui de son groupe cible et des programmes dont il pouvait bénéficier, ne remettant plus en question, en quelque sorte, l'organisation de la ville dans sa forme marchande, comme le faisaient auparavant certains comités de citoyens.

Cette lecture de la situation des mouvements urbains à la fin des années 1970 demeure toutefois partielle, dans la mesure où quelques groupes tentaient de rompre avec la tendance générale. On peut citer, à ce propos, l'exemple du FRAPRU, une coalition qui intervenait sur le logement et l'aménagement à partir d'une analyse critique des enjeux urbains et des politiques gouvernementales. Dans ce cas, ce sont tous les citoyens des quartiers populaires directement touchés par les retombées négatives du redéveloppement urbain que l'on tente de rejoindre plutôt que de proposer des solutions à une seule catégorie d'entre eux.

[112]

En outre, il est important de mentionner que les militants des mouvements urbains ne s'inscrivent plus, à la fin de cette décennie, à l'intérieur d'un système idéologique clos, qui leur demeurerait trop souvent étranger - qu'ils importaient, empruntaient ou se laissaient plus ou moins imposer - au milieu des années 1970. Les modèles de changement social battaient déjà de l'aile à la fin de cette décennie. C'est ce qui a conduit les acteurs à redécouvrir la complexité des enjeux sociaux, les limites des réponses idéologiques à des problèmes personnels et indivi-

duels et les possibilités que renferme l'action collective définie à une échelle micro-sociale.

De ce fait, les militants ne pensaient plus, comme c'était parfois le cas quelques années auparavant, à transformer l'ensemble de l'État et de la société. S'ils demeuraient tout aussi conscients que par le passé de l'impact des inégalités sociales qui, à la faveur de la crise économique, s'étaient accentuées, l'horizon politico-idéologique avait irrémédiablement été bousculé et la ferveur militante des années 1960 - ainsi que l'insouciance qui l'accompagnait - semblait, désormais, chose du passé.

Dans ce contexte, on peut ajouter que les mouvements urbains devaient s'adapter à la conjoncture des années 1980 : ils devaient tenir compte de la résurgence des valeurs individualistes, reconnaître les modifications du mode d'intervention de l'État-providence et accepter que l'enthousiasme pour la démocratie participative semblait s'être refroidi, même si la nécessité d'une démocratisation de la scène locale demeurait encore à l'ordre du jour.

Au cours des années 1980, sans disparaître complètement, les mobilisations de masse sur la scène locale montréalaise ont été moins fréquentes. Davantage axées sur les problèmes écologiques et environnementaux, elles semblent de plus en plus réservées à des questions fondamentales de survie, que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan moral défini au sens large, c'est-à-dire incluant le politique et le culturel. L'urbain, au sens strict, demeure tout de même important, mais il ne justifie plus les formes de mobilisation qu'il a déjà suscitées, et cela pour des raisons tant d'ordre objectif que subjectif.

Toutefois, si la dureté des affrontements s'est estompée et si, sur le plan politico-idéologique, la présence des mouvements urbains est plus discrète, il ne faut pas en déduire pour autant que, dans son ensemble, le dynamisme communautaire a décliné. Bien au contraire. À l'échelle du Québec, par exemple, et seulement pour les secteurs « services à la communauté » et « maintien à domicile » du ministère [113] de la Santé et des Services sociaux, les subventions octroyées ont crû d'une manière vertigineuse au cours des dernières années (Tremblay, 1987).

Cette dernière remarque va dans le même sens que les constats présentés par les membres de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux dans leur bilan de la situation. Ils y soulignent qu'à la fin des années 1970,

nous assistons à un « redéploiement de l'action volontaire » (Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1988 : 299). Selon eux, les « organismes communautaires sont très diversifiés dans leurs formes et leurs manifestations » (Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1988 : 301). Ils englobent les groupes d'entraide, les organismes qui fournissent de l'assistance au développement communautaire, ceux qui offrent des « ressources alternatives » au réseau public et enfin ceux qui jouent un rôle de groupe de pression pour des groupes spécifiques :

On en retrouve dans tous les domaines et pour tous les types de clientèles : communautés culturelles, femmes, personnes âgées, personnes handicapées, mais aussi regroupements de citoyens, de consommateurs. Sensibilisation de l'opinion publique, promotion et défense des droits, information et recherche, pression auprès des décideurs, représentation et participation à divers forums ou instances de concertation : ces organismes jouent un rôle de représentation extrêmement important et contribuent ainsi à vitaliser nos processus démocratiques (Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1988 : 305).

Autant il est relativement aisé de construire une représentation adéquate des mouvements urbains jusqu'au milieu des années 1970, d'avoir une image de leur ampleur, de leur importance numérique, des difficultés concrètes auxquelles ils devaient faire face (Hamel, 1983a), autant il apparaît *difficile maintenant*, en l'absence d'enquêtes récentes et exhaustives sur le secteur communautaire, de saisir la réalité avec précision. Et ce même si, par ailleurs, les informations dont nous disposons nous indiquent que des ajustements majeurs sont intervenus ; même si, comme le mentionnent les auteurs du rapport Rochon, nous pouvons observer des signes indéniables de dynamisme de la part d'un grand nombre d'organismes communautaires. Toutefois, si les acteurs des mouvements urbains s'engagent volontiers, depuis quelques années, dans des démarches pragmatiques qui reflètent les préoccupations de leur milieu, les organismes communautaires demeurent vulnérables.

[114]

Dans sa forme actuelle - à la jonction de la société civile et de l'État -, le communautaire ne va donc pas sans ambiguïtés. Essayant souvent d'articuler des

logiques contradictoires : principes institutionnels et solidarité conviviale ou militante (Zuniga, 1988), il demeure un terrain fragile. Son caractère flou le prédispose d'ailleurs à des luttes d'intérêts menées par des groupes qui ont besoin, au-delà de leurs fonctions sociales, de se gagner une certaine reconnaissance, voire une certaine légitimité. Il peut ainsi devenir le lieu de redéploiement de plusieurs stratégies professionnelles (Steffen, 1988). Les mouvements urbains, dans ce contexte, peuvent-ils encore exister ? La présence accrue des nouvelles classes moyennes sur la scène urbaine ne change-t-elle pas les données du problème ? Comment interpréter cette réalité ?

Les intentions

La distinction entre facteurs internes et externes n'est pas toujours facile à établir (Tilly, 1978). Elle n'en demeure pas moins essentielle, même si nous nous inscrivons à l'intérieur d'une perspective qui met l'accent sur les dimensions subjectives et qui part de l'action.

Considérons en premier lieu les facteurs internes. Entre les comités de citoyens du début des années 1960 et les mouvements urbains récents - y inclus les organismes communautaires -, certaines différences peuvent s'expliquer par les choix politiques et organisationnels que les acteurs ont faits. Au départ, les valeurs défendues par les comités de citoyens, leur vision de la ville et des solidarités collectives, ne correspondaient à aucune exigence, à aucune nécessité extrinsèque, sinon celle de défendre leur territoire. Dans cette perspective, les revendications mises de l'avant ont conduit directement, d'une part, à la définition de l'État-providence et, de l'autre, à l'approfondissement du politique à partir d'une multitude de points de vue de plus en plus diversifiés au fur et à mesure que l'action collective se trouvait confrontée à des choix stratégiques.

À la fin des années 1960, les comités de citoyens ont découvert les limites de la participation dans le cadre des projets définis par les pouvoirs publics sur la scène municipale. L'engagement dans le processus de création du FRAP découlait en bonne partie de ce constat. Cependant, à brève échéance, les militants ont pu constater que l'élaboration de consensus politiques demeurerait une entreprise [115]

périlleuse. Aussi, il n'est pas surprenant de constater que plusieurs acteurs sont demeurés méfiants et ont préféré s'engager dans un travail à caractère plus social, en cherchant à combler les lacunes des programmes gouvernementaux ou en faisant des pressions sur l'État pour qu'il étende ses politiques.

D'autre part, toujours d'un point de vue interne, l'évolution des mouvements urbains est aussi tributaire des difficultés concrètes auxquelles les groupes étaient confrontés. Problèmes de ressources financières, problèmes de mobilisation, problèmes aussi d'organisation et de formation d'une « relève ». Ainsi, les responsables parvenaient difficilement à implanter, dans leur propre organisation, les principes d'une démocratie participative qu'ils revendiquaient pour le fonctionnement de l'ensemble du système politique. C'est donc à partir des solutions pensées pour résoudre les difficultés rencontrées ou s'adapter aux changements contextuels que les acteurs des mouvements urbains ont proposé diverses formules d'action et d'organisation, empruntant des éléments aussi bien au répertoire des groupes de pression traditionnels, qu'à celui des groupes ayant recours à l'action directe ou des groupes politiques. Cette ouverture a sans doute constitué une qualité indéniable qui a favorisé la survie des mouvements urbains.

Toutefois, c'est peut-être sur le plan idéologique que les mouvements urbains ont été le plus versatiles. Alors que les premiers comités de citoyens, en dépit des critiques qu'ils adressaient à l'administration municipale, étaient forcés, en bonne partie, de reprendre les thèmes et les valeurs propres à l'idéologie dominante (Mayer, 1978), certaines organisations populaires des années 1970 mettaient de l'avant des positions radicalisées, en rupture presque complète avec cette idéologie. L'État était dans ces cas identifié de manière irrémédiable à un ennemi de classe et les luttes pouvaient prendre l'allure de prétextes pour illustrer les contradictions insolubles du système capitaliste.

Ce phénomène de radicalisation idéologique n'a pas forcément été porté par l'ensemble des mouvements urbains. Il n'en reste pas moins que c'est ce phénomène qui a représenté, durant quelques années - entre 1972 et 1976 -, l'image la plus répandue des mouvements urbains montréalais. C'est aussi ce phénomène qui a entraîné une réflexion politique en profondeur sur le militantisme, sa forme, sa signification, voire, jusqu'à un certain point, son incompatibilité, tant avec les pratiques professionnelles qu'avec la vie quotidienne. [116] Les acteurs ont alors commencé à se préoccuper des contradictions que véhiculait ce militantisme, no-

tamment sur le plan organisationnel et sur celui de sa direction, trop marquée par le chauvinisme mâle. Le mouvement des femmes a porté cette critique avec une vigueur particulière, entraînant des changements importants dans les représentations et les modalités organisationnelles de l'action collective. Les mouvements urbains ont donc été la scène, au cours des années 1970 d'une exploration politique nouvelle - en marge des partis politiques et des organisations progressistes traditionnelles comme les syndicats - contribuant à l'approfondissement de réflexions individuelles et collectives sur les processus de médiation politique, les limites de la démocratie directe et les solutions de rechange aux modèles d'action privilégiés jusque-là, et cela, en dépit du caractère paradoxal de la position des mouvements urbains à l'égard de l'État. En dépit aussi, faut-il ajouter, de l'extrémisme pour lequel avaient opté certains mouvements ou certains acteurs.

À la fin des années 1970 et au cours des années 1980, les mouvements urbains se sont diversifiés davantage et ce, tant sur le plan idéologique que sur le plan organisationnel. Tenant compte des changements économiques, politiques et institutionnels, adoptant aussi une approche plus pragmatique, les mouvements urbains se sont préoccupés davantage de leur survie. De ce fait, ils ont été parfois moins critiques à l'endroit des politiques gouvernementales, cherchant à s'y adapter ou à en soutirer le maximum. C'est dans ce contexte aussi que le communautaire est indéniablement apparu sous le couvert d'une valeur refuge pour la gestion du social.

Ajoutons enfin que le pragmatisme qui caractérise dans une certaine mesure les mouvements urbains de la fin des années 1970 et des années 1980 constitue une réponse aux difficultés reliées à la position paradoxale adoptée précédemment par les acteurs sociaux et soulève une série de questions sur l'autonomie, voire la survie de ces mouvements, compte tenu de leur projet d'aménager la ville pour répondre aux besoins sociaux et aux aspirations politiques des citoyens.

Les transformations des mouvements urbains peuvent être considérées sous l'angle de leur capacité d'adaptation, mais elles relèvent également des caractéristiques de leur base sociale qui, au cours des années 1980, s'est passablement modifiée. Et cela à cause de plusieurs phénomènes concomitants : vieillissement de la population, présence de plus en plus importante des groupes ethniques, [117] arrivée de nouveaux ménages des classes moyennes désireux de se loger au centre et, enfin, accroissement du nombre de personnes vivant seules. Toutes ces trans-

formations ont directement influencé le cadre de l'action collective, obligeant d'une part les organisations existantes à tenir compte des nouvelles clientèles et des nouveaux besoins sociaux, et contribuant d'autre part à l'émergence de mouvements et de formes d'action correspondant mieux aux attentes, en particulier, des nouvelles classes moyennes.

En accord avec des valeurs qui préconisent la défense du patrimoine et de l'environnement, ces organisations rejoignent aussi, tant sur le plan idéologique que sur le plan organisationnel, les perspectives mises de l'avant par certains groupes alternatifs. À la différence de ces groupes, toutefois, les organisations créées par les nouvelles classes moyennes ont davantage de ressources et possèdent souvent des entrées privilégiées à l'intérieur des institutions publiques et du système politique. Il ne faudrait pourtant pas croire qu'elles sont désormais les seules à occuper le terrain de l'action collective en marge du politique institué. Les mouvements urbains qui travaillent avec d'autres catégories ou d'autres groupes - immigrants, personnes âgées, jeunes, etc. - semblent aussi se développer tout en prenant la peine de renouveler leur perspective d'action.

Néanmoins, pour saisir adéquatement la nature des choix politiques auxquels les mouvements urbains ont dû faire face à différents moments de leur évolution, nous devons également considérer plus directement les facteurs externes qui les ont influencés. En d'autres termes, la configuration actuelle de ces mouvements est pour beaucoup le résultat des bouleversements sociaux profonds qui ont accompagné et suivi la crise économique des années 1970.

Les contraintes

Fait important à rappeler, dans les années 1960 et 1970, les mouvements urbains ont participé de près à la construction de l'État-providence ; en dépit du caractère ambigu de leur position, on doit souligner qu'ils ont eu un impact considérable sur la définition des missions « providentielles » de l'État. Mentionnons la législation et les politiques existantes dans le domaine du logement - protection des droits des locataires, réglementation relative aux démolitions, programmes d'aide aux coopératives, etc. -, l'éducation populaire, les garderies, la protection

des consommateurs, la santé, etc. Dans [118] tous ces domaines, les revendications et les luttes des mouvements urbains ont innové et contribué à contrebalancer le poids de la bureaucratie et à infléchir la formulation des politiques publiques en faveur des classes populaires. Rétrospectivement, il est étonnant d'ailleurs de constater jusqu'à quel point les organisations populaires - et ce jusqu'au milieu des années 1970 - ont exercé une véritable hégémonie sur l'ensemble du champ social, y compris le secteur communautaire. Tout aussi étonnant, dans un sens, est le fait qu'elles aient cédé cette hégémonie, à partir de ce moment, à la bureaucratie d'État. En effet à partir du milieu des années 1970, les organisations populaires ne sont plus les interlocuteurs privilégiés de l'État. Dorénavant, la bureaucratie d'État s'adresse à l'ensemble du communautaire, établissant ses priorités en dépit, jusqu'à un certain point, des consultations effectuées auprès des intervenants communautaires. C'est comme si les mouvements urbains acceptaient plus ou moins implicitement le leadership exercé par la bureaucratie d'État dans la redéfinition du modèle de gestion du social. Conséquemment, les acteurs de ces mouvements jouent plus volontiers le jeu du rapport de forces à l'intérieur des normes définies par l'État, à partir desquelles sont mises en place des règles pour l'obtention des ressources mises à la disposition du secteur communautaire. Ce changement va bien sûr de pair avec une baisse de la mobilisation à l'intérieur des mouvements urbains. Il est d'autant plus nécessaire de le souligner que l'importance numérique du secteur communautaire dans son ensemble s'est accrue considérablement (Hamel, 1985).

Toutefois, les interrogations sur la nature des relations entre l'État et les mouvements urbains se posent maintenant dans d'autres termes. Comme l'ont soutenu des études récentes portant sur l'Allemagne (Roth, 1986), les États-Unis (Cohen, 1983) et la Grande-Bretagne (Craig, 1987), on ne peut plus penser les relations, les oppositions entre l'État et la société civile à partir de schèmes antagonistes ; cela parce qu'il existe une présence de plus en plus forte de l'État - que ce soit par des programmes de subventions ou des réglementations - à l'intérieur du secteur communautaire, mais aussi, inversement parce que certains groupes du secteur communautaire sont mieux placés qu'auparavant - que ce soit en termes de ressources, d'appui institutionnel ou en termes de contacts personnels, à cause notamment des changements récents intervenus dans la composition de la classe politique - pour influencer l'élaboration des politiques sociales et urbaines.

[119]

La reconnaissance d'un partenariat privé-public par l'État et la formulation d'un principe de gestion mixte - incluant une participation du secteur communautaire - des politiques publiques ne modifient toutefois pas la nature de l'État. Cela ne témoigne pas non plus, malgré le recours à un discours décentralisateur, d'une volonté de transformer en profondeur les rapports de pouvoir existants. Cependant, à cause de la présence étatique à l'intérieur du champ communautaire, les affrontements pour obtenir davantage de ressources ou pour préserver l'autonomie des mouvements urbains prennent une allure différente.

Bien entendu, la transformation de ces mouvements ne s'est pas uniquement déroulée à partir des changements apparus à l'intérieur du cadre d'action étatique. Les changements survenus dans le paysage urbain ont également contribué à modifier les conflits et les oppositions sur ce terrain. Il ne s'agit pas ici de résumer en quelques lignes ce qui a marqué la transformation des enjeux du développement urbain montréalais au cours de la période qui nous intéresse, mais il est important de mentionner la question de l'urbanisation comme une variable majeure parmi les facteurs externes qui ont influencé la problématique et l'évolution des mouvements urbains.

D'une manière succincte, rappelons qu'au début des années 1960 la métropole montréalaise était en expansion, et ce malgré son déclin relatif par rapport à la métropole torontoise. Cela s'exprimait clairement par l'accroissement de la population et se traduisait plus nettement encore par les nombreux projets de redéveloppement urbain, tant privés que publics, conçus à titre de vastes opérations de rénovation, en particulier dans les quartiers périphériques du centre-ville. Il faut ajouter que les autorités politiques entendaient également soutenir le développement par la mise en place d'infrastructures urbaines plus adéquates. C'est ce qui explique le début de la construction du métro en 1962 et la relance, par le gouvernement Bourassa, du projet de l'autoroute Ville-Marie en 1970.

Toutefois, ces grandes opérations de rénovation urbaine et d'aménagement des infrastructures n'ont pas empêché le déclin des quartiers centraux. Pour ces quartiers, elles ont plutôt signifié des démolitions massives et des hausses de loyer. De plus, elles ne sont pas parvenues à enrayer les processus de détérioration en cours,

visibles sur plusieurs plans : désindustrialisation, détérioration du cadre bâti, vieillissement et exode des populations résidentes.

[120]

Au cours de cette période - qui coïncide avec la décennie 1960 mais qui, sous certains aspects, se poursuit jusqu'au milieu des années 1970 -, l'espace urbain montréalais s'est transformé d'une manière importante sous l'impact du processus de déstructuration-restructuration du système économique. L'action des promoteurs privés et publics visait alors à mettre en place un aménagement apte à répondre aux exigences de la consommation de masse. Il s'agissait en fait d'une nouvelle phase de modernisation, comparable à celle qu'avait entraînée la vague d'urbanisation du début du siècle. Pour ce faire, on n'a pas hésité à mettre en branle un processus de déstructuration des espaces traditionnels de quartier (Danseureau, 1974 ; Gaudreau, 1974). Pour reprendre l'expression de Marc Guillaume (1975), l'objectif était d'organiser la ville sur un mode « sériel » afin de lever les entraves à la circulation des marchandises. Les impératifs de rentabilité et d'efficacité économique guidaient cette nouvelle modernisation de l'espace urbain, faisant indéniablement primer la logique unidimensionnelle du capital.

Cependant, au fur et à mesure que la croissance fait place à la décroissance et à la stagnation, et que l'espace montréalais s'adapte aux besoins de la consommation de masse, une transformation des enjeux urbains se dessine. Le défi n'est plus tant alors de moderniser l'espace pour le rendre fonctionnel que d'améliorer le cadre de vie.

Conformément à une demande de plus en plus explicite de la part des nouvelles classes moyennes qui revendiquent un milieu de vie adapté à leurs besoins, et compte tenu des exigences propres à un système économique de plus en plus tertiaisé - alors qu'en 1971, dans la région montréalaise, 63% de la main d'oeuvre travaillait dans le secteur tertiaire, ce chiffre est passé à 75% en 1986 (Polèse, 1988) -, l'administration municipale s'engage, dès la fin des années 1970, dans une démarche de revitalisation comportant, entre autres, un renouvellement du mobilier urbain de même qu'une série de programmes sectoriels pour la relance industrielle et commerciale.

Dans ce contexte, la qualité du cadre de vie semble devenue une variable stratégique et on la retrouve à titre de dimension importante des politiques urbaines.

Cette préoccupation - ou cette nouvelle valeur - apparaît indispensable tant pour attirer des entreprises de pointe que pour répondre aux exigences des nouvelles classes moyennes qui ont tendance à bouder la ville centrale pour le bénéfice de la banlieue. Il n'est donc pas étonnant que les autorités [121] municipales en soient alors venues à introduire cette dimension dans leur discours et leurs programmes d'intervention.

Cette perspective s'est d'ailleurs affirmée d'autant plus clairement vers la fin des années 1970, que le gouvernement fédéral, à cause de la crise fiscale qu'il traversait, avait décidé de réduire sensiblement l'aide qu'il accordait auparavant aux administrations municipales pour les infrastructures urbaines (Léveillé, 1983). On peut alors parler d'une véritable réorientation des politiques urbaines, caractérisée par des programmes de relance et axée sur une « revitalisation » de la ville centrale et dont l'administration municipale doit désormais prévoir la planification et non plus seulement la gestion, fonction derrière laquelle elle se retranchait volontiers jusqu'au milieu des années 1970.

Tous ces changements - tant socio-économiques que culturels et symboliques - se sont donc répercutés très clairement sur le plan politico-administratif. Dès la fin des années 1970, l'administration municipale montréalaise se trouve donc forcée de penser sa planification en termes de relance et de nouveau partnership avec le milieu des affaires. C'est la mise sur pied, en juin 1979, de la Commission d'initiative et de développement économiques (CIDEM) qui permet le mieux de poursuivre cet objectif. Ayant pour mandat d'élaborer et de proposer des politiques susceptibles de favoriser le développement dans plusieurs secteurs (industrie, commerce, habitation, tourisme, transports), la CIDEM prend en charge différents projets. Mentionnons, à titre d'exemple, l'Opération 20 000 logements, qui entend favoriser le « retour en ville » des banlieusards ou du moins interrompre l'hémorragie en faveur des villes de banlieue (la population de la ville de Montréal ayant commencé à diminuer à partir du début des années 1970). En plus, l'administration municipale a également mis sur pied un programme de revitalisation commerciale qui encourage la création de sociétés d'initiative et de développement des artères commerciales (SIDAC) et intervient dans l'aménagement des rues commerciales afin de concurrencer les centres commerciaux construits en périphérie, tout comme elle a instauré différents programmes de réaménagement et de modernisation industriels.

Loin d'être gratuites, ces initiatives municipales correspondaient à un effort concerté - en particulier avec le milieu des affaires - pour amorcer un renversement des tendances au laisser-aller, dont les effets étaient visibles sur l'ensemble du territoire de [122] l'agglomération, quoique plus fortement dans certaines zones. Mentionnons que des pressions des hommes d'affaires montréalais eux-mêmes sur leur administration municipale pour qu'elle intervienne directement dans le soutien à la revitalisation économique de la métropole avaient entraîné ces initiatives (Léveillé, 1987). On peut cependant ajouter que ce virage néo-corporatiste de la part de l'administration municipale (Hamel, 1989a) s'harmonisait aussi au changement d'attitude de l'ensemble des Montréalais à l'endroit de leur cadre de vie : on exigeait sur ce plan un interventionnisme plus conséquent. Cela a été plus clairement exprimé par les demandes des nouvelles classes moyennes et par leur présence plus active tant à l'intérieur de l'administration municipale que dans certains groupes de pression. Cette présence plus grande des nouvelles classes moyennes sur la scène locale correspond d'ailleurs, dans une certaine mesure, à ce que certains ont désigné comme leur retour en ville.

Même si, entre 1971 et 1981, la population de la ville de Montréal a diminué, le nombre de ménages ayant eu accès à la propriété a passablement augmenté. Ce phénomène s'est manifesté de manière plus visible dans certains quartiers. Par exemple, dans une sous-zone du Plateau Mont-Royal, qui, en 1971 comptait 13 645 ménages, comparativement à 13 225 en 1981, le nombre de propriétaires est passé de 0,096% en 1971 à 14,4% en 1981 (Dansereau, 1985). Si ces chiffres correspondent à un processus d'embourgeoisement (*gentrification*) fréquent dans les quartiers centraux des grandes villes nord-américaines (Dansereau et L'Écuyer, 1987), ils témoignent aussi d'un changement de mentalité sur plusieurs plans dans le cas de Montréal. Traditionnellement Montréal a été une ville de locataires. Ces derniers avaient peu de ressources et de moyens - si ce n'est à travers les mouvements urbains - pour influencer les modalités de l'aménagement en fonction de leurs besoins. Ainsi, on peut dire que la réponse à une partie de leurs problèmes individuels a souvent résidé - tant dans les représentations que dans les faits - dans le déménagement en banlieue. Cette tendance n'est sans doute plus aussi forte qu'au cours des années 1970, malgré le fait que la ville de Montréal soit toujours aux prises avec le danger de voir son poids démographique continuer à régresser à l'intérieur de l'espace de la région métropolitaine. C'est ce dont témoigne, en par-

tie, le mouvement relatif d'accès à la propriété qui s'est manifesté à Montréal au cours des années 1980.

Même si Montréal demeure une ville de locataires, le nombre grandissant de propriétaires semble avoir contribué à modifier les [123] représentations collectives de l'aménagement ; mais il a aussi permis aux Montréalais de mieux défendre la qualité de leur milieu de vie. À ce sujet, l'accroissement du nombre de propriétaires semble faire une différence, à tout le moins qualitative.

Bien qu'une coalition de propriétaires ne soit pas nécessairement plus facile à mettre sur pied, ceux-ci possèdent souvent, individuellement et collectivement, une plus grande capacité de lobbying. Compte tenu de leur statut social, ils sont donc en meilleure position pour intervenir dans le processus d'aménagement et défendre leurs intérêts. Même si, à Montréal, par rapport à l'aménagement, les locataires et les propriétaires avaient à l'occasion des intérêts convergents, les changements des dernières années en ce qui concerne le mode d'occupation des logements nous inclinent à parler d'une transformation des rapports de forces entre les principaux acteurs sur la scène urbaine.

Toutefois, il faut souligner que l'accès à la propriété a parfois eu des effets négatifs sur la composition sociale des quartiers, favorisant d'une manière insidieuse leur transformation. Les évictions de locataires s'effectuent à la pièce et se réalisent souvent d'une manière négociée entre locataires et nouveaux propriétaires.

Ce ne sont là que quelques-uns des éléments qui permettent de cerner la redéfinition des enjeux urbains dans le contexte montréalais à partir de la fin des années 1970. Ils désignent un changement de mentalité, en particulier de la part des autorités municipales, à l'égard du cadre de vie. Ils correspondent également à la montée des nouvelles classes moyennes sur la scène locale. En contrepartie, cependant, ils indiquent que les mouvements urbains doivent faire face à des problèmes différents de ceux auxquels ils étaient confrontés dans les années 1960, où le redéveloppement urbain s'effectuait d'une manière brutale et massive, eu égard notamment à la démolition du parc immobilier résidentiel. C'est pourquoi il n'est peut-être pas surprenant de constater que ces mouvements revêtent maintenant une présence plus diffuse sur la scène urbaine, cette approche étant sans doute plus efficace pour contrer les stratégies diversifiées des promoteurs et des cons-

tructeurs ou, le cas échéant, pour négocier avec eux la planification et l'aménagement des projets urbains.

Les facteurs externes que nous venons de mentionner ne sont pas exhaustifs. S'ajoutent notamment les transformations survenues sur la scène politique, qui ont également eu des impacts directs sur les problèmes auxquels faisaient face les mouvements urbains : mentionnons, [124] entre autres, la mise en veilleuse puis la résurgence de la question nationale, le retour au pouvoir de Robert Bourassa et du parti libéral, la crise du mouvement syndical à la fin des années 1970 et sa présence plus discrète sur la scène politique. Tous ces aspects mériteraient également d'être pris en compte dans une analyse plus poussée de tous les facteurs qui ont influencé l'évolution de ces mouvements.

Toutefois, une compréhension plus juste du contexte et des choix auxquels se trouvent confrontés en ce moment les mouvements urbains exige un examen de trois aspects majeurs autour desquels se joue vraisemblablement leur avenir, et qui permettent d'éclairer certaines orientations ayant prévalu dans le passé, à savoir la question de leur financement, celle de leur participation au développement économique et, enfin, celle de leur contribution à un approfondissement - élargissement - de la démocratie, revendiqué par les acteurs à partir de leurs exigences individuelles et collectives. Ce sont ces trois aspects que nous allons maintenant considérer.

[125]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

Chapitre 5

Précarité et légitimité des mouvements urbains : l'enjeu du financement

[Retour à la table des matières](#)

Les menaces que fait peser sur la survie des mouvements urbains l'insuffisance de ressources financières ne constituent pas un phénomène nouveau. Cependant, cet élément n'est pas dénué de signification sur le plan socio-politique. D'abord, l'importance relative des ressources dont disposent les organisations qui participent à ces mouvements permet de jauger leur légitimité. Autrement dit, il existe une relation importante entre la reconnaissance sociale dont bénéficient les mouvements urbains et les ressources qu'ils parviennent à rassembler. Ensuite, la plus ou moins grande disponibilité de ressources représente un élément stratégique quant à leur capacité de renouvellement ou d'innovation. Enfin, et c'est sans doute l'aspect majeur, la quantité des ressources affecte toujours la qualité des services offerts.

Ces remarques générales permettent de considérer la question des relations entre l'État et les mouvements urbains d'un point de vue pragmatique et d'aborder l'enjeu de l'action collective en termes d'autonomie. La préoccupation des respon-

sables des mouvements urbains à l'égard d'un financement de leurs activités s'est accrue au fur et à mesure que ces mouvements ont joué un rôle plus important sur la scène urbaine, soit en termes de fourniture de services, soit par rapport à leur engagement sur le plan de la démocratie locale. Une telle préoccupation semble s'être concrétisée au fur et à mesure que les mouvements urbains ont revendiqué une amélioration des conditions de vie pour la population montréalaise, intervenant d'emblée sur le même terrain que l'État-providence. Cette démarche a été instaurée par les citoyens et les animateurs sociaux, mais elle a également reçu des appuis concrets de la part de l'État, et ce, dès le milieu des [126] années 1960 dans certains domaines d'activités, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

Pour comprendre la signification sociale et politique des demandes de financement formulées par les mouvements urbains dans les années 1980, il faut considérer les contradictions auxquelles sont confrontés ces mouvements, notamment en ce qui a trait au danger d'une intégration institutionnelle, parfois souple niais de plus en plus poussée, pour le renouvellement de leur action et de leur critique à l'endroit des cadres institutionnels mis en place par les gestionnaires publics. Il est intéressant, à ce sujet, de faire valoir certains acquis de la « petite histoire » des mouvements urbains montréalais, mais il est essentiel également de situer ces éléments dans leur contexte idéologique et politique, influencé à la fois par les transformations socio-économiques et par les choix stratégiques des acteurs.

Aussi, avant de présenter la question du financement dans les termes qui la caractérisait au début des années 1980 – à partir de la perspective des acteurs des mouvements révélée dans l'enquête que nous avons effectuée à l'époque –, il paraît judicieux de fournir un aperçu du contexte socio-politique dans lequel elle s'énonçait. Cela sera effectué d'une manière rétrospective en faisant valoir les conclusions de quelques recherches et en rappelant les principaux événements qui ont marqué la problématique du financement du secteur communautaire au Québec. Après avoir dégagé les principales controverses à l'égard du financement soulevées par les acteurs des mouvements urbains, le chapitre se termine sur des remarques relatives à la marge de manoeuvre dont disposent ces mouvements et sur une interprétation des difficultés qu'ils doivent surmonter dans la conjoncture montréalaise de la fin des années 1980.

Une situation qui échappe en partie aux acteurs

Nous connaissons mal en ce moment les ramifications, les réseaux et les pratiques sociales qui prévalent à l'intérieur du secteur communautaire et auxquels participent les mouvements urbains (Tremblay, 1987 : 84). Non pas que nous ne possédions pas une connaissance intuitive de leur approche et du dynamisme qui les caractérise, mais nous ne savons pas précisément comment s'effectue, pour l'ensemble, leur arrimage aux réseaux institutionnels et privés, fondé sur la complémentarité, le partage de responsabilités ou la suppléance.

[127]

Cela dit, un certain nombre de revendications sont clairement énoncées par les représentants des mouvements urbains, tant sur le plan du discours que dans leurs pratiques. Au-delà de leur vitalité et de leur potentiel critique et créateur, les mouvements urbains demeurent menacés dans leur spécificité et leur autonomie par les métamorphoses récentes de l'État. Conséquemment, il n'était pas surprenant, par exemple, d'entendre, il y a trois ans, les organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) reprendre les revendications qu'ils formulaient déjà en 1972, même si les termes n'en sont plus tout à fait les mêmes. Ils demandent alors que le « ministère de l'Éducation reconnaisse formellement que la spécificité d'apprentissage en éducation populaire autonome réside dans la formation par l'action et dans le caractère collectif des démarches éducatives » (Comité de révision du programme d'aide aux OVEP, 1987 : 86). Dans une perspective similaire, la Coalition des organismes communautaires du Québec revendiquait le « respect » de l'autonomie des organismes populaires et communautaires par les gouvernements (Coalition des organismes communautaires du Québec, 1988 : 14).

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, l'appel actif au communautaire par l'État, comme solution à ses difficultés financières et politiques et comme nouvelle approche pour résoudre les problèmes d'intégration sociale des plus démunis, comporte plusieurs inconvénients pour les mouvements urbains en ce qui a trait à leur survie et à leur autonomie. Le fait que, depuis une dizaine d'années, les gouvernements mettent davantage de ressources à la disposition des

organismes communautaires - à l'intérieur du seul ministère de la Santé et des Services sociaux (Service de soutien aux organismes communautaires), l'enveloppe de subventions pour le communautaire est passée de 1,5 million de dollars à 25 millions entre 1977 et 1987 (Tremblay, 1987 : 1) - n'a pas eu pour conséquence que soit revue pour autant la nature des rapports établis jusque-là, en termes de subordination et de dépendance, entre ces mouvements et l'État. Certains groupes ont été mis de côté, d'autres ont connu un gel de leurs subventions. En outre, dans plusieurs secteurs, l'écart entre les demandes et les ressources disponibles a eu tendance à croître : « Les demandes de financement adressées par le secteur communautaire au MSSS pour l'année 1986-1987 dépassaient de beaucoup les montants alloués : 1000 organismes auraient soumis des demandes totalisant plus de 72 millions de dollars » (Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, 1988 : 300). Par surcroît, en dépit des énoncés politiques favorables au dynamisme de la [128] société civile et du communautaire, et malgré, faut-il ajouter, le discours décentralisateur mis de l'avant par la classe politique, les priorités de financement à l'endroit des organismes communautaires et des mouvements urbains ont continué à être formulées par les instances centralisées, à partir de leurs propres schèmes de références et de leurs priorités.

Dans les faits, il n'existe toujours pas de politique explicite à l'intérieur des appareils gouvernementaux et de l'État dans son ensemble à l'égard du communautaire. Cela veut dire qu'en dépit d'une certaine reconnaissance sociale acquise au fil des années par plusieurs groupes qui ont mené des actions dans des milieux en difficulté - souvent là où l'État n'a ni les ressources, ni les connaissances, ni l'expertise appropriées pour intervenir -, ces groupes ne peuvent toujours pas compter sur des garanties institutionnelles qui leur permettraient de prévoir et de mieux négocier les budgets de fonctionnement et d'expansion dont ils ont besoin. On peut bien sûr expliquer cette absence de politique générale à l'endroit du communautaire par des facteurs politico-administratifs. Notre système fédéraliste, malgré un principe de différenciation et de répartition des pouvoirs, comporte de nombreux recouvrements, voire des dédoublements, qui ne facilitent pas toujours la concertation entre les différents paliers décisionnels. C'est là un secret de polichinelle ! Toutefois, cette raison ne permet pas d'expliquer pourquoi, dans des ministères sectoriels qui interagissent constamment avec les organismes du milieu communautaire, il n'existe pas non plus de politique explicite à leur endroit.

Dans l'étude qu'il a effectuée pour le compte de la Direction générale de la prévention et des services communautaires du ministère de la Santé et des Services sociaux, dont le but était de dresser un bilan de l'aide mise à la disposition des organismes communautaires, Jacques Tremblay (1987) souligne clairement les conséquences néfastes de cette absence de politique explicite, qui engendre beaucoup de précarité pour les organismes et les intervenants. Par surcroît, il en arrive à la conclusion que, dans l'éventualité - pour le moment très hypothétique - d'une volonté clairement affirmée par les responsables de cette direction de s'engager dans l'élaboration d'une telle politique, le chemin à parcourir resterait difficile, notamment parce que :

Les principaux concepts qui pourraient permettre d'élaborer une politique ne sont pas définis et encore moins partagés par l'ensemble [129] des interlocuteurs. Et même lorsque cela sera fait, il restera à les « ordonner » d'une façon cohérente.

Qu'on pense aux pratiques communautaires, aux problématiques rencontrées, à l'arrimage entre organismes communautaires et organismes réseau, à la définition des groupes de citoyens et de citoyennes participant ou bénéficiant de services de ces organismes, tous ces concepts sont actuellement utilisés différemment par chacun, au gré des modes et des mouvements de pression (Tremblay, 1987 : 70).

Pour l'année budgétaire 1986-1987, la Direction générale de la prévention et des services communautaires du ministère de la Santé et des Services sociaux a soutenu financièrement 955 organismes communautaires. Ceux-ci étaient regroupés en quatre secteurs : services à la communauté, maintien à domicile, jeunes et femmes. Dans son étude, Jacques Tremblay souligne par ailleurs une forte distorsion entre les tendances manifestées par le milieu et les priorités gouvernementales à l'endroit du communautaire. Par exemple, l'État favorise nettement les organismes qui font de l'hébergement et de l'accompagnement clinique plutôt que les organismes dont l'intervention porte sur l'entraide ou l'aide ponctuelle. Les premiers réussissent à obtenir « 40% des subventions alors que ces préoccupations sont prioritaires pour 14% des organismes », tandis que, dans le cas des seconds, « 39% des organismes y drainent 13% des montants de subvention » (Tremblay, 1987 : 65).

Cet exemple illustre bien une partie des difficultés et de l'ambivalence auxquelles se trouvent confrontés en ce moment les mouvements urbains et l'ensemble des organismes communautaires. Qu'ils décident d'intervenir pour suppléer à l'inadéquation des politiques gouvernementales, comme c'était déjà le cas dans les quartiers populaires au début des années 1970 dans le domaine de la santé, de l'éducation et des droits sociaux, ou qu'ils soient conviés directement par les réseaux institutionnels à fournir des compléments indispensables à leur fonctionnement, les acteurs de ces mouvements sont soumis à de fortes pressions institutionnelles qui risquent d'infléchir le caractère innovateur ou subversif de leur action.

On peut donc dire que, subrepticement ces mouvements sont associés à la gestion publique du social et de l'urbain, et ce, en dépit des remises en question et des critiques qu'ils ont énoncées à l'égard du caractère bureaucratique de cette gestion et des inégalités qu'elle engendre.

[130]

Dans un contexte doublement marqué, d'un côté, par un accroissement des besoins et des demandes sociales et, de l'autre, par un retrait relatif de l'État, compte tenu d'une diminution des ressources disponibles, l'appel actif au communautaire semble donc constituer une stratégie efficace de recomposition sociale et politique. Mais comment cela est-il interprété par les mouvements urbains ? Est-ce que les discours et les pratiques publiques de partenariat ou de partage de services avec le milieu communautaire constituent pour celui-ci une ouverture intéressante susceptible de favoriser une démocratisation plus poussée de l'État ? Doit-on craindre des compromissions susceptibles de restreindre la marge de manoeuvre des mouvements ? Il semble bien que, pour l'instant, nous puissions invoquer deux interprétations opposées de ce phénomène qui paraissent également vraisemblables (Craig, 1987 ; Wolch, 1989).

À l'intérieur des limites d'une première interprétation, les formes variées d'intégration sociale mettant à contribution les organismes communautaires permettent d'étendre l'étatisation du social et de renforcer le contrôle exercé par l'État sur la vie quotidienne. La marge de manoeuvre laissée aux mouvements sociaux, dans ce cas, fait appel avant tout à une problématique autonormalisatrice où l'espace d'autonomie des acteurs et de leurs organisations se trouve principalement subordonné aux priorités et aux projets du réseau institutionnel.

La deuxième interprétation soutient au contraire qu'en dépit d'une présence moins directe mais non moins décisive de l'État dans la fourniture et la gestion des services publics, la part faite aux organismes communautaires favorise un élargissement de la démocratie. En dépit des contraintes institutionnelles qui leur sont imposées, les mouvements urbains parviennent quand même à inscrire leur vision des choses à l'intérieur des modèles de gestion bureaucratique et à les transformer. Comme le souligne Jennifer R. Wolch en se référant au cas des États-Unis, l'action des mouvements communautaires peut vraisemblablement avoir des retombées positives tant pour les individus que pour les groupes sociaux :

Instead of transformation into a shadow state apparatus which performs certain functions of a shrinking welfare state, the increased size, variety, and resources of the voluntary sector could hold the potential for expanding popular influence on the state and for allowing individuals greater self-determination. In short, expanded voluntarism may allow for progressive social change in the metropolis (1989 : 218).

[131]

Ces interprétations soulèvent d'emblée des questions de fond sur le statut et la légitimité de l'État de même que sur les formes de la solidarité sociale. Tout comme elles soulèvent aussi des questions de stratégie d'action pour les mouvements urbains. Néanmoins, en deçà de ces dimensions, elles nous conviennent à examiner les processus de médiation et de régulation sociales qui ont contribué à définir la configuration des rapports entre l'État et les mouvements urbains. On ne peut effectuer cela sans considérer préalablement, d'une part, les transformations socio-politiques et, d'autre part, les principales composantes des revendications formulées par les mouvements urbains à l'égard de leur financement et de leur survie.

Le financement des mouvements urbains : un changement de perspective ?

Entre l'aide restreinte de l'État à l'animation sociale du début des années 1960 et l'existence de nombreux programmes gouvernementaux de soutien financier aux organismes communautaires de la fin des années 1980, il y a eu un changement de perspective qui s'est opéré tant du côté de la classe politique que du côté des acteurs des mouvements sociaux. Et malgré l'absence de politique générale explicite à l'endroit du communautaire, nous ne sommes pas moins en présence d'une situation où le soutien financier fourni aux organismes s'est considérablement accru depuis les années 1960.

Ces remarques préliminaires permettent de rappeler que la réalité de la fin des années 1980 à ce sujet résulte d'un cheminement qui découle à la fois d'initiatives privées et de choix publics pour soutenir une expansion du communautaire, les deux se renforçant mutuellement et ce, même si l'intégration des dynamiques institutionnelles et communautaires s'est effectuée, comme il a été souligné dans le chapitre précédent, selon un mode paradoxal.

À partir d'une problématique d'action collective inspirée de l'animation sociale, les premiers comités de citoyens montréalais en sont venus, entre autres, à investir dans une série de projets qui visaient à suppléer à l'inaction de l'État et à l'inadéquation des équipements et services devant répondre aux besoins des citoyens des quartiers populaires. Au cours des années 1970, différents programmes gouvernementaux de soutien financier aux initiatives populaires ont contribué à renforcer le mouvement des équipements et services « populaires » par opposition au système institutionnel. Ainsi, dès le [132] début des années 1970, plusieurs ministères et organismes publics rattachés aux deux paliers gouvernementaux subventionnaient ces initiatives. Mentionnons à titre d'exemple l'Action sociale jeunesse rattachée au Haut-Commissariat à la jeunesse aux loisirs et aux sports qui, « avec un budget annuel de 365 000,00 \$ (1971-1972), faisait travailler, en février 1972, près de 75 jeunes sur différents projets d'action sociale un peu partout au Québec » (ICEA, 1972 : 13) et notamment à Montréal. Ce programme avait été précédé de son équivalent fédéral, la Compagnie des jeunes Canadiens,

dont les animateurs étaient très actifs dans certains comités de citoyens au cours des années 1960.

À ceux-là sont rapidement venus s'ajouter des programmes plus ambitieux comme Perspectives Jeunesse, qui relevait du Secrétariat d'État, et Initiatives locales, géré par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, qui ont favorisé le démarrage et le fonctionnement bien que sur une période de temps limitée, de plusieurs services urbains, notamment des garderies et des associations de locataires, sur l'ensemble du territoire montréalais.

De plus, à cette époque, les subventions provenant du ministère de la Famille et du Bien-être social existaient déjà. Ainsi, en 1969-1970, ce ministère accordait « 100 000,00 \$ à des organismes d'animation sociale et de développement communautaire [Conseil des Oeuvres de Montréal, Plan de Réaménagement social et urbain (PRSU), Association coopérative d'Économie Familiale (ACEF)...] » (ICEA, 1972 : 15). De son côté, en 1967, le ministère de l'Éducation du Québec avait mis sur pied un programme destiné à financer les associations bénévoles qui intervenaient à l'extérieur du réseau institutionnel. Ce n'est toutefois, en fait, qu'à partir de 1973 que les organisations populaires ont eu accès à ce programme, les critères d'admissibilité ayant été élargis suite aux pressions qu'elles ont exercées de concert avec l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA) (Boucher, 1980). C'est d'ailleurs dans ce contexte que le ministère de l'Éducation confiait à sa Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) un programme de subventions aux organismes volontaires d'éducation populaire dont l'ampleur n'a cessé de croître. Comme le rappelle le comité d'action des OVEP, si l'on trouve seulement dix-sept organismes mentionnés dans les comptes publics pour l'année financière 1973-1974, « plus d'une centaine ont été financés en 1976-1977 » (OVEP, 1977 : 7). Enfin, soulignons que tout au long de cette décennie, plusieurs programmes de subventions destinés aux associations bénévoles, que ce soit relativement à leur fonctionnement, pour [133] des activités particulières ou encore pour des fins de création d'emplois, provenaient de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux et se sont chevauchés avec plus ou moins de continuité. Dans un inventaire des sources gouvernementales de financement orientées vers les associations bénévoles, au début des années 1980, le Regroupement des organismes communautaires et culturels d'Alma en avait identifié au-delà d'une quarantaine (1982).

Pour être complet, ce portrait schématique de la situation du financement des groupes communautaires doit tenir compte de la présence de plusieurs organismes privés qui jouent également un rôle important sur ce plan. On peut penser ici aux communautés religieuses, aux fondations privées, aux universités et à Centraide. Dans ce dernier cas, sur des dons qui totalisaient 12,5 millions de dollars en 1979 dans la région de Montréal, les « groupes populaires » n'ont reçu que 1,5 \$ million de dollars (Arteau, 1980 : 41).

Enfin, il est important de mentionner le volet de l'autofinancement, à la fois pour ce qu'il représente sur le plan de l'autonomie et pour son apport financier véritable. Par divers biais - cartes de membres, vente de services, fêtes populaires, macarons, etc. -, les organisations parviennent à atteindre des seuils variables d'autofinancement. Mais il est généralement admis que ces seuils dépassaient rarement 25% des budgets au début des années 1980 (Arteau, 1980). Cette situation semble s'être modifiée depuis quelques années si l'on considère l'ensemble du champ communautaire où, selon les secteurs d'activités, on a observé des variations relatives supérieures à ce qui existait auparavant. À ce propos, dans l'étude récente déjà citée sur les programmes de subventions destinés aux organismes communautaires à l'intérieur du ministère de la Santé et des Services sociaux, l'on a constaté que, dans certains cas, le niveau d'autofinancement était relativement important. Ainsi, « dans le secteur « Maintien à domicile », pour le même dollar de subvention, l'organisme en génère 40 ¢, un peu plus que dans le secteur « Jeunes » où il génère 35 ¢ » (Tremblay, 1987 : 59).

Ce dernier aspect nous permet d'ajouter que si la classe politique et la bureaucratie d'État ont clairement reconnu le potentiel que représentait un appel actif au communautaire dans les années 1980 en termes de contribution à la modernisation de la gestion étatique du social et de l'urbain (Hamel, 1985), elles ont également pris conscience du rôle que pouvait jouer le secteur bénévole dans un contexte de restructuration économique et ce, tant en termes de création d'emplois [134] qu'en termes plus généraux de contribution à la richesse nationale. Ce n'est donc pas un hasard si le Secrétariat d'État, à partir du début des années 1980, a décidé de, se pencher sur la question.

À cette fin, le Secrétariat d'État a commandé une expertise sur le sujet. Dans l'étude effectuée à cette occasion, le spécialiste démontre que les activités du secteur bénévole « représentent une part importante de l'économie canadienne »

(Ross, 1983 : 1). Selon son estimation, le nombre de travailleurs rémunérés dans le secteur bénévole au Canada se situait entre 139 000 et 231 000 en 1980. Cela signifie que :

Environ 1,6% de tous les travailleurs au pays, plus du double de ceux qui oeuvrent directement dans le secteur forestier, presque le quart des fonctionnaires à tous les niveaux de gouvernement et à peu près le même nombre d'employés que dans les villes de Windsor et d'Oshawa réunies ou que dans la province de Terre-Neuve. En deux mots, il s'agit d'une main-d'oeuvre considérable (Ross, 1983 : 13).

À cette évaluation, il faut ajouter la valeur économique du bénévolat - qu'il estime de l'ordre de deux milliards de dollars - de même que la valeur des biens et services fournis par les associations bénévoles. Finalement, il précise que « la contribution économique totale des organismes de charité enregistrés et des bénévoles compris dans deux enquêtes de Statistique Canada est [...] évaluée à 4,476 milliards de dollars en 1980 » (Ross, 1983 : 29), ce qui représente 1,7% du produit national brut.

Cette sensibilité nouvelle au communautaire rejoint manifestement les préoccupations de l'ensemble de la classe politique. À preuve, les déclarations du chef du parti progressiste-conservateur - alors le plus sérieux aspirant au poste de premier ministre -, qui dénonce l'attitude trop attentiste du parti libéral à l'égard du secteur bénévole, qu'il définit pour sa part comme un « catalyst for economic recovery » (Mulroney, 1983 : 2). Et il ajoute :

The government has got to take note that this sector provides services which, in times of record unemployment, are required as never before. It should also be noted well that the government can neither offer nor afford the quality or the quantity of voluntarism (Mulroney, 1983 : 2).

Toutefois, ce vent favorable à l'endroit du communautaire correspondait pour une bonne part à un opportunisme politique. Cette déclaration n'a pas empêché le gouvernement Mulroney de revoir en [135] 1985 les programmes de création d'emplois mis en place au début des années 1980 (PDCC, Canada au travail, etc.).

Dorénavant, la majorité des programmes de création d'emplois s'adressent aux PME au détriment des organismes à but non lucratif (Coalition des organismes communautaires du Québec, 1988).

En définitive, si le gouvernement fédéral s'est principalement tourné du côté des groupes communautaires au début des années 1980, tout comme il l'avait fait pour d'autres raisons au début des années 1970, cela s'est effectué sans pour autant que soit acquise une véritable acceptation politique de leur spécificité. En d'autres termes, en dépit d'une certaine reconnaissance de leur potentiel tant économique que social par la classe politique, la survie des organismes communautaires et des mouvements urbains demeure fragile.

En outre, on peut faire l'hypothèse qu'une analyse plus fine du financement du communautaire par l'État nous montrerait sans doute en premier lieu que nous ne pouvons pas considérer ce domaine comme un ensemble unifié. Il existe une très grande diversité d'organismes communautaires ; et selon les secteurs et sous-secteurs où on les retrouve - aide sociale, services urbains, création d'emplois, etc. -, compte tenu aussi de la conjoncture économique et politique, leurs possibilités de financement changent, se modifient. Cela pour dire que, s'il est utile de parler en termes généraux de l'État et du communautaire (pour éclairer les tendances qui prévalent), dans les faits, étant donné les restructurations en cours sur le plan institutionnel, les choses se passent souvent d'une manière sectorielle - et infra-sectorielle - ou même à une échelle encore plus petite.

Les alliances qui se construisent à l'intérieur de certains secteurs, entre des acteurs qui se situent à différents paliers de l'État et de la société civile, sont souvent plus importantes que les solidarités internes au monde communautaire.

Il existe donc une diversité du communautaire qui se transpose sur le plan des pratiques sociales, des représentations, des priorités d'action, de même que sur celui des stratégies de financement. Cela se dégageait relativement bien de l'enquête que nous avons effectuée en 1982 auprès des mouvements urbains montréalais qui intervenaient principalement dans trois secteurs, soit les radios communautaires, les garderies et le logement.

[136]

Des gains fragiles

Une enquête ⁵ effectuée auprès d'une douzaine d'organisations populaires entre les mois de février et mai 1982 fait ressortir les termes dans lesquels s'expriment les revendications des mouvements urbains relativement à la question du financement du début des années 1980. Cette enquête circonscrit les difficultés que rencontrent les acteurs de ces mouvements dans leurs pratiques organisationnelles et sociales.

Un premier élément de bilan met en lumière le fait que les responsables des organisations ont de la difficulté à faire un choix entre deux perspectives, c'est-à-dire entre une stratégie d'autofinancement et une stratégie de financement « extérieur », principalement étatique. Par rapport à l'autofinancement, certains admettent d'emblée que, compte tenu des énergies investies, les résultats demeurent décevants. Il s'agit là, bien entendu, d'une conclusion générale qui mériterait d'être nuancée, sinon pour certains secteurs, du moins pour certaines organisations. Mais il reste que, pour plusieurs responsables, elle est très clairement formulée. Si l'on se réfère à l'exemple des garderies, l'un des responsables souligne que les « solutions de remplacement » à un financement étatique sont « fragiles » et souvent « politiquement non acceptables ». Elles sont « fragiles » parce que le recours à des activités bénéfiques ne constitue pas une solution pour la survie des garderies, en particulier si l'on considère ce qui est obtenu en comparaison des énergies exigées. Par ailleurs, il est difficile d'aller chercher des fonds auprès d'organismes para-publics ou privés. De toute façon, le financement risque d'être trop aléatoire. Sans compter que ces « solutions » sont « politiquement non acceptables » dans la mesure où la capacité de payer de plusieurs catégories d'usagers demeure limitée. Par surcroît, ces usagers ont le droit de bénéficier, comme dans le cas des politiques sociales directement prises en charge par l'État, des retombées reliées à la fonction redistributrice de l'État.

⁵ Une première présentation des résultats de cette enquête a été diffusée, il y a quelques années, dans le cadre d'un article (Hamel, 1983b). Plusieurs extraits d'entrevues sont rapportés dans cette section.

En ce qui concerne le financement extérieur, il faut noter qu'il suffit rarement. Mais là n'est peut-être pas le premier problème. La principale menace pour les acteurs des mouvements sociaux résulte du fait que les organisations subissent l'influence des bailleurs de fonds, [137] qui en viennent parfois à orienter leur action, au détriment de la base sociale.

En effet les subventions sont souvent assujetties à des exigences en termes d'activités ou à des modalités de fonctionnement susceptibles d'avoir des effets de désappropriation organisationnelle et « politique ». Davantage même, certains craignent que les mouvements urbains puissent être tentés d'emprunter le modèle de gestion bureaucratique de l'État. En outre, comme d'autres l'ont déjà souligné (Deslauriers et Pouliot, 1982), les mouvements urbains ne sont pas à l'abri des processus d'institutionnalisation et de bureaucratisation qui menacent, à un stade donné de leur évolution, toutes les organisations.

Mis à part ces difficultés, il se dégage toutefois des éléments de bilan plus positifs : par exemple un consensus de plus en plus large existe concernant le fait que les projets et les services offerts par les organismes communautaires puissent recevoir un financement étatique. En d'autres termes, l'on reconnaît dorénavant que le financement des mouvements urbains relève d'un droit social, et en ce sens les responsables et les militants eux-mêmes admettent qu'il ne constitue pas une compromission. Cela va de pair, il va sans dire, avec l'émergence d'un certain « professionnalisme ». Ainsi, il n'est pas rare d'observer, à l'intérieur des organisations, la formation de « spécialistes » du financement qui reçoivent l'appui des comités des finances rattachés la plupart du temps aux conseils d'administration.

Par ailleurs, on constate à partir du début des années 1980 que la question du financement est au cœur de tous les problèmes reliés aux formes de l'action et de l'organisation communautaires. Les nombreux colloques organisés sur ce thème à l'époque par l'ICEA, le CFP et le MEPACQ, sans parler des nombreuses coalitions mises sur pied pour aider les groupes dans leur démarche de financement, en témoignent éloquemment.

En revanche, les acteurs prennent conscience du fait que la lutte pour un financement adéquat est, en quelque sorte, plus que la lutte pour le financement. Prenons deux exemples : les radios communautaires et le logement.

Les demandes des radios communautaires ne relèvent pas uniquement de problèmes afférents au fonctionnement d'un service public. Cela concerne tout autant leur « rôle social ». Aussi revendiquent-elles « un mandat éducatif au même titre que Radio-Québec ».

[138]

Quant au logement, la critique fondamentale formulée depuis le début des années 1970 par les mouvements urbains porte en particulier sur l'insuffisance des politiques publiques et sur la trop faible présence sociale de l'État dans ce domaine. En aidant de façon prioritaire les promoteurs et les constructeurs, l'État n'a pas beaucoup contribué à l'amélioration des conditions de logement des classes populaires. En réclamant un financement adéquat, les mouvements urbains veulent avoir la possibilité de poursuivre leur critique des politiques gouvernementales, non seulement sur un plan abstrait et idéologique, mais surtout sur un plan pratique, en expérimentant des solutions de rechange aux réponses du marché, comme l'ont fait jusqu'à maintenant les coopératives de logement à but non lucratif.

Un autre élément important nous renvoie au bilan général qui se dégage des conflits vécus et des démarches entreprises par les mouvements urbains pour obtenir un financement adéquat. Si, à un moment ou l'autre de leur histoire, tous les mouvements urbains ont dû se préoccuper d'une manière prioritaire de la question de leur financement, pour certains cette question a toujours représenté un enjeu fondamental dans la mesure où, dans une très large proportion, leur survie en dépendait. Cela a été le cas des OVEP et c'est également vrai pour les garderies. Ce sont là deux exemples auxquels pourraient venir s'en ajouter plusieurs autres : la situation n'était pas différente pour les cliniques médicales, les radios communautaires, certaines coalitions autour du logement, les groupes de ressources techniques (GRT) en habitation, etc. Revenons toutefois aux OVEP et garderies.

En ce qui a trait aux OVEP, sans reprendre toute l'histoire de leur lutte pour un financement adapté à leurs besoins - lutte qui remonte à la toute fin des années 1960, où l'ICEA a lancé l'idée d'un regroupement des organisations intéressées à définir de nouvelles perspectives pour l'éducation en milieu populaire -, mentionnons d'abord qu'elle a tourné principalement autour de la notion de « reconnaissance du droit à l'éducation populaire autonome » (OVEP, 1978 : 1). De plus, rappelons que les revendications et les moyens d'action des OVEP ont permis,

entre autres, d'élargir l'accès au programme gouvernemental à un plus grand nombre de groupes, d'augmenter sensiblement les fonds disponibles et de mettre en place des mécanismes d'étude et d'évaluation plus objectifs. Néanmoins, compte tenu de l'absence de véritable politique, ces acquis ne sont jamais apparus définitifs. Par exemple, le ministère de l'Éducation [139] n'a pas hésité à « [s'ingérer] dans le contenu de l'éducation populaire, excluant du programme la formation syndicale » (OVEP, 1978 : 2).

Finalement, à la lumière des affrontements passés et présents, on peut dire que la qualité des rapports de forces entre les mouvements urbains et le ministère de l'Éducation a constitué un facteur stratégique relativement à l'issue des revendications et à l'évolution du financement des OVEP. L'accroissement des ressources mises à la disposition des OVEP, même si elles demeurent insuffisantes, ne serait probablement pas survenu sans leur mobilisation soutenue.

On observe un phénomène similaire dans le cas des garderies. Ainsi, le plan Bacon, adopté en 1974, et la loi 77, instaurée peu de temps après, doivent être considérés comme des gains pour les garderies, résultat de leurs revendications et mobilisations, dans la mesure où, suite à l'arrêt du programme fédéral « initiatives locales », les garderies populaires risquaient tout simplement de disparaître. Avec le plan Bacon, les garderies ont obtenu un financement statutaire. « D'autre part, en prévoyant une subvention directe de 2 \$/jour, la loi 77 s'avérait un acquis important pour les garderies puisque l'une des revendications de longue date était justement l'existence d'un financement global et direct. »

Mais les rapports de forces évoluent rarement d'une manière prévisible. Ils demeurent toujours fortement marqués tant par la conjoncture que par le contenu des enjeux à partir desquels ils se définissent. En ce sens, il faut comprendre les gains en matière de financement, dans le cas des garderies, en considérant le poids qu'a pu exercer l'ensemble du mouvement des femmes sur la scène publique au cours des années 1970.

Pourtant, d'un autre point de vue, ces gains demeurent mitigés et fragiles. Dans le contexte de crise de la fin des années 1970 et du début des années 1980, le gouvernement a dû rationaliser ses affectations budgétaires. Cela a entraîné un renforcement de l'emprise qu'exerçait déjà la bureaucratie d'État. Comme le soulignait une responsable de garderie à l'occasion de notre enquête :

L'histoire récente de l'administration étatique des programmes de subventions met en évidence des coupures assorties d'un accroissement des mesures de contrôle : coupures de subventions au démarrage, coupures de subventions de rattrapage, non-indexation de l'aide gouvernementale [...] contrôle des présences, des échelles de cotisation et de l'embauche, sans parler du surplus d'informations [140] à fournir sur tous les aspects du financement et du fonctionnement.

Cet esprit de rationalisation et de contrôle n'était d'ailleurs pas exclusif à l'État. Ainsi, en 1979, Centraide décidait que pour être admissible aux subventions, chaque organisation ou agence « devrait avoir obtenu un numéro confirmant son enregistrement à titre de société charitable » (Richard et Bouchard, 1982 : 1). Cette décision touchait une douzaine de groupes, surtout des comités de logement et des associations de locataires, de même que le MEPACQ et l'Association du personnel domestique. Malgré leurs demandes répétées à Revenu Canada, tous ces groupes se virent refuser leur numéro de charité - pour l'obtenir, il aurait fallu qu'ils changent de raison sociale ! - et les pressions exercées sur Centraide n'infléchirent pas sa position initiale. Ainsi, pour l'année budgétaire 1983-1984, tous les groupes qui n'avaient pas obtenu leur numéro d'enregistrement se sont trouvés privés de la principale subvention qui leur avait permis jusque-là de fonctionner.

À ce sujet, le Conseil de l'Association des locataires des habitations Jeanne-Mance avait très clairement dénoncé, dans la tribune libre du journal *La Presse*, l'attitude de Centraide :

L'attitude de Centraide est totalement incohérente : il met de l'avant un programme de 11,5 \$ millions pour les milieux défavorisés et, en même temps, coupe la subvention d'un groupe qui, par son travail, soutient ces mêmes milieux (La Presse, 1983 : A7).

Pour certains observateurs, cette offensive de Centraide auprès de quelques mouvements urbains résultait du contexte de crise qui occasionnait des problèmes de financement à tous les organismes bailleurs de fonds (rappelons que, depuis quelques années, la levée de fonds de Centraide plafonnait). Il en découlait la né-

cessité, pour l'organisme, de faire des choix, d'établir des priorités, ce qui semblait aller de pair avec l'émergence d'une tendance de plus en plus affirmée de corporatisation du social. Les groupes qui s'en tirent le mieux en pareil cas sont généralement ceux qui sont le mieux organisés. Leur stratégie consiste principalement à miser sur leurs chances de survie, délaissant, s'il le faut, les alliances et les solidarités passées.

Dans un tel contexte, les revendications mises de l'avant par les mouvements urbains risquaient d'avoir peu de poids. Elles constituaient toutefois autant de balises permettant de définir les conditions [141] et le sens d'une amélioration de leur situation financière. C'est ce qu'il convient maintenant d'aborder.

D'une manière schématique, disons que les revendications gravitent principalement autour de deux dimensions, soit : 1) les aspects techniques et la gestion bureaucratique des subventions, 2) la critique des politiques gouvernementales.

En ce qui concerne la première dimension, les mouvements urbains reprochaient surtout à l'État la longueur et la lourdeur des démarches nécessaires à l'obtention d'une subvention. Cela était particulièrement souligné par les responsables du secteur des garderies et de celui des radios communautaires. Dans ce dernier cas, la lourdeur n'était pas imputée à l'imprécision des critères et des procédures, souvent reprochée à la gestion de certains programmes de subvention, mais plutôt, de manière inverse, à un excès de précision. Comme l'affirmait une responsable, « les priorités et les critères de sélection sont tellement précis et clairs qu'ils entraînent une administration de plus en plus linéaire et normative qui ne correspond pas toujours aux réalités de la radiodiffusion communautaire ».

Dans le même sens, et cela semble vrai pour plusieurs secteurs, la gestion financière des mouvements urbains était rendue plus difficile par le manque d'efficacité de la gestion gouvernementale elle-même : « Ce qui complique particulièrement la gestion des radios, par exemple, c'est que les échéanciers du ministère sont toujours bouleversés et les chèques souvent émis avec beaucoup de retard ».

Un autre aspect relève de la diversité des sources de subvention et des critères de sélection, lesquels varient selon les programmes et parfois d'une année à l'autre. À ce sujet il convient de souligner que des efforts de « systématisation » ont été tentés par les mouvements urbains eux-mêmes, qui ont fait des évaluations des programmes de financement et diffusé les synthèses et les conclusions qui se dé-

gageaient de ce travail. Ils sont ainsi amenés à noter que « même s'il existe, actuellement une apparence d'incohérence dans la multiplicité des programmes de financement, on assiste à une uniformisation des critères d'attribution et d'utilisation des subventions, à de l'ingérence gouvernementale dans les groupes, à une liaison de plus en plus grande entre les ministères ». Ce qui nous amène à considérer la seconde dimension relative aux politiques de financement et à leur orientation.

[142]

Le premier élément qui revient souvent dans les propos des responsables communautaires est relatif à l'insuffisance des fonds prévus, que ce soit à cause, des coupures, de la non-indexation des subventions ou de la nature des priorités gouvernementales. Les mouvements urbains revendiquent, encore là, un financement adéquat compte tenu du rôle social et communautaire qu'ils assument. En ce sens les groupes de ressources techniques en habitation (GRT), par exemple, préféreraient pouvoir compter sur un « financement statutaire » plutôt que sur les subventions qui leur sont consenties. Les responsables des mouvements urbains entretiennent également des craintes au sujet de l'« ingérence gouvernementale ». Ainsi, les garderies revendiquent, bien qu'elles reçoivent un financement étatique relativement important si on le compare à ce qui leur était alloué au début des années 1970, la conservation de leur contrôle sur la pédagogie, la sélection de leur personnel, les priorités et les affectations budgétaires.

Sans être exhaustifs, ces éléments permettent de cerner les orientations qui se dégagent des principales revendications des mouvements urbains dans les trois secteurs clés de l'enquête, garderies, radios communautaires et logement. Ces orientations ne se définissent pas seulement en termes négatifs, par opposition ou en réaction à l'État, mais elles font également appel à une attitude plus positive qui prend appui sur différentes démarches de solidarité ayant pour objectif de préserver la marge d'autonomie des mouvements urbains.

À partir du début des années 1980, plus fréquemment qu'ils ne l'avaient fait auparavant, non seulement les acteurs de ces mouvements ont mis en place des mécanismes de concertation - souvent d'ailleurs sur une base intersectorielle -, mais ils ont appris également à mettre des ressources en commun et à échanger des services. Ces pratiques se sont sans doute développées davantage à la faveur

du contexte de crise qui, du reste, a également mis en lumière l'urgence de nouvelles stratégies de survie. Rappelons à ce titre que les responsables des mouvements urbains reconnaissaient volontiers, dès lors, l'importance d'une diversification des sources de financement, dans le but de diminuer la vulnérabilité financière des organisations. Certains, plus pessimistes, appréhendaient une accentuation de la crise et, en conséquence, une diminution marquée des possibilités de financement externe. Cela les conduisait à suggérer des modes de financement et de survie plus autonomes. En outre, il apparaissait de plus en plus clairement que les mouvements urbains et le milieu [143] communautaire en général constituaient pour l'État un terrain privilégié d'expérimentation. Il était évident, enfin, que ces organisations permettaient aussi de mettre en place un nouveau mode de fourniture de services à moindre coût, notamment en substituant le bénévolat au professionnalisme.

Tirer parti des controverses

À la fin des années 1980, plusieurs des tendances qui se manifestaient au début de la décennie se sont confirmées. Les mouvements urbains se sont développés et ont poursuivi leur action à la fois en complémentarité et en opposition aux politiques gouvernementales dans les domaines du social et de l'urbain.

Pour commencer, on doit mentionner que le dilemme auquel les responsables communautaires étaient confrontés dans les années 1970, entre les vertus de l'autofinancement et les avantages d'un financement étatique, semble s'être passablement résorbé. Si, à l'occasion d'un colloque sur le bilan du mouvement populaire, organisé par le Centre de formation populaire (CFP) au printemps 1981, les participants continuaient de soupeser les implications de ce dilemme, tout comme les interlocuteurs rencontrés lors de notre enquête, ils reconnaissaient d'emblée l'importance d'une « diversification des sources de subvention » (CFP, 1981 : 7) pour atténuer la vulnérabilité ou assurer la survie des mouvements urbains.

Toutefois, au fur et à mesure que s'est effectué un redéploiement des politiques publiques en matière de gestion du social misant davantage sur les solidarités et les dynamismes présents à l'intérieur de la société civile, les mouvements ur-

bains ont choisi de se prévaloir du financement étatique en laissant de côté la plupart des préoccupations idéologiques que leurs responsables entretenaient encore au début des années 1980. Plutôt qu'une menace, le financement étatique se révélait un droit dont il fallait se prévaloir tout en demeurant attentif à ses limites, que rappelaient encore, il n'y a pas si longtemps, comme on l'a vu, tant les OVEP (1987) que la Coalition des organismes communautaires du Québec (1988).

Ce changement d'attitude de la part des responsables des mouvements urbains n'a pas pour autant conduit à lever toutes les ambiguïtés. Comme nous l'avons souligné précédemment, les mouvements urbains et le communautaire dans son ensemble n'ont toujours [144] pas obtenu de véritable reconnaissance politique de leur statut, facteur pourtant nécessaire à leur développement. Dans ce contexte, vraisemblablement, les inquiétudes ne portent plus sur les compromissions et les effets incidents - en termes de gestion ou d'orientation - reliés à un financement public, mais davantage sur l'insuffisance des ressources mises à leur disposition.

Le champ communautaire est donc devenu un espace de recomposition sociale - bien qu'il soit considéré parfois comme scène marginale par la classe politique - souvent relié aux réseaux institutionnels et professionnels auxquels il sert soit de complément, soit de porte d'entrée. Étape dans une démarche d'ascension sociale pour certaines catégories des classes moyennes, ce milieu n'en représente pas moins le terrain quotidien de communication, d'échanges et d'expression - voire de solidarité - d'une partie importante de la population montréalaise, en particulier dans les quartiers populaires, dont certains sont maintenant devenus des quartiers ethniques.

Au terme des années 1980, en dépit d'une absence de connaissance empirique extensive des modes d'articulation des pratiques institutionnelles et communautaires dans le champ social et urbain, nous savons qu'il existe des approches multiples qui, sans nécessairement se faire compétition, font appel à des visions différentes de l'action collective.

La diversité des problèmes et des demandes, et les limites financières et politiques à l'expansion de l'État-providence ont contribué de manière conjointe à élargir le champ du communautaire.

La dualité d'interprétation évoquée précédemment entre, d'une part, une tendance à l'étatisation du social découlant d'une perspective autonormalisatrice et,

d'autre part, une tendance à l'élargissement de la démocratie qui se jouerait par une présence accrue des mouvements urbains au coeur de l'État ressurgit alors avec acuité. Laquelle de ces deux interprétations permet le mieux de rendre compte de la réalité des mouvements urbains montréalais ? Est-ce qu'en mettant l'accent sur la complémentarité entre les approches institutionnelles et communautaires, les responsables des mouvements urbains ne cherchent pas avant tout à répondre directement ou indirectement aux nouveaux besoins sociaux ? Mais dans ce cas, est-ce que ce n'est pas le caractère à la fois instrumental et parainstitutionnel du domaine communautaire qui risque de s'imposer ? Sans trancher pour l'instant entre des interprétations différentes des [145] tendances à l'oeuvre, il importe de souligner leur présence concurrente :

Si le « communautaire » s'est développé sous la pression de certains groupes, souvent pour réagir à l'inadéquation des ressources institutionnelles, une partie de ce développement s'est aussi fait en sens inverse, c'est-à-dire en réponse directe à des besoins du réseau. C'est le cas des organismes orienteurs en délinquance et de certains organismes de « Maintien à domicile », qui s'inscrivent dans le prolongement direct de l'action d'établissements du réseau (Tremblay, 1987 : 2).

Ces remarques permettent de souligner la complexité du communautaire, la diversité des pratiques qui s'y inscrivent, mais aussi son importance grandissante dans le cadre d'un redéploiement de l'État-providence. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, les mouvements urbains n'apparaissent plus comme des acteurs cantonnés à l'intérieur d'une sphère sociale étreinte : leur rôle sur le plan économique s'est diversifié, sans compter qu'ils participent désormais à une gestion du social qui s'articule fréquemment à des programmes de création d'emplois ; les interventions visant à favoriser l'intégration sociale sont alors couplées à des formules qui facilitent l'insertion de certains groupes au marché de l'emploi.

Une marge de manoeuvre restreinte malgré tout

Compte tenu des transformations socio-économiques, mais compte tenu aussi des réajustements qui caractérisent l'action communautaire des années 1980 - que ce soit en termes organisationnels, institutionnels ou idéologiques -, on peut désormais parler d'un pragmatisme de l'action collective. Les responsables des mouvements urbains n'hésitent pas à réclamer davantage de ressources, à forcer des compromis avec leurs partenaires, à s'engager dans des innovations qui font appel aux solidarités tant privées que publiques. De ce point de vue, il faut cependant souligner la très grande diversité des situations et des problématiques, compte tenu entre autres des caractéristiques de la base sociale de ces mouvements : les demandes et les besoins des garderies, ceux des radios communautaires ou encore ceux des groupes qui interviennent autour de la question du logement, pour prendre ces trois exemples, sont particulièrement liés à leur histoire, à leur mission et aux problèmes qu'ils tentent de surmonter dans leurs démarches respectives. Ces trois catégories de mouvements urbains [146] n'ont, à première vue, que peu de chose en commun, si ce n'est sur le plan de leur vision du communautaire, de l'urbain et du rôle de l'État dans le financement des services publics.

C'est autour de ces éléments que se rejoignent en fait les protagonistes des mouvements urbains, bien qu'ils doivent faire face à des interlocuteurs différents à l'intérieur de l'État. En outre, les principes qu'ils défendent s'inscrivent dans un double mouvement d'affirmation de leur autonomie et d'élargissement de l'espace de la démocratie faisant appel au dynamisme de la société civile.

Cela dit, les menaces d'étatisation, bien que modulées selon les secteurs, demeurent présentes. Toutefois, l'institutionnalisation des mouvements urbains apparaît comme quelque chose d'inévitable, mais pas forcément de négatif. Les institutions demeurent une forme organisationnelle permettant de transcrire d'une manière plus durable les revendications et les transformations sociales que poursuivent habituellement les associations bénévoles. Arrivés au terme d'un parcours

et forts d'une légitimité plus grande, il arrive souvent que les mouvements urbains passent le relais aux pouvoirs publics. Ce processus, en tant que partie prenante de la vie des mouvements sociaux et des institutions, paraît essentiel tant pour le renouvellement des institutions que pour celui des mouvements eux-mêmes.

Selon cette lecture, l'intégration institutionnelle des mouvements urbains, qui infléchit nécessairement leur portée contestataire, comporte des aspects positifs à la fois en ce qui concerne la consolidation de certains acquis et en ce qui a trait aux possibilités de déplacer les lieux de l'action collective. Ces remarques n'invalident toutefois pas les demandes légitimes d'autonomie et de reconnaissance exprimées par les mouvements urbains à l'endroit des pouvoirs publics, mais elles permettent de comprendre que ces demandes doivent sans cesse être reformulées, en particulier lorsque l'action des mouvements débouche sur un processus de prise en charge par les institutions.

Ces cas de figure, encore possibles dans les années 1970 - l'exemple des CLSC créés sur le modèle des cliniques communautaires est bien connu -, semblent toutefois de plus en plus difficiles à imaginer dans les années 1980. L'État ne veut plus accroître ses responsabilités directes, il cherche bien au contraire à s'en départir auprès du milieu communautaire. Dans ce contexte, le danger d'étatisation, on l'aura compris, se pose dans des termes bien différents. Si les paramètres de l'autonomie et de la légitimité demeurent encore des références nécessaires, leur seule évocation ne suffit plus à [147] prémunir les acteurs sociaux contre les contraintes administratives et budgétaires que la classe politique et la bureaucratie utilisent pour justifier leurs décisions discrétionnaires. D'un autre côté, les solidarités communautaires ne semblent jamais acquises d'une manière définitive.

C'est en ayant en mémoire ces réalités, entre autres, que nous devons rappeler que les mouvements urbains conservent finalement, en ce moment, une marge de manoeuvre restreinte. L'accroissement de leur autonomie et de leur légitimité n'ira pas de soi. De ce point de vue aussi, leur action peut contribuer tout autant à une étatisation du social qu'à sa remise en question. À cet égard, cependant, l'enjeu de l'action collective ne se définit pas en priorité par rapport à la question du financement ou, si c'est le cas, jamais d'une manière exclusive. Les acteurs des mouvements urbains, tout en considérant l'État sous un angle moins idéologique, formulent de plus en plus des projets qui échappent aux visions sérielles ou providentielles du social. L'action collective participe alors à une reconstruction du

social en dehors de schèmes technocratiques. C'est ce qu'il convient maintenant d'aborder en examinant de près la problématique du développement local telle qu'elle est mise en pratique par les corporations de développement économique et communautaire.

[149]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉALAIS.**

Chapitre 6

Le pari d'un développement local : les corporations de développement économique et communautaire

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des années 1980, le paysage urbain montréalais s'est passablement modifié. Le centre-ville et ses principaux quartiers périphériques n'ont plus le visage qu'on leur connaissait au début de cette décennie. Processus d'embourgeoisement plus ou moins accentué dans plusieurs arrondissements de la ville centrale, rénovation des artères commerciales, construction d'espaces à bureaux répondant aux besoins des nouvelles entreprises, amélioration générale du cadre de vie, souci de la part de l'administration municipale d'améliorer le mobilier urbain, etc., voilà autant de phénomènes qui n'existaient pas auparavant, du moins avec l'ampleur que nous leur connaissons depuis quelques années, transformant de manière visible la trame urbaine et nos représentations de la ville. Dans cet environnement, les acteurs économiques n'en ont pas moins constaté que, malgré certains signes encourageants de relance, l'économie montréalaise demeurerait fragile. Sa structure industrielle reste vétuste et son secteur tertiaire, quoique caractérisé par des tendances similaires à celles des autres grandes villes nord-américaines, s'avère sous-

développé. Et cela est vrai en particulier sur le plan financier, où il semble que le dynamisme montréalais soit plutôt faible si on le compare à celui des grandes villes d'Amérique du Nord : « Si, toutes proportions gardées, le secteur financier occupait à Montréal la même place qu'à Toronto, ce secteur compterait environ 35 000 emplois de plus (et environ le double de plus si on se comparait à New York) » (Polèse, 1988 : 6).

De surcroît, ce n'est pas uniquement dans le domaine financier que la comparaison avec Toronto défavorise Montréal. Tous les indicateurs économiques vont dans le même sens. Que l'on compare le [150] pourcentage de sièges sociaux de grandes compagnies ou le rythme d'implantation de compagnies de haute technologie depuis quelques années ou encore le pourcentage de biens produits pour l'exportation, ou enfin les taux de chômage, il faut bien admettre que le dynamisme de l'économie montréalaise manque de fermeté. De là à penser que le développement de Toronto se fait au détriment de Montréal, il n'y a qu'un pas. Sous un autre angle, nous pourrions dire que l'infrastructure et la vitalité économiques du pays ne peuvent faire vivre qu'une seule grande métropole !

Tous ces éléments contextuels interviennent forcément dans la perception que se font les acteurs économiques montréalais de leur réalité urbaine. Et l'on sait qu'ils y étaient aussi pour quelque chose lorsque, à la fin des années 1970, les autorités politico-administratives ont décidé d'intervenir d'une manière différente - en référence à une problématique de développement local et à un modèle politique néo-corporatiste (Hamel, 1989a ; Hamel, 1989b) - dans le processus de développement urbain. La mise sur pied de la Commission d'initiative et de développement économiques de Montréal (CIDEM), entre autres, participait de toute évidence de ce virage.

Toutefois, ce n'est pas surtout la concurrence avec Toronto qui peut expliquer cette volonté politique de la part des autorités politico-administratives montréalaises de jouer un rôle plus direct dans le développement de leur ville. Rappelons que la crise économique des années 1970 a eu un impact important sur les ressources publiques versées par les gouvernements fédéral et provincial aux municipalités, obligeant conséquemment les instances locales à intervenir d'une manière plus active dans l'élaboration et la gestion des politiques urbaines. Comme le mentionne Jacques Léveillé,

L'évolution des ressources pouvant éventuellement être mises à contribution dans le cadre d'une stratégie de réaction dépendait fortement des tendances structurelles de l'économie. Les gouvernements dits supérieurs (fédéral et provincial) étaient entrés dans une phase au cours de laquelle les argents disponibles pour la réalisation d'infrastructures urbaines seraient rationnés au compte-goutte (Léveillé, 1987 : 9-10).

De fait, la crise des finances publiques, reliée de très près à la crise économique des années 1970, introduisait une nouvelle problématique de l'action publique qui, d'un côté, accordait aux instances locales un rôle prépondérant et, de l'autre, favorisait l'émergence d'un partenariat privé-public tant sur le plan de la gestion du social [151] que sur celui du développement urbain. Le discours de la classe politique sur les vertus de la décentralisation et du développement local participait, en ce sens, à l'émergence d'un nouveau localisme rendu nécessaire par la réorganisation de la structure de production, reconnaissant du même coup que la création d'emplois reposait de plus en plus sur les petites et moyennes entreprises (voir entre autres Morris, 1982 ; Klein, 1989a ; Klein, 1989b). Ainsi, l'administration locale ne semblait plus tellement avoir le choix de soutenir l'entrepreneuriat des acteurs privés ; elle risquait, dans le cas contraire, de plonger l'ensemble de l'agglomération dans une marginalité défavorable à tous.

Le changement d'attitude des responsables politiques sur la scène locale fait donc appel à une conjonction de facteurs divers. En plus de tenir compte de la position géographique moins favorable de Montréal à l'intérieur de l'espace continental compte tenu, entre autres, du déplacement des activités et des échanges économiques vers l'ouest, les acteurs politiques locaux ont pris conscience d'un revirement conjoncturel tant sur le plan économique (récession) que sur le plan politique, en particulier, comme il a été mentionné précédemment, à cause d'un recul relatif des politiques gérées par les instances centralisées. À la lumière de ces événements, les initiatives du milieu local ont retenu l'attention.

Toutefois, pour bien comprendre cette résurgence du local, on doit également prendre en compte d'autres éléments de problématique. Pensons aux transformations du système économique et à ce que d'aucuns ont appelé la tertiarisation des économies industrielles (Jones, 1990). Dans ce contexte, il devenait clair que les

facteurs d'agrément, et en particulier la qualité du cadre de vie, jouaient un rôle majeur dans la localisation des entreprises. Ainsi, au fur et à mesure que le tertiaire moteur devient vital pour le dynamisme économique d'une agglomération, la qualité du cadre de vie peut jouer un rôle stratégique pour la relance ou la reconversion des activités économiques de pointe. Il devient aisé, à l'intérieur d'un tel scénario, de comprendre pourquoi l'aménagement urbain et ses principales composantes sont susceptibles de devenir des enjeux majeurs ou des variables clés à l'intérieur d'une stratégie de développement. C'est donc dire qu'il devient difficile de penser l'action publique sur le développement sans tenir compte de l'aménagement.

À ces changements structurels s'ajoute le fait que les acteurs locaux ont généralement peu de prise sur les facteurs externes – en [152] particulier les tendances lourdes – qui influencent l'évolution des marchés et les conditions du développement. Il n'est donc pas étonnant qu'ils se tournent plus volontiers du côté des facteurs internes, qui incluent l'aménagement et la qualité du cadre de vie. En outre – en dépit de l'existence de facteurs externes – le développement s'avère avant tout un processus à caractère endogène qui fait appel aux initiatives et aux choix du milieu. Nous retrouvons ici le « dynamisme intérieur » dont parle Philippe Aydalot et qu'il oppose au « dynamisme importé ». Tout en soulignant que seul le dynamisme intérieur est « apte à permettre un développement véritable » – ce qui peut se réaliser dans « des conditions locales à remplir pour que des initiatives apparaissent et que les milieux locaux puissent prendre leur avenir en main » (Aydalot, 1983 : 104) –, cet auteur précise bien que « nous sommes encore malhabiles à cerner les contours de ces processus » (Aydalot, 1983 : 104).

C'est également par rapport à cette problématique générale du développement local, esquissée ici à grands traits à partir de quelques-unes de ses principales dimensions que, dès 1984, les corporations de développement économique et communautaire (CDEC) sont apparues dans quelques quartiers périphériques au centre-ville : dans Pointe Saint-Charles sous le nom de Programme économique de Pointe Saint-Charles (PEP) ; dans Centre-Sud, suite à l'initiative de la coalition d'organismes communautaires désignée sous le nom d'Alerte Centre-Sud ; dans Hochelaga-Maisonneuve, sous le nom de Programme action-revitalisation Hochelaga-Maisonneuve (PAR H-M) ; et, depuis peu, dans le quartier du Plateau Mont-Royal sous celui de Centre de développement économique du Grand Plateau.

S'appuyant d'une part, sur le passé des mouvements urbains montréalais de même que sur une certaine conception de l'action collective - inscrivant celle-ci dans un registre pragmatique et dans un cadre pro-actif -, et faisant appel, d'autre part à une vision locale du développement qui rejoignait jusqu'à un certain point la vision proposée par les acteurs privés, mais avalisée aussi par la classe politique locale, du moins une fraction d'entre elle, ces groupes se sont engagés dans plusieurs projets innovateurs. Ils ont choisi de soutenir l'entrepreneursip en vue de créer des emplois. Ils ont mis sur pied des mécanismes de concertation des acteurs socio-économiques. Ils ont instauré des mécanismes et des structures d'accueil pour aider à la formation de la main-d'oeuvre en vue d'accroître son employabilité. Ils ont enfin mis l'accent sur les problèmes de réinsertion sociale des groupes sociaux les plus démunis et ont pris des [153] actions pour améliorer la qualité de l'aménagement dans leur quartier.

Se démarquant des organismes traditionnels de développement économique par une conception sociale et locale du développement, les CDEC veulent aider les travailleurs sans emploi, mais elles veulent aussi infléchir les effets négatifs reliés à la désindustrialisation de leurs quartiers. Ces efforts vont de pair ou s'articulent avec une approche qui tient compte, au premier chef, des conditions susceptibles de favoriser l'innovation et le « dynamisme intérieur » que sont en mesure de susciter et de mettre en oeuvre les acteurs locaux.

Même si des organismes de ce genre existaient antérieurement - rappelons que certains ont été mis sur pied aux Etats-Unis au cours des années 1960, tant avec l'aide du secteur privé (notamment la *Ford Foundation*) qu'avec l'aide du secteur public, par l'entremise d'un programme du *Department of Housing and Urban Development* (Mayer, 1984 : 3) -, leur émergence dans le contexte montréalais des années 1980 fait appel à des conditions particulières, évoquées précédemment d'une manière schématique. Elle s'explique aussi par des facteurs internes qui relèvent de la nature des mouvements urbains et de leur évolution. Les liens qui existent entre les CDEC et les autres mouvements urbains présents dans les mêmes quartiers sont importants ; et tout aussi importantes sont les filiations qui les rattachent à une certaine tradition communautaire. De ce point de vue, il est indéniable que les CDEC s'inscrivent à l'intérieur d'une continuité historique bien qu'elles introduisent, par ailleurs, des éléments d'innovation.

Après avoir situé les CDEC par rapport à l'ensemble des mouvements urbains montréalais, nous présenterons, dans la suite de ce chapitre, leurs principales caractéristiques. Enfin, nous dégagerons quelques éléments d'évaluation dans le but de mieux comprendre leur contribution spécifique au renouvellement de la démocratie locale ⁶.

[154]

Les CDEC et les mouvements urbains

Les corporations de développement économique et communautaire mettent de l'avant une conception de l'action collective différente de celle que préconisaient en général les mouvements urbains dans les années 1960 et 1970. En effet, auparavant, non seulement l'action collective - définie en termes communautaires ou politiques - était souvent pensée à partir d'une vision conflictuelle du changement, mais, de plus, elle était définie de manière prioritaire en référence à l'État-providence. L'action collective visait alors des objectifs de justice sociale. Et les moyens de les réaliser transitaient par l'entremise des politiques sociales. On faisait des pressions sur l'État pour qu'il redistribue de manière plus équitable le surplus social. En d'autres termes, comme on l'a vu au chapitre 4, les mouvements urbains visaient à atténuer les inégalités inhérentes à la structure des rapports de production, en apportant des compensations dans la sphère de la reproduction.

Cette perspective, bien entendu, n'était pas exclusive aux mouvements urbains. Elle était également partagée par le mouvement syndical et par l'ensemble des groupes qui composaient la gauche québécoise. Dans cette représentation des inégalités et de la justice sociale, l'on faisait également référence, implicitement du moins, à une certaine conception du capital et du développement. Comme pour d'autres idéologies radicales de l'époque, s'y profilait également une vision « autodynamique » du capital, pour reprendre l'expression de Serge Latouche (1986).

⁶ Nous tenons à remercier chaleureusement les responsables des trois corporations de développement économique et communautaire (Pointe Saint-Charles, Centre-Sud et Hochelaga-Maisonneuve) qui nous ont accordé des entrevues et ont fait des commentaires sur une première version de ce chapitre. Nous pensons en particulier à Jean-Marc Gareau, à Louise Paiement et à Jeanne Doré, ainsi qu'à Danièle Aveline.

Cette conception peut être rattachée à un processus d'« objectivation du développement », comme s'il s'agissait d'un mécanisme technique obéissant à des règles systémiques. Dans cette allégorie - véhiculée par les analyses économiques autant marxistes que néo-classiques -, il suffit de lever les obstacles pour que s'opère le miracle du développement. Le « postulat d'autodynamisme » du capital a permis de fonder le paradigme -le « mythe » comme le désigne Celso Furtado (1976) - occidental du développement. Il ne permet toutefois pas d'expliquer, en réalité, pourquoi survient le développement, comment il se fait qu'il apparaît à certains moments historiques et à certains endroits.

Pour éclairer ces questions, on doit d'abord reconnaître que, loin d'être « autodynamique », le capital est avant tout entropique et que sa croissance obéit ultimement à des conditions socio-historiques [155] particulières. Les qualités qui sont habituellement considérées comme inhérentes au système capitaliste s'expliquent, en fait, par des forces qui lui sont exogènes :

En réalité, la concurrence et la recherche du profit permettent, une fois le moteur lancé, à la machine de poursuivre sur sa lancée un certain temps, mais à défaut d'impulsion nouvelle, le moteur ne tarde pas à s'arrêter, le monstre à dépérir. Les machines créées par les hommes, y compris les machines sociales, sont entropiques. La vie ne vient pas de la machine, et la vie a seule le pouvoir de surmonter l'entropie (Latouche, 1986 : 31).

Par nature donc, le capital est entropique. Laisse à lui-même il décline ou, pour le dire autrement, si des facteurs humains n'interviennent pas, il dépérit : « Le capital est entropique comme rapport purement économique coupé de tout autre environnement concret » (Latouche, 1986 : 45).

Il ne s'agit pas pour l'instant d'exposer les mérites de cette thèse ou d'en évaluer les conséquences tant épistémologiques que théoriques. Son rappel a simplement pour but de nous aider à mieux voir que, par rapport à maintenant, durant les années 1960 et 1970, les mouvements urbains montréalais partageaient avec l'ensemble de la gauche cette vision autodynamique du capital et du développement. Cela avec la conséquence que, finalement, les acteurs des mouvements urbains en venaient à considérer le développement comme un processus à l'égard duquel ils n'avaient aucune responsabilité. Comme si ce processus fonctionnait de lui-même.

Au mieux était-il considéré comme l'affaire de la bourgeoisie, des multinationales ou occasionnellement de l'État. Même si de meilleures conditions de travail ou des emplois étaient revendiqués, ce n'était que rarement dans la perspective de contribuer à la définition de stratégies de rechange ou pour remplacer le modèle de développement en vigueur, si ce n'était en termes idéologiques.

Avec la crise économique des années 1970 et ses répercussions sur l'ensemble de l'économie - redéploiement industriel, fermetures d'entreprises, intégration de plus en plus poussée à une échelle internationale de l'économie marchande, accroissement de la compétition entre les firmes et introduction des nouvelles technologies -, les acteurs des mouvements urbains ont pris conscience du caractère fragile de certaines tendances économiques. Le capital semblait se déplacer de plus en plus aisément. Et rien ne garantissait que ce qui s'avérait rentable hier puisse le demeurer dans les années à venir. [156] Dans ces conditions, il paraissait essentiel de revoir tant la vision autodynamique du développement que la perspective d'action passée pour réussir à atténuer les effets sociaux négatifs - d'inégalités et d'exclusion - inhérents aux restructurations économiques en cours.

Si l'on regarde de près l'évolution des systèmes économiques, nous pouvons dire qu'il existe des retournements qui paraissent constitutifs de leur évolution, sans pour autant répondre à une quelconque fatalité. Seuls des changements survenus dans les règles du jeu permettent de les expliquer. Nous savons, par exemple, que la vétusté des structures des vieilles villes industrielles constitue un frein à leur reconversion. Ou encore, que la détérioration des structures urbaines s'inscrit dans un contexte économique qu'il est essentiel de prendre en compte si l'on veut mettre en branle un processus de reconversion. Cependant, il semble bien que le dynamisme des milieux locaux ne relève pas avant tout des caractéristiques propres à la forme urbaine ou à la nature de l'urbanisation. Ce serait davantage la qualité des réseaux que les milieux locaux parviennent à construire qui serait un facteur déterminant à l'égard du développement. Comme le souligne, à nouveau, Philippe Aydalot,

Ce ne sont pas des villes entendues comme des formes de fonctionnement quotidien de l'activité économique, qui sont en crise, mais ce sont des milieux incapables d'accueillir les activités et les techniques adaptées à la phase actuelle de développement des pays occidentaux. Ce ne sont pas, dans cette optique, les coûts engendrés par telle dimension urbaine qui entraînent le déclin, mais c'est l'incapacité des villes concernées à se couler dans la logique de développement d'aujourd'hui. Les coûts du fonctionnement urbain (coûts fonciers, fiscalité, coûts externes divers, indivisibilités) ne sont qu'un élément parmi d'autres rendant compte de la capacité d'une ville à accueillir et à voir croître les activités utiles au développement urbain (1986 : 2).

En tenant compte de ces constatations, et en dépit de leur difficulté à influencer la mise en place de conditions favorables à la relance ou au développement, disons que les acteurs des mouvements urbains en tant qu'acteurs légitimes de ces milieux se sont sentis directement interpellés par la crise économique et ses effets sur les conditions de vie. Partant du postulat que le développement ne constitue pas un processus autodynamique, ils ont accepté de s'associer à d'autres acteurs socio-économiques et de s'engager dans la construction de réseaux pour soutenir l'entrepreneurs, la formation, [157] la création d'emplois, etc. Même si la marge de manoeuvre des milieux locaux sur le terrain économique demeure restreinte, il n'en reste pas moins qu'ils peuvent jouer un rôle important à certains égards. Par exemple, ils ont beaucoup de responsabilités dans l'avènement d'un climat qui favorise l'innovation et la créativité chez l'ensemble des acteurs socio-économiques. Également, ces milieux sont en mesure de contrer ou de pallier le défaitisme qui bloque l'émergence d'un tel climat, à la fois en suggérant des représentations plus constructives et en contribuant à rapprocher les principaux partenaires.

Dans cette perspective, l'action communautaire peut se rattacher à un effort de concertation mis de l'avant par les milieux locaux et s'inscrit à l'intérieur d'une problématique de développement endogène. À ce titre, le développement est appréhendé sous l'angle d'une réalité complexe dont les dimensions sociales, culturelles, politiques aussi bien qu'économiques sont inextricablement reliées. En d'autres termes, « le social est ici considéré comme une variable fondamentale au

coeur des processus économiques » (Arocena, Paul-Cavalier, Richard et Sartori, 1984 : 130).

Ces remarques, qui permettent de souligner le changement d'attitude de la part des acteurs des mouvements urbains à l'égard du développement (au moyen notamment de la mise sur pied des CDEC) - coïncidant avec le fait qu'ils aient mis de côté la vision autodynamique du capital et du développement -, traduisent également un changement d'attitude à l'endroit de l'État. Pour ces acteurs, dorénavant, il n'est plus question de cantonner leur action dans la sphère de la reproduction comme si la production et la reproduction évoluaient dans des univers séparés.

Rappelons que, dès la fin des années 1970, l'urgence de repenser, sur de nouvelles bases, les « solidarités étatiques » semblait acquise dans la majorité des pays occidentaux. « Welfare without Dependency » proclamait, il n'y a pas si longtemps, le titre d'un éditorial du *New York Times* où il était question de la réforme de la politique américaine de bien-être visant à rompre avec la culture de la « dépendance », véhiculée dans la conception libérale de l'État-providence encore dominante dans les années 1970 :

The welfare reform drive results from a remarkable liberal-conservative consensus developed over the last several years. It holds that welfare ought not to become a permanent way of life, that getting people into the work force should be at least as important as providing [158] income maintenance, and that parents have to be the primary source of support for their children (*New York Times*. 23 juin 1988 : 20).

Pas moyen de surmonter le piège de la victimisation ou du ghetto sans repenser notre conception de la justice individuelle et de la justice sociale, semble-t-il. Les problèmes d'emploi, d'aide sociale et de relance économique apparaissent alors intimement reliés. « Il n'y a pas de réponse crédible au chômage sans la recherche d'une certaine efficacité économique », écrivent Danielle Kaisergruber et Philippe Messine (1988 : 7). Tandis que, traditionnellement, les politiques de bien-être social et les programmes relatifs à l'employabilité de la main d'oeuvre constituaient des secteurs étatiques nettement séparés, de plus en plus ils se trouvent interreliés et cela tant en Europe qu'aux Etats-Unis (Miller, 1988 ; Pitrou, 1989).

Cette « nouvelle » lecture du social et du développement, qui rejoint, sous plusieurs aspects, celle que font les mouvements urbains dans les années 1980 - et qui correspond par ailleurs, du moins en partie, à la vision que met de l'avant une fraction de la bureaucratie d'État et de la classe politique -, ne s'appuie pas moins sur des revendications et des expérimentations qui ont été entreprises dans les années antérieures.

Les préoccupations pour l'amélioration du cadre bâti et du paysage urbain étaient déjà au centre des revendications des premiers comités de citoyens des années 1960. Au début des années 1970, les maisons de quartier, que ce soit dans Centre-Sud ou à Pointe Saint-Charles, avaient aussi cet objectif. Dans le domaine de l'emploi, de l'aide aux travailleurs précaires et aux chômeurs, certains groupes comme Action-Chômage - mis sur pied en 1973 - ou Au bas de l'échelle, à partir de 1975, avaient clairement indiqué la nécessité d'intervenir sur les conditions de travail pour réduire ou du moins contenir l'accroissement des inégalités sociales. D'autres groupes, comme le Service 15-20, s'adressant aux jeunes travailleurs du sud-ouest, intervenaient également sur le plan de l'information et de la formation en organisant, entre autres, des stages en milieu de travail. À ceux-là s'ajoutent les groupes qui travaillaient directement à la construction et à la rénovation de logements - groupes de ressources techniques en habitation, coopératives d'habitation -, secteur important de l'économie, de même que les mouvements qui mettaient en place des services urbains à l'intérieur d'autres secteurs d'activités - garderies, radios communautaires par exemple - et [159] qui concevaient également leur action dans une perspective proactive.

Ces formes diversifiées d'action collective ont été l'occasion pour les acteurs des mouvements urbains d'expérimenter diverses formules de concertation, tant à l'intérieur du réseau communautaire qu'avec les institutions publiques ou avec le mouvement syndical. Elles ont de plus constitué des occasions d'apprentissage pour ces acteurs, contribuant de ce fait à construire une certaine tradition ou mémoire collective qui a servi, dans une certaine mesure, de point d'appui aux CDEC pour penser leurs projets et leurs stratégies.

Un partenariat à l'échelle des quartiers

À partir du milieu des années 1980, trois corporations de développement économique et communautaire ont été mises sur pied dans trois quartiers périphériques du centre-ville, soit les quartiers Pointe Saint-Charles (été 1984), Centre-Sud (été 1985) et Hochelaga-Maisonneuve (automne 1985). Sur plusieurs plans, en dépit de leurs spécificités géographiques et culturelles contrastées, ces quartiers se ressemblent. Il s'agit d'anciens quartiers industriels en déclin qui ont été profondément bouleversés par les effets de la crise économique des années 1970, même si le vieillissement de leur structure industrielle remonte à la fin de la Deuxième Guerre, du moins dans le cas de Centre-Sud et de Pointe Saint-Charles. Dans Centre-Sud, par exemple, entre 1966 et 1972, 45 usines ont fermé leurs portes, tandis qu'entre 1972 et 1981 la CIDEM dénombre la fermeture de 85 manufactures (CDEC du Centre-Sud, 1990). De plus, ces quartiers sont parmi ceux où la tradition communautaire est le plus fortement implantée. Ce sont les premiers quartiers de Montréal où la demande de participation des citoyens aux affaires urbaines s'est exprimée clairement et a pu être expérimentée sous diverses formes à partir des années 1960.

Objectivement, ces quartiers traversent tous une période difficile et sont affectés durement par de nombreuses pertes d'emplois. « De 1981 à 1986, l'est de Montréal a connu 2 461 licenciements temporaires et 4 983 licenciements permanents, notamment suite à des fermetures d'entreprises » (CREEEM, 1986 : 1). Le taux de chômage y est particulièrement élevé : en 1984 dans Pointe Saint-Charles, le taux officiel de chômage était de 15,7% et le taux réel estimé de 17,2% (PEP, 1985 : 67). Plus récemment le Comité pour la [160] relance de l'économie et de l'emploi du sud-ouest (CREESOM) estimait même que ce taux était passé à 30% pour l'ensemble de ce secteur (1989). Il faut aussi évoquer le vieillissement et la baisse de la population dans ces quartiers ; en 40 ans, Pointe Saint-Charles a perdu plus de la moitié de sa population, car 28 000 personnes y vivaient en 1941 comparative-ment à 14 055 en 1981, tandis que dans Centre-Sud, la perte était de 18% entre 1966 et 1971 et de 22,7% entre 1971 et 1976 (Morin, 1987 : 36) ; ce sont là deux autres facteurs qui freinent leur dynamisme économique tout en étant, sous un

autre angle, la principale résultante de leur stagnation. Effet et cause semblent ici s'embrouiller et se renforcer mutuellement.

Enfin, tous les autres indicateurs de détérioration socio-économique que l'on utilise habituellement pour décrire le déclin des milieux urbains en difficulté sont, pour la plupart, convergents : taux d'assistance sociale et d'inactivité, pourcentage de ménages vivant sous le seuil de la pauvreté, taux de scolarisation plus faible que dans l'ensemble de la région montréalaise. Par surcroît, ces quartiers, du moins dans certaines parties de leur territoire, à cause de la vétusté du cadre bâti, de la détérioration des infrastructures et de l'insuffisance des rénovations effectuées pendant plusieurs années successives, présentent un environnement peu invitant et peu apte à favoriser la venue de nouvelles entreprises.

Bien entendu, ces quartiers possèdent un certain nombre de traits distinctifs - tant sur le plan géographique que sur le plan social - qui interviennent dans les changements socio-économiques et les problèmes auxquels se trouve confrontée la population locale. Conséquemment, les mesures de redressement qu'il est possible de suggérer pour la transformation de ces différents quartiers doivent tenir compte de leur particularité sociale et spatiale.

Privilegié par sa position géographique, Pointe Saint-Charles - à cause notamment du canal de Lachine, qui servait de passage entre le port et le fleuve - a été historiquement au coeur de l'essor industriel de Montréal. Cependant, certains changements technologiques et la forme nouvelle de l'agglomération montréalaise ont fait perdre au quartier les avantages comparatifs dont il avait pu bénéficier auparavant :

À partir de 1950, le développement des transports routiers, des parcs industriels périphériques et des banlieues provoque un lent exode des usines et de leur main-d'oeuvre hors de la Pointe. L'ouverture en 1959 de la Voie maritime du Saint-Laurent aggrave davantage la [161] désaffectation industrielle du vieux Canal. La fermeture de celui-ci en 1968 scelle la fin d'une époque (Thériault, 1986 : 8).

Au cours des années 1970, les emplois ont continué à diminuer dans les secteurs traditionnels au fur et à mesure que les entreprises ont dû fermer leurs por-

tes. Et pour plusieurs travailleurs de ces entreprises, compte tenu souvent de leur âge ou de leur niveau de formation, il était difficile de se recycler.

Dans Centre-Sud, la situation est passablement différente, bien qu'il s'agisse également d'un vieux quartier industriel. Même si le quartier a été profondément bouleversé par le redéploiement industriel et la crise économique au cours des années 1960 et 1970, un processus de reconversion s'est amorcé avec une relative rapidité autour des télécommunications et des activités connexes, même si cette reconversion n'a pas forcément été favorable à l'ancienne population résidante :

Radio-Canada, Télé-Métropole, Radio-Québec, RCA, Télésat, etc., ont attiré dans le quartier plusieurs PME qui font de la sous-traitance pour ces grandes sociétés. De plus, l'arrivée de l'UQAM a amené de nombreux jeunes qui font preuve de beaucoup d'entrepreneursip (Labonté, 1987 : 10).

Dans Hochelaga-Maisonneuve, l'emploi a surtout été créé par des grandes entreprises. Or celles-ci, depuis le début des années 1980, ont ralenti leurs activités. Ce sont d'ailleurs elles qui sont « responsables de 80% des 2 200 pertes d'emplois enregistrées durant les cinq dernières années » (Labonté, 1987 : 10). Pour l'instant, le quartier a été, en partie, en mesure de surmonter cette situation en dépit du « faible dynamisme de l'entrepreneursip local » (Labonté, 1987 : 11). Cela s'explique principalement par le fait que l'impact des fermetures et de la baisse de l'emploi dans les secteurs traditionnels a finalement peu touché la main-d'oeuvre locale :

Soixante-dix pour cent de la main-d'oeuvre provient de l'extérieur du quartier (tandis que) ce sont les établissements commerciaux qui emploient, dans une forte proportion, la main-d'oeuvre locale. Assurant 4 000 emplois, le secteur commercial est assez dynamique, grâce notamment à l'action des deux SIDAC (Labonté, 1987 : 11).

Ces quelques éléments descriptifs font écho à une conjoncture économique difficile, mais favorable par ailleurs à l'émergence d'une problématique de développement local susceptible de contribuer à un élargissement de la démocratie

locale. À ce sujet, il faut [162] mentionner, en particulier dans le cas de Montréal, que le contenu de cette problématique est grandement redevable aux critiques et aux représentations de l'aménagement et du développement qui ont été mises de l'avant par les acteurs des mouvements urbains tout au long des années 1960 et 1970, et ce en dépit des ambiguïtés de l'action collective au cours de cette période.

Cependant, depuis la fin des années 1970, les mouvements urbains ne sont plus les seuls acteurs à penser dans ces termes. L'administration municipale et certaines élites économiques locales se réfèrent tout autant à ce modèle dans le but de soutenir la reconversion et la relance de Montréal. Toutefois, dans leur cas, il faut parler avant tout d'une vision élitiste du développement local (Hamel, 1989b). Projetant une image de ville internationale performante, capable d'accueillir des entreprises dans les secteurs tournés vers les nouvelles technologies et misant sur des avantages comparatifs dans quelques secteurs de pointe - transport, communication, design, finances, culture, etc. (voir Picard, 1986) -, les tenants de cette vision élitiste font peu de cas des effets pervers d'une telle orientation en termes de marginalisation sociale ou d'appauvrissement et d'exclusion d'une partie importante des travailleurs, qui ne seront pas en mesure de s'intégrer à ces secteurs performants et pour lesquels rien n'est prévu.

De ce fait on peut dire que nous sommes vraisemblablement en présence de deux visions différentes - sinon opposées - du développement local ⁷ qui, si elles peuvent se rejoindre en pratique sur le terrain d'un partenariat privé-public, n'en demeurent pas moins habitées par des lectures antagoniques de l'aménagement et du développement ainsi que par des priorités différentes en termes d'investissements et de projets publics (Hamel, 1989b). Mais, à ce stade, afin de mieux comprendre la lecture de l'aménagement et du développement proposée par les mouvements urbains, il paraît utile de considérer celle-ci en elle-même, en particulier en nous tournant du côté des corporations de développement économique et communautaire.

[163]

⁷ Cela était du moins le cas au cours des années 1980. Certains signes, depuis quelques mois, laissent présager un rapprochement entre les deux visions du développement local évoquées ici.

Le Programme économique de Pointe Saint-Charles (PEP), désignation que s'est donnée la CDEC de Pointe Saint-Charles, a été incorporé en août 1984. Cela faisait suite à une démarche entreprise par dix organismes communautaires - la Clinique communautaire, le Carrefour d'éducation populaire, le YMCA de Pointe Saint-Charles, la Maison Saint-Columba, etc. - et par des citoyens du quartier pour mettre en oeuvre un projet collectif visant à contribuer au relèvement de la situation socio-économique de leur milieu.

Ayant obtenu une subvention de démarrage de la part de la ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du Québec (madame Pauline Marois) à la suite d'une première étude socio-économique préliminaire de la situation du quartier également subventionnée par le gouvernement provincial, et étant de plus reconnu comme projet-pilote pour la région de Montréal, le PEP a rapidement entrepris ses activités.

Son conseil d'administration est formé « de représentants d'organismes, de résidents intéressés au développement économique ou simplement en quête d'emploi et de représentants du secteur privé » (Gareau, 1987 : 2). En juin 1986, afin d'améliorer le fonctionnement de l'organisme et d'encourager la participation des membres, l'assemblée générale adopte une recommandation qui permet la création de trois comités de travail spécifiques relatifs 1° aux prêts aux entreprises, 2° à l'aménagement, 3° à l'information et à la formation. Cela correspondait à la reconnaissance des priorités d'action qui avaient été établies antérieurement et qui se situaient sur trois plans complémentaires, soit le développement des entreprises et de l'entrepreneurs local, l'amélioration du milieu de vie et la formation des résidents sans emploi. Concrètement ces comités se sont engagés dans des stratégies et des démarches conformes aux objectifs poursuivis. Ainsi, une série de projets relatifs à tous ces aspects ont été mis en marche. Mentionnons, par exemple : l'entente survenue avec l'OPDQ, qui permettait, en plus de fournir une aide technique aux entrepreneurs, de contribuer au démarrage d'entreprises à partir d'un fonds d'investissement de 100 000 \$ par année ; la participation à des luttes contre la fermeture d'entreprises et la mise sur pied de comités de survie ; la réalisation d'une démarche d'enquête sur le développement commercial dans le quartier de même que l'appui à la formation de l'Association des gens d'affaires de la Pointe ; des actions diverses pour améliorer le cadre bâti et promouvoir l'aménagement d'espaces industriels, notamment la demande d'un moratoire sur tout projet de

construction résidentielle en bordure du canal [164] de Lachine ainsi que l'élaboration d'une contreproposition à celle mise de l'avant par l'administration municipale ; l'organisation, avec le YMCA, de sessions de formation sur les « qualifications de l'entrepreneur » ; la réalisation d'une enquête sur « les qualifications, compétences et aspirations des sans-emploi de Pointe Saint-Charles ».

Bien que, en comparaison des besoins, le nombre d'emplois reconduits ou nouvellement créés demeure modeste, il n'en est pas moins très significatif en ce qui concerne l'amorce d'un processus de reconversion tant dans les faits que sur le plan des représentations :

Après un peu plus d'une année et demie de fonctionnement, les réalisations du PEP au 1er octobre 1987 du côté de l'emploi donnent plus de 60 emplois nouveaux et 125 maintenus essentiellement dans la micro-entreprise du secteur des services et de la transformation légère (Favreau, 1989a : 286).

Au cours de l'année 1987, afin d'accroître son autonomie financière et de poursuivre ses objectifs de manière plus efficace, le PEP a mis sur pied deux entreprises qui demeurent sous sa responsabilité, soit l'Institut de formation en développement économique communautaire (IFDEC) et le Centre-ressources aux entreprises du sud-ouest (CRESO). Au début de 1988, avec la participation d'Alerte Centre-Sud et du PAR H-M, ainsi que du Fonds de solidarité de la FTQ, de la Ville de Montréal et de la SDI, le PEP participait à la création d'un fonds d'investissement important - près de deux millions de dollars - fournissant du capital de risque aux petites entreprises dans le but « de faciliter la réinsertion des sans-emploi sur le marché du travail, dans les quartiers à taux élevé de chômage » (Favreau, 1989b : 372). Ce fonds possède la caractéristique de ne pas reposer exclusivement sur le financement public, comme c'était le cas pour le fonds précédent, alimenté entièrement par l'OPDQ. De fait, la création de ce nouveau fonds d'investissement - que l'on a dénommé le fonds de développement Emploi-Montréal - dépasse la seule exigence de se doter d'outils adéquats pour l'action économique. Ce projet s'inscrit à l'intérieur d'une perspective de partenariat qui rompt nettement avec les conceptions et les approches traditionnelles du développement. De plus, il constitue pour les CDEC un élément supplémentaire qui contribue à ren-

forcer leur légitimité et qui est susceptible, conséquemment, de favoriser leur survie.

Rappelons, à cet égard, que les CDEC ont bénéficié, pour une période de trois années consécutives (soit d'avril 1987 à mai 1990), [165] d'un financement de fonctionnement fourni par l'OPDQ, qui allait cependant en décroissant, le montant de la subvention de la première année ayant été de 125 000 \$. Toutefois, à partir de l'année 1987-1988, la Ville de Montréal a accepté de fournir, annuellement, un montant de 10 000 \$ à chacune des CDEC.

Suite à la recommandation du Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi du sud-ouest de Montréal (CREESOM) faite en novembre 1989, le champ d'action du PEP s'étend désormais à l'ensemble du sud-ouest, couvrant les territoires de Griffintown, Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Pointe Saint-Charles, Côte Saint-Paul et Ville-Émard. En élargissant son territoire d'intervention, l'organisme a également choisi de changer de nom pour devenir le Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest (RESO). C'est dire que, depuis quelques mois, l'obtention d'un soutien financier pour les années à venir ne fait plus de doute.

Dans ses recommandations majeures, le rapport du CREESOM proposait que les mesures concrètes pour aider à la relance du sud-ouest, définies en termes de subventions et de programmes divers, soient prises en charge directement par les organismes du milieu - et en particulier par le RESO -, qui pourraient ainsi devenir responsables, sur le plan de la mise en oeuvre, de la coordination et de la gestion des activités. Les trois paliers de gouvernement ont accepté les recommandations du rapport et, à ce jour, ont consenti un certain nombre d'investissements pour la relance du secteur. Déjà, en mars dernier, la Ville de Montréal annonçait l'octroi d'une enveloppe de 100 millions de dollars, qui s'ajoutaient aux 165 millions de dollars sur cinq ans consenties par l'administration municipale pour la création d'un parc d'entreprises le long du canal de Lachine : « Des 100,9 millions \$ annoncés hier, environ 68 millions \$ découlent de nouveaux engagements municipaux dont l'application s'étendra sur cinq ou sept ans. La part du lion ira à la consolidation du territoire et à l'amélioration du cadre de vie qui engloberont à eux seuls près de 80% des nouvelles sommes annoncées » (Paré, 1990a).

Le mode d'organisation et de fonctionnement de la CDEC dans le quartier Centre-Sud se rapproche de celui du PEP. Cependant, l'on retrouve dans son conseil d'administration des représentants des milieux qui reflètent la structure d'activités du quartier (milieux de l'enseignement supérieur et des communications) ; la participation des organismes provenant du milieu communautaire est proportionnellement moins forte, alors que s'affirme la présence du milieu [166] institutionnel. Il n'en reste pas moins que la CDEC du Centre-Sud a été mise sur pied à partir d'une coalition qui regroupait 34 organismes du quartier - Alerte Centre-Sud - et qui avait pour objectif de susciter la concertation parmi les partenaires communautaires et socio-économiques en mettant de l'avant une perspective communautaire du développement local. La CDEC du Centre-Sud partage toujours cette vision. D'entrée de jeu, la coalition Alerte Centre-Sud a mis de l'avant trois comités : qualité de vie et ressources, aménagement et logement, économie et emploi. C'est principalement à partir de ce troisième comité que la CDEC s'est organisée, tandis que son comité de gestion était nommé par le conseil d'administration d'Alerte Centre-Sud.

Dès le départ, deux sous-comités, dissous ultérieurement, avaient été créés conformément aux priorités d'action que poursuivait la coalition : un sous-comité portant sur les femmes et les entreprises, en vue de favoriser la création d'entreprises et d'emplois destinés aux femmes, et un sous-comité ayant pour objectif de créer un incubateur d'entreprises. Ces initiatives se retrouvent inscrites à l'intérieur des principaux objectifs que poursuit la corporation.

Trois objectifs sont visés par les responsables de la corporation : « a) la concertation ; b) le soutien aux entreprises ; c) la création d'emplois et le développement de l'employabilité » (CDEC CentreSud, 1990 : 12). Les services offerts par la CDEC conformément à ces objectifs sont relativement diversifiés. Ils vont de l'aide-conseil pour le démarrage ou la gestion d'entreprises à partir d'une clinique mobile d'aide aux entreprises à l'aide financière, sans compter les projets de formation qui s'adressent aux travailleurs et aux entrepreneurs (cours sur l'entrepreneurship et la gestion, projet d'entreprise-école, projet de compagnonnage, etc.). C'est dans ce même esprit que la corporation a d'ailleurs instauré en 1986 un concours destiné à encourager l'entrepreneurship local intitulé « Entrepreneurs-hip ». Ce concours, qui vise à « stimuler la naissance de PME et à inciter de nouveaux entrepreneurs à s'installer dans les secteurs où le manque d'emploi est fla-

grant » (CDEC-Centre-Sud, 1988 ; voir Chartier, 1988 : 16), a connu un succès éclatant. En plus d'encourager les jeunes entrepreneurs, il constitue une école de formation originale et un moyen de développer un réseau pour ces entreprises :

Organisé d'année en année depuis quatre ans, Entrepreneurship a comme objectifs la promotion de l'activité entrepreneuriale en général et l'action menée par la CDEC du Centre-Sud en particulier.

[167]

Pour une petite entreprise participante, c'est l'occasion d'entrer en relation avec les gouvernements, les institutions, les grandes entreprises et les autres PME du territoire. Entrepreneurship fournit à la corporation la possibilité non seulement de prendre le pouls des nouvelles idées d'entreprises mais également d'identifier où sont rendues les entreprises déjà en place. Entrepreneurship permet de mesurer le dynamisme entrepreneurial du territoire (CDEC Centre-Sud, 1990 : 24).

Depuis qu'elle a été créée, la corporation a contribué directement à la création ou à la consolidation de plus de 700 emplois dans le quartier (Léger, 1990). D'ici 1995, elle a pour objectif de contribuer à la création de 3 000 emplois supplémentaires (Blanchard, 1990).

De son côté, comme dans les deux autres CDEC, le Programme action-revitalisation Hochelaga-Maisonneuve inscrit son action dans une perspective de relance économique et de développement local en tenant compte des difficultés socio-économiques du milieu et des besoins de formation des travailleurs. Fortement inscrit dans le milieu local et communautaire, le PAR H-M a reçu l'aval, non seulement des organismes communautaires, mais aussi de l'ensemble du milieu socio-économique, y inclus les grandes entreprises. Dans son rapport final, le Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi de l'est de Montréal (CREEEM) lui accordait d'ailleurs un appui inconditionnel, suggérant « que soit accru le rôle de catalyseur des forces du milieu assumé par la corporation » (CREEEM, 1987 : 42). Par surcroît, le comité recommandait que le PAR H-M étende son action à l'ensemble du territoire du sud-est de Montréal.

Les objectifs que poursuit le PAR H-M se situent sur deux plans. Ils concernent à la fois les entreprises et les travailleurs. Ainsi, on vise à fournir un soutien

aux entreprises en ce qui concerne « l'encadrement de gestion », à développer des liens et des « occasions d'affaires » pour ces mêmes entreprises et à faciliter l'accès au financement pour les PME qui démarrent ou qui sont en croissance. En ce qui concerne les travailleurs, le principal objectif demeure de rehausser le « niveau d'employabilité » et de favoriser la mobilité de la main-d'oeuvre. La stratégie d'intervention du PAR H-M, qui s'articule avant tout au principe de la concertation, s'est donc orientée prioritairement vers l'aide à l'entrepreneuriat sans pour autant mettre de côté les problèmes majeurs d'employabilité que *rencontrent* une bonne partie des travailleurs et travailleuses du quartier. À cet égard, un comité d'employabilité a été créé en janvier 1987 :

[168]

Réunissant des représentants des institutions d'enseignement, de la ville de Montréal, de la Commission de formation professionnelle du Montréal Métropolitain, du gouvernement fédéral et des groupes communautaires, il élabore un plan d'intervention favorisant la réinsertion sur le marché du travail de la main-d'oeuvre locale sans emploi (CREEEM, 1987 : 37).

Par ailleurs, il faut souligner que le PAR H-M s'est doté d'une structure organisationnelle qui correspond bien à sa stratégie. Un comité directeur relevant du conseil d'administration et composé de représentants des secteurs public et privé - représentants du gouvernement, du patronat, de la municipalité, des institutions financières, de la Chambre de commerce de l'est et du PAR H-M - a été instauré avec le mandat d'établir des comités de travail et des plans d'action concrets dans les quatre domaines qui découlent des objectifs mentionnés précédemment.

Comme celle des autres CDEC, l'action du PAR H-M s'inscrit dans une perspective de développement endogène. Misant avant tout sur les initiatives et l'entrepreneuriat des citoyens, des travailleurs, des organismes et des entreprises de l'est de Montréal, l'action de la corporation passe de plus en plus par des services d'appui aux travailleurs et aux entreprises. C'est ainsi qu'un « Guichet multiservices pour l'emploi et la formation » a été mis sur pied en octobre 1989 afin de faciliter l'accès aux ressources disponibles - en termes de programmes, de main-d'oeuvre - et d'accélérer les démarches nécessaires pour obtenir de l'aide dans ces

domaines. De plus, la corporation offre aux PME un système de parrainage reposant sur l'expertise des cadres des grandes entreprises, qui font office de conseillers auprès des PME.

En résumé, depuis leur création, ces trois corporations communautaires ont tenté d'atteindre la population inactive de leurs quartiers que les programmes gouvernementaux existants ne rejoignaient pas (Labonté, 1987 : 6) ; elles ont réussi à le faire dans une certaine mesure grâce à leur dynamisme, et en proportion des ressources disponibles. Elles ont cherché également à créer un climat social favorable à la relance économique ou au développement local à l'intérieur de leur quartier, par le biais de la concertation des principaux acteurs socio-économiques, par le soutien direct à l'entrepreneuriat ou par l'aide à la formation des travailleurs.

[169]

Pour une nouvelle légitimité

L'action collective pour la création d'emplois, le relèvement de l'employabilité et la revitalisation du cadre urbain dans la forme que lui ont donnée les CDEC dans le contexte montréalais est donc relativement récente. Ce n'est toutefois pas le cas partout. Aux États-Unis par exemple, où le mouvement communautaire a dans ce domaine une expérience qui peut nous aider à comprendre ce qui se passe ici, les corporations de développement économique et communautaire - appelées *Community Development Corporations* (CDC) ou *Neighborhood Development Organizations* (NDO) - existent depuis les années 1960. Elles sont caractérisées par trois aspects majeurs, à savoir un principe de contrôle démocratique, qui s'effectue par le biais d'une participation active des acteurs locaux, une volonté de considérer le développement économique dans son ensemble, c'est-à-dire à travers ses dimensions tant sociales et culturelles qu'économiques, et, enfin, le fait de s'adresser aux régions ou aux quartiers urbains les plus pauvres (Duncan, 1986 :18). La définition la plus complète de ces groupes demeure celle de Neil S. Mayer :

Neighborhood organizations initiated and controlled by local residents (that) seek to revitalize urban neighborhoods by building and renovating housing, creating new jobs and enterprises, reviving commercial activity, establishing community centers, and promoting energy conservation, often as a broad strategy for community development. These NDOs have chosen explicitly to target the benefits of their efforts to lower-income people living and working in their communities. And they have combined public and private resources of many kinds to finance their projects (cité par Lenz, 1988 : 24).

Les CDEC montréalaises, même si elles ont une histoire beaucoup plus brève, n'en correspondent pas moins à cette définition et à la problématique qui la sous-tend.

Lorsque l'on consulte les études évaluatives sur les CDC américaines, il est souligné que ces corporations ont eu plus de difficultés à créer des emplois qu'à fournir du logement convenable aux pauvres. Cela parce qu'elles ont plus d'expérience dans la production et la rénovation des logements, parce qu'elles ont eu accès à davantage de ressources pour intervenir dans ce domaine que pour créer des emplois, et enfin parce qu'il est plus difficile de créer des emplois que de rénover ou construire des logements (Duncan, 1986 : 17). Cependant, [170] leur contribution au renouvellement de la gestion démocratique des affaires publiques est maintes fois soulignée.

Cela dit, les CDC américaines ont connu des performances variables qui s'expliquent par les effets engendrés par une série de caractéristiques tant internes qu'externes. À ce sujet, Neil S. Mayer et Jennifer Blake (1981) mentionnent que la performance des CDC dépend de la qualité du leadership, de l'expertise de l'équipe de travail ou de son efficacité, ou encore de la qualité des liens qui existent entre les permanents et le conseil d'administration. De plus, la qualité des relations que la corporation réussit à établir avec l'ensemble de sa communauté est tout aussi stratégique. Ce dernier aspect fait référence aussi bien à l'enracinement communautaire des CDC qu'aux possibilités d'accès à des ressources pour fins d'aide technique ou financière (Mayer et Blake, 1981 :4).

Un autre élément important pour rendre compte de la productivité des CDC fait appel à leur capacité d'apprentissage, définie en termes techniques, professionnels ou organisationnels. Celle-ci est fonction bien entendu de l'expérience

acquise. Mais elle dépend également de la continuité du travail et des efforts consentis - par les organisations -, qui ont des retombées plus grandes s'ils n'abortent pas à cause d'un manque de ressources (subventions insuffisantes ou interrompues) (Mayer, 1984 : 185).

Bien entendu, à elles seules les CDC - ou, par extension, les CDEC montréalaises - ne peuvent tout changer. Elles ont des capacités d'investissement limitées et, de toute manière, l'essentiel de leur travail ne doit pas consister à prendre la place des investisseurs privés. Compte tenu de leurs objectifs, il paraît plus important pour elles de contribuer à changer les mentalités - le mode de fonctionnement des institutions existantes - que de chercher à les remplacer : « If a project does not contribute to fundamental institutional change, then it is likely to function more as a symbolic gesture than as a tangible contribution to development » (Duncan, 1986 : 24).

Il ne s'agit pas ici de faire un bilan du fonctionnement des CDEC montréalaises. Conformément à nos préoccupations premières, nous voulons plutôt considérer leur portée politique en regard de la démocratie locale.

Dans son rapport d'évaluation des CDEC montréalaises - couvrant l'année 1986 - réalisé pour le compte de l'OPDQ Pierre [171] Labonté conclut à un bilan positif en fonction des objectifs initiaux que s'étaient donnés les corporations :

Certes, ceux-ci n'ont pas été tous atteints au même degré mais on a mis en place les éléments qui permettront de les atteindre à plus ou moins long terme. Le pari de départ de l'expérience-pilote a été relevé en partie. Les corporations ont rejoint des personnes sans emploi, des promoteurs d'entreprises et de petits entrepreneurs que les programmes gouvernementaux existants ne réussissaient pas à rejoindre, ou qui ne répondaient pas aux critères de ces programmes (Labonté, 1987 : 19).

Toutefois, dans la même foulée, Labonté soulève plusieurs réserves en se demandant si « un véritable processus de développement socio-économique [a été] instauré dans les trois quartiers » (Labonté, 1987 : 19), et il répond par la négative. Par la suite, il ajoute : « La preuve reste encore à faire que les Corporations peuvent vraiment enclencher un processus de relèvement socio-économique » (Labonté, 1987 : 19). Se demandant enfin si l'expérience doit être étendue à d'au-

tres quartiers, il suggère d'attendre, étant donné que leur « viabilité » n'a pas encore été démontrée : « Dans ces circonstances, il n'apparaît pas opportun de proposer la création d'un programme national ou même de l'étendre à d'autres quartiers montréalais, comme l'a déjà souhaité le maire de Montréal » (Labonté, 1987 : 20).

Cependant, le portrait qu'il était possible de faire des CDEC en 1987 n'est plus tout à fait le même au début des années 1990. Même si les responsables gouvernementaux avaient choisi, à l'époque, de soutenir financièrement les CDEC, ils avaient clairement mentionné qu'ils le faisaient dans une perspective de désengagement. Dans ce contexte, l'avenir des CDEC paraissait nécessairement précaire.

Comme nous venons de le voir, il existe des composantes socio-spatiales et une conjoncture différentes pour chacune des CDEC. En outre, depuis leur mise sur pied, plusieurs éléments politiques nouveaux sont intervenus.

Tout d'abord, l'arrivée au pouvoir du RCM. Le RCM et la présente administration municipale sont plutôt favorables aux projets que réalisent ou mettent de l'avant les corporations. Jusqu'à maintenant, l'administration municipale du RCM a participé à plusieurs projets élaborés par les corporations et leur fournit un appui financier. En février dernier, le vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal a d'ailleurs annoncé un programme de soutien [172] économique de six millions de dollars sur cinq ans visant à consolider les corporations et destiné aux « six arrondissements les plus défavorisés de la métropole » (Paré, 1990b). De son côté, le gouvernement du Québec semble également avoir modifié son approche. Des 5,4 millions de dollars additionnels prévus pour aider à la reconversion des quartiers les plus défavorisés de Montréal, 2,8 millions proviennent de l'Office de planification et de développement du Québec pour le financement de « six Corporations de développement économique et communautaire désignées par la Ville de Montréal » (Paré, 1990c). En plus d'être fortement implantées dans le milieu communautaire - et ce dès leur création -, les corporations ont également réussi à obtenir des appuis provenant de l'ensemble de leur milieu socio-économique, incluant des centrales syndicales, des institutions financières et des grandes entreprises. Elles sont donc devenues des interlocuteurs valables sur la scène politique en regard de l'enjeu du développement local.

Cela signifie que les CDEC ont acquis au cours des quatre dernières années une légitimité qui a contribué à les mettre, face aux pouvoirs publics - notamment

pour obtenir un financement statutaire -, en meilleure position de négociation qu'elles ne l'étaient au moment de leur formation. Cela s'explique par le fait qu'elles ont d'abord acquis une connaissance concrète des problèmes socio-économiques de leurs quartiers, et qu'elles possèdent maintenant, en plus, de l'expérience sur le plan de la formation, du soutien à l'entrepreneurship et de la concertation. En ce sens, elles répondent à des besoins sociaux d'une manière originale et créatrice et, surtout, elles sont les seules à pouvoir le faire dans l'esprit qu'elles préconisent. À cet égard, les remarques judicieuses de Neil Mayer à propos de leurs équivalents américains, qui mettent l'accent sur leur pertinence sociale, pourraient très bien être transposées aux expériences montréalaises :

Perhaps most important, Neighborhood Development Organizations take on a singular and critically necessary task, that of carrying out development and investment in distressed neighborhoods for the benefit of disadvantaged citizens living and working in those areas. No other actors are seriously competing for that role in any comprehensive way (Mayer, 1984 :184).

Compte tenu des éléments politiques nouveaux ainsi que de la forte insertion sociale et communautaire des CDEC, on comprend que ces dernières ne soient plus du tout dans la position qui était la leur [173] au moment de leur création. Même si certains considèrent qu'elles ont encore des preuves à fournir en ce qui concerne leur performance, notamment en matière de création d'emplois, en contrepartie, elles peuvent invoquer de nombreux arguments, tant économiques que politiques, pour justifier le rôle important qu'elles assument dans leurs quartiers. Leur dynamisme et leur contribution sur le plan de la formation et de l'entrepreneurship, de même que sur celui de l'aménagement, doivent être soulignés. De plus, elles peuvent évoquer les prescriptions récentes de l'idéologie dominante, qui fait appel à la concertation de tous les acteurs socio-économiques pour la relance économique, ce à quoi il est facile de montrer qu'elles ont contribué d'une manière très active depuis qu'elles existent.

Certes, l'on retrouve dans les écrits sociologiques un certain nombre de conclusions qui font état de l'impact limité que peuvent avoir les organismes communautaires engagés dans le développement local (Logan et Molotch, 1987 ;

Lenz, 1988), en ce sens que leur action servirait davantage, en fin de course, à légitimer la détérioration des conditions de vie des citoyens les plus démunis dans les quartiers des villes centrales qu'à les aider matériellement. Il n'en reste pas moins que la plupart des études sur le sujet soulignent à juste titre les retombées positives de l'action de ces groupes en regard de l'idée d'un contrôle communautaire du développement. Dans cette perspective, l'action des mouvements urbains favoriserait une extension de la démocratie - certains parlent d'une démocratisation du droit d'entreprendre (voir Hamel, 1989b ; Hamel, 1989c) - en contribuant à étendre le principe de la démocratie locale sur le terrain économique. Elle participerait ainsi d'une tendance générale que l'on observe en Amérique du Nord, qui va dans le sens d'une remise en question des pouvoirs institués et de leur incapacité de résorber l'accroissement des inégalités sociales. Comme l'écrivent Fisher et Romanofsky, « Neighborhood organizations committed in theory and practice to political and economic democracy reflect an emerging national opposition to corporate control of people's lives and to unresponsive government » (1981 : xi). Ces remarques rejoignent également celles faites par d'autres observateurs de la scène politique locale, qui soulignent que l'ouverture de l'action collective à l'endroit d'initiatives et de projets à caractère économique favorise un contrôle accru des individus sur leur propre vie (Morris, 1982).

En définitive, les CDEC sont en mesure d'invoquer des raisons à plusieurs niveaux pour justifier la poursuite d'un financement public nécessaire à leur survie. Les décisions récentes de la Ville de Montréal [174] et du gouvernement du Québec de poursuivre et d'accroître leur financement des CDEC n'en soulèvent pas moins des questions de responsabilité politique. Alors que les différents paliers de gouvernement cherchent des moyens de réduire leurs dépenses, nous avons assisté à beaucoup de tergiversations avant que les CDEC puissent bénéficier des ressources nécessaires à leur fonctionnement. À quel palier de gouvernement revient-il de soutenir financièrement, en priorité, ces corporations ? Pendant plusieurs années, cette question a permis aux responsables politiques de laisser les corporations dans le doute quant à leur avenir tout en mettant à leur disposition des ressources limitées compte tenu de l'ampleur de leur mission.

L'exemple récent de la réforme de la loi sur l'assurance chômage illustre parfaitement la difficile harmonisation qui existe entre les programmes et les interventions des différents niveaux de responsabilité politico-administratifs, ainsi

qu'une tendance générale au désengagement. En deux mots, rappelons que la réforme récente, dont l'application porte sur des territoires définis à une échelle régionale, se trouve à pénaliser les Montréalais qui habitent les quartiers les plus pauvres parce qu'ils appartiennent à une région relativement favorisée dont le taux ne tient pas compte de la pauvreté de leur quartier. C'est ce qui a conduit en août 1989, le conseil municipal de Montréal à voter une motion demandant au gouvernement fédéral « de considérer Montréal comme une région désignée aux fins d'application de la loi de l'assurance-chômage » (Bernard, 1989). Étant donné les écarts de chômage entre les quartiers de la région de Montréal, il est facile de comprendre les injustices qu'une telle homogénéisation territoriale peut introduire. En dépit de cette demande, le gouvernement fédéral n'a pas modifié le contenu de sa réforme.

De plus, la question du financement public des CDEC soulève d'autres enjeux politiques - peut-être plus fondamentaux - au-delà du rapport de forces politico-institutionnelles. Nous rencontrons alors des problèmes sociaux qu'il devient de plus en plus difficile d'ignorer et par rapport auxquels des choix de société devraient être énoncés. Ces problèmes résultent avant tout de l'accroissement des inégalités sociales qui traversent en ce moment la très grande majorité des sociétés avancées ou complexes et s'articulent autour d'une série de processus plus ou moins interreliés : problèmes de restructuration de l'emploi, de partage du travail, de marginalité et de « précarisation » sociale, mais aussi problèmes reliés aux exigences économiques de compétitivité ou découlant de choix stratégiques en [175] matière de développement, et enfin problèmes relatifs à l'absence d'équité socio-économique.

L'exclusion sociale n'est pas un phénomène récent. Et nous savons maintenant que les solutions « mécaniques » à ce problème, telles qu'elles ont été formulées par la bureaucratie d'État sous l'égide de l'État-providence, non seulement engendrent des difficultés techniques (dont plusieurs chercheurs ont rendu compte en parlant de crise fiscale), mais surtout comportent des impasses pratiques qui se répercutent désormais à travers une crise de la direction politique (Ewald, 1986). Il n'y a plus d'accord minimal ni de volonté suffisante parmi les classes moyennes pour continuer à supporter les coûts sociaux de l'État-providence. Davantage, il semble même que les solutions qui étaient mises en oeuvre sous ce couvert ne

sont plus adéquates, ne correspondent plus aux besoins d'une société pluraliste de plus en plus fragmentée (Maurel, 1988).

Dans ce contexte, la classe politique a imaginé ce que Johannes Berger appelle des « stratégies d'exclusion conservatrice », consistant

à pousser une partie de la force de travail vers le système de sécurité sociale et à exiler des parties de la force de travail vers [...] les rôles alternatifs, tels que, par exemple, l'éducation des enfants pour les femmes, l'enseignement prolongé pour les jeunes, la retraite pour les personnes âgées, le renvoi des travailleurs étrangers (Berger, 1984 : 112).

Berger oppose cette perspective à des stratégies « progressistes » qui auraient au contraire pour objectif « d'atténuer la dualisation sociale ». Le droit au travail doit alors être pris au sérieux, étant donné notamment la fonction de reconnaissance et d'intégration sociale que le travail continue d'assumer dans nos sociétés, et ce, entre autres, par le biais de solutions qui visent une « redistribution de la force de travail » et permettent de réinsérer ceux et celles qui se trouvent exclus pour diverses raisons.

On comprend, comme il a été mentionné précédemment, qu'à l'intérieur d'un tel scénario le social et l'économique sont des dimensions qui paraissent intimement reliées. On ne peut plus parler dès lors de deux sphères séparées. Productivité, performance et compétitivité semblent devenues des dimensions essentielles de toute problématique de restructuration économique, des dimensions que ne peuvent plus ignorer ceux qui élaborent les politiques sociales. Et l'inverse est également vrai, du moins sous certains rapports. Il y a [176] des coûts économiques à la marginalisation et à l'exclusion sociales que nous sommes de moins en moins en mesure d'assumer en tant que communauté. C'est ce que plaident les CDEC depuis leur création.

La mise à contribution des collectivités locales et de tous les groupes de la société civile - y compris les mouvements urbains - s'inscrit donc à l'intérieur d'une tendance générale qui associe étroitement le développement et les stratégies de développement aux milieux locaux. Un écueil majeur toutefois pointe à l'horizon, celui des intérêts en jeu, de la redéfinition des rapports de classe et de la place des

individus dans la nouvelle configuration du consensus qui se dessine. Entre le néo-corporatisme et le retour de l'individualisme, quel espace reste-t-il aux mouvements urbains sur la scène locale ? C'est ce qu'il nous faut maintenant considérer.

[177]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

Chapitre 7

Une lecture individualiste de l'action collective

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de la décennie 1980, il ressort clairement que les mouvements urbains ont participé de près à la transformation de la réalité urbaine montréalaise. Cela ne veut toutefois pas dire pour autant, comme nous l'avons vu, qu'ils soient parvenus à résoudre leurs problèmes de sous-financement, qui continuent de menacer leur survie et de limiter leur action. Cette constatation ne signifie pas non plus que leur engagement à l'égard du développement urbain, en particulier par l'entremise des corporations de développement économique et communautaire, a été en mesure d'infléchir les tendances à la précarisation et à l'appauvrissement de plusieurs groupes sociaux à l'intérieur des quartiers populaires de Montréal. Les mouvements urbains ont néanmoins revendiqué davantage de ressources et expérimenté des formes d'intervention qui leur ont permis d'affirmer leur identité et de renforcer leur autonomie. Ces réalisations n'épuisent pas pour autant le sens de leur action.

En revendiquant davantage de ressources ou en contribuant à la relance de l'entrepreneurs local, les mouvements urbains se sont engagés dans des démarches de négociation avec les pouvoirs publics et ont fait l'apprentissage de ce que peut être une démarche d'ajustement et de compromis, par opposition à la démarche de confrontation qui caractérisait plus couramment leur intervention dans les années 1960 et 1970. Ils ont ainsi répondu d'une manière plus pragmatique aux transformations conjoncturelles et aux changements internes survenus à l'intérieur de leurs organisations. Or, dans la forme empruntée par les mouvements urbains au cours des dernières années, l'action collective ne s'est pas limitée à repenser un élargissement de son modèle d'intervention, tout comme elle ne s'est pas bornée à moduler différemment ses relations avec les institutions politiques. Plus [178] profondément, elle a mis de l'avant un processus d'intégration, jusque-là tenu pour suspect, des exigences et des prérogatives des acteurs individuels. Elle suggère ainsi une référence inattendue au politique, défini comme espace de médiation et de représentation des intérêts particuliers tout en demeurant un « lieu de travail conscient et conflictuel de la société sur elle-même » (Rosanvallon, 1983 : 465), nous plongeant du même coup au coeur des incertitudes qui accompagnent les bouleversements sociaux de cette fin de siècle, marquée simultanément par la crise et par des ajustements qui en suggèrent le dépassement (Hamel, Manseau et Saez, 1988).

Ces restructurations semblent d'ailleurs faire appel à une participation plus directe des mouvements urbains. Nous redécouvrons, à cette occasion, la complexité des principales composantes de l'action collective, que le schématisme des visions idéologiques des années 1970 avait tendance à oblitérer. Leur forme d'engagement convie de ce fait les acteurs à tenir compte des incompatibilités et des divergences de vues qui se manifestent au coeur de l'action lorsque les acteurs s'engagent dans des démarches de négociation et de compromis. Et sous cet angle, il ne nous paraît pas prématuré de parler d'une certaine convergence des mouvements urbains, et ce, en dépit de leur hétérogénéité.

Au-delà de leurs disparités, de leur vulnérabilité, de la multiplicité des choix idéologiques qui les caractérisent, ces mouvements - y compris dans leur version plus institutionnelle - ont contribué très activement à redéfinir la démocratie en pratique sur la scène locale. Cela s'est d'abord effectué par rapport à l'extension de l'État-providence puis par rapport à une remise en question du modèle de gestion

bureaucratique qui l'accompagnait. Cette contribution s'est également réalisée à partir de remises en question du fonctionnement interne des mouvements urbains eux-mêmes. Ouverture sur la vie privée, mise en cause du militantisme traditionnel, critique de la division du travail dans le partage des tâches et des fonctions entre les sexes et les professions - redéfinition des relations entre les militants, les professionnels, les usagers -, prise en compte des prérogatives individuelles : voilà autant d'aspects introduits par les acteurs dans leur désir de rompre avec une vision abstraite de la démocratie locale et dans leur volonté de surmonter les retards accumulés par un milieu conservateur, en particulier sur cette scène locale où la classe politique au pouvoir s'était approprié d'une manière autoritaire le champ de la représentation et du contrôle de l'appareil politico-administratif.

[179]

Dans la suite de ce chapitre, nous nous pencherons sur les initiatives et moyens d'action qu'ont empruntés les mouvements urbains montréalais pour repenser en profondeur la démocratie locale, et ce principalement en introduisant dans le champ de l'action collective une préoccupation souvent jugée suspecte dans le passé, soit celle des prérogatives individuelles. Il nous semble, en effet, que c'est principalement par ce biais que les acteurs des mouvements urbains sont parvenus, dans une large mesure, à surmonter les limites et les contradictions qui ont hypothéqué leur engagement jusqu'au milieu des années 1980.

En d'autres termes, c'est en acceptant et en reconnaissant les prérogatives individuelles - en particulier la légitimité des bénéfices individuels reliés à la participation à un projet collectif - que les mouvements urbains sont en mesure de résoudre certains dilemmes de la participation populaire ou ce qui pourrait être considéré comme ses effets négatifs pour ceux et celles qui acceptent de s'y engager.

Très brièvement, disons que si la participation sur la scène locale se bute souvent à des problèmes politico-administratifs et institutionnels, elle doit faire face également à des problèmes internes aux organisations qui mettent en cause, au premier chef, les choix individuels des acteurs ainsi que leurs motivations profondes.

Le chapitre se subdivise en trois parties. Dans un premier temps nous rappellerons d'une manière très schématique les termes dans lesquels jusqu'à maintenant

la participation sur la scène locale a été définie par les acteurs des mouvements urbains. Ensuite nous verrons, à partir d'un enjeu très particulier, soit celui de la syndicalisation des permanents de certaines organisations populaires, de quelle manière éclatent les visions « traditionnelles » de l'action collective et comment, en dépit de ses effets négatifs, ce processus permet de surmonter les ambiguïtés du militantisme. Bien entendu, la question de la syndicalisation n'est pas le seul aspect autour duquel se sont affirmées les valeurs individualistes. Cet enjeu n'en demeure pas moins central à ce sujet, compte tenu du fait qu'il permet de révéler clairement, du point de vue des acteurs individuels, les limites du modèle « révolutionnariste » et, en même temps, les difficultés de son dépassement. Enfin, nous considérerons l'action des mouvements urbains du point de vue des bénéfices que peuvent en retirer les individus. Nous soulignerons à cet égard que le pragmatisme qui caractérise les mouvements urbains montréalais est attribuable [180] en bonne partie à une reconnaissance de l'individualisme par les acteurs.

La participation sur la scène locale

La participation populaire aux affaires publiques est l'un des principaux thèmes récurrents de la tradition du libéralisme démocratique. Pour les acteurs des mouvements urbains montréalais, ce thème s'est manifesté sur plusieurs registres, étant articulé parfois autour de la question de l'amélioration des conditions de vie, d'autres fois autour de celle d'une protection de l'intégrité des quartiers populaires face aux menaces résultant des projets de redéveloppement urbain, ou encore autour du problème plus global d'une démocratisation de la gestion municipale. Sur tous ces tableaux, les demandes mises de l'avant visaient à permettre à la population de prendre part à l'aménagement et au développement de Montréal à partir de ses propres besoins, qui s'harmonisent souvent mal avec ceux des promoteurs ou de la classe politique.

Le caractère radical des revendications et mobilisations urbaines réside moins à cet égard dans la dureté des affrontements avec les pouvoirs publics - même si cet aspect a pu influencer le déroulement et l'issue des luttes à maintes reprises - que dans le caractère subversif des mesures proposées à l'égard du statu quo politico-administratif. En effet les mouvements urbains montréalais, à l'instar des

mouvements urbains d'autres grandes villes nord-américaines, ont manifesté une vive opposition aux visions élitistes de la démocratie et ont formulé une critique directe de la politique professionnelle et de ses effets négatifs. En accord avec ces deux perspectives, ils ont démontré qu'il était nécessaire d'élargir les débats publics relatifs à l'aménagement, de mieux évaluer les finalités et les procédures suggérées par les professionnels ou par les dirigeants politiques, tout en proposant, d'une manière positive, une conception démocratique de la planification urbaine. De ce fait ils ont contribué à la fois à redéfinir les pratiques d'aménagement et à fournir un contenu social et culturel tant à la production de la ville par les citoyens qu'à la démocratie locale en acte.

C'est principalement par rapport à cette dernière dimension qu'il convient de mentionner l'importance de la contribution des mouvements urbains montréalais sur la scène locale. Soucieux de moderniser [181] une conception vieillotte et cachottière de la gestion des affaires publiques locales, ils n'ont pas hésité à porter leur lutte sur la scène politique instituée. Conscients des limites d'une telle entreprise, ils n'en ont pas moins poursuivi leur action sur le terrain social et communautaire, sachant que la vitalité des organismes de la société civile était essentielle à la défense et au renouvellement de l'espace de la démocratie locale. Ainsi, nous pouvons dire que la critique portée par les mouvements urbains montréalais par rapport à la conception politique dominante de la démocratie s'est exprimée clairement sur un plan institutionnel et été poursuivie d'une manière indirecte par le biais d'expérimentations sociales et de solidarités communautaires à l'intérieur de la société civile.

Très brièvement, rappelons qu'en contribuant à la mise sur pied du FRAP, les comités de citoyens avaient trouvé un moyen traditionnel, mais peu utilisé à l'époque à l'échelle locale au Québec et au Canada, de défendre leurs intérêts et ceux de leurs concitoyens. Prenant en quelque sorte le relais du FRAP, le RCM a continué de véhiculer les revendications des milieux populaires montréalais et des mouvements urbains concernant la démocratisation de la gestion de la ville. Le fait que le RCM se soit rapproché davantage des nouvelles classes moyennes au gré des rendez-vous électoraux - et à mesure que ses chances de prendre le pouvoir augmentaient - n'a pas empêché ce parti de continuer à défendre, du moins jusqu'à un certain point, les valeurs proposées par les mouvements urbains. Il ne faut pas oublier ici que c'est en bonne partie sur les liens organiques qu'il entretie-

nait avec les mouvements urbains que ce parti a fondé, au point de départ, son projet de réforme de la gestion municipale et de la vie démocratique locale.

Toutefois, la démocratie locale ne se résume pas aux seules institutions gérées par l'administration municipale. C'est l'ensemble de l'État local et du pouvoir local - si nous désignons par là la configuration des relations de pouvoir entre les principaux acteurs économiques et politiques locaux - qui est en cause. À cet égard, les représentations institutionnelles des mouvements urbains peuvent plus difficilement transiter par le seul biais des partis politiques municipaux. D'autres canaux doivent nécessairement être utilisés, que ce soit des moyens de pression traditionnels ou des alliances avec des acteurs privilégiés. Nous avons vu, au cours des dernières années, que les acteurs des mouvements urbains n'ont pas hésité à y avoir recours.

[182]

Toutefois, jusqu'à maintenant, dans les chapitres précédents, ce sont avant tout les formes d'expression de l'action collective en marge du politique institué qui ont retenu notre attention. Et ce qui a été apporté par les mouvements urbains sur ce plan, quoique souvent en relation avec les luttes sur la scène politique instituée, permet de mieux saisir la nature de la critique qu'ils adressent à la vision élitiste de la démocratie.

En marge des institutions politiques et de leur système de médiation et de représentation, les acteurs des mouvements urbains ont suggéré des lectures multiples de la ville et de sa gestion. En ce sens ils ont expérimenté des formes de gestion sociale participative plus ou moins élaborées ; ils ont exploré des processus d'apprentissage individuels et collectifs à partir de problèmes concrets ; ils se sont engagés dans des démarches de négociation et de décision qui les ont obligés à faire des choix, contribuant ainsi à faire progresser leur autonomie individuelle et collective. Délaissant l'imagerie des luttes populaires capables de bouleverser d'une manière radicale la logique dominante de l'ordre établi, les mouvements urbains ont expérimenté très concrètement à la fois les limites du système de représentation politique et les difficultés d'inventer des mécanismes de rechange plus adéquats.

Il est vrai que ces diverses avenues n'ont pu être explorées ou expérimentées sans une défense de l'autonomie des organisations qui soutiennent les mouve-

ments, sans des revendications pour un financement public et son obtention, sans la reconnaissance du rôle social de ces mouvements par l'État et par les principaux acteurs socio-économiques locaux. Il reste que c'est au-delà de ces acquis que se situe leur portée politique essentielle. En considérant de près leur évolution, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, on découvre que leur action collective a joué un rôle dynamique dans la transformation à la fois des représentations et des pratiques politiques et urbaines.

En nous limitant à la scène locale, mentionnons que les mouvements urbains ont assurément contribué à mettre en lumière les aspects sociaux du développement local, tout comme ils ont permis de formuler des stratégies d'intervention qui en tiennent compte. À cette occasion, ils ont démontré qu'il était néfaste de penser et de traiter séparément les dimensions économiques de la production et les dimensions sociales de la reproduction. C'est le modèle keynésien, ici, [183] qui est revu et corrigé à partir d'une redéfinition de la nature des relations entre l'État et la société civile.

L'action collective fait appel à cet égard à un pragmatisme qui ne relève pas de l'application de principes formels mais découle plutôt d'un ajustement contextuel aux problèmes sociaux et à la scène politique locale. Cela, à notre avis, n'aurait pas été possible sans une réappropriation de l'action par les acteurs eux-mêmes, pour leur propre bénéfice. Ce processus a emprunté des avenues multiples repérables autant dans les formes de l'action collective et dans le contenu des thèmes mobilisateurs que dans la nature des relations qui prévalent désormais entre les acteurs. Dans une telle perspective, la redéfinition de la démocratie locale va bien au-delà des rapports avec les institutions. C'est l'ensemble des relations entre des catégories d'acteurs multiples, dont les rôles souvent flous à l'intérieur des organisations génèrent des insatisfactions et des conflits, qu'il faut prendre en considération (Ion, 1990). C'est sans doute à partir du thème de l'individualisme que l'on peut saisir le mieux ces difficultés. Bien entendu, celles-ci ne sont pas toujours reconnues en tant que telles par les acteurs eux-mêmes. Elles sont rarement identifiées à ce titre. Par contre, elles sont aisément relayées vers des enjeux qui pourraient spontanément être qualifiés de périphériques, mais qui sont pourtant au coeur du processus de réappropriation de l'action par les acteurs. Il en va ainsi, selon nous, du processus de syndicalisation tel qu'il s'est manifesté à l'intérieur d'un certain nombre de mouvements urbains à partir du milieu des années 1970.

Les démarches de syndicalisation

Rétrospectivement, si nous procédons à un bilan exhaustif de la contribution des mouvements urbains à la transformation de la société québécoise et de la vie locale montréalaise, nous pouvons dire qu'ils seraient parvenus à faire beaucoup plus s'ils avaient eu davantage de ressources. C'est vrai dans le domaine des garderies, du logement coopératif, de l'éducation populaire comme dans presque tous les secteurs d'activités reliés aux conditions de vie. Les ressources mises à la disposition du secteur communautaire n'ont pas été, jusqu'à maintenant, à la hauteur du dynamisme, de la créativité et du potentiel d'expérimentation que les acteurs de ces réseaux ont manifestés.

[184]

Comme nous venons de le voir, toutefois, l'apport des mouvements urbains à la démocratie locale se situe également sur un autre terrain que celui des services rendus, compte tenu de leur contribution à la redéfinition des institutions politiques et de leurs modes de représentation. À cet égard, ce que les acteurs de ces mouvements négocient au jour le jour à travers des conflits et des résistances de toute sorte s'inscrit à l'intérieur d'un espace de relations interpersonnelles qui s'avère une composante importante de leur réalité première. Le discours idéologique qui accompagnait les mobilisations populaires a longtemps servi à occulter cette dimension.

C'est précisément l'une de ces résistances que le débat sur la syndicalisation à l'intérieur du secteur communautaire a permis d'éclairer et de dépasser. Non pas que la syndicalisation par elle-même soit parvenue à résoudre toutes les difficultés internes, liées en bonne partie à la spécificité des mouvements urbains. Elle a cependant permis de revoir la nature des relations entre diverses catégories d'acteurs souvent évacuée jusque-là au profit d'une représentation idéale de l'action qui gommait les intérêts individuels et limitait de ce fait les perspectives de l'action collective.

Les informations qui suivent reprennent en partie les résultats d'une étude effectuée en 1982 dans le cadre du Centre de formation populaire (CFP) sur les pro-

blèmes et les enjeux de la syndicalisation dans les « groupes populaires »⁸. Cette recherche a donné lieu à une interprétation qui faisait ressortir les oppositions entre les intérêts des permanents et ceux des usagers, et mettait en lumière le fait que ces deux catégories d'acteurs, étant donné leurs intérêts spécifiques, devaient agir en conséquence, c'est-à-dire en définissant un terrain d'entente qui permette de tenir compte de leurs besoins respectifs. Elle soulignait également qu'à travers ce processus se trouvaient renforcées l'institutionnalisation et la bureaucratisation de ces groupes, et ce, au détriment des usagers. Mais pour bien comprendre ces conclusions, il convient de rappeler brièvement la démarche de recherche menée à cette occasion de même que les principaux résultats qui en ont découlé.

La démarche de recherche a reposé essentiellement sur deux étapes complémentaires : premièrement, une enquête auprès d'une [185] douzaine d'organisations du secteur communautaire de l'agglomération montréalaise, dont les champs d'intervention étaient variés (éducation populaire, défense des droits des consommateurs, défense des droits des assistés sociaux, garderies, clinique médicale, action de quartier) et dont les permanents étaient syndiqués ; deuxièmement, l'organisation d'une journée d'étude où ont été examinés les résultats de l'enquête. Une quarantaine de permanents et d'usagers, rattachés à vingt-cinq groupes différents, ont participé à cette rencontre. Deux questions ont guidé à cette occasion la réflexion des participants : « 1) En quoi la syndicalisation est-elle un outil adéquat de défense des travailleurs ? 2) Comment peut-on développer un syndicalisme adapté aux groupes populaires ? » (CFP, 1983 : 1).

Cette recherche a permis de mettre en lumière les motifs et les raisons qui ont conduit les travailleurs et travailleuses d'un certain nombre d'organismes du secteur communautaire à s'engager dans une démarche de syndicalisation. Elle a fourni également des éléments d'information sur les structures et les modes de fonctionnement de ces syndicats qui, dans une large mesure, du moins à l'époque, étaient calqués sur les syndicats du secteur public. Enfin, l'enquête a été l'occasion de mieux comprendre les ambiguïtés du processus de syndicalisation dans le secteur communautaire, processus qui comporte des aspects positifs mais engendre aussi des effets pervers.

⁸ Pour une présentation de cette démarche d'enquête, à laquelle ont participé Jean-Pierre Collin, Pierre Hamel, René Lachapelle et Béatrice Valay, voir le document du CFP (1983).

Rappelons qu'au moment de l'enquête menée par le CFP, le phénomène de la syndicalisation à l'intérieur du mouvement communautaire était, dans une large mesure, un phénomène en émergence. On ne le retrouvait pas dans tous les secteurs d'activités et il paraissait fort surtout dans les secteurs en voie d'institutionnalisation comme les garderies.

Les raisons de la mise sur pied de syndicats sont diverses. Dans certains cas, les permanents expliquent qu'ils se sont engagés dans ce type de démarche pour contrer un congédiement ou une menace de congédiement à l'égard de certains employés. On explique aussi que l'on poursuivait l'objectif d'améliorer les conditions de travail. Enfin, l'on parle de syndicalisation à titre d'instrument de lutte, et ce, à la fois dans une perspective « politique », en relation à l'ensemble du mouvement des travailleurs - le fait d'être syndiqué favorisant un rapprochement avec les militants syndicaux -, et d'un point de vue interne à l'organisation, dans la mesure où le syndicat fournit aux permanents un outil supplémentaire pour faire valoir leur point de vue et influencer la direction de l'organisation.

[186]

Ces raisons ne sont pas mutuellement exclusives. Et il demeure souvent difficile de cerner, parmi elles, les facteurs décisifs. Dans le cas des garderies, toutefois, il est clair que la syndicalisation est rapidement apparue comme un outil de lutte visant, entre autres, à promouvoir le principe d'un réseau universel de garderies, mais aussi l'amélioration des conditions de travail et le maintien des acquis, à savoir le contrôle populaire sur la gestion des garderies. Dans ce contexte, la syndicalisation correspond à un processus de défense contre l'extérieur : « On se syndique pour protéger le groupe des effets attendus d'une loi cadre (bill 65 sur les services de garde à l'enfance) » (CFP, 1983 :8).

Dans l'ensemble, sur le plan des principes, les élus et les permanents s'entendent sur la reconnaissance ou la nécessité de la mise sur pied d'un syndicat. On convient que le syndicat permet de lever sinon de réduire l'arbitraire - entendre paternalisme - dans l'embauche et dans la gestion des conditions de travail : « Dans presque tous les cas, il y a à l'origine de la demande d'accréditation, congédiement ou menace de congédiement de permanents de l'organisation » (CFP, 1983 :12).

Cette convergence de vues entre les syndiqués et les élus du conseil d'administration - qui sont généralement des citoyens-usagers - est d'ailleurs souvent exprimée dans les préambules aux conventions collectives. On y fait mention de la rencontre ou de la convergence des intérêts entre les élus et les permanents concernant la survie et la promotion de l'organisme.

Sur le plan du fonctionnement de ces syndicats, l'on retrouve les structures internes habituelles : assemblée syndicale, conseil, exécutif. Mais le rôle de ces instances varie beaucoup selon les groupes, notamment en fonction du nombre de syndiqués.

En ce qui concerne les relations de travail, le principe d'une convergence de vues mentionné précédemment prévaut généralement, non sans introduire certaines ambiguïtés. Dans un seul cas, un comité de travail paritaire - syndicat-conseil d'administration - a été instauré pour résoudre les différends au cours des périodes qui se déroulent entre les négociations.

Ailleurs, la plupart du temps, la discussion à propos des relations de travail s'effectue à l'intérieur des structures organisationnelles où les permanents entretiennent souvent une double image, soit celle de salarié et celle de militant.

[187]

D'une manière extensive, on peut considérer les effets de la syndicalisation d'un double point de vue, c'est-à-dire celui des travailleurs et celui des organisations. Pour les travailleurs, la syndicalisation constitue un moyen de faire valoir leurs intérêts spécifiques, en leur fournissant un certain contrôle sur leurs conditions de travail et en les mettant à l'abri de l'arbitraire et de la discrimination. Mais la syndicalisation comporte aussi pour les travailleurs une connotation plus positive. Au sujet de la rémunération, par exemple, plusieurs syndicats ont fait prévaloir un principe d'équité conduisant à réduire les écarts de salaire, soit en adoptant une échelle unique pour tous les travailleurs, soit en pondérant le salaire en fonction des charges familiales, soit encore en réduisant le nombre d'échelles - et les écarts entre celles-ci - comparativement à des organismes similaires dans le secteur public. En outre, dans certains cas, ces aspects positifs, en premier lieu pour les travailleurs, ont coïncidé également avec des bénéfices tangibles pour les organisations. C'est le cas notamment des garderies, comme il a été souligné plus haut. Dans cette perspective, la syndicalisation se révèle « un instrument supplé-

mentaire en vue de créer un rapport de forces pour obtenir un réseau universel de garderies tout en conservant les acquis des garderies en matière d'embauche, de contrôle des employés et des usagers sur les garderies » (CFP, 1983 : 7).

Mais voilà que l'ambiguïté qui aurait pu être surmontée grâce à la syndicalisation réapparaît. Essentiellement, la syndicalisation introduit une reconnaissance des intérêts spécifiques des permanents par rapport aux usagers et aux élus. Elle permet de bien faire voir que les travailleurs possèdent forcément des intérêts spécifiques qui ne sont pas toujours les mêmes que ceux des usagers. Nous pouvons ainsi interpréter cette conséquence sous l'angle d'un effet particulièrement positif de la syndicalisation, celle-ci permettant d'y voir plus clair dans les intérêts spécifiques des acteurs, qui varient en fonction de leur position à l'intérieur de l'organisation. Les usagers et les professionnels - les permanents - doivent de ce fait reconnaître qu'il existe, notamment en ce qui concerne l'organisation du travail, des intérêts divergents dont il faut tenir compte. Toutefois, dans le discours progressiste qu'ils mettent de l'avant, certains syndiqués affirment que leur action sert avant tout les intérêts des usagers, montrant qu'ils se battent contre un ennemi commun, l'État. Nous nous retrouvons encore une fois au coeur d'un vieux débat qui, dans les années 1960, avait donné lieu à une contestation des animateurs par les citoyens.

[188]

En devenant des militants, les animateurs pensaient bien avoir surmonté leur position inconfortable de porte-parole. Le terrain politique leur étant apparu comme un terrain propice à des alliances de classes, non seulement pouvaient-ils dès lors utiliser d'une manière légitime leurs ressources et leurs capacités intellectuelles mais, de plus, ils pouvaient le faire en se débarrassant de leur mauvaise conscience de petits-bourgeois. Dans les faits, toutefois, les choses n'étaient pas aussi claires puisque ces militants, en quelque sorte, continuaient à être des animateurs, soit à titre de professionnels, soit à titre d'organiseurs communautaires. En d'autres termes, en devenant des militants, les animateurs sociaux pensaient être en mesure de surmonter les contradictions reliées à leur appartenance de classe. Cette image de militant ne pouvait toutefois pas dissoudre leur compétence intellectuelle et leur rôle social.

La démarche de syndicalisation permettait donc à l'ensemble des acteurs d'éclairer les clivages reliés aux fonctions sociales du travail et de l'organisation en dépit du fait que certains tentaient de faire prévaloir - comme par le passé - des images communautaristes de l'action collective qui gommait les différences entre les acteurs. Pour ces raisons, il faut parler de deux tendances parmi les groupes auprès desquels l'enquête a été menée. Il existe d'abord une tendance de cogestion qui, sans nier la convergence d'intérêts entre les usagers et les travailleurs, affirme néanmoins clairement la spécificité des intérêts des travailleurs et la nécessité pour eux de faire respecter leurs droits. L'autre tendance peut être qualifiée d'autogestionnaire. Dans ce cas, les travailleurs continuent à se définir comme des militants, et la syndicalisation se ramène à un instrument de lutte supplémentaire qui existe, selon eux, au profit de l'organisation.

Par ailleurs, du point de vue des organisations ou plus précisément du point de vue des élus qui siègent aux conseils d'administration, la syndicalisation peut comporter des effets négatifs, sinon pervers. Au point de départ, dans plusieurs cas, elle soulève de la méfiance, davantage encore lorsque le syndicat a été créé à l'occasion d'un conflit de travail. C'est surtout autour du thème de l'exercice de la démocratie que l'évaluation des conséquences de la syndicalisation pour les groupes semble la plus négative. On craint la syndicalisation parce qu'elle formalise les rapports de travail. La convention collective peut facilement servir de bouclier pour la défense des acquis, au détriment du bénévolat, qui demeure essentiel à la survie des groupes. Dans la très grande majorité des cas, les [189] représentants - élus - des conseils d'administration considèrent la syndicalisation comme un obstacle à la démocratie interne. Cela est même affirmé avec plus d'insistance lorsqu'il s'agit de groupes « dont les membres sont en instance d'apprentissage de la démocratie (v.g. assistés sociaux, retraités, faibles revenus » (CFP, 1983 : 23). Étant donné la complexité des contrats de travail, en particulier sur le plan juridique, les élus - avant tout des citoyens qui doivent apprendre à jouer un rôle de patron - en viennent à se prononcer sur des règles et des procédures qu'ils comprennent « imparfaitement ». Leur réflexe est souvent de s'en remettre aux permanents qui, au besoin, peuvent faire appel à des conseillers syndicaux. Dans un tel scénario, on comprend que la syndicalisation puisse conduire à constituer un « pouvoir des permanents » qui s'oppose au « pouvoir populaire ». C'est ce qui faisait écrire à Jean-Pierre Collin que « les militants élus sont ainsi dépouillés

d'une partie de leur pouvoir de décision au profit des permanents, détenteurs du savoir technique, à qui ils sont obligés de faire confiance » (Collin, 1984 : 10).

À l'intérieur de cette interprétation, on parle volontiers des effets pervers de la syndicalisation. Et le chercheur va jusqu'à souligner qu'elle s'avère principalement « une forme raffinée de prise de contrôle des groupes par les permanents, au détriment des couches populaires et de leurs élus » (Collin, 1984 : 14). Cette interprétation doit toutefois être conciliée avec le fait que la syndicalisation n'est pas acceptée partout, par les travailleurs, avec un enthousiasme équivalent. Dans le cas des garderies, par exemple, au moment de l'enquête, le taux de participation des travailleurs et des travailleuses aux instances syndicales est très faible. Ce phénomène se manifeste d'ailleurs concrètement par un recul de la syndicalisation, qui se traduit par « la désaffiliation du syndicat régional et, par voie de conséquence, de la CSN, des unités locales de quinze garderies syndiquées sur environ cinquante » (CFP, 1983 : 10).

Considérée comme un « levier supplémentaire de pouvoir » dont disposent les permanents à l'égard des militants élus, la syndicalisation relève donc d'un problème qui déborde celui de la démocratie interne des organisations, ou plus précisément celui du poids qu'exercent les professionnels, les permanents ou les intellectuels dans la gestion et le contrôle des organisations populaires. En d'autres termes, nous nous retrouvons confrontés à une question organisationnelle et politique maintes fois réitérée dans l'histoire du mouvement communautaire : comment réussir à démocratiser les organismes communautaires à partir du moment où se trouvent introduits à la fois un [190] système de gestion, des tâches et des pouvoirs spécifiques qui entraînent une hiérarchie des relations sociales ? En outre, comment faire en sorte que la participation populaire ne soit pas un subterfuge de plus aux mains des élites ?

Plusieurs recherches sur les mouvements urbains ont porté dans le passé sur les difficultés et les limites inhérentes à la participation populaire. Mentionnons brièvement pour mémoire l'étude d'un groupe de chercheurs français qui se sont penchés sur l'action de quartier dans la ville de Rennes au début des années 1970. Contrairement aux idées reçues, selon lesquelles la participation constitue soit un mouvement de démocratisation de la gestion urbaine, soit l'émergence d'un contre-pouvoir, ils démontrent plutôt que les phénomènes de participation facilitent, tout en le voilant, un processus de « concentration du pouvoir économique et

politique entre les mains de groupes de plus en plus restreints » (Huet et autres, 1973 : 1). En prenant l'exemple, entre autres, des maisons de quartier et des CLSC, Jacques T. Codbout parvient à des conclusions similaires : « Nous avons constaté, écrit-il, que dans la plupart des cas la participation renforçait les éléments techno-professionnels et bureaucratiques de l'organisation au lieu de diminuer leur influence, contrairement à l'intention initiale du mouvement de participation des années soixante » (Godbout, 1983 : 166).

Plus récemment, Gabriel Gagnon, à partir d'études de cas menées dans quelques secteurs clés - garderies, coopératives d'habitation, comptoirs alimentaires, radios communautaires, etc. -, confirme la thèse précédente. Pour lui aussi, le « pouvoir des permanents a tendance à l'emporter sur celui des usagers » (Gagnon et Rioux, 1988 : 128). De plus, selon Gabriel Gagnon, ces expérimentations communautaires subissent par ailleurs des menaces grandissantes de la part de l'État, qui réduit leur marge de manoeuvre : « Finalement, les groupes populaires étudiés voient presque tous leurs pratiques émancipatoires potentielles contrôlées par l'influence prépondérante de l'État » (Gagnon et Rioux, 1988 : 80).

Dans notre recherche sur l'action collective autour de la question du logement à Montréal (Hamel, 1983a), nous avons montré que malgré un discours progressiste de la part des militants, qui proposaient un accroissement de la participation de la base sociale aux processus de lutte, il s'avérait que, dans les faits, les mécanismes prévus à cette fin étaient insuffisants, ou n'étaient pas vraiment mis en pratique. Il en résultait que les organisations qui se situaient au [191] coeur des mobilisations populaires demeuraient largement contrôlées par les responsables qui assumaient des rôles de militants ou de professionnels. De plus, l'analyse mettait en lumière le fait que les organisations de lutte, aux prises avec des difficultés éprouvées antérieurement dans des affrontements similaires, ne parvenaient pas finalement d'une fois à l'autre, à surmonter ces difficultés d'une manière satisfaisante. Par exemple, il n'existait pas de mécanismes de formation adéquats à l'intention de la base sociale qui auraient permis d'accroître le degré de participation et d'engagement des citoyens. D'une fois à l'autre, l'expérience s'avérait faiblement cumulative et difficile à transmettre.

C'est donc dire qu'en dépit des stratégies formulées par les intellectuels - professionnels ou militants -, la participation populaire soulève des difficultés et des résistances qui échappent, du moins en partie, à la bonne volonté des acteurs. Elle

pose des problèmes d'ordre organisationnel, mais aussi des problèmes que nous qualifierons pour l'instant, faute de meilleur terme, de problèmes d'ordre individuel. C'est en tant qu'individus que les citoyens sont interpellés. C'est en tant qu'individus que les militants leur demandent de s'engager dans l'action collective. C'est en tant qu'individus que ces derniers invitent les citoyens à participer à l'organisation ou à la gestion des organismes communautaires, au-delà des groupes sociaux auxquels ils appartiennent. Pourtant c'est rarement cette figure qui est mise de l'avant dans les propos mobilisateurs. Ceux-ci véhiculent plus volontiers des images fusionnantes.

Ces remarques introduisent un détour inhabituel pour aborder la question de la participation à l'intérieur des organismes communautaires et des mouvements urbains. C'est que la sociologie des mouvements sociaux a eu tendance, au cours des années 1960 et 1970, à mettre de côté les attributs des acteurs individuels au profit de leur appartenance de classe, de leur intégration à l'action collective, ou à les considérer à titre d'éléments d'un processus plus profond infléchi par le poids des facteurs structurels. Or, ce que nous voulons faire valoir ici vise principalement à combler cette lacune. Selon nous, il est indispensable pour remonter à la source des conflits et des oppositions qui ont caractérisé la démocratie interne des mouvements urbains - y compris les difficultés reliées à ce que l'on a entendu généralement par participation populaire - de tenir compte des prérogatives des acteurs individuels, de leurs choix, de leurs motivations profondes, des solidarités et des conflits qu'ils ont été amenés à vivre à titre individuel et qui ont marqué tant leur [192] engagement que leur désengagement. En d'autres termes, on ne peut comprendre les problèmes et les enjeux de la participation populaire à l'intérieur des mouvements urbains sans prendre en compte les aspects individuels de l'action collective mis de côté par la sociologie des mouvements sociaux des années 1970.

Le point de vue des acteurs individuels

Le résultat de la démarche de syndicalisation telle qu'elle a été mise en pratique dans certains secteurs du mouvement communautaire montréalais au début des années 1980 a permis de lever certaines ambiguïtés concernant les buts et les

intérêts différents - sinon potentiellement conflictuels - poursuivis par les permanents et les usagers en tant qu'individus. Toutefois, alors que nous aurions pu nous attendre à ce qu'un tel éclaircissement, d'un point de vue théorique, renforce le caractère démocratique des organisations, notamment en permettant de clarifier les ambiguïtés liées à la question des intérêts des participants (ce qui, néanmoins, semble avoir été effectivement le cas), c'était sans compter avec d'autres conséquences, disons négatives, rattachées aux aspects plus positifs.

Il est en effet indéniable que la syndicalisation a contribué à renforcer la position des permanents des organisations par rapport à celle des usagers et des citoyens. Une telle conséquence était-elle inévitable ? N'y aurait-il pas moyen d'imaginer des pratiques syndicales adaptées aux besoins et à la réalité du secteur communautaire, c'est-à-dire qui tiennent compte de sa spécificité organisationnelle, mais aussi de ses ressources et de ce qui constitue sa légitimité première, fondée sur une extension des solidarités primaires ? Déjà, en 1983, plusieurs groupes d'employés, du secteur des garderies se sont désaffiliés de leur centrale syndicale, remplaçant leur convention collective par une charte de travail (Collin, 1984 : 14). Est-ce qu'une telle formule se révèle un moyen adéquat pour la protection des droits des travailleurs et travailleuses ?

On doit reconnaître, à cette étape, compte tenu de la petite histoire des mouvements urbains montréalais, mais compte tenu aussi de leurs acquis, que certaines dimensions de l'action collective peuvent être discutées d'une manière plus ouverte.

Dans leur forme d'expression politique, les mouvements urbains ont tout autant été confrontés à des conflits internes qu'ils ont eu [193] à se battre contre les pouvoirs publics. Certains diront sans doute que ce phénomène de la présence d'une dimension conflictuelle au coeur de l'action collective est caractéristique des mouvements et des organisations investis par la gauche. Nous pourrions affirmer qu'il s'agit là en fait d'une caractéristique de toute organisation humaine. Comme l'écrit Philippe Bernoux, « la vie quotidienne de toute organisation est constituée de conflits de pouvoir » (Bernoux, 1985 : 125). Et les mouvements urbains n'y échappent pas !

La seule manière de progresser dans la compréhension de cette réalité est d'abord d'en reconnaître l'existence par une prise en compte de ses composantes

spécifiques. C'est ce que les sociologues ont maintes fois omis de faire dans les études sur les mouvements urbains effectuées au cours des années 1970, soit en s'abritant derrière l'idéologie et les discours intentionnels des acteurs, soit en déplaçant la responsabilité des problèmes vécus à l'intérieur par les acteurs sur des causes externes, souvent l'État ou les classes dominantes.

Si nous reconnaissons que les conflits sont inhérents au fonctionnement des organisations et s'enracinent dans les relations entre les acteurs, la question qui surgit dès lors est la suivante : comment circonscrire ces conflits pour qu'ils n'entravent pas la participation des usagers et des citoyens, cette participation étant conçue comme un processus complexe, mettant en oeuvre des mécanismes de représentation autant que des activités d'apprentissage et des décisions collectives plus directes ? Comment faire en sorte que la participation des citoyens contribue à un véritable processus de démocratisation ?

La réponse, il nous semble, ne peut résider précisément que du côté des acteurs individuels et doit partir d'une reconnaissance de leurs intérêts spécifiques. Si l'on introduit cette dimension, les conflits entre les acteurs à l'intérieur des organisations ne s'évanouissent pas pour autant, bien entendu ! Mais leur prise en compte de ce point de vue nous conduit à faire une lecture différente des problèmes qu'ils rencontrent.

Cet aspect des mobilisations populaires, des mouvements sociaux, à savoir ce que les individus en retirent en fonction de leur intérêt personnel, a été peu étudié. La plupart du temps, les bilans négatifs qui ont été dressés de la participation des citoyens en milieu urbain au cours des années 1960 n'en font aucunement mention. Cela peut s'expliquer par différentes raisons, mais surtout par des considérations d'ordre idéologique.

[194]

Que l'on se rappelle ce qu'était alors la prééminence des valeurs collectivistes. La justice sociale se définissait d'emblée, dans ce contexte, par l'entremise, d'un accès égalitaire et universel aux équipements et services publics, les différences et prérogatives individuelles étant obliérées ! Rien d'étonnant à ce que l'on se soit peu attardé alors aux bénéfices individuels qui découlaient de l'action collective.

Par ailleurs, il est vrai que, d'un point de vue méthodologique, la portée des bénéfices individuels reliés à l'action publique demeure difficile à évaluer. Com-

ment établir dans quelle mesure une participation à des mobilisations, à des activités collectives qui s'échelonnent sur plusieurs mois, voire plusieurs années, a effectivement contribué à un changement individuel, lui-même difficile à cerner ? Il s'agit pourtant d'une dimension qui, compte tenu notamment des modes d'organisation qu'empruntent maintenant les mouvements urbains en mettant de l'avant des formes d'action collective plus diffuses ou plus éclatées, ne peut plus, aujourd'hui, être totalement ignorée.

Bien entendu, le rapprochement entre individu ou individualité et action collective est plus complexe que ce que nous venons d'en évoquer. Les relations entre ces deux réalités posent problème à plusieurs niveaux. Comment expliquer, par exemple, que des individus s'engagent pour défendre une cause qui pourrait tout aussi bien progresser sans eux et dont ils retireraient de toute manière les bénéfices, comme le soutient la thèse du cavalier seul (Olson, 1978) ? Ne pourrions-nous pas pousser l'interrogation d'un cran et nous demander si la participation à une cause commune n'est pas, en dernière analyse, contradictoire avec les intérêts individuels, qui relèvent d'une rationalité différente ? Et si comme William A. Camson (1975), l'on prend en considération le fait que les groupes - tout comme les individus d'ailleurs, pourrions-nous ajouter - n'agissent pas forcément dans le sens de leurs intérêts⁹, la complexité des interactions entre les deux réalités devient encore plus grande. Enfin, à tout cela s'ajoute un élément paradoxal qui se trouve à la jonction de l'action des individus et de l'action collective, et qui [195] provoque des passages fréquents entre la sphère privée et la sphère publique ou l'inverse. C'est Albert Hirshman (1982) qui a proposé cette thèse des cycles successifs entre les deux sphères : alors que le succès individuel dans la vie privée peut déboucher sur un engagement personnel sur la scène publique, la réussite obtenue à travers une participation à des actions collectives peut provoquer, à l'opposé, un effet non recherché en suscitant le désir d'une promotion plus poussée chez les individus.

Dans son ouvrage sur les pratiques militantes des années 1960 et 1970 au Québec, intitulé *[La communauté perdue](#)*, Jean-Marc Piote (1987) nous fournit un

⁹ Les raisons retenues par Camson pour expliquer de tels comportements erratiques sont les suivantes : erreurs dues à une mauvaise évaluation de l'environnement politique, mauvaise utilisation des ressources et faiblesse de l'organisation (voir Camson, 1975). Dans le cas des individus, nous pourrions de plus faire appel à des raisons d'ordre affectif.

bon portrait des espoirs déçus chez les acteurs des mouvements sociaux. Choisisant un idéal collectif, ces militants mettaient volontiers de côté leur individualité. Ils « sacrifiaient », apparemment d'une manière spontanée, des « pans de [leur] vie personnelle » (Piotte, 1987 : 115) au nom d'une altérité supérieure.

Dans cette étude, l'auteur fait clairement ressortir qu'après avoir cessé leur engagement politique, la très grande majorité de ces militants et militantes ont dû vivre une crise personnelle profonde, souvent avec beaucoup d'amertume. Or, il n'y a pas d'autre moyen d'expliquer les conséquences très négatives de leur engagement pour ces acteurs - d'ailleurs vécues en tant que telles par eux - que de faire appel à la négation d'eux-mêmes qu'ils ont cultivée, souvent durant plusieurs années, au cours de leur engagement « militant ». C'est dire que la cause de leur désarroi résidait moins dans les facteurs externes, comme la communauté à l'intérieur de laquelle ils se sont engagés - lire le refus de celle-ci d'adhérer à un projet de société utopique à plusieurs égards -, que dans la rupture momentanée de leur équilibre émotif personnel.

Ainsi, pour comprendre le divorce survenu dans leur vie privée entre leurs aspirations et les réponses de la communauté, divorce auquel semble les avoir conduits leur engagement dans l'action collective, ces militants doivent en premier lieu reconsidérer leurs choix personnels, et surtout leur décision d'ignorer ou de mettre entre parenthèses ce qu'ils étaient en tant qu'individus, qui s'est traduite généralement, comme le montre l'étude de Piotte, par un refus de tenir compte de leurs besoins, d'eux-mêmes et de leurs désirs personnels. Mais ce que nous devons aussi ajouter, c'est que cette réalité était d'autant plus difficile à décoder - et à saisir dans toutes ses contradictions - qu'elle se trouvait occultée par un discours idéologique et politique justifiant le renoncement personnel au nom [196] d'un avenir collectif radieux. Le refus de soi se trouvait donc justifié par des principes idéologico-politiques plaçant le bien public au-dessus du bien privé et libérant en quelque sorte les acteurs de la responsabilité d'agir en respectant au premier chef leurs prérogatives personnelles.

Il s'ensuivait que ce choix individuel - celui de se perdre dans le militantisme - se trouvait relayé et renforcé par une conception particulière du politique. La justification idéologique servait manifestement alors d'alibi ! Si l'on compare ce qui se passait à cette époque avec ce qui se déroule maintenant à l'intérieur des mouvements urbains, on peut dire qu'en mettant de côté les références idéologiques

qui médiatisaient le sens des luttes, les acteurs redécouvrent depuis quelques années - ou acceptent d'intégrer - ce qui relève des intérêts individuels, des problèmes personnels et de la vie quotidienne. Ils constatent de la sorte que les intérêts individuels ne sont pas forcément antinomiques avec l'action collective, mais que leur prise en compte conduit à revoir les règles et les dispositions qui définissaient celle-ci.

Concrètement, cela signifie qu'il n'est plus menaçant pour la survie des mouvements et pour le sens de leur action d'accorder une place à l'expression des intérêts individuels. Au contraire, on peut même considérer que c'est précisément cette ouverture sur l'individualisme qui a permis aux mouvements urbains et aux formes récentes de l'action collective de s'adapter à la réalité des sociétés complexes.

Le droit à la différence, le droit à la créativité, à l'expression et à la communication sont devenus des exigences aussi importantes que les revendications autour des droits civiques d'il y a vingt ans, même si les besoins associés à ce dernier problème prennent une ampleur nouvelle en ce moment où s'accroissent les inégalités sociales et la pauvreté (Conseil des affaires sociales, 1989). Que s'est-il donc passé ?

Comme on l'a vu, la configuration des mouvements urbains s'est transformée. Avec l'arrivée au pouvoir du RCM, les nouvelles classes moyennes bénéficient d'appuis institutionnels et ont opté pour des modes d'intervention plus conformes à leurs intérêts. Mais cette adaptation - voire cette redéfinition - des formes de l'action collective du côté des nouvelles classes moyennes n'a pas laissé les classes populaires complètement démunies. Ces dernières se sont également engagées dans un pragmatisme similaire à celui des nouvelles [197] classes moyennes en mettant l'accent sur la défense des droits de groupes sociaux spécifiques : les jeunes, les communautés ethniques, les personnes âgées, les assistés sociaux, etc. Pour tous ces groupes, au cours des dernières années, se sont développés des modes d'intervention centrés sur leurs besoins spécifiques, tenant compte tout autant des contraintes institutionnelles que des caractéristiques de leurs membres. Il n'est pas surprenant dès lors d'observer une certaine spécialisation de l'action collective alors que les acteurs n'hésitent pas à emprunter des techniques et des stratégies au répertoire des groupes de pression traditionnels (Hamel, 1989d).

La sociologie des mouvements sociaux a d'ailleurs tenté, au cours des dernières années, de rendre compte de ce changement de perspective en parlant de la forme éclatée de l'action collective, en soulignant le pluralisme des acteurs, en cernant mieux la configuration diversifiée des mouvements, de même que le statut différent des organisations (Melucci, 1983, 1989 ; Cohen, 1985 ; Offe, 1985 ; Ferry et Renaut, 1987). Il apparaît que, désormais, celles-ci ont perdu leur caractère d'instrumentalité au profit d'une orientation tournée vers l'action par rapport à laquelle se définissent plus volontiers les acteurs. Comme l'a écrit Alberto Melucci,

The organization has a self-reflexive character and its form expresses the meaning (or goals) of the action itself. It is also the laboratory in which actors test their capacity to challenge the dominant cultural codes. [...] the organization directly governs the visible forms of mobilisation ; the present movements' pursuit of an external objective is no longer separate from their internal form. (Melucci, 1989 : 74).

Nous pouvons donc considérer que la prise en compte de la place et du rôle des acteurs individuels à l'intérieur des mouvements urbains par les responsables des organisations et par l'ensemble des acteurs va de pair avec une plus grande préoccupation à l'endroit des contraintes introduites par la vie privée dans l'action publique. De plus, elle ouvre la porte à une autre lecture de l'action collective, en vertu de laquelle les bénéfices individuels ne paraissent plus tabous désormais.

Les études qui ont proposé des évaluations des mouvements urbains des années 1960 et 1970 ont très peu considéré cette question des bénéfices qu'ont pu retirer les acteurs individuels de leur participation à ces mouvements. Elles ont plus facilement mis en relief les difficultés internes - idéologiques ou pratiques - ou le [198] manque de ressources ou encore les problèmes de mobilisation et d'organisation. Très rarement, elles ont montré que l'action collective n'engendrait pas uniquement des impacts institutionnels et politiques pertinents mais aussi des retombées directes très positives et importantes pour les individus eux-mêmes. Il faudrait mentionner en ce sens, comme l'ont maintes fois répété les féministes par rapport à d'autres enjeux, que « la vie privée est politique » (Fortin, 1985 : 224).

Est-il besoin de rappeler, par ailleurs, que la question de l'individualisme a toujours été au coeur du débat démocratique ? Dès la Révolution française se

trouve clairement posée l'idée d'une séparation de la société et de l'État, et cela, à la lumière du principe de la reconnaissance des droits sociaux. Ce sont les individus qui deviennent dépositaires de ces droits, bouleversant du coup les vieux principes de statut et de privilèges. Comme le souligne Terry Pinkard, le nouvel ordre social instauré par la Révolution consiste essentiellement à remplacer les anciennes valeurs par des valeurs plus conformes aux intérêts individuels, aux intérêts de l'ensemble des individus de la nation :

The principle of the new social order was not that of 'status' and privilege' but of the autonomous individual existing (ideally) in a condition of equality before the law, each having the freedom to pursue his or her own idea of the proper life (Pinkard, 1987 : 159).

Mais tout en étant reconnue comme indispensable pour assurer l'avancement de la justice et de la liberté, l'autonomie individuelle, en tant que valeur charnière de la modernité, n'en introduisait pas moins des indéterminations que l'État, à la fois comme institution sociale et comme institution politique, a dû apprendre à gérer. Déjà pour von Stein, il était clair que la légitimité de l'État reposait moins sur sa constitution que sur sa capacité de résoudre la question sociale, c'est-à-dire sur son aptitude à assurer la régulation des intérêts compétitifs (Pinkard, 1987 : 160). En devenant l'instrument privilégié que se donnent les citoyens pour implanter dans toute la société les principes d'égalité et de liberté, non seulement l'État doit assumer une responsabilité nouvelle, mais il se trouve de plus confronté à une indécision dont la résolution appelle des compromis qui exigent d'être périodiquement renégociés.

Cette difficulté fait écho, bien entendu, au problème de la conciliation des principes d'égalité et de liberté difficilement compatibles en théorie (Ignatieff, 1986). De surcroît, en accédant au statut d'arbitre, bien qu'il s'agisse là d'une figure incomplète dans la [199] mesure où elle évacue la dimension institutionnelle, l'État change immanquablement les règles du jeu : il devient l'un des acteurs susceptibles de bénéficier des négociations en cours.

Cependant, les règles politiques et les normes sociales qui les accompagnent deviennent parfois contraignantes pour les individus qui les refusent, soit d'une

manière directe à travers l'action collective, soit d'une manière indirecte, par l'insoumission, la délinquance ou de multiples formes de contestation larvée. Nous nous retrouvons en ce sens au coeur de ce que plusieurs ont appelé la crise moderne de l'individu, à savoir non simplement un refus qui s'exprime à travers une négation idéologique, mais davantage, et sans doute parallèlement, un effort positif pour repenser ses expériences et son rôle dans la société (Heller, Sosna et Wellbery, 1986 : 10).

Nous savons que les structuralistes ont eu tendance à évacuer ce qui relève de la conscience subjective. Pour eux celle-ci ne parvient que très difficilement à échapper aux déterminations structurelles ou à refléter autre chose que des *habitus* de classe, au-delà de son potentiel de créativité. Et leurs analyses ont toujours laissé comme non résolus les problèmes de motivation et d'engagement personnel. À l'opposé, les existentialistes et tout le courant psychanalytique ont souligné à maintes reprises combien la question des choix personnels ne pouvait se comprendre en dehors de la subjectivité des individus. C'est par ce biais que s'est trouvé introduit le débat sur l'authenticité qui a caractérisé une bonne partie de la réflexion sur l'individualisme au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. La difficulté, dès lors, ne consiste plus à redéfinir ou à révolutionner des structures, mais plutôt à repenser les pratiques sociales, culturelles et politiques (Heller, Sosna et Wellbery, 1986 : 14).

Si l'authenticité - « The condition of authenticity requires one to be able to consciously mark out who one is and is to become, and to assume full responsibility for those choices » (Pinkard, 1987 : 12) - apparaît comme une condition indispensable pour la formulation de choix libres, elle n'est toutefois pas suffisante. Pour être complètement autonomes, les choix libres doivent également être des choix indépendants, c'est-à-dire, entre autres, échapper à la manipulation (Pinkard, 1987).

C'est en partie par rapport à cette problématique qu'il faut replacer la reconnaissance de l'individualisme dans les mouvements urbains montréalais des années 1980. L'ouverture sur la vie privée, sur les besoins de communication que ressentent les individus, sur [200] l'apprentissage qu'ils acquièrent pour leur bénéfice personnel par l'entremise de leur participation à une démarche d'action collective, correspond à autant d'aspects qui sont présents, bien entendu, depuis plusieurs années à l'intérieur des mouvements urbains. Ces éléments n'étaient pas

forcément reconnus auparavant à titre de retombées majeures et pertinentes - ou valables - de l'action des mouvements urbains.

De ce point de vue, il nous apparaît donc que la résurgence des valeurs individualistes à l'intérieur des mouvements urbains - le fait notamment que les bénéfices individuels découlant de l'action collective ne soient plus tabous, mais aussi la reconnaissance des prérogatives individuelles et des exigences propres à la vie quotidienne -, loin de menacer leur survie, contribue plutôt à favoriser l'adaptation de l'action collective dans un contexte de restructuration des institutions publiques.

Sous cet angle, l'engagement personnel des acteurs des mouvements urbains déborde la scène privée. En acceptant de considérer l'action collective d'un point de vue individuel - en admettant que l'engagement dans une cause commune relève d'un choix personnel et profite directement aux acteurs eux-mêmes -, on ne dit pas pour autant que les acteurs optent pour une voie « utilitariste » (Bellah et autres, 1985) ou pour un repli « narcissique » (Lipovetsky, 1983). Nous sommes plutôt face à la nécessité de repenser les liens du social à partir d'une reconnaissance de la légitimité du particulier et de l'individuel (Ferry et Renaut, 1987). Le pragmatisme des mouvements urbains découle d'une telle reconnaissance. Il ne s'agit plus de résoudre les paradoxes du libéralisme démocratique sur un plan formel, mais de formuler des solutions pratiques, en situation, compte tenu des contraintes institutionnelles ou sociales et de la marge de manoeuvre des acteurs. Sous ce rapport, la scène locale devient une arène où peuvent se formuler des compromis, s'élaborer des consensus. La démocratie locale ne prend plus la figure d'une utopie communautariste mais se réalise à travers les compromis qu'effectuent la classe politique et l'ensemble des acteurs socio-économiques en regard de certaines exigences propres à l'individualisme.

Pour mieux comprendre ces éléments, nous pouvons les rattacher à la problématique du « devenir par l'action » que proposent Bowles et Gintis (1986). Leur perspective véhicule en effet une critique et un dépassement du libéralisme en ce qu'elle suggère une [201] intégration des fonctions - séparées dans le cadre du libéralisme - de décision et d'apprentissage. Même si le libéralisme a permis de mettre en lumière l'importance des choix individuels en matière d'action collective, il a, par ailleurs, toujours considéré ceux qui apprennent (*learners*) comme

une catégorie résiduelle par opposition aux décideurs (*choosers*) (Bowles et Gintis, 1986 : 124).

L'action des mouvements urbains montréalais des années 1980, tout comme l'action mise de l'avant par d'autres mouvements sociaux, rompt avec la schizophrénie de l'idéologie libérale, qui maintient un déséquilibre entre ceux qui sont en position de pouvoir et les autres. Les choix sont individuels aussi bien que collectifs, d'une part, tandis que, d'autre part, les individus apprennent d'une manière dynamique dans ces processus de choix constitutifs de toute démocratie en acte. La conquête de l'autonomie pour les individus se réalise au moyen d'un apprentissage qui découle d'un engagement personnel aussi bien dans la vie privée que sur la scène publique :

In our view, learning and choosing represent polar categories of a more general form of social action. In place of the archetypal « child » and « adult » of liberal theory, we say that the individual constitutes preferences and develops personal powers through acting in the world (Bowles et Gintis, 1986 :126).

Dans le cadre de cette problématique enfin, l'action, les choix personnels, la défense de l'identité, l'apprentissage et, finalement, la conquête d'une démocratie locale favorisant l'émancipation tant individuelle que collective vont de pair :

Individuals identify with others because others are integral to their individuality, and they act with others not only to get but to become. The key to understanding collective action, we believe, lies in the observation that ends are not pre-given, and hence that there is a constitutive aspect of social interaction. In other words, individuals enter into practice with others not only to achieve common goals, but also to determine who they are and who they shall become as social beings (Bowles et Gintis, 1986 : 150).

On peut concevoir dès lors que pour les individus, d'un côté, la poursuite de fins privées et, de l'autre, l'engagement dans des démarches d'action collective n'apparaissent pas forcément comme irréconciliables. On comprend mieux, en ce sens, que s'il est possible pour les mouvements urbains de contribuer au renouvel-

lement de la démocratie locale, ce n'est qu'à la condition de reconnaître la spécificité et l'importance tant des intérêts que des prérogatives [202] individuels. C'est d'ailleurs en faisant valoir cette exigence que les défenseurs de la syndicalisation à l'intérieur d'un certain nombre de mouvements urbains montréalais ont entrepris leur intervention, permettant ainsi de mieux faire voir l'importance d'une prise en compte des intérêts individuels dans toute démarche collective, et ce, en dépit des ambiguïtés et des effets négatifs qui en ont découlé dans ce cas.

[203]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉALAIS.**

Chapitre 8

Miser sur la démocratie locale

[Retour à la table des matières](#)

Miser sur l'action collective dans le but d'améliorer une situation personnelle demeure un pari risqué. À moins que l'on conçoive qu'un tel engagement ne constitue pas une démarche hétéronome, qui se fait au détriment des préoccupations et des intérêts individuels. À moins que l'on considère que les lieux de rassemblement qui servent de support aux démarches collectives sont à la fois des lieux d'apprentissage, de décision et de reconnaissance pour les individus qui s'y retrouvent. À moins que l'on accepte, finalement, que l'engagement dans le domaine public, pour reprendre l'expression d'Hannah Arendt (1961), puisse être, d'une certaine manière et en dernière analyse, du ressort du domaine privé et, à ce titre, puisse constituer un choix tout à fait légitime pour les individus, dans le sens de leurs intérêts.

Action publique et action privée n'apparaissent plus, sous cet angle, comme entièrement antinomiques. Leur réconciliation passe toutefois nécessairement par l'entremise d'une intentionnalité qui est avant tout celle des acteurs. Mais l'engagement dans l'action collective demeure, pour les individus, un choix personnel

dont les conséquences s'interprètent en termes à la fois subjectifs et politiques. C'est principalement sur cette seconde dimension que nous avons fait porter nos analyses, tout en rappelant à l'occasion qu'elle n'était pas sans lien avec la première.

À Montréal, la scène locale et l'ensemble du système politique ont été à la fois directement et indirectement interpellés et, jusqu'à un certain point, transformés par l'action des mouvements urbains. Dans quelle mesure ceux-ci sont-ils parvenus à changer radicalement cette ville ? Dans quelle mesure ont-ils réussi à humaniser Montréal dans le sens de leurs intentions les plus radicales, qui remettaient en question la gestion élitiste mise en pratique par une administration [204] municipale retardataire pendant presque trois décennies ainsi que les inégalités sociales croissantes qui en découlaient ? En d'autres termes, jusqu'à quel point les mouvements urbains montréalais ont-ils gagné leur pari sur la démocratisation ? Dans quelle proportion ont-ils été capables d'infléchir les tendances urbaines du redéveloppement, parvenant à effectuer une réappropriation sociale de l'agglomération pour le bénéfice de l'ensemble de ses citoyennes et citoyens ?

Il est toujours délicat de porter un jugement définitif sur des parcours qui se poursuivent. Néanmoins, manifestement, contre toute attente, et en dépit des menaces qui pèsent sur la survie d'un nombre important d'organisations et de groupes, en dépit également de leur fragilité et de leur vulnérabilité, notamment sur le plan financier, il semble bien que le dynamisme des mouvements urbains, loin de se tarir, se renouvelle, repoussant ou contournant les contraintes administratives et institutionnelles, grâce à la détermination et à la créativité de leurs acteurs. Toutefois, avant de suggérer quelques éléments de réponse aux questions relatives à la portée effective des mouvements urbains montréalais, il est indispensable de revenir au contenu de leurs revendications et aux modes d'organisation qu'ils ont empruntés ou mis de l'avant en reprenant les principaux éléments qui se dégagent des analyses présentées dans les chapitres précédents. On verra, par la suite, que les éléments de réponse à nos questions nous invitent à considérer une ambivalence qui semble constitutive, du moins à première vue, des formes d'action collective préconisées par les acteurs des mouvements urbains, et que l'on retrouve d'ailleurs évoquées dans quelques interprétations récentes suggérées par la sociologie des mouvements sociaux. Le sens de l'action collective par rapport aux enjeux de la démocratie locale montréalaise peut, en dernière instance, être interprété dans

une perspective qui fait la part belle à la spécificité de la médiation politique telle qu'elle est mise en pratique par les acteurs des mouvements urbains eux-mêmes en dehors de toute soumission à des impératifs idéologiques ou bureaucratiques.

Pragmatisme et médiations politiques

Du début des années 1960 au terme des années 1980, les mouvements urbains montréalais ont non seulement été au centre des affrontements politiques sur la scène locale, mais ont de plus, à maintes occasions, contribué très directement à délimiter l'espace de la démocratie [205] locale. Grâce à leurs revendications et aux pressions qu'ils ont exercées sur le système politique et ses différentes instances, ils sont parvenus à en modifier la représentation dominante - en tant qu'espace public dont l'accès est réservé aux élites - tout en soulignant ses limites. En ce sens, si la scène politique locale paraît être un lieu de médiation privilégié, elle n'est plus considérée comme le seul relais possible, ni comme le seul relais suffisant, même si, par ailleurs, ses responsabilités politiques se sont passablement accrues au cours des années 1980.

Des premiers comités de citoyens qui demandaient en priorité une participation aux programmes de rénovation urbaine jusqu'aux corporations de développement économique et communautaire qui, ces dernières années, se sont engagées dans des stratégies de développement local, les mouvements urbains ont vécu des transformations, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, que les bouleversements socio-économiques et socio-politiques survenus sur la scène urbaine ainsi que les engagements des acteurs permettent d'éclairer. En tenant compte de ces dimensions on peut affirmer que l'action des mouvements urbains a contribué, par delà les événements extérieurs qui balisent souvent la marge de manoeuvre du pouvoir local, à modifier les représentations du rôle de la classe politique et des principales forces sociales, eu égard aux responsabilités que ces acteurs doivent ou devraient assumer dans l'aménagement et le développement de Montréal.

Compte tenu de leur diversité tant idéologique qu'organisationnelle, les mouvements urbains s'inscrivent en outre, à l'intérieur de tendances générales ayant caractérisé l'évolution des mouvements sociaux dans leurs rapports avec les forces

dominantes et en particulier avec l'État au cours de la période que nous avons considérée. Plusieurs chercheurs ont souligné à cet égard, au sujet de la réalité montréalaise et québécoise, que les mouvements sociaux ont constitué soit des éléments dynamiques à l'intérieur de la société civile, s'interposant contre un « rétrécissement de l'espace de la démocratie » (Brunelle, 1983 : 20), soit des « lieux d'expérimentation » capables de résister à une « appropriation étatique de la vie sociale » (Bélanger et Lévesque, 1987 : 266). Si les mouvements urbains montréalais ont été résolument partie prenante à ces tendances générales, nous avons vu par ailleurs que leurs modes d'intervention étaient fragmentés et à maintes reprises paradoxaux, de sorte qu'en dépit des critiques radicales formulées à l'endroit de l'étatisme, leurs démarches ont pu contribuer, à maintes occasions, à renforcer l'idéologie dominante.

[206]

C'est dans cet esprit, par exemple, qu'il faut situer la contribution des mouvements urbains à la définition et à la consolidation de l'État-providence. Leurs revendications ont, en effet, souvent servi de justification, tant pour la classe politique que pour la bureaucratie, à une extension de l'intervention de l'État dans des domaines abandonnés auparavant aux entreprises privées ou aux oeuvres de charité. À ce propos, on doit noter toutefois que les interventions débordaient la scène locale. Mais les difficultés rencontrées par l'État-providence à la fin des années 1970 sont venues modifier le scénario. Et cela non seulement parce que les finances publiques n'étaient plus en mesure de supporter une extension du filet de la protection sociale, mais aussi parce qu'un nombre croissant de groupes remettaient en question le modèle de prise en charge étatique élaboré sous l'égide de l'État-providence.

La crise afférente à la mise en place d'un modèle de gestion du social qui peut être qualifié de modèle de remplacement s'est perpétuée tout au long des années 1980 et il semble bien que nous en vivions encore les effets, surtout si l'on pense à l'accroissement de la pauvreté et de la précarité à l'intérieur de segments importants de la population, en particulier dans les quartiers populaires montréalais où se retrouve en ce moment la plus forte concentration de pauvres au Québec. D'ailleurs, c'est à l'occasion de ce virage idéologique et institutionnel que la classe politique s'est très nettement tournée du côté des mouvements sociaux, comme nous l'avons vu, pour expérimenter et mettre en oeuvre des modes différents de gestion

du social à l'intérieur desquels une place plus grande est faite aux initiatives et à l'intervention des milieux communautaires, y compris les mouvements urbains. Le principe du partenariat et la perspective d'un dépassement du clivage traditionnel entre action publique et solidarité communautaire pouvaient dès lors être énoncés et mis en pratique. Les conflits ayant donné forme à l'action collective se sont déplacés, à partir de là, vers des contenus et des enjeux sectoriels fortement marqués par les besoins des milieux locaux ou ceux de certains groupes sociaux, délaissant peu à peu le terrain des luttes idéologiques au profit de négociations pragmatiques, redessinant du même coup la configuration des relations entre l'État et la société civile.

Mais avant toute chose, nous devons insister sur la pluralité des mouvements urbains montréalais. Il est vrai que, dans l'ensemble, leur ouverture sur un certain pragmatisme s'est substituée, au cours des dernières années, à des approches fortement inspirées par des [207] visions idéologiques. Toutefois, ce pragmatisme ne permet pas, à lui seul, de rendre compte du sens de l'action collective autour des enjeux urbains montréalais à cause, premièrement, du pluralisme évoqué précédemment. En effet si le pragmatisme semble en voie d'être une référence nécessaire, il arrive qu'il soit supplanté par de nouvelles préoccupations qui se définissent en termes culturels, sociaux ou politiques. Deuxièmement, une foule d'autres caractéristiques nous paraissent également importantes.

À ce sujet, il faut mentionner la préoccupation à l'égard des aspects reliés à la vie personnelle des acteurs, à leurs prérogatives individuelles. De plus en plus, les mouvements urbains sont reconnus par les acteurs eux-mêmes comme des lieux légitimes d'expression ou d'affirmation des intérêts individuels : même si, dans les faits, c'était tout autant le cas auparavant, cela était très peu admis.

Sur un autre plan, c'est le registre stratégique de l'action collective qui est modifié. De fait, nous pouvons dire que l'action collective autour des questions d'aménagement et de développement urbains s'élabore plus volontiers, depuis quelques années, en termes pro-actifs.

Le dynamisme des mouvements urbains à ce sujet rejoint enfin une dernière caractéristique qui se trouve au coeur de la critique qu'ils adressent à la lecture étatique du social, laquelle établit un clivage entre le domaine de la production et celui de la reproduction, cantonnant traditionnellement les politiques sociales et

les mesures de réinsertion à l'intérieur de ce second domaine. Les acteurs des mouvements urbains, en intervenant dans le sens d'une amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population montréalaise, en ayant recours à des moyens appropriés de réinsertion sociale - notamment au moyen de la mise sur pied de programmes de formation à l'emploi ou de soutien technique et financier à des projets de création d'entreprises - et en mettant de l'avant une problématique de développement local qui dépasse la vision étriquée du social inventée par la classe politique et les classes dirigeantes, font éclater le modèle hiérarchisé des rapports sociaux.

En ce sens, les mouvements urbains proposent une vision du social qui fait place aussi à une compréhension plus extensive de la démocratie. En quelques mots, celle-ci n'est plus cantonnée à la sphère politique et aux processus de représentation qui y prennent place, mais doit favoriser l'expression des acteurs à l'intérieur d'espaces socio-économiques qui reconnaissent le « droit d'entreprendre » [208] et la possibilité pour les individus de faire des choix conséquents à l'égard du développement ainsi que des valeurs et priorités qu'ils acceptent d'y inscrire. Le défi à relever pour une telle vision s'articule, en fin de compte, à une problématique du développement local capable de faire une place à tous les groupes sociaux, allant jusqu'à favoriser la réinsertion sociale des plus démunis. Il s'agit là non plus uniquement d'une extension de la démocratie - comme on le revendiquait auparavant par des demandes de participation aux affaires urbaines - mais d'un élargissement de ses possibilités d'expression.

Toutefois, ces remarques ne signifient pas que les acteurs des mouvements urbains montréalais partagent une vision univoque. Elles n'en traduisent pas moins des préoccupations que partagent également, dans une certaine mesure, en plus des CDEC, beaucoup d'autres mouvements urbains comme les radios communautaires, les garderies populaires, les organismes d'éducation populaire, les organismes de jeunes, etc.

Cependant, l'engagement des mouvements urbains dans le sens d'un approfondissement de la démocratie ne dissout pas pour autant les vieux problèmes. Le sous-financement, la fragilité organisationnelle, les menaces encore réelles de contrôle institutionnel, sans parler des difficultés liées aux contenus des problèmes sociaux avec lesquels ils transigent quotidiennement, constituent autant d'aspects qui infléchissent ou alimentent le sens de l'action collective tant pour les

acteurs individuels que pour les groupes. À ce titre, l'action des mouvements urbains se définit beaucoup moins, de prime abord, par rapport à une conception du politique qu'à partir d'impératifs pratiques.

Par surcroît, la diversité, le pluralisme, l'éclatement des mouvements urbains - au plan organisationnel, social ou idéologique - semblent n'avoir jamais été aussi grands. Cela est dû en partie aux facteurs mentionnés précédemment - comme le recours au pragmatisme ou la reconnaissance des prérogatives individuelles à l'intérieur des organisations -, mais des éléments contextuels peuvent aussi contribuer à expliquer ce phénomène. Il faut rappeler à ce sujet les transformations du modèle de gestion du social dont il a été question à quelques reprises. Il faut évoquer aussi les contraintes relatives au développement urbain et les facteurs économiques, juridiques ou financiers qui en constituent les variables déterminantes. Il faut penser enfin aux transformations d'ordre socio-démographique [209] qui ont modifié le paysage social de Montréal au cours des années 1980 : accroissement du nombre de familles monoparentales et de personnes vivant seules, vieillissement de la population et baisse du taux de natalité, accroissement du taux d'activité des femmes, accentuation de la précarité de l'emploi, chez les jeunes en particulier et, enfin, présence accrue des groupes ethniques sur la scène locale.

Tous ces changements socio-démographiques ont eu un impact certain sur le contenu et la configuration de l'action collective. Ils ont eu pour effet, notamment, de modifier la composition sociale des mouvements tout en affectant leurs préoccupations concrètes. Ils participent également à une redéfinition de la démocratie locale sur le terrain de la vie quotidienne.

Cependant, considérés du point de vue de leur évolution et compte tenu des représentations du développement urbain et de la démocratie locale qu'ils ont formulées, les mouvements urbains montréalais sont intervenus à l'intérieur d'un système politique et d'une réalité dont ils ont contribué à modifier les représentations. Cette évolution nous invite donc à considérer de plus près la portée politique effective de leur action collective.

Effets politiques sur la scène locale

En dépit des oppositions - parfois très vigoureuses - qu'ils ont déployées à l'encontre des projets publics et privés de redéveloppement, les mouvements urbains montréalais ne sont pas parvenus à faire échec à la logique marchande et capitaliste qui a déterminé les principales décisions d'aménagement. En ce sens, ils peuvent être comparés aux mouvements de même nature qui se sont manifestés ailleurs, dans d'autres villes d'Europe et d'Amérique du Nord (Castells, 1983). Mais cette conclusion générale ne nous dit pas tout sur l'impact et les effets les plus importants que ces mouvements ont produits sur les conceptions et les pratiques de l'aménagement, le cadre de sa gestion ainsi que le sens de la ville et de la vie urbaine. Pour ne faire référence qu'aux exemples les plus connus - que l'on pense aux droits des locataires, à la protection du patrimoine et de l'environnement, à la fourniture de services urbains adaptés aux besoins sociaux -, on peut dire que les mouvements urbains ont réussi à améliorer la qualité et la quantité des services ainsi que l'aménagement et sa gestion. En mettant de l'avant des expériences d'autoprise [210] en charge de certains services, ils ont contribué à redéfinir la gestion publique de ces services et favorisé dans cette foulée un élargissement de la notion de démocratie locale.

Sur le plan politico-institutionnel, nous pouvons dire que les mouvements urbains montréalais ont contribué directement à une transformation des rapports de pouvoir. L'arrivée au pouvoir du RCM en 1986 n'aurait pas été possible, selon toute vraisemblance, sans l'appui des mouvements urbains à ce parti, et ce au-delà des périodes électorales. Le RCM n'aurait même probablement pas vu le jour si les mouvements urbains ne s'étaient pas engagés, dès la fin des années 1960, à l'intérieur d'une démarche de lutte politique - en participant très activement à la création du FRAP - qui les a conduits à remettre en question le modèle de gestion politique élitiste, autoritaire et, dans une certaine mesure, anti-démocratique qui prévalait à l'Hôtel de ville.

Par la suite, en prenant le relais du FRAP, le RCM a non seulement intégré à son programme les revendications mises de l'avant par les mouvements urbains, il a de plus défini ses objectifs, sa vision de la ville et ses priorités par rapport au

projet de démocratisation formulé par les mouvements urbains. Le RCM se définissait donc, du moins à l'origine, comme le principal interprète des mouvements urbains, même s'il entendait respecter leur autonomie. Cela ne signifie pas que les liens entre le RCM et les mouvements n'ont pas été conflictuels à plusieurs occasions, mais, tant que le RCM n'a pas été au pouvoir, ces divergences n'ont jamais modifié le type de rapprochement et d'alliance qui existait au départ entre le RCM et les mouvements urbains.

En contribuant, à la fois directement et indirectement, à faire accéder le RCM au pouvoir, les mouvements urbains ont réussi à atteindre certains de leurs objectifs, notamment à l'endroit d'une revalorisation de la vie locale à l'échelle des quartiers. Par ailleurs, ils ont obtenu certaines améliorations sur le plan de l'aménagement et des services urbains, compte tenu de la perspective social-démocrate mise de l'avant par l'administration du RCM (Léveillé et Léonard : 1988). Mais ont-ils pour autant gagné leur pari sur la démocratisation ?

Au terme des années 1980, sous plusieurs angles, il ressort que l'administration municipale montréalaise s'est passablement modernisée. Cette réforme avait d'ailleurs été entreprise dès la fin des années 1970 par l'administration de l'ancien maire Drapeau et son [211] équipe (Léveillé, 1988). Le RCM a donc poursuivi, à cet égard, un travail déjà amorcé, bien qu'il ait introduit des innovations supplémentaires en matière de consultation publique et d'information.

Toutefois, les changements institutionnels ne suffisent jamais à transformer un tissu social fortement touché par la précarité et les inégalités. De ce point de vue, malgré les bonnes intentions politiques, sur le plan socio-économique, Montréal traverse une période difficile.

Les observateurs de la scène locale montréalaise parlent volontiers, depuis quelques années d'ailleurs, de problèmes de reconversion, de déclin, de dépérissement, d'incapacité des dirigeants de se concerter à l'échelle tant régionale que nationale pour soutenir une relance de l'agglomération (McDonough et Fauteux, 1985 ; Higgins, 1986 ; Proulx, 1989 ; Picard, 1986). Autant de maux qui se repercutent sur le dynamisme socio-économique, les possibilités d'emploi, les conditions de vie, et qui peuvent s'expliquer, du moins en partie, par le fait que les réformes ont souvent été cantonnées à la sphère politico-institutionnelle sans concertation véritable avec les acteurs socio-économiques.

Pour démocratiser l'administration municipale, le RCM a surtout mis l'accent sur une politique d'information, sur une gestion décentralisée de certains services et sur la mise en place de processus consultatifs, en particulier dans le domaine de l'aménagement. Certaines critiques formulées au sujet de sa gestion font surtout ressortir les contradictions internes au parti (Milner, 1988) - qui se répercutent bien entendu à l'intérieur de l'administration municipale - entre diverses tendances idéologiques : le courant décentralisateur n'a pas abandonné l'idée des conseils de quartier pour effectuer une démocratisation à la base, le courant réformiste poursuit une amélioration et un changement de la vie locale en s'appuyant sur l'appareil administratif, et le courant pragmatiste s'inspire d'une idéologie incrémentale.

Dans les faits, la vision progressiste - sociale-démocrate - du RCM se trouve doublement limitée par la marge de manoeuvre restreinte spécifique au champ d'intervention municipal, par les conflits entre les principales tendances qui s'expriment à l'intérieur du parti (Milner, 1988), ainsi que par le choix du conseil exécutif d'opter pour une approche pragmatique. En ce sens, l'image publique de la nouvelle administration municipale projetée par l'équipe du RCM, et qui semble prévaloir dans l'opinion publique, est celle d'une [212] administration modernisée, ouverte au consensus et désireuse de démocratiser la gestion de la ville.

Les limites inhérentes à cette approche ont été clairement dénoncées par des conseillers dissidents à l'intérieur du caucus du RCM, ces derniers allant jusqu'à contribuer à la mise sur pied de deux formations politiques qui entendent se situer à la gauche de ce parti, l'une dans une perspective écologique, l'autre dans une perspective de démocratie participative.

Ces événements font ressortir très clairement la nature des contradictions à l'intérieur du RCM, tout comme ils permettent de souligner les limites inhérentes à des démarches de consultation dont l'accent majeur porte sur les aspects instrumentaux ou procéduraux. En effet, la consultation publique, en dépit des formes qui la caractérisent - encourageant une participation plus ou moins poussée de la population locale à l'élaboration des projets d'urbanisme -, demeure une procédure juridique et administrative qui, au-delà de ses effets bénéfiques en termes de diffusion de l'information et d'ouverture administrative, favorise avant tout les professionnels qui contrôlent la démarche ainsi que les instigateurs des projets qui ont la maîtrise du dossier (Gariépy, Soubeyran et Domon, 1986).

Nous retrouvons là un vieux problème administratif - comment concilier la satisfaction des citoyens et le pouvoir des décideurs ? - dont la réponse ne se trouve pas du côté procédural. Pourquoi les citoyens participeraient-ils à une démarche qui risque bien souvent de desservir leurs intérêts ? Jusqu'à quel point doivent-ils faire confiance à celles et ceux qui disent parler en leur nom ?

Les mouvements urbains montréalais ont presque toujours fourni des réponses circonstanciées à ces questions, demeurant prudents à l'égard des offres de participation faites par l'administration municipale ou par d'autres acteurs publics. De plus, bien que situant avant tout leur action sur la scène locale, ils ne se sont jamais limités à interagir uniquement avec l'administration municipale, leur principal interlocuteur étant davantage l'État local, sinon les principaux acteurs du pouvoir local (Germain et Hamel, 1985). Et cela est encore plus vrai depuis le milieu des années 1980, quand les mouvements urbains, du moins une partie d'entre eux, ont commencé à inscrire leur action à l'intérieur d'une problématique de développement local. Dans cette perspective, la revendication de la démocratisation de la scène locale que faisaient les mouvements urbains au début des années 1960 semble encore à l'ordre du jour.

[213]

Bien que l'on puisse dire qu'un tel pari a été gagné partiellement avec l'arrivée au pouvoir du RCM, on peut ajouter qu'il s'est aussi renouvelé à cette occasion, faisant ressortir de nouvelles contradictions et de nouveaux défis. Les acteurs des mouvements urbains ont pu constater très concrètement, et à plusieurs reprises, qu'ils avaient des alliés à l'Hôtel de ville. Mais ils ont aussi découvert que ces derniers pouvaient, à d'autres moments, prendre leurs distances, soit en invoquant des contraintes administratives ou financières, soit en mettant de l'avant des priorités particulières. Les acteurs des mouvements urbains expérimentaient ainsi, dans un contexte un peu différent, ce qu'ils ont, en fait, découvert progressivement depuis le début des années 1960, à savoir que, dans la pratique, la politique a finalement très peu de chose à voir avec un processus de décision rationnelle.

Sur le plan du développement urbain et en ce qui concerne la réappropriation sociale de l'espace, la portée de l'action des mouvements urbains demeure très mitigée, sinon faible, si l'on considère la forme urbaine de Montréal : étalement dû à une expansion non contrôlée, détérioration des infrastructures, détérioration

du cadre bâti dans les quartiers périphériques au centre-ville, insuffisance d'équipements pour les groupes sociaux les plus vulnérables, etc. Cette remarque ne doit toutefois pas nous faire oublier que les mouvements urbains ont néanmoins généré une foule d'effets positifs sur le plan culturel et symbolique, en ce qui a trait au changement des mentalités. Les valeurs auxquelles adhèrent les Montréalais à la fin des années 1980 en matière d'aménagement, de protection du patrimoine, d'environnement, de qualité et d'accessibilité des services urbains résultent d'une évolution des représentations de la ville qui est largement attribuable à l'action collective portée par les mouvements urbains.

Cela dit, à qui, à quel groupe, à quelles classes sociales l'action collective en matière d'aménagement et de développement urbains a-t-elle le plus profité ? Dans le cas de Montréal comme dans le cas d'autres villes en Amérique du Nord ou en Europe, les mouvements urbains se sont révélés essentiellement des mouvements pluriclassistes. Ce qui n'empêche pas que les classes moyennes, et en particulier les nouvelles classes moyennes, y aient joué un rôle très important, en particulier à partir des années 1980. De surcroît, si l'on considère leur contribution sur toute l'étendue de la période que nous avons étudiée, il ressort clairement qu'en participant à la mise sur pied de l'État-providence, à sa redéfinition et à l'élaboration de [214] modes de gestion du social plus appropriés à la conjoncture des années 1980, l'action des mouvements urbains n'a pas été sans incidence sur le renouvellement du consensus social et politique à l'intérieur de la société québécoise. Dans cette perspective, il serait tentant de prétendre que les mouvements urbains ont directement contribué à une intégration sociale favorable avant tout à la classe politique. Notre interprétation ne va pas dans ce sens, même si des effets de cette nature ne sont pas absents.

Au-delà des interprétations ambivalentes

En se définissant plus volontiers désormais comme partenaire plutôt qu'à titre de responsable et défenseur de l'intérêt général, l'État doit compter d'une manière de plus en plus active avec la présence et l'action des mouvements sociaux. Comme nous l'avons souligné au passage, ce phénomène a fait l'objet de diverses interprétations qui insistent toutes, finalement, sur le caractère ambivalent de la

situation. En résumé, dans une conjoncture de restructuration institutionnelle comme celle des années 1980, l'étatisation (*statization*) de la vie quotidienne qui se profile derrière les mécanismes de contrôle mis en place par l'État et auxquels se trouvent associés les mouvements sociaux - et l'ensemble du secteur communautaire - ouvre des brèches à l'intérieur du processus d'intégration sociale qui peuvent ou non être occupées d'une manière avantageuse par les acteurs des mouvements sociaux (Wolch, 1989). En d'autres termes, les mouvements sociaux se trouvent directement associés au projet étatique de réorganisation du contrôle social. Et à cette occasion, l'action collective peut aussi bien être piégée - nous assistons alors à un détournement de sens pour le bénéfice de la bureaucratie et de la classe politique - que profiter des ressources mises à la disposition des groupes et des organisations dans ces circonstances pour accroître l'autonomie des acteurs et favoriser un élargissement de la démocratie. L'enjeu se formule alors très clairement en termes politico-institutionnels. Les affrontements entre différents segments de l'État et les mouvements sociaux se déroulent aussi bien, dans ce contexte, à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'État (Katz et Mayer, 1983 ; Craig, 1987). On comprend que tout ici se joue en relation aux rapports de forces entre les acteurs, aux stratégies qu'ils mettent de l'avant ainsi qu'à la nature des problèmes ou des services autour desquels s'effectuent les revendications et les mobilisations.

[215]

En respectant la spécificité des enjeux locaux et l'influence des éléments contextuels nationaux et culturels sur les négociations qui surviennent entre l'État et les mouvements sociaux, ces interprétations n'en laissent pas moins ouverte la question du sens de l'action collective et de la portée effective des mouvements urbains. Qu'est-ce qui se dégage finalement, au-delà des événements conjoncturels ? Est-ce que les actions collectives entreprises à partir des projets des acteurs de ces mouvements, de leur souci de répondre d'une manière adéquate aux besoins sociaux et aux problèmes d'aménagement de leur ville peuvent échapper à terme aux efforts soutenus et sans cesse renouvelés d'intégration institutionnelle ? Autrement dit, les mouvements urbains, en dépit du fait qu'ils participent forcément au renouvellement des institutions publiques - y laissant sans doute à maintes occasions une partie d'eux-mêmes, de leur originalité sur le plan organisationnel et professionnel -, ne poursuivent-ils pas une tâche indispensable qu'ils sont seuls capables d'assumer ?

Il est judicieux de rappeler que les mouvements urbains ont effectivement contribué d'une manière innovatrice à l'élaboration des politiques et des programmes gouvernementaux dans plusieurs domaines, tout comme ils ont joué un rôle majeur dans la mise sur pied et la gestion de certains équipements collectifs. Sous cet angle, il est certain que les mouvements urbains montréalais - comme cela semble également vrai pour plusieurs villes des États-Unis (Boyte, 1980) - ont joué un rôle indispensable, qui s'est d'ailleurs affirmé d'une manière croissante à partir du milieu des années 1960. Uniquement de ce point de vue, leur légitimité nous paraît donc complètement acquise.

D'autres aspects cependant, tout aussi importants mais passés plus souvent sous silence, méritent également notre attention. Ce que défendent les acteurs des mouvements urbains, en dépit des difficultés particulières auxquels ils ont été confrontés tant sur le plan organisationnel que sur le plan idéologique (Sarrazin, 1982 ; Hamel, 1983a), c'est avant tout l'idée d'une démocratie locale qui soit compatible avec le projet d'une réappropriation sociale de la ville par les acteurs.

Dans cette perspective, les mouvements urbains montréalais ont critiqué les visions idéalisées ou fictives de la planification urbaine mises de l'avant par les pouvoirs publics municipaux. Leur action a montré que l'aménagement, tout comme les priorités ou les choix publics en matière de développement, résulte de choix qui n'ont [216] rien de nécessaire, découlant principalement d'un processus de décision politique et de sa spécificité. Comme plusieurs théoriciens de la planification l'ont montré, les choix dans ce domaine ne s'articulent pas autour d'un modèle de décision rationnelle (Catanese, 1974 ; Forester, 1989). Ils relèvent plutôt d'une interaction entre des acteurs stratégiques soumis à plusieurs facteurs : contraintes institutionnelles, efficacité de la représentation des intérêts privés, configuration du rapport de forces entre les principaux groupes et classes sociales, impondérables résultant de la conjoncture et qui alimentent la scène politique (Webber, 1978).

En contribuant à éclairer la nature profonde du processus politique et en critiquant le caractère autoritaire de la « politique professionnelle », les mouvements urbains n'entendent pas ici pallier les lacunes de la démocratie représentative par le complément d'une « démocratie participative » (Palard, 1981), tout comme ils ne cherchent pas non plus à faire miroiter les promesses impossibles d'une démocratie directe extensive du type de celle que préconisaient certains mouvements de

défense des droits civiques au cours des années 1960, particulièrement aux États-Unis (Miller, 1987). Plus simplement, les mouvements urbains montréalais demandent d'élargir le processus politique en permettant à des acteurs tenus pour marginaux dans le passé de faire valoir leurs points de vue, leurs priorités, leurs visions de la ville. Par ailleurs, en dépit du fait qu'ils reconnaissent les limites de la médiation politique - et ce tant à cause de la spécificité du politique qu'en raison de la nature des rapports de pouvoir dans les sociétés complexes - et compte tenu, enfin, des préoccupations et des projets qu'ils mettent de l'avant, lesquels s'inscrivent maintes fois, intentionnellement, en marge du politique dans des domaines à caractère socio-culturel, les acteurs de ces mouvements n'en acceptent pas moins d'inscrire leur action par rapport à un cadre politique institutionnel.

En ce sens nous pouvons dire que les mouvements urbains montréalais ont exprimé d'une manière de moins en moins équivoque à travers leur courte histoire qu'ils sont des acteurs sociaux à part entière et ils ont réclamé la possibilité d'agir comme tels. C'est du moins ce qui se dégage, il nous semble, des analyses présentées dans les chapitres précédents.

Cette remarque ne doit toutefois pas nous faire oublier qu'à travers leur évolution, les organisations qui soutiennent les mouvements urbains se sont avérées précaires et vulnérables, leur survie [217] étant constamment menacée. Reprenons l'exemple du financement. Même si les enjeux du financement ont varié énormément selon les secteurs d'intervention, les ressources mises à la disposition des mouvements urbains dans leur ensemble demeurent insuffisantes à la lumière des responsabilités qu'ils assument, de leur rôle dans la gestion du social et de l'urbain. Du début des années 1960 au terme des années 1980, nous avons néanmoins pu constater que les mouvements urbains avaient acquis une certaine maturité à cet égard, étant désormais davantage en mesure de négocier avec les pouvoirs publics qu'ils ne l'étaient au début des années 1970, adoptant plus volontiers d'ailleurs une attitude pragmatique. Comme nous l'avons constaté cependant, ce changement d'attitude de la part des acteurs des mouvements urbains ne résout pas tous les problèmes. Le pragmatisme ne peut pas toujours permettre de contourner l'intégration institutionnelle. C'est au renouvellement de l'action collective qu'il faut dès lors faire appel.

C'est en bonne partie en s'inscrivant à l'intérieur d'une perspective de renouvellement de l'action collective que sont d'ailleurs apparues les corporations de

développement économique et communautaire au milieu des années 1980. En prenant cette initiative, les mouvements urbains montréalais voulaient contribuer au développement local. Ils n'acceptaient plus de limiter leur action au domaine de la reproduction, comprenant que les domaines de la production et de la reproduction, dans le contexte d'une économie fortement tertiariée, étaient imbriqués d'une manière de plus en plus serrée. Du même coup, ils suggéraient un approfondissement de la démocratie locale. Dorénavant, ils proposaient que la scène locale, en tant que lieu de concertation des principaux acteurs socio-économiques, leur soit désormais ouverte également. Ils revendiquaient le droit de participer très concrètement au développement et à la reconversion de Montréal. Implicitement, ils faisaient valoir, à cette occasion, un modèle d'aménagement et de développement différent du modèle élitiste préconisé par les acteurs économiques dominants. Pour les CDEC, si le développement de Montréal est en panne, les solutions à mettre en oeuvre ne doivent pas pénaliser en premier lieu les citoyens et citoyennes des quartiers populaires. Dans un contexte de restructuration, il est inacceptable de mettre de côté ou d'ignorer les problèmes d'intégration sociale qui résultent des bouleversements technologiques et des transformations socio-économiques occasionnées par les changements du système de production.

[218]

En définissant une foule de projets de développement dans leurs quartiers respectifs, les CDEC optaient également pour un certain pragmatisme tout comme l'ont fait beaucoup d'autres mouvements urbains avant elles. Dans ce cas aussi, toutefois, l'action collective demeure un pari fragile ; en dépit des appuis institutionnels reçus, elle doit transiger avec une tradition d'attentisme et de laisser-faire sur la scène locale. Il s'avère plus facile d'admettre le principe de la concertation que de le mettre en pratique. À ce sujet, les CDEC ont été confrontées à beaucoup de résistances. De toute manière, il est certain qu'à elles seules, ces corporations ne peuvent résoudre tous les problèmes. Leur dynamisme ne peut jamais se substituer à celui des entrepreneurs locaux par exemple. Au surplus, il y a des problèmes qui affectent durement les populations démunies des quartiers urbains, mais qui résultent de choix économiques et politiques faits ailleurs (Lenz, 1988). Il s'agit là, indéniablement, d'une limite supplémentaire à l'action des corporations communautaires de développement.

Enfin, à partir de l'exemple de la syndicalisation, nous avons vu qu'en dépit des problèmes qu'elle a pu occasionner à l'intérieur des organisations, cette démarche a contribué à mettre en lumière la diversité des intérêts divergents qui coexistaient à l'intérieur des mouvements urbains et que les représentations idéologiques des années 1970 avaient contribué à occulter, affaiblissant d'autant la portée effective de l'action collective. En fait, nous pouvons dire que la démarche de syndicalisation à l'intérieur d'un certain nombre de mouvements urbains au cours de la fin des années 1970 et au début des années 1980, correspondait aussi à un rôle accru des professionnels dans ces mouvements ; elle a été l'occasion de redéfinir le principe de solidarité cher aux acteurs de ces mouvements ; elle soulignait également le fait que si des professionnels et des citoyens pouvaient partager des visions communes de la gestion des équipements, ils étaient néanmoins susceptibles de vivre des affrontements internes, à l'occasion, à cause de leurs intérêts, de leurs fonctions, ou de leurs rôles respectifs. La syndicalisation semble avoir accru, dans plusieurs cas, le pouvoir des permanents sur celui des usagers. Elle a néanmoins eu le mérite de porter à l'attention des acteurs l'importance de tenir compte des prérogatives individuelles dans les démarches d'action collective. Même si l'importance de cette dimension a été révélée à plusieurs autres occasions, dans le cas de la syndicalisation, elle a été mentionnée sans équivoque, contribuant là aussi à [219] ce que l'action des mouvements urbains prenne une allure plus pragmatique.

Notre intention n'était pas ici de tracer un portrait idyllique des mouvements urbains montréalais. Toutefois, il nous paraît important, avant tout, de rompre à la fois avec les visions défaitistes - qui prétendent que lorsqu'ils ne sont pas manipulés au profit d'intérêts particuliers, professionnels par exemple, ces mouvements ne servent qu'à renouveler les processus d'intégration institutionnelle des populations et des groupes marginaux - ainsi qu'avec les conceptions de type communautariste qui prêtent aux mouvements sociaux et à leurs acteurs des vertus qu'ils ne peuvent ni ne veulent assumer. Entre ces deux lectures, il y a place, il nous semble, pour une interprétation qui tienne compte davantage de la diversité de ces mouvements, de leurs contributions originales dans plusieurs domaines du social, de leur apport inestimable en ce qui a trait tant au renouvellement de la démocratie locale qu'à nos représentations collectives de la ville et de son aménagement.

Une telle interprétation va de pair, par ailleurs, avec une lecture dynamique de la société locale à l'intérieur de laquelle les acteurs dominants ne parviennent jamais à obtenir un contrôle complet ou totalement prévisible de leur environnement. Les avantages qu'ils tirent de leur position privilégiée ainsi que leur capacité à renouveler une hégémonie essentielle à la définition de leur statut dépend entièrement de la configuration des relations et des rapports de pouvoir qu'ils construisent, lesquels supposent un certain degré de consensus parmi l'ensemble des acteurs de la société civile, y compris les mouvements urbains. À cet égard, il ne s'agit pas de surestimer la portée politique de l'action menée par les mouvements urbains sur la scène politique montréalaise. Deux aspects méritent néanmoins notre attention. D'abord, en participant à la démocratisation de la scène politique locale, les mouvements urbains et leurs acteurs ont contribué à poser plus clairement la question du rôle de l'administration municipale à l'égard du développement local. Bien entendu, ils n'ont pas été les seuls à le faire. Il n'en reste pas moins que leur apport à ce sujet s'est révélé original et important. Ensuite, même si leur action s'est maintes fois articulée à des demandes de démocratisation de la scène politique locale sur un plan institutionnel, elle n'a pas moins souligné, également à plusieurs reprises, les limites d'une telle entreprise. La démocratisation souhaitée par les acteurs des mouvements urbains semble désormais s'inscrire dans un espace culturel et [220] politique sur lequel ils tentent d'avoir une prise immédiate et concrète.

Ces éléments se dégagent des analyses menées dans les chapitres précédents et permettent de mettre en lumière, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, la fragilité des mouvements urbains montréalais mais, en même temps, et ce, dès le début des années 1980, leur maturité indéniable. De ce point de vue, les mouvements urbains montréalais rejoignent, dans leurs actions et leurs revendications, une foule d'autres mouvements similaires qui sont apparus dans d'autres villes européennes et nord-américaines. Tout comme pour ces derniers, l'action collective dans le cas de Montréal s'est également définie prioritairement par rapport à des projets pour repenser la démocratie locale.

Il semble que les sociétés occidentales redécouvrent, depuis quelques années, la complexité des règles du jeu et des systèmes de représentation qui permettent de faire fonctionner la démocratie en acte. Et les mouvements sociaux, y inclus les mouvements urbains et leurs acteurs, ont manifestement joué à ce sujet un rôle

très important. Comme le souligne Melucci (1989) à la suite de plusieurs autres chercheurs, nous savons maintenant qu'il ne suffit plus de faire appel à la distinction entre l'État et la société civile, et donc en définitive de se porter à la défense de la société civile, pour alimenter et renouveler l'« invention démocratique » (Lefort, 1981). La réalité, comme nous l'avons vu, est beaucoup plus nuancée, complexe, contradictoire. Il n'en reste pas moins, cependant, que les revendications exprimées par les acteurs des mouvements sociaux relativement à leur autonomie et à leur identité sont devenues constitutives du processus général de médiation politique :

Democracy in complex societies requires conditions which enable individuals and social groups to affirm themselves and to be recognized for what they are or wish to be. That is, it requires conditions for enhancing the recognition and autonomy of individual and collective signifying processes. The formation, maintenance and alteration through time of a self-reflexive identity requires social spaces free from control or repression (Melucci, 1989 :172).

Et c'est précisément, ajoute Melucci, en créant de tels espaces que les acteurs des mouvements sociaux réussissent à se constituer en tant qu'acteurs légitimes.

En ce sens, la maturité des mouvements urbains montréalais ne se traduit pas uniquement par le biais de leur impact sur la scène [221] politique. Plus fondamentalement, leur action s'inscrit à la charnière de l'individuel et du collectif dans la délimitation d'un espace de vie quotidienne qui est à la fois social, économique et culturel. Dans cette perspective, ils ont contribué à un apprentissage de la démocratie en acte tant pour les individus que pour les groupes. En dernière analyse, cet apprentissage a permis aux acteurs d'affirmer qu'ils ne voulaient plus se percevoir eux-mêmes ou être définis par les autres comme des victimes.

L'autonomie réclamée par les mouvements urbains et par les acteurs qui y participent rompt définitivement sous ce rapport avec les visions fantasmées du changement social mises de l'avant dans les années 1970 tant par les groupes politiques d'extrême-gauche que par une certaine technocratie. Dans cette perspective enfin, notre interprétation de l'action collective des mouvements urbains montréalais s'éloigne complètement des interprétations de type « révolutionnariste ».

En ne laissant plus à la classe politique ou à la technocratie l'entière responsabilité ou le privilège de parler pour définir les besoins sociaux (Ignatieff, 1986), les mouvements urbains montréalais revendiquent le droit de participer, en tant qu'acteurs à part entière, à l'aménagement et au développement de leur ville. Conscients que leurs ressources sont limitées, ils n'en ont pas moins choisi de s'engager dans la mêlée, ne laissant plus aux autres le soin de définir leurs aspirations, leurs priorités, leur conception de la démocratie locale. Le sens de leur action collective n'est plus à venir. Il réside dans les projets qu'ils construisent aujourd'hui.

[223]

**ACTION COLLECTIVE ET DÉMOCRATIE LOCALE.
LES MOUVEMENTS URBAINS MONTRÉLAIS.**

OUVRAGES CITÉS

[Retour à la table des matières](#)

Arato, A., et J. Cohen, Social movements, civil society, and the problem of sovereignty, *Praxis international*, vol. 4 (3), 1984, pp. 266-283.

Arendt, H., *Condition de l'homme moderne*. Paris : Calmann-Lévy, 1961.

Arocena, J., M. Paul-Cavalier, P. Richard et D. Sartori, *Initiative locale et développement*. Paris : CNRS, 1984.

Arteau, M., Le commerce des idées doit-il être déficitaire ? *Le temps fou*, décembre 1980, pp. 41-44.

Aydalot, P., Crise économique, crise de l'espace, crise de la pensée spatiale, in B. Planque, éd. *Le développement décentralisé*. Paris : Litec, 1983.

Aydalot, P., *Commentaires sur la théorie du développement urbain*. Paris : Centre économie, espace, environnement, Dossiers du Centre économie, espace, environnement, 1986.

Badie, B., et Pierre Bimbaum, *Sociologie de l'État*. Paris : Grasset, 1979.

Balandier, Georges, *Le détournement*. Paris : Fayard, 1985.

Barcelo, M., F. Charbonneau et Pierre Hamel, *Option préférable d'aménagement et étalement urbain, 1978-1988, dans la région de Montréal*. Montréal, Université de Montréal : Faculté de l'aménagement, Notes de recherche URB 15, 1990.

Barel, Y., C. Arbaret-Schulz et A.-M. Butel, *Territoires et cadres sociaux*. Paris : Centre de recherche sur l'urbanisme, 1981.

Bayard, J., L'énonciation du politique, *Revue française de science politique*, vol. 35 (3), 1985, pp. 343-373.

Bédard, M. 1984. Notes pour l'allocution du ministre de la justice, Me Marc-André Bédard, à la rencontre entre les ressources communautaires et le ministère de la justice, in Service d'action communautaire. *Pour une participation avertie*. Montréal : Service d'action communautaire.

Bélangier, Pierre R., et Benoît Lévesque, "Le mouvement social au Québec : continuité et rupture (1960-1985)", in Pierre R. Bélangier, Benoît Lévesque, R. Mathieu et F. Midy, dir. *Animation et culture en mouvement. Fin ou début d'une époque ?* Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1987, pp. 253-266.

[224]

Bellah, R.N., R. Madsen, W.M. Sullivan, A. Swidler et S.M. Tipton, *Habits of the heart*. New York : Harper & Row, 1985.

Berger, J., "Alternatives au salariat", in É. Archambault et X. Greffe. *Les économies non officielles*. Paris : La Découverte, 1984.

Bergounioux, A., et B. Manin, *La social-démocratie ou le compromis*. Paris : Presses universitaires de France, 1979.

Bernard, F., Le taux de chômage atteint 21 pour cent dans certains quartiers de Montréal, *La Presse*, 16 août 1989.

Bernoux, P., *La sociologie des organisations*. Paris : Seuil, 1985.

Bihr, Alain, et J.-M. Heinrich, *La néo-social-démocratie ou le capitalisme autogéré*. Paris : Le Sycomore, 1979.

Birnbaum, Pierre, *La logique de l'État*. Paris : Fayard, 1982.

Birnbaum, Pierre, *Dimensions du pouvoir*. Paris : Presses universitaires de France, 1984.

Blanchard, S., “Le Centre-sud de Montréal continue de trimer dur pour sa relance”, *Le Devoir*, 25 avril 1990.

Boismenu, Gérard, “Keynésianisme et niveau provincial de l'État canadien”, in Gérard Boismenu et Gilles Dostaler, dir. *La théorie générale et le keynésianisme*. Montréal : GRETSE, 1987, pp. 109-130.

Boucher, N., *L'éducation populaire au Québec : outil de domination ou outil de libération ?* Paris : IEDEG, 1980.

Bourassa, Guy, “Les Montréalais et la démocratie”, in Guy Bourassa et J. Léveillé, éd. 1986. *Le système politique de Montréal*. Montréal : Cahiers de l'AC-FAS, no 43, 1982, pp. 293-301.

Bowles, S., et H. Cintis, *Democracy and Capitalism. Property, Community, and the Contradictions of Modern Social Thought*. New York : Basic Books, 1986.

Boyte H.C., *The Backyard Revolution. Understanding the New Citizen Movement*. Philadelphie : Temple University Press, 1980.

Bright, C., et S. Harding, “Processes of statemaking and popular protest”, in C. Bright et S. Harding, éd. *Statemaking and Social Movement. Essays in History and Theory*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1984, pp. 3-15.

Brunelle, Dorval, *Socialisme, étatismisme et démocratie*. Montréal Éditions Saint-Martin, 1983. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Buci-Clucksmann, C., et G. Therborn, *Le défi social-démocrate*. Paris : François Maspero, 1981.

Carette, J., Troisième âge : âge d'or sous le signe de la pauvreté, *Revue internationale d'action communautaire*, 16, 1986, pp. 199-205.

Castells, Manuel, *La question urbaine*. Paris : François Maspero, 1972.

Castells, Manuel, *Les luttes urbaines*. Paris : François Maspero, 1973.

Castells, Manuel, Book reviews : Katznelson : City Trenches, *International Journal of Urban and Regional Research*, 6 (3), 1982, pp. 447-449.

Castells, Manuel, *The City and the Grassroots*. Berkeley et Los Angeles : University of California Press, 1983.

Castells, Manuel, Class and community in urban social movements. *Urban Affairs Quarterly*, 24 (4), 1985, pp. 557-564.

Castells, M., et F. Godard, *Grandes entreprises, appareil d'État et processus d'urbanisation*. Paris : École pratique des hautes études, 1973.

Catanese, A.J., *Planners and Local Politics. Impossible Dreams*. Londres : Sage Publications, 1974.

CDEC du Centre-Sud, *Bilan des activités*. Montréal : CDEC du Centre-Sud, 1990.

Ceccarelli, P., "Politics, parties and urban movements : Western Europe", in N. I. Fainstein et S. S. Fainstein, éd. *Urban Policy Under Capitalism*. Beverly Hills : Sage, 1982, pp. 261-276.

Centre de formation populaire, *Synthèse des débats de la journée d'étude sur le mouvement populaire du 25 avril*. Montréal : CFP, 1981.

Centre de formation populaire, *La syndicalisation dans les groupes populaires*. Montréal : CFP, 1983.

Chambre de commerce de Montréal, *La croissance d'une métropole*. Montréal - Chambre de commerce de Montréal, 1983.

Chartier, B., *Néo-corporatisme et développement. Les corporations de développement économique et communautaire de Centre-Sud*. Montréal, Université du Québec à Montréal : Département de sciences politique. Travail effectué dans le cadre du séminaire de maîtrise sur les politiques urbaines, donné par Pierre Hamel, 1988.

CIDEM, *État de la situation. Vol. 1, Rapport du Sommet économique de Montréal (17-19 juin 1986)*. Montréal : CIDEM, 1986.

Clastres, P., *La société contre l'État*. Paris : Éditions de Minuit, 1974.

Coalition des organismes communautaires du Québec, *Pour la reconnaissance de l'action communautaire autonome*. Montréal : Coalition des organismes communautaires du Québec, 1988.

Cohen, J. L., "Rethinking social movements", *Berkeley Journal of Sociology*, no XXVIII, 1983, pp. 97-113.

Cohen, J. L., "Strategy or identity : New theoretical paradigms and contemporary social movements", *Social Research*, vol. 52 (4), 1985, pp. 663-716.

Coit, K., "Réponses à Castells", in *Prendre la ville*. Paris Anthropos, 1977, pp. 363-378.

Collin, J.-P., *La syndicalisation des militants*. Montréal INRS-Urbanisation, 1984.

Collin, J.-P., et J. Léveillé, "Le pragmatisme des nouvelles classes moyennes et l'urbain", *Revue internationale d'action communautaire*, no 13, 1985, pp. 95-102.

[226]

Comité de révision du programme d'aide aux OVEP, *L'éducation populaire autonome au Québec. Situation et développement*. Montréal : Organismes volontaires d'éducation populaire, 1987.

Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi de l'Est de Montréal, *Est de Montréal. Portrait socio-économique 1986*. Montréal : CREEEM, 1986.

Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi de l'Est de Montréal, *L'Est de Montréal. Se prendre en main*. Montréal : CREEEM, 1987.

Comité pour la relance et l'économie et de l'emploi du Sud-ouest de Montréal, *Sud-ouest : Organiser notre développement ensemble*. Montréal : CREESOM, 1989.

Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, *Rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux* (Rapport Rochon). Québec : Les Publications du Québec, 1988.

Conseil de l'Association des habitations Jeanne-Mance, "Non au chantage", *La Presse*, 19 juillet 1983.

Conseil des affaires sociales, *Deux Québec dans un. Rapport sur le développement social et démographique*. Boucherville : Gaëtan Morin éditeur, 1989.

Coriat, B., Le grand laboratoire d'expérimentation de l'après-taylorisme, *Le monde diplomatique*, no 385, 1986, pp. 13-14.

Côté, C., et Y. Harnois, *L'animation au Québec : sources, apports et limites*. Montréal : Éditions coopératives Albert St-Martin, 1978.

Craig, G., "L'action communautaire et l'État", *Revue internationale d'action communautaire*, no 17, 1987, pp. 161-171.

Dansereau, Francine, *Les tendances du redéveloppement du centre-ville de Montréal : analyse des permis de construire, 1969-1970*. Montréal : INRS-Urbanisation, 1974.

Dansereau, Francine, *Les mutations de l'espace habité montréalais, 1971-1981*. Chicoutimi : Colloque ACSALF, 1985.

Dansereau, Francine, et D. L'Ecuyer, *Réanimation, reconquête, conversion*. Montréal : INRS-urbanisation, 1987.

D'Arcy, F., et G. Saez, "Les médiations État-société et le néo-corporatisme. Néo-corporatisme et crise de la représentation", in F. D'Arcy, dir. *De la représentation*. Paris : Economica, 1985, pp. 121-140.

De Ipola, E., "Le FRAP devant la crise", in *Québec occupé*. Montréal : Éditions Parti Pris, 1971, pp. 141-157.

Descent, D., Louis Maheu, M. Robitaille et G. Simard, *Classes sociales et mouvements sociaux au Québec et au Canada*. Montréal : Éditions Saint-Martin, 1989.

Deslauriers, J., et H. Pouliot, *Les groupes populaires à Sherbrooke : pratique, financement et structure*. Sherbrooke, Université de Sherbrooke : Département de service social, 1982.

Duncan, N. S., "An economic development strategy", *Social Policy*, vol. 16 (4), 1986, p. 4.

Eder, K. 1982. "A new social movement ?" *Telos*, no 52, 1982, pp. 5-20.

Eder, K., "The new social movements : Moral crusades, political pressure groups, or social movements ?" *Social Research*, vol. 52 (4), 1985, pp. 869-890.

Evans, P. B., D. Rueschemeyer et T.A. Skocpol, "On the road toward a more adequate, understanding of the state", in P.B. Evans, D. Rueschemeyer et T.A. Skocpol, éd. *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press, 1985.

Ewald, F., *L'État providence*. Paris : Grasset, 1986.

Fainstein, N., Class and community in urban social movements, *Urban Affairs Quarterly*, vol. 20 (4), pp. 557-563.

Fainstein, N., et S. Fainstein, *Urban Political Movements : The Search for Power by Minority Groups in American Cities*. Englewood Cliffs : Prentice Hall, 1974.

Fainstein, S., et N. I. Fainstein, "Economic restructuring and the rise of urban social movements", *Urban Affairs Quarterly*, vol. 21 (2), 1985, pp. 187-206.

Favreau, Louis, "L'économie communautaire des quartiers populaires d'un grand centre urbain du Québec : le cas de Montréal", in Benoît Lévesque, A. Joyal, et O. Chouinard, éd. *L'autre économie. Une économie alternative ?* Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1989.

Favreau, Louis, "Mouvement populaire et développement local : le défi de l'économie communautaire", in C. Gagnon, Jean-Luis Klein, M. Tremblay et P.-A. Tremblay, éd., *Le local en mouvements*. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, 1989.

Ferry, L., et A. Renaut, *68-86 : Itinéraires de l'individu*. Paris : Gallimard, 1987.

Fischer, R., et P. Romanofsky, éd., *Community Organization for Urban Social Change*. Westport, Londres : Greenwood Press, 1981.

Forester, J., *Planning in the Face of Power*. Berkeley University of California Press, 1989.

Fortin, A., *Le Rézo. Essai sur les coopératives d'alimentation au Québec*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1985.

Fournier, J., et N. Questiaux, *Le pouvoir du social. Économie en liberté*. Paris : Presses universitaires de France, 1979.

Furtado, C., *Le mythe du développement économique*. Paris : Anthropos, 1976.

Gagnon, G., "Les pratiques émancipatoires collectives en milieu populaire québécois", in J.P. Dupuis, A. Fortin, Gabriel Gagnon, R. Laplante et Marcel Rioux, éd., *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.

Gagnon, Gabriel et Marcel Rioux, *À propos d'autogestion et d'émancipation*. Québec : Institut québécois de recherche sur la culture, 1988.

[228]

Gamson, W., *The Strategy of Social Protest*. Chicago, Illinois : The Dorsey Press, 1975.

Gareau, J., *Une année de revitalisation économique à Pointe-Saint-Charles*. Montréal : Programme économique de Pointe-Saint-Charles, 1987.

Gariépy M., O. Soubeyran et G. Domon, "Planification environnementale et étude d'impacts sur l'environnement au Québec : implantation d'une procédure et apprentissage des acteurs", *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 30 (79), 1986, pp. 21-40.

Gass J.R., "Préface", in OCDE. *L'État protecteur en crise*. Paris OCDE, 1981, pp. 5-6.

Gaudreau, M., *Gestion du développement de l'espace de la ville centrale : le cas de Montréal*. Ottawa : Conseil canadien de recherches urbaines et régionales, 1974.

Germain, A., et Pierre Hamel, "L'autonomie des collectivités locales : entre la crise et le changement". *Revue internationale d'action communautaire*, no 13, 1985, pp. 35-45.

Godbout, Jacques T., *La participation contre la démocratie*. Montréal : Éditions Saint-Martin, 1983. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Godbout, Jacques T. et J.-P. Collin, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?* Montréal : INRS-Urbanisation, 1977. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Gorz, A., *Les chemins du Paradis. L'agonie du capital*. Paris : Galilée, 1983.

Gough, I., *The Political Economy of the Welfare State*. Londres : Macmillan, 1979.

Grémion, P., Les associations et le pouvoir local, *Esprit*, no 6, 1978, pp. 19-31.

Guillaume, M., *Le capital et son double*. Paris : Presses universitaires de France, 1975.

Hamel, Pierre, *Logement et luttes urbaines à Montréal (1963-1976)*. Montréal, Université de Montréal : Faculté de l'aménagement, Collection Cahiers de recherche, 1983.

Hamel, Pierre, "Crise de la redistribution étatique et financement des organisations populaires". *Revue internationale d'action communautaire*, no 10, 1983, pp. 63-76.

Hamel, Pierre, "Mouvements urbains et nouveaux modes de gestion du social", in G. Dussault et V. Piché, éd., *L'inégalité sociale et les mécanismes de pouvoir*. Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1985, pp. 241-263.

Hamel, Pierre, "Développement local et action communautaire à l'heure du néocorporatisme", in Benoît Lévesque, A. Joyal et Omer Chouinard, éd., *L'autre économie*. Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1989.

Hamel, Pierre, "Le développement local en milieu urbain". *Revue internationale d'action communautaire*, no 22, 1989, pp. 127-137.

Hamel, Pierre, "Le développement urbain dans le contexte montréalais des années quatre-vingt et le mouvement communautaire", in C. Gagnon, Jean-Luis

Klein, M. Tremblay et P.-A. Tremblay, éd., *Le local en mouvements*. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, 1989.

Hamel, Pierre, “Mouvements sociaux : revendications et compromis”, in Denis Monière, dir., *L'année politique 1988-1989 au Québec*. Montréal : Québec-Amérique, 1989.

Hamel, Pierre et Jean-François Léonard, “Ambivalence des luttes urbaines et ambiguïté des interventions de l'État”, *Revue internationale d'action communautaire*, 4, 1980, pp. 74-82.

Hamel, Pierre et Jean-François Léonard, *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*. Montréal : Nouvelle Optique, 1981.

Hamel, Pierre, H. Manseau et G. Saez, éd., “Repenser les solidarités étatiques”, *Revue internationale d'action communautaire*, no 19, 1988, pp. 213.

Hearn, F., “State autonomy and corporatism”, *Contemporary Crises*, 8 (2), 1984, pp. 125-145.

Heberle, R., “Observations on the sociology of social movements”, *American Sociology Review*, vol. 14 (3), 1949, pp. 346-357.

Heberle, R., *Social Movements. An Introduction to Political Sociology*. New York : Appleton Century Crofts, 1951.

Heller, T.C., M. Sosna et D. E. Wellbery, éd., *Reconstructing Individualism. Autonomy, Individuality, and the Self in Western Thought*. Stanford : Stanford University Press, 1986.

Higgins, B., *The Rise and Fall of Montreal*. Moncton : Institut canadien de recherche sur le développement régional, 1986.

Hirschman, A., *Bonheur privé, action publique*. Paris : Fayard, 1982.

Huet, A., J.-C. Kaufman, M. Laigneau, R. Peron, A. Sauvage et J. Clatin, *Rôle et portée économiques, politiques et idéologiques de la participation à l'aménagement urbain*. Paris : DGRST, 1973.

Huston, L., “La petite bourgeoisie et les groupes (pas très) populaires : un conte de fées pour militant averti”, *Possibles*, 3 (1), 1978, pp. 147-153.

Ignatieff, M., *The Needs of Strangers*. Harmondsworth : Penguin Books, 1986.

Institut canadien d'éducation des adultes, "Informations générales sur 5 projets d'animation sociale au Québec", *Bulletin de l'Action sociale jeunesse*, no 3, 1967, pp. 13-18.

Institut canadien d'éducation des adultes, *Le financement des organismes d'éducation populaire*. Montréal : ICEA, 1972.

Institut canadien d'éducation des adultes, *Sortir l'éducation populaire du placard*. Montréal : Institut canadien d'éducation des adultes, 1988.

Ion, J., "Les trois formes de la sociabilité associative", in R. Levasseur, éd. *De la sociabilité. Spécificité et mutations*. Trois-Rivières : Boréal, 1990.

[230]

Jobert, B., *Le social en plan*. Paris : Éditions ouvrières, 1981.

Jobert, B., "L'État en action. L'apport des politiques publiques", *Revue française de science politique*, 35 (4), 1985, pp. 4-68.

Jobert, B., "Action publique et solidarité civile : le cas du maintien à domicile des personnes âgées", *Revue internationale d'action communautaire*, no 19, 1988, pp. 89-95.

Johnson, P., "De la syndical-bureaucratie à la social-démocratie", *Carrefour des affaires sociales*, vol. 4 (1), 1981, pp. 85.

Jones, E., *Metropolis*. Oxford : Oxford University Press, 1990.

Julliard, J., *Contre la politique professionnelle*. Paris : Seuil, 1977.

Kaisergruber, D. et P. Messine, "Comment l'économie marchande peut créer de nouveaux emplois", *Le monde diplomatique*, no 411, 1988, pp. 6-7.

Katz, S. et M. Mayer, "Donnez-nous un toit., luttés d'auto-assistance domiciliaire au sein et contre l'État à New-York et à Berlin-Ouest", *Sociologie et sociétés*, vol. XV (1), 1983, pp. 93-119.

Katznelson, I., *City Trenches. Urban Politics and the Patterning of Class in the United States*. Chicago : University of Chicago Press, 1982.

Keynes, John Maynard, *Théorie générale. De l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Paris : Payot, 1969. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Klein, J.-L., “Autonomie et dépendance des mouvements sociaux dans la régulation postkeynésienne”, in B. Lévesque, A. Joyal et Omer Chouinard, dir. *L'autre économie*. Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1989.

Klein, J.-L., “Les mouvements sociaux et le local dans la régulation postkeynésienne”, in C. Gagnon, J.-L. Klein, M. Tremblay et P.-A. Tremblay, éd., *Le local en mouvements*. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, 1989.

Labonté, P., *Les corporations de développement économique et communautaire*. Rapport d'évaluation de l'expérience-pilote. Montréal : OPDQ, 1987.

Lamonde, P., et M. Polèse, *La transformation de l'économie montréalaise (1971-1986). Cadre pour une problématique de transport*. Montréal : INRS-Urbanisation, 1988.

Latouche, S., *Faut-il refuser le développement ?* Paris : Presses universitaires de France, 1986.

Le Bourdais, C. et D. Rose, “Les familles monoparentales et la pauvreté”, *Revue internationale d'action communautaire*, no 16, 1986, pp. 181-188.

Lefort, C., *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*. Paris : Fayard, 1981.

Legaré, A., *Les comités de citoyens : une forme nouvelle de participation*. Montréal, Université de Montréal : Département de science politique, mémoire de maîtrise, 1970.

Léger, R., “Le Centre-Sud et l'entrepreneurship communautaire”, *Avenir*, vol. 4 (5), 1990, pp. 34-37.

Lenz, T. J., “Neighborhood Development : Issues and Models”, *Social Policy*, vol. 19 (4), 1988, pp. 24-30.

Léonard, Jean-François, *L'évolution du sens démocratique dans l'administration publique québécoise*. Grenoble : Institut études politiques de Grenoble, thèse de doctorat d'État en sciences politiques, 1985.

Levasseur, R. 1987. "Le développement associatif et les couches intellectuelles", in P. R. Bélanger, Benoît Lévesque, R. Mathieu, et F. Midy, (dir.), *Animation et culture en mouvement. Fin ou début d'une époque ?* Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1987, pp. 267-279.

Léveillé, J., *Les stratégies de réponse à la crise de croissance des années soixante-dix à Montréal*. Communication présentée à l'Université de Paris X. Nanterre : Université de Paris X, 1983.

Léveillé, J., "L'action économique de la ville de Montréal", in J. Bouinot (dir.), *L'action économique des grandes villes en France et à l'étranger*. Paris : Economica, 1987.

Léveillé, J., "Pouvoir local et politiques publiques à Montréal : renouveau dans les modalités d'exercice du pouvoir urbain", *Cahiers de recherche sociologique*, vol. 6 (2), 1988, pp. 37-63.

Léveillé, J., et Jean-François Léonard, "The Montreal citizens' movement comes to power", *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 12 (4), 1988, pp. 567-580.

Lévesque R., "C'est le début d'un temps nouveau. Extrait du discours inaugural". *Le Devoir*, 24 mars 1983.

Lipovetsky, G., *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*. Paris : Gallimard, 1983.

Logan, J.R. et H.L. Molotch., *Urban Fortunes*. Berkeley : University of California Press, 1987.

Lowe, S., *Urban Social Movements. The City after Castells*. New York : St. Martin's Press, 1986.

Magnusson, W., "Political science, political economy and the local state", *Revue d'histoire urbaine*, vol. XIV (1), 1986, pp. 47-54.

Maheu, Louis, "Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation étatique du tissu social", *Sociologie et sociétés*, vol. XV (1), 1983, pp. 77-92.

Maheu, Louis, *Conflits et mouvements sociaux : enjeux et caractéristiques de la domination culturelle et politique*. Montréal, Université de Montréal - Département de sociologie, 1986.

Maheu, Louis, "Mouvements sociaux et politiques. Les enjeux d'une articulation entre grandes problématiques du Politique", in Gérard Boismenu, et Pierre Hamel, éd., *Les formes modernes de la démocratie*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1991.

Manent, P., *Histoire intellectuelle du libéralisme, dix leçons*. Paris : Calmann-Lévy, 1987.

[232]

Marris, P., et M. Rein, *Poverty and Community Action in the United States*. Chicago : Université de Chicago, 1967.

Mathieu, R., "Les groupes populaires et Dieu-le-père-qui-est-à-Québec-Ottawa-ou-ailleurs", *Offensives*, vol. 1 (1), 1980, pp. 12-15.

Maurel, E., "Où va l'action sociale ?" *Revue internationale d'action communautaire*, no 19, 1988, pp. 75-81.

Mayer, N.S., *Neighborhood Organizations and Community Development*. Washington, D. C. : Urban Institute Press, 1984.

Mayer, N.S., et J. Blake, *Keys to the Growth of Neighborhood Development Organizations*. Washington, D.C. : The Urban Institute Press, 1981.

Mayer, R., *L'idéologie du réaménagement urbain à Québec (quartier St-Roch) et à Montréal (quartier Petite-Bourgogne)*. Sainte-Foy, Université Laval : Département de sociologie, thèse de doctorat, 1978.

McDonough, B., et M. Fauteux, Montréal face au pari de l'internationalisation, in M. Boisvert et P. Hamel, éd. *Redéploiement industriel et planification régionale*. Montréal, Université de Montréal : Faculté de l'aménagement, 1985.

McGraw, D., *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*. Montréal : Éditions Saint-Martin, 1978.

Mehl, D., "Les voies de la contestation urbaine", *Annales de la recherche urbaine*, no 6, 1980, pp. 26-62.

Mejster, A., *La participation dans les associations*. Paris Éditions Ouvrières, 1974.

Melluci, A., Mouvements sociaux, mouvements post-politiques, *Revue internationale d'action communautaire*, no 10, 1983, pp. 13-30.

Melluci, A., "The Symbolic Challenge of Contemporary Movements", *Social Research*, vol. 52 (4), 1985, pp. 789-816.

Mellucci, A., *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. Londres : Hutchinson Radius, 1989.

Messine, P., *Liberté, égalité, modernité. Promesses et menaces de la modernité*. Paris : La Découverte, 1985.

Miller, J., *Democracy is in the Streets*. New York : Simon and Schuster, 1987.

Miller, S.M., "Social Programs Are Now Economic Programs". *Social Policy*, vol. 18 (3), 1988, pp. 44-45.

Milner, Henry, "The Montreal citizens' movement, then and now". *Quebec Studies*, no 6, 1988, pp. 1-11.

Morin, R., *Réanimation urbaine et pouvoir local. Les stratégies des municipalités de Montréal. Sherbrooke et Grenoble en quartiers anciens*. Sillery : Presses de l'Université du Québec, 1987.

Morris, D., *The New City States*. Washington, D.C. : The Institute for Local Self-Reliance, 1982.

Mulroney, B., *Notes for a speech by M. Brian Mulroney*. Victoria/ Vancouver, 1983.

Nordlinger, E.A., *On the autonomy of the democratic state*. Cambridge : Harvard University Press, 1981.

Nordlinger, E.A., *Theorizing State Autonomy : The State as an Independent Actor and an Independent Variable*. Boston, Harvard University : Center for International Affairs, 1984.

O'Connor, J., *The Fiscal Crisis of the State*. New York : St-Martin's Press, 1973.

Offe, C., "Nouveaux mouvements sociaux et mouvements pour la paix", *Revue internationale d'action communautaire*, no 12, 1984, pp. 35-39.

Offe, C., "New social movements : Challenging the boundaries of institutional politics", *Social Research*, vol. 52 (4), 1985, pp. 817-868.

Olson, M., *Logique de l'action collective*. Paris : Presses Universitaires de France, 1978.

OPDQ, *Les orientations du développement régional de Montréal*. Montréal : Office de planification et de développement du Québec, 1979.

Organisation de coopération et de développement économiques, *L'État protecteur en crise*. Paris : OCDE, 1981.

Organismes volontaires d'éducation populaire, *Mémoire sur le financement des organismes volontaires d'éducation populaire*. Montréal : OVEP, 1977.

Organismes volontaires d'éducation populaire, *Dossier d'information*. Montréal : OVEP, 1978.

Organismes volontaires d'éducation populaire, *L'éducation populaire autonome au Québec. Rapport présenté au ministre de l'Éducation du Québec*. Montréal : Comité national de révision du programme d'aide aux organismes volontaires d'éducation populaire, 1987.

Palard, J., "Rapports sociaux, stratégie politique et vie associative", *Sociologie du travail*, no 3, 1981, pp. 308-324.

Paré, I., "Montréal injectera un autre 100 millions \$ dans le Sud-ouest", *Le Devoir*, 13 mars 1990.

Paré, I., "Montréal investira 6 millions \$ pour la relance de ses quartiers défavorisés", *Le Devoir*, 23 février 1990.

Paré, I., "Québec ajoute 5 millions pour le développement des quartiers démunis de Montréal", *Le Devoir*, 27 juin 1990.

Pateman, C., *Participation and Democratic Theory*. Cambridge : Cambridge University Press, 1970.

P.E.P., *À Pointe-St-Charles, on a du coeur : nouvelles stratégies de développement économique pour un quartier urbain*, Montréal : P.E.P., 1985.

Picard, L., *Rapport du Comité consultatif au Comité ministériel sur le développement de la région de Montréal*. Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services, 1986.

[234]

Pickvance, C., "The rise and fall of urban movements and the role of comparative analysis", *Environment and Planning D : Society and Space*, no 3, 1985, pp. 31-53.

Pinkard, T., *Democratic, Liberalism and Social Union*. Philadelphia : Temple University Press, 1987.

Piotte, Jean-Marc, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*. Montréal : VLB, 1987. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Piotte, S.Y., *La rénovation urbaine et le phénomène de pression : étude monographique, le cas de la Petite Bourgogne*. Montréal : Université de Montréal, mémoire de maîtrise, 1970.

Pitrou, A., *Les aides financières exceptionnelles dans les Alpes de Haute Provence*. Aix-en-Provence : Laboratoire d'économie et de sociologie du travail LEST-CNRS, 1989.

Polèse, M., "Est-ce qu'il faut s'inquiéter de la tertiarisation de l'économie montréalaise ?" *Forum*, vol. 4 (3), 1988, p. 6.

Proulx, P.-P., *Libéralisation des échanges et adaptation industrielle à Montréal. Aspects sectoriels et politiques et programmes pertinents*. Montréal, Université de Montréal : Département des sciences économiques, 1989.

Przeworski, A., "Le défi de l'individualisme méthodologique à l'analyse marxiste", in P. Birnbaum et J. Leca, éd., *Sur l'individualisme*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1986, pp. 77-106.

Regroupement des organismes communautaires et culturels d'Alma, *Le financement et les groupes*. Alma : Regroupement des organismes communautaires et culturels d'Alma, 1982.

Richard, G., et L. Bouchard, *Rapport sur les numéros d'oeuvre de charité*. Montréal, 1982.

Ronsanvallon, P., *La crise de l'État-providence*. Paris : Seuil, 1981.

Rosanvallon, P., "Formation et désintégration de la galaxie « auto »", in P. Dumouchel et J.-P. Dupuy, éd. *L'auto-organisation. De la physique au politique*. Colloque de Cerisy. Paris : Seuil, 1983, pp. 456-475.

Ross, D.P., *Quelques dimensions financières et économiques des organismes de charité enregistrés et de bénévolat au Canada*. Ottawa : Secrétariat d'État, 1983.

Roth, R., *Institutional Stability or Societal Upheaval*. Communication présentée au Congrès mondial de Sociologie, New Delhi, 1986.

Roy, L., *Le sommet populaire de Montréal*. Montréal, Université du Québec à Montréal : Département de science politique, mémoire de maîtrise, 1983.

Sarrasin, H., *La pratique des intellectuels dans les groupes populaires : le cas du Front d'action populaire en réaménagement urbain*. Montréal, Université de Montréal : Département de science politique, mémoire de maîtrise, 1982.

Savary, J., "L'économie-territoire à la conquête de l'économie-monde ?" in P. Dommergues, éd., *La société de partenariat*. Paris : Anfor et Anthropos, 1989.

Service d'action communautaire, *Pour une participation avertie*. Montréal : Service d'action communautaire, 1984.

Simon, F., "Maîtriser les dépenses sociales", in M. Deniger, éd., *Les débats internes aux politiques sociales*. Montréal : Université de Montréal, 1984, p. 75.

Simon, H., et S. Vallières, *L'évaluation d'une nouvelle mesure pénale : les travaux communautaires au Québec*. Montréal, Université de Montréal : École de criminologie, 1981.

Skocpol, T., "Political response to capitalist crisis : Neo-Marxist theories of the state and the case of the New Deal", *Politics and Society*, vol. 10 (2), 1980, pp. 155-201.

Skocpol, T., Bringing the state back in : Strategies of analysis in current research, in P. D. Evans, D. Rueschemeyer, et T. Skocpol, éd., *Bringing the State Back In*. Cambridge : Cambridge University Press, 1985, pp. 3-37.

Steffen, M., “Les médecins et la référence communautaire en France”, *Revue internationale d'action communautaire*, no 19, 1988, pp. 169-176.

Stoesz, D., “Corporate Welfare : l'industrie des services sociaux et la réforme du Welfare State aux États-Unis”, *Revue internationale d'action communautaire*, no 10, 1983, pp. 87-99.

Thellier, M.A., “Trois mesures pour accroître l'employabilité des jeunes : le plan de relance de Pauline Marois”, *Le Devoir*, 27 janvier 1984.

Therborn, G., “Neo-Marxist, Pluralist, Corporatist, statist theories and the welfare state”, in A. Kazancigil, éd. *The State in Global Perspective*. Paris : UNESCO, 1986, pp. 204-231.

Thériault, J., *Des choix pour la pointe. Un quartier à améliorer, une population à respecter*. Montréal, 1986.

Till C., *From Mobilization to Revolution*. Londres : Addison-Wesley, 1978.

Tilly, C., “Social movements and national politics”, in C. Bright et S. Harding, éd. *State Making and Social Movement*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1984, pp. 297-317.

Tilly, C. 1985. *The Geography of European Statemaking and Capitalism Since 1500*. New York, New School for Social Research : Centre for Studies of Social Change, The Working Paper Series.

Till C., “European Violence and Collective Action Since 1700”, *Social Research*, vol. 53 (1), 1986, pp. 159-184.

Touraine, Alain, “Théorie et pratique d'une sociologie de l'action”, *Sociologie et sociétés*, 10 (2), 1978, pp. 149-188.

Touraine, Alain, *L'après Socialisme*. Paris : Grasset, 1980.

Touraine, Alain, *Mouvements sociaux d'aujourd'hui, acteurs et analyses*. Paris : Les Éditions ouvrières, 1982.

[236]

Touraine, Alain, *Le retour de l'acteur. Essai de sociologie*. Paris Fayard, 1984. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Touraine Alain, “An introduction to the study of social movements”, *Social Research*, vol. 52 (4), 1985, pp. 749-787.

Tremblay, J., *État de la situation concernant les organismes subventionnés en 1986-1987 en particulier dans les secteurs services à la communauté et maintien à domicile*. Québec : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1987.

Voyé, L., “L'espace comme enjeu de revendication”, *Recherches sociologiques*, vol. 6, 1975, pp. 442-464.

Webber, M. M., “A different paradigm for planning”, in R.W. Burchell et G. Sternlieb, éd. *Planning Theory in 1980s*. New-Brunswick, N. J., Rutgers University : The Center for Urban Policy Research, pp. 151-162, 1978.

Wolch, J.R., “The shadow state : Transformations in the voluntary sector”, in J. R. Wolch et M. Dear, éd., *The Power of Geography. How Territory Shapes Social Life*. Boston : Unwin Hyman, 1989, pp. 197-221.

Zuniga, R., “La gestion amphibie”, *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 19, 1988, pp. 157-167.

Fin du texte